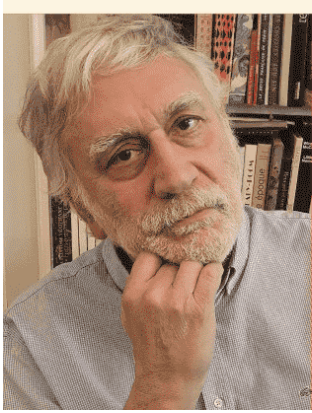
PIERRE CONESA

Vendre la guerre

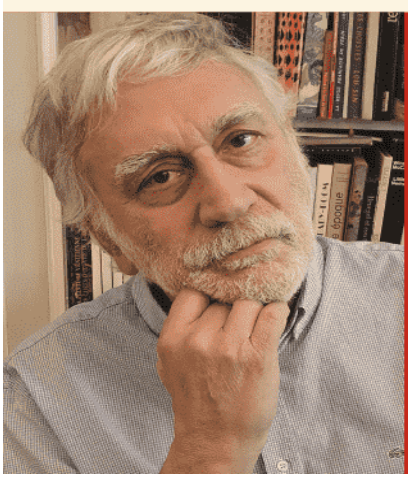


LE COMPLEXE MILITARO-INTELLECTUEL

l'aube

PIERRE CONESA

Vendre la guerre



LE COMPLEXE MILITARO-INTELLECTUEL

l'aube

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2022
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-4925-5

Pierre Conesa

Vendre la guerre

Le complexe militaro-intellectuel

éditions de l'aube

Introduction

« À l'aurore aujourd'hui la guerre

A levé son front de taureau

Il faut recommencer qu'on meure

Des gens dormaient dans leurs demeures

Comme ici dort cet enfant-là

L'armoire se tait mais la porte

Proteste : Après tout peu m'importe

Ça se passe au Guatemala. »

LOUIS ARAGON,
« Il faisait si beau ce matin-là », 1954

Les XVIIIe et XIXe siècles furent une révolution philosophique dans l'histoire. Condorcet prédisait en 1787 : « plus la civilisation s'étendra sur la terre, plus on verra disparaître les guerres et les conquêtes comme l'esclavage et la misère ». Auguste Comte repensa la vie sociale à partir des progrès scientifiques, en vue du bonheur de l'humanité : « Je crois invinciblement que la science et la paix triompheront de la maladie, de l'ignorance et de la guerre […]. Les peuples s'entendront, non pour détruire, mais pour édifier[1]. » Les progrès scientifiques donnaient le sentiment de la capacité de l'homme (blanc) à prévoir son avenir. Kant et Hegel avaient garanti que l'histoire avait un sens, et Marx avait fourni le matérialisme historique clés en main. Mais les penseurs se sont largement abreuvés de l'extraordinaire apport des progrès scientifiques au XIXe siècle pour échafauder idéologies sociales inégalitaires, nationalismes chauvins et théories géopolitiques racistes, et ainsi justifier les guerres. Ces mythologies se voulaient universelles parce que rationalistes, racistes parce que darwiniennes, missionnaires parce que religieuses. Gobineau traduisit le premier le darwinisme social avec son *Essai sur l'inégalité des races humaines*[2] (1853), classant trois groupes de « races » : la blanche supérieure menacée de disparition, la noire et la jaune, nécessairement inférieures. L'origine de toutes les civilisations viendrait des

Aryens, mais l'antisémitisme n'y est pas. En Allemagne, ses thèses rencontrent les milieux wagnériens. Le darwinisme social est promu par Ernst Haeckel qui mêle pangermanisme et haine du christianisme. Son livre *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*[3] inspira *Mein Kampf*[4]. En France, Georges Vacher de Lapouge, socialiste marxiste militant du Parti ouvrier français puis de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), écrit *L'Aryen ; son rôle social*[5] et affirme que « le seul concurrent dangereux de l'Aryen c'est le Juif », le héraut en sera Édouard Drumont. Ludwig Woltmann, marxiste allemand converti au darwinisme social, fonde, en 1902, la *Politisch-Anthropologische Revue*, qui souhaite une politique volontariste pour améliorer la race germano-nordique par l'interdiction de mariages, voire « l'extermination directe ». Ernest Renan produit quelques pages mémorables sur l'islam dans une conférence à la Sorbonne en 1883 : « Toute personne un peu instruite des choses de notre temps voit clairement la décadence des États gouvernés par l'islam, la nullité intellectuelle des races qui tiennent uniquement de cette religion leur culture et leur éducation[6]. » *La réforme intellectuelle et morale*[7] justifie la colonisation :

> Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme, à la guerre du riche au pauvre. La conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure n'a rien de choquant […]. Autant les conquêtes entre races égales doivent être blâmées, autant la régénération des races inférieures par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité […]. Une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne.

Ces idéologies géopolitico-racistes n'ont pas disparu, mais ont trouvé de nouveaux hérauts avec le livre de Huntington, *Le choc des civilisations*[8], qui ne voit de menace planétaire que dans les mondes arabo-musulman et asiatique (jaune). À l'autre extrême du champ politique, Kémi Séba[9], racialiste (on ne dit plus raciste si cela vise les Blancs), adepte de l'action violente dans les années 2000, antisémite claironnant, renverse la pyramide raciale : le peuple civilisateur est l'Africain noir et il désigne un nouveau « Juif », l'homme blanc.

Naît, en Allemagne, la géopolitique. Friedrich Ratzel (1844-1904), invente la notion d'espace vital (*Lebensraum*), appliquant la théorie de l'évolution pensant les États comme des organismes biologiques dont la croissance légitime la conquête de voisins moins vigoureux. En Italie fasciste, le *Spazio vitale* devait couvrir la Méditerranée et l'Afrique du Nord. Giuseppe Bottai (1895-1959) fait du nouvel Italien le « gardien et porteur de la civilisation supérieure ». Pour lui, les nouveaux Italiens « illumineront le monde de leur art, l'éduqueront avec leurs connaissances ». Le Japon, menacé par la « préférence impériale » appliquée dans les colonies européennes d'Asie, affirme, avec la révolution Meiji, ses revendications d'espace vital portées par la caste militaire et la morale guerrière du *bushidō* des samouraïs. *La doctrine*

scolastique du droit de la guerre[10] (1919) réclame réarmement et conquête en Sibérie, en Asie du Sud et en Australie. La volonté impérialiste est labellisée « libération des peuples jaunes ». C'est pourquoi toute résistance à la colonisation peut être réprimée dans le sang. Le massacre des Hereros, en 1904, dans le Sud-Ouest africain colonisé par les Allemands, est le premier génocide du XXe siècle qui sera suivi par beaucoup d'autres, dont les guerres mondiales et les massacres lors des dizaines de guerres de décolonisation.

Pourtant, après chacun des deux carnages mondiaux, on se promettait : « Plus jamais ça ! » Les cellules de dégrisement des ivresses guerrières n'ouvrent en général qu'après les conflits et le constat dramatique des destructions, mais elles ferment rapidement leurs portes. La Société des Nations est morte avec la Deuxième Guerre et l'Organisation des Nations unies n'a pu se mettre en place que bâtie sur le droit de veto des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. La Charte internationale des droits de l'Homme de l'ONU est adoptée par la France et la Grande-Bretagne, les grandes puissances coloniales qui se partagent le monde, les États-Unis racistes, ségrégationnistes et impérialistes en Amérique latine, l'URSS de Staline et la Chine de Tchang Kaï-chek, toutes grandes puissances peu sensibles à l'autocritique. La propagande extérieure devient une discipline de gouvernement : la France, le « pays des droits de l'Homme », se charge d'une « mission civilisatrice » ; les États-Unis légitiment l'extermination des Indiens par la « Destinée manifeste », mission quasi divine confiée aux Pères fondateurs ; l'URSS est longtemps le « paradis des ouvriers » envoyés en masse au Goulag ; l'Allemagne de Guillaume II puis d'Hitler est « le pays de la culture et de l'Ordre nouveau » ; enfin, la Chine maoïste, « le phare de l'humanité éclairée par le Grand Timonier ». Le partage du monde se fait sur tapis vert, dans des conférences internationales, traçant au crayon rouge des frontières rectilignes méprisant les peuples et les ethnies : congrès de Berlin, traités de Versailles, Potsdam et Yalta. Peu de guerres directes, mais droit de police dans l'espace de chacun et des guerres par procuration, avec classement des tyrans des pays tiers en alliés ou ennemis si besoin. Après le dégel suivant la guerre froide, de nouvelles revendications territoriales appuyées sur « l'histoire » se sont fait jour : le monde musulman du XIIe siècle selon Ben Laden, le Grand Israël selon les radicaux juifs, l'expulsion des musulmans dans l'Inde de Modi et dans le Myanmar bouddhiste. Aujourd'hui c'est Moscou qui revendique l'Ukraine dans sa totalité sautant allègrement sur les différents épisodes de résistance qui ont jalonné son histoire.

Ce long flashback est uniquement destiné à montrer le poids des idéologues qui ont faussé, voire falsifié à jet continu la perspective de la guerre. On ne peut comprendre pourquoi les démocraties peuvent être bellicistes sans chercher à disséquer la sociologie et les fondements de la production stratégique, car les questions de guerre et de paix ne sont plus l'exclusivité des militaires. Les systèmes d'éducation publique mis en place

dans les États-nations modernes professent partout une supériorité culturelle par une théologie nationale. La conscription militaire inventée par la Révolution française[11] est largement imitée. Encore faut-il convaincre l'opinion de la nécessité du conflit, ce sont les prémisses du complexe militaro-intellectuel. La conscription avait fait de la guerre de 1914 l'affaire de tous, les combattants, au retour, estimaient, au titre des souffrances passées au front, avoir droit à la parole par rapport aux « planqués » de l'arrière.

Quels acteurs sociaux, au-delà des militaires, préconisent et préparent l'opinion à la guerre ? Dans une dictature, comme on le voit avec Poutine aujourd'hui, cela relève simplement des humeurs chagrines du chef, alors que dans les démocraties, la guerre doit être « démocratique », donc soutenue par l'opinion. La première tentative pour comprendre les facteurs qui expliquent le caractère répétitif des guerres par les démocraties fut celle du complexe militaro-industriel (*military-industrial complex*) évoquée par le président Eisenhower, dans son discours de fin de mandat, en janvier 1961 :

> Dans les conseils du gouvernement, nous devons prendre garde à l'acquisition d'une influence illégitime, qu'elle soit recherchée ou non, par le complexe militaro-industriel. Le risque d'un développement désastreux d'un pouvoir usurpé existe et persistera.

La guerre serait causée par les marchands de canons comme dans *Tintin et l'oreille cassée*. La thèse fit florès pendant la guerre froide marquée par la course aux armements et on considéra le modèle américain comme référence. Il n'existe quasiment pas d'analyse du complexe militaro-industriel ailleurs. Des explications politiques simplistes mais définitives avaient été assénées : « le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage », avait déclaré Jean Jaurès. Cornelius Castoriadis s'était fait une spécialité de la dénonciation de la monstruosité du système militaire soviétique : « La Russie est vouée à préparer la guerre parce qu'elle ne sait et ne peut rien faire d'autre[12]. » Annonce prophétique de la menace militaire qui s'est écroulée en Afghanistan, face à des combattants dépenaillés. Le XXIe siècle s'ouvre avec la « guerre globale » contre le terrorisme et la prolifération, première guerre déclarée contre des concepts, voulue par les néoconservateurs américains, associés à une liste discrétionnaire des « ennemis » et le déclenchement de « guerres préventives ». La menace d'une guerre en Europe, que l'on croyait morte avec la disparition de l'URSS, renaît aujourd'hui avec l'invasion de l'Ukraine.

L'idée du recours à la force reste totalement intégrée dans la conscience collective d'un certain nombre de pays, même démocratiques. Il suffit de revoir l'étonnant radio-trottoir réalisé par une équipe de CNN en 2006 demandant à des Américains dans la rue : « Dans la guerre globale contre le terrorisme, quel pays faut-il attaquer maintenant après l'Irak ? » Aucun des

interviewés ne remet en doute la question et la liste des réponses laisse parfois pantois. « Rethinking what to fear ? » (Repenser à ce qu'il faut craindre ?) titrait un article du *New York Times* du 3 octobre 2009 consacré à al-Qaida repris par *Le Monde*. Écrit plus de huit ans après les attentats du 11-Septembre, l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, il démontre combien toutes les sociétés, même démocratiques, sont traversées par des angoisses et des peurs, le recours à la force étant en partie conçu pour y répondre et la violence préventive présentée comme la solution. C'est le rôle du complexe militaro-intellectuel que de rendre la guerre possible, voire souhaitable, en s'appuyant sur les ressorts identitaires profondément ancrés dans l'histoire des victoires et défaites passées. Les Russes ont repoussé quatre invasions européennes (Suédois, Polonais, Français puis Allemands) et une mongole depuis l'Est, invasions qu'ils n'ont pu stopper qu'au prix de la politique de la terre brûlée, et en ont tiré un complexe obsidional de l'encerclement, pourtant c'est la Russie poutinienne qui relance la possibilité d'un conflit en Europe. Les Américains qui, après avoir fait de l'extermination des Indiens une épopée cinématographique, n'ont jamais connu les ruines des villes bombardées, les points d'eau, les tickets de rationnement, les populations déplacées, ni les guerres civiles[13]. Le traumatisme du 11-Septembre n'en fut que plus fort et légitima toutes les expéditions guerrières. Ces mémoires historiques sont par nature contradictoires. Nos actuelles sociétés démocratiques sont-elles plus réalistes et pacifiques dans leur production stratégique ? Il me paraît évident que les militaires actuels sont beaucoup moins bellicistes que certains acteurs de la société civile et décideurs politiques, pour la simple et bonne raison qu'ils savent ce qu'est la guerre. Cet essai tente de décrypter les mécanismes sociologiques de fabrication de l'*Homo bellicus* dans les démocraties modernes et l'apparition et le fonctionnement du complexe militaro-intellectuel qui, aujourd'hui, est devenu acteur à part entière de la réflexion stratégique. Ses analyses, directement accessibles au public, à la différence des systèmes administratifs couverts par le secret, ouvrent le débat à une population mobilisable mais pas directement concernée. Aux États-Unis, on les appelle les *defense intellectuals* qui prônent la violence armée dans un éventail de « causes » et de « crises » dont ils se veulent les interprètes exclusifs.

Partie I. Le double séisme qui nous occupe ici connaît une première phase dans la disparition, en 1991, de l'ennemi structurant depuis plus de soixante-dix ans : c'est la « catastroïka ». Le complexe militaro-intellectuel se retrouve sans ennemi principal et le complexe militaro-industriel sans dynamique stratégique. En revanche, l'interventionnisme militaire redevient possible. La guerre du Golfe, menée avec l'accord de l'ONU, conclut un peu vite à la naissance d'un « nouvel ordre mondial » géré grâce à des guerres qui ne tuent plus : le « zéro mort » devient une antienne. La guerre lointaine est un spectacle en *live*, grâce au direct télévisé, et l'ex-conscrit est devenu

téléspectateur. L'Occident victorieux proclame un « nouvel impérialisme libéral » et se veut gendarme international, décidant des guerres justes et morales sans enjeu stratégique.

Le complexe militaro-intellectuel américain avait très vite tenté de définir un paradigme global – Huntington, Fukuyama, New American Century… – destiné essentiellement à garantir la prédominance mondiale de Washington, inventant des concepts magiques comme la « construction de l'État » (*state-building*) après conflit, la (re)construction de l'identité nationale (*nation-building*), voire la « guerre préventive » pour empêcher la guerre. Il faut attendre les attentats terroristes du 11-Septembre en direct pour que le terroriste occupe l'espace libéré par le communiste. Fin du moment onirique, le terroriste religieux, ennemi quasi incompréhensible, est l'un d'entre nous et un autre, une menace externe et interne.

Partie II. Dans ce monde sans paradigme, le complexe militaro-intellectuel va décider du choix et de la médiatisation de telle ou telle crise, conseiller des méthodes militaires sur tel ou tel problème. À ce titre, il interpelle les dirigeants. Dans le champ de l'expertise, le soviétologue dévalué laisse la place au spécialiste du terrorisme et de l'islam : journalistes, experts des think tanks, universitaires, humanitaires, diasporas, hommes politiques d'opposition… Les juristes du droit international inventent un nouveau droit de la guerre antiterroriste et des principes internationaux contradictoires avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : droit d'ingérence et devoir de protéger. Les diasporas organisées en Occident, cultivant une victimologie qui interpelle opinion et pouvoirs démocratiques, viennent conforter le dispositif, prêtes à fournir le personnel politique de substitution et l'argumentaire stratégique. Les droits-de-l'hommistes peuvent toujours fournir quelques thèmes susceptibles de redonner souffle à une intervention qui s'enlise. Enfin, le show-biz alimente la troupe des pétitionnaires. Mais les décisions de politique internationale dans les démocraties se recentrent sur des contraintes de politique intérieure (échéance électorale, coalition politique en place, intérêts économiques, poids local des diasporas, réaction de l'opinion…) et moins des caractéristiques spécifiques de chaque crise.

Partie III. Dans ce nouveau contexte, comment le complexe militaro-intellectuel se positionne-t-il face aux idéologies bellicistes actuelles, leurs idéologues, la légitimation de leur violence, les ennemis qu'ils se désignent et les formes de violence qui leur sont propres ? Avec les attentats du 11-Septembre, George W. Bush, déjà convaincu par les néoconservateurs et les néo-évangéliques américains, déclare la guerre aux pays de « l'axe du mal » (mais pas l'Arabie). Edward N. Luttwak, dans *Le grand livre de la stratégie*[14], explique que seule la guerre fait bouger les crises et il démocratise ainsi l'idée de « guerre préventive ». Il suffit ensuite de dresser une liste à façon des pays menaçants ou d'en excuser d'autres. Trump, qui avait constitué, à la Maison-

Blanche, un Conseil évangélique où se retrouvaient des téléprédicateurs ayant soutenu l'invasion de l'Irak, avait, à mi-mandat, déjà ciblé la Russie, l'Iran, la Corée du Nord, la Chine et le Venezuela (mais toujours pas l'Arabie saoudite). Convaincus d'être le camp du bien, ils n'hésitent pas à mentir. Ces guerres « justes » ingagnables laissent derrière elles des zones sans pouvoir. L'école néoconservatrice est également implantée en France, dans les cercles stratégiques qui se voient en miroir de la puissance américaine. Jacques Chirac refusa l'invasion de l'Irak, mais ses successeurs s'empressèrent de rattraper cette « bévue » et même d'en rajouter (voir le grand œuvre de Bernard-Henri Lévy (BHL) et de Sarkozy en Libye).

Les intellectuels sont désorientés par les radicalismes religieux (salafistes, juifs radicaux, néo-évangéliques, ainsi que bouddhistes et hindouistes qui viennent de rejoindre le club) qui ont semé des crises et des guerres sur la planète. Leurs guerres saintes sans frontières, validées par le mandat divin et une violence « vengeresse », portent en elles intolérance, épuration ethnique, massacre et « mémocide » afin de supprimer, aussi, toute trace de la communauté assassinée. Tous ces radicalismes religieux dénoncent les Lumières et l'universalisme au profit de la communauté des croyants, seule admise dans leur géopolitique rêvée qui méprise les frontières. Sans outillage conceptuel, certains acteurs du complexe militaro-intellectuel tentent d'expliquer, voire de justifier, mais hésitent face à une violence intérieure et extérieure. Les premières cibles de tous les radicalismes étant les « hypocrites » (les mauvais croyants), puis juste après les « mécréants » (croyants d'autres religions) et enfin les penseurs critiques (journalistes, penseurs critiques, hommes de paix…) bouleversent les bases de la bonne conscience : Yitzhak Rabin, Premier ministre, assassiné par un radical juif, Anouar el-Sadate par un Frère musulman, Ko Ni, avocat musulman conseiller de Aung San Suu Kyi, par un bouddhiste radical.

Les guerres humanitaires, donc « justes », sont le produit phare du complexe militaro-intellectuel. Adoptée en général sous mandat onusien, sur des principes de droit international de plus en plus contradictoires (responsabilité de protéger, droit d'ingérence humanitaire…), la présence armée des Casques bleus est supposée non belligérante. Ces interventions sont la conjonction d'agissements d'acteurs connus du complexe, du discours victimaire des diasporas et d'acteurs du *droit-de-l'hommisme*, qui ont imposé la repentance occidentale comme obligation morale d'interventionnisme guerrier. Justifiée à partir d'une double négation « on ne peut pas ne pas ! », elle laisse ouvert le champ d'application pour les grandes puissances et, après intervention militaire, une situation aussi mauvaise qu'avant l'intervention. Gage d'enlisement militaire, les forces armées occidentales y entrent à reculons.

Les zélateurs de la guerre civile, phénomène nouveau, sont des sécessionnistes qui se diversifient chaque jour (dernière version LGBTQA+

…), mais ciblent directement le penseur universaliste et désignent un responsable universel : l'homme blanc, au pouvoir ou pas. Limités aux grandes démocraties, ils sont divisés en multiples sectes qui rivalisent par la violence de leurs discours, professant un antiracisme raciste, dirigés par des leaders autoproclamés qui refusent l'élection comme principe politique, nient l'universalisme et excluent à jet continu. Leurs militants sont une sorte de nouveaux SA aux aguets contre tout manquement à leur doxa. Choisissant, selon leurs propres critères, victimes et bourreaux, ils mènent des campagnes anonymes de haine sur internet et limitent, pour le moment, leur violence matérielle à des statues. Les penseurs du complexe militaro-intellectuel, souvent universalistes, tentent désespérément d'accrocher telle ou telle cause, mais l'intersectionnalité supposée qui les unit contre l'homme blanc les divise. Pour l'heure, leur discours n'est encore que théoriste, mais s'en tiendront-ils à des violences intérieures de basse intensité ?

Enfin, reste l'immense réservoir des quatre cents guerres parfois très meurtrières qui ne mobilisent qu'épisodiquement des acteurs du complexe militaro-intellectuel : désintérêt, médiatisation difficile, pas de « camp du bien ». Le massacre se passe en silence. Le gentil et le méchant sont des statuts instables. Quand le massacre se déroule hors du champ des caméras, il peut faire beaucoup de morts : l'effondrement somalien depuis 1978, environ cinq cent mille morts ; l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA) en Ouganda depuis 1986, plus de cent mille morts… Pour sortir de l'indifférence, le cocktail gagnant est la médiatisation par un intellectuel qui portera la cause sur les plateaux télévisés, choisira parfois le leader du camp du bien (Ahmed Chah Massoud en Afghanistan, Yasser Arafat en Palestine, le dalaï-lama en Chine, Daniel Ortega, « el commandante », au Nicaragua…), qui, évidemment, garantit la démocratie une fois au pouvoir ; l'uniforme combattant visuellement identifiable (le keffieh palestinien, le masque des insurgés du Chiapas, le béret du révolutionnaire sud-américain…) associé à quelques titulatures simples (« les combattants de la liberté » afghans contre les Soviétiques, devenus talibans après 1979, les barbudos procubains…) sont indispensables. Mais les intellectuels ou universitaires ne sont plus de la génération de Malraux, qui allait combattre en Espagne, ou Régis Debray dans les maquis sud-américains, ils se contentent de jouer leur rôle sur les plateaux de télévision.

Les actions guerrières occidentales de la décennie 1990, sans véritable enjeu stratégique sont donc, selon nous, le résultat de jeux d'acteurs fournissant à foison des motivations humanitaires, juridiques, morales, religieuses ou culturelles, mais bien peu stratégiques. Le complexe militaro-intellectuel nous semble donc utile pour comprendre la quarantaine d'interventions militaires occidentales de toutes natures depuis 1991 dans la pagaille guerrière qui déchire la planète. Le bilan stratégique de ces interventions est loin d'être clair. La lassitude des opinions occidentales pèse

de plus en plus. Sommes-nous à un tournant ? Les échecs occidentaux semblent laisser la place à une géopolitique militaire nouvelle, dans laquelle Moscou entend retrouver une place proche de celle de l'URSS.

---

1. Discours du 27 décembre 1892 à la Sorbonne.
2. Arthur de Gobineau, *Essai sur l'inégalité entre les races humaines*, Paris, Poche-Club, 1968 (5 livres) [1853].
3. Ernst Haeckel, *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*, Paris, C. Reinwald, 1884.
4. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Munich, Eher-Verlag, 1925.
5. Georges Vacher de Lapouge, *L'Aryen ; son rôle social*, Nantes, Ars Magna, 2016.
6. Cité par Olivier Le Cour Grandmaison, *Ennemis mortels ; représentation de l'islam et politiques musulmanes en France à l'époque coloniale*, Paris, La Découverte, 2019.
7. Ernest Renan, *La réforme intellectuelle et morale*, Paris, Calmann-Lévy, 1850.
8. Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1996.
9. Stéphane François, « Les Mondes de Dieudonné », blog Fragments sur les temps présents, 16 août 2011.
10. Alfred Vanderpol, *La doctrine scolastique du droit de la guerre*, Paris, Pedone, 1919.
11. Cette institutionnalisation de la politique militaire de l'État national conduit à la mobilisation de deux millions de Français entre mars 1804 et avril 1815 – sans compter les jeunes hommes nés dans les départements annexés à qui la conscription est imposée (Belges, Rhénans, Hollandais, Allemands des départements hanséatiques, Toscans, Génois, Romains, etc.) –, et à la mort de plus de neuf cent mille d'entre eux sur les champs de bataille napoléoniens pendant la même période.
12. Cornelius Castoriadis, « Devant la guerre », in *Écrits politiques 1945-1997*, VI, « Guerre et théories de la guerre », Paris, Sandre, 2016 [1981], p. 283-284. Voir la critique de Hervé Coutau-Bégarie partant des mêmes postulats quantitatifs : « Cornelius Castoriadis. *Devant la guerre*, I : Les réalités », in *Politique étrangère*, n° 4, 1981, p. 960-963.
13. Le dernier ancien combattant de la guerre de Sécession est mort en 1955.
14. Edward N. Luttwak, *Le grand livre de la stratégie ; de la paix et de la guerre*, Paris, Odile Jacob, 2002.

I
Le double séisme stratégique : le terroriste religieux remplace le communiste ; le « nouvel ordre mondial » version occidentale

La « catastroïka », dommage collatéral involontaire de la glasnost et de la perestroïka

Georgi Arbatov, en lançant sa célèbre phrase, « Nous allons vous rendre le pire des services, nous allons vous priver d'ennemi ! », pensait que, faute d'adversaire commun, le camp occidental allait à son tour imploser. Effectivement, la fin de l'URSS a généré un séisme intellectuel, mais les répliques en ont été différentes selon les domaines. Le communisme, deuxième utopie totalitaire du XXe siècle, dernier totalitarisme, meurt par putréfaction et non par défaite militaire comme le nazisme. Le bilan intellectuel devait donc, enfin, se faire. Ni les répressions dans les pays satellites, ni la révélation des « crimes de Staline », au XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), en 1956, suivie par la « déstalinisation » de 1960, ni le désastre du Grand Bond en avant puis de la Révolution culturelle maoïstes n'avaient eu un tel impact… Certains adeptes avaient rompu, d'autres s'étaient enfoncés dans la théorie comme Sartre qui, dans *Critique de la raison dialectique*[15], continuait à affirmer que le marxisme était « l'horizon philosophique indépassable de notre temps » et se raccrocha un temps au maoïsme. Louis Althusser, en 1976, s'était opposé à la répudiation de la dictature du prolétariat par le secrétaire général du Parti communiste français (PCF), Georges Marchais[16]… Les témoignages vécus sont rares et loin de l'hagiographie propagandiste, comme le raconte Annette Wieviorka[17].

L'inévitable cataclysme nucléaire disparu, la guerre redevient envisageable dans un paysage mondial sans matrice. Les acteurs du complexe militaro-intellectuel y trouvent une dynamique et un rôle nouveaux : choisir la bonne crise, désigner les victimes et les bourreaux, définir une « guerre juste ». Il faut personnaliser, car l'outillage intellectuel est à bout de souffle : le tiers-mondisme triomphant désorienté par les massacres perpétrés par les nouveaux dirigeants (au Cambodge, Vietnam et les boat people) ; les dirigeants auréolés des guerres de décolonisation accrochés au pouvoir, contestés par de nouveaux mouvements comme le terrorisme salafiste (Algérie) qu'on ne comprend pas ; enfin, la gauche et certaines associations de défense des droits de l'Homme qui avaient toléré, voire soutenu, les groupes violents (Baader/Meinhoff ; Action directe (AD) ; Brigades rouges ; ETA…) au prix de critiques indignes contre les démocraties… Tous doivent revoir leur logiciel à la lumière du nouveau contexte.

La guerre n'est plus l'affaire de tous. Les États-nations modernes, avec leurs systèmes propres d'éducation publique, enseignèrent partout une théologie nationale additionnée à la conscription, initiée par la Révolution française puis l'Allemagne (1871) et l'Italie (1875). Ceci faisait de la guerre l'affaire de tous. « L'Union sacrée », qui prévalait dans la guerre, devait donc

réunir tout le monde, arrêter les controverses internes et mettre en échec les pacifistes. En Allemagne, c'est le Burgfrieden (« la paix au château ») ; au Portugal, c'est l'União Sagrada Esperança, etc. Tous les adultes masculins affrontèrent la « brutalisation » de la guerre en 1914 : soixante-dix millions de soldats mobilisés, dix millions de morts et vingt millions de blessés. George Mosse, historien américano-allemand[18] y vit la « matrice des totalitarismes » contemporains contribuant au retour nationaliste et à l'héroïsation de l'ancien combattant : trente-cinq mille monuments aux morts dans plus de 95 % des communes françaises. Le culte de la virilité humiliée, le discrédit des responsables des démocraties et la dénonciation du *Diktat* de Versailles préparèrent le culte du chef. Les guerres de décolonisation, menées par des armées de conscrits, sont le dernier spasme raté de la glorification de l'armée. L'Occident met fin à la conscription : États-Unis (1973) ; Belgique (1992), Pays-Bas (1993), France (1996), Espagne (1997), Italie (1999), Portugal (2004) et même annonce de Poutine en 2017 en Russie. La paix durable en Europe et la disparition de l'URSS éloignent géographiquement et politiquement le spectre traumatisant de la guerre nucléaire et pousse à l'action hors du continent.

*Naissent alors « l'hégémonisme libéral » (*Benevolent Empire*) et la guerrière bienveillante qui ne tue plus*

Le 11 septembre 1990, George W. Bush expliquait au Congrès que la crise du golfe Persique, aussi grave soit-elle, offrait une rare occasion de s'engager dans une période historique de coopération » et de « nouvel ordre mondial » : une « nouvelle ère, plus libre de la menace de la terreur, plus forte dans la poursuite de la justice et plus sûre dans la quête de la paix ». L'illusion de la victoire en cent vingt heures de la guerre du Golfe fit croire à la supériorité définitive des armées occidentales et l'Occident se pensa investi d'une mission planétaire, une sorte de nouvel impérialisme libéral.

Le terme de « zéro-mort » fut d'abord un slogan journalistique. Insistant sur les frappes de précision de la guerre du Golfe, l'accent était mis sur la faiblesse des pertes de la coalition face à l'armée de Saddam Hussein. Le passage de la guerre des mégatonnes aux nouvelles technologies semble permettre des guerres techniciennes parcimonieuses et peu meurtrières. Ce slogan du « zéro-mort » devient alors l'outil de légitimation relative dans cette recherche d'une adhésion des populations au principe d'intervention militaire. L'intense couverture médiatique donne le sentiment trompeur de vivre la guerre comme un film, mais délaisse des sujets tabous. Les Américains ne savaient pas combien de morts la guerre d'Irak a faits et n'y ont vu quasiment aucun cadavre. Bien plus tard seulement ont été analysés certains aspects de la manipulation. Dans un article pour *The Independant on Sunday*, le reporter britannique Robert Fisk raconte une scène vécue de la

guerre du Golfe :

> Sur la route de Bassorah, une équipe filmait des chiens sauvages occupés à déchirer des cadavres irakiens. De temps à autre, sous nos yeux, un de ces animaux affamés arrachait un bras décomposé et l'emportait en courant dans le désert, les doigts morts traînant dans le sable, un vestige de manche d'uniforme brûlée dansant dans le vent. « C'est pour les archives », me dit le cameraman. Car jamais ITV ne diffuserait de telles images. Ces choses que nous, nous voyons, il est impossible de les montrer. Tout d'abord parce que ce ne serait guère « politiquement correct » de présenter une telle réalité à la télévision au moment du petit déjeuner. Et ensuite parce que si ce que nous avions vu avait été diffusé, personne n'aurait jamais plus soutenu aucune guerre[19].

Il faut « couvrir » la guerre, pas la montrer. L'image supplante le texte et peut prêter à des manipulations.

Le mensonge de Timisoara :
une première grandeur nature

Les images du faux charnier de Timisoara (février 1990), lors de la révolution roumaine vécue en direct à la télévision, ont bouleversé l'opinion, victime d'une grossière manipulation. La Roumanie, pays fermé et secret, envahi par des centaines de journalistes au cœur d'une révolution confuse, qui doivent, en quelques heures, sans le secours d'attachés de presse, expliquer ce qui se passe à des millions de téléspectateurs. Des rumeurs insistantes, ancrées dans les caractéristiques du régime dictatorial, finissent par devenir de l'information. À Bucarest, le pays paraissait pouvoir retomber dans les mains des hommes de la Securitate[20] quand le « charnier » de Timisoara est venu soudain confirmer l'horreur de la répression et corroborer le chiffre de « 4 000 victimes » ; « 4 630 » précisait *Libération*. Certains articles amplifiaient l'horreur : « On a parlé de bennes à ordures transportant d'innombrables cadavres vers des endroits secrets pour y être enterrés ou brûlés », selon *Le Nouvel Observateur* (28 décembre 1989) ; « Comment savoir le nombre de morts ? Les chauffeurs de camion qui transportaient des mètres cubes de corps étaient abattus d'une balle dans la nuque par la police secrète pour éliminer tout témoin » (AFP-*Libération*, 23 décembre 1989 ; « À Timisoara, racontait par exemple l'envoyé spécial d'*El País*, l'armée a découvert des chambres de torture où, systématiquement, on défigurait à l'acide les visages des dissidents et des leaders ouvriers pour éviter que leurs cadavres ne soient identifiés ». Certains parlent de « mourir pour Bucarest ». Jean Daniel, directeur et éditorialiste du *Nouvel Observateur*, constatant le divorce entre l'intensité dramatique des faits rapportés par la télévision et la prudence des gouvernants, se demandait « si nos gouvernants n'auraient pas intérêt de temps à autre à puiser leur inspiration dans la rue ». Mais à Timisoara, les cadavres alignés de février 1990 n'étaient pas les victimes des massacres du 17 décembre, seulement des morts déterrés du cimetière par des pauvres

Roumains désireux de satisfaire la nécrophilie de la télévision.

Les médias jouent de plus en plus le rôle de chambre d'amplification des peurs collectives. Une étude statistique sur la guerre en Irak, réalisée chez trois mille trois cent trente-quatre téléspectateurs de différentes chaînes par le Program on International Policy Attitudes de l'Université du Maryland durant l'hiver 2003-2004, retraduit les aprioris politiques des téléspectateurs : 80 % des adeptes de Fox News, dont le slogan publicitaire est « We report, you decide » (« Nous rapportons, vous décidez »), croient au moins une des quatre idées fausses du questionnaire : a) le lien évident entre Saddam Hussein et al-Qaida (67 % pour Fox News, 45 % pour ABC) ; b) l'implication de l'Irak dans le 11-Septembre ; c) les programmes d'armes de destruction massive en Irak ; et d) que le monde soutient la guerre. Avec le développement des chaînes d'information en continu et des réseaux sociaux, ce rôle s'est amplifié, influence d'autant plus surprenante que ces chaînes ne produisent en moyenne que six à huit minutes d'information par heure, le reste étant du commentaire qui coûte beaucoup moins cher que du reportage[21]. Ces médias donnent corps au sentiment de proximité et d'immédiateté du risque, permettent de visualiser, et parfois amplifient pour donner du relief à l'événement. C'est le théâtre d'opérations des acteurs du complexe militaro-intellectuel. Dorénavant, c'est le passage dans les médias qui fait l'expert et l'événement.

Maîtriser intelligemment les médias devient indispensable à la guerre. L'invasion américaine du Panama de décembre 1989, contemporaine des événements de Bucarest, a causé deux fois plus de morts (environ deux mille, civils pour la plupart), mais personne n'a parlé de « génocide panaméen » ni de « charnier ». Les journalistes étaient interdits de filmer et une guerre « invisible » n'impressionne pas, donc ne révolte pas.

La guerre du Golfe, une des campagnes les plus réussies de l'histoire militaire américaine, ayant exorcisé les démons du Vietnam, en juin 1991, cinq millions de spectateurs enthousiastes accueillent les troupes américaines défilant dans le Canyon of heroes de New York. La communication officielle évoque toujours une guerre propre et précise à « zéro mort » (occidental s'entend) : en 1991, un rapport officiel sur le conflit, le « Gulf war air power survey », rassemblant les experts du Gouvernement, de l'armée et du monde universitaire (cinq volumes, trois mille pages) conclut que « la campagne aérienne stratégique a non seulement été précise, efficace et légale, mais qu'elle a fait très peu de victimes civiles [directes] », avec « une stratégie conçue pour paralyser l'armée irakienne sans détruire le pays ».

Les premiers nuages n'apparurent que progressivement. Plusieurs équipes d'enquête indépendantes, au printemps et à l'été 1991, dont une des Nations unies dirigée par le secrétaire général adjoint Martti Ahtisaari, déclarent que « rien de ce que nous avions vu ou lu, ne nous avait vraiment préparés à la

forme particulière de dévastation qui s'est abattue sur le pays ». En mai, une équipe de l'Université Harvard décompte neuf mille maisons détruites et plus de soixante-dix mille personnes sans abri et au moins cent soixante-dix mille enfants irakiens de moins de cinq ans « risquant de mourir de maladies épidémiques ». Dix-sept des vingt centrales électriques avaient été endommagées dont onze irréparables ; idem pour les installations de traitement d'eau potable. Le vote de l'ONU avait validé la légitimité du principe d'intervention militaire occidental, ce n'est qu'après l'adoption de la politique des sanctions occidentales contre Bagdad qu'universitaires, organisations étudiantes, islamistes, pacifistes, militants libéraux, isolationnistes conservateurs et même certains hommes politiques commencent à exprimer leur désaccord. Les fractures entre monde occidental et monde musulman n'ont cessé de s'aggraver par la suite[22]. En Irak, la phase aérienne a laissé une population exsangue, ruinée et révoltée. En dépit de ces dévastations, la communication officielle tentait d'expliquer aux Irakiens qu'ils devaient être heureux d'avoir la « démocratie ». L'embargo total contre l'Irak fit approximativement un demi-million de morts. La « rue arabe » devient un acteur. En 1996, le gouvernement américain veut lancer des frappes contre l'armée irakienne en déplacement vers le Kurdistan, mais Turquie, Jordanie et Arabie saoudite refusent l'accès à leurs bases.

La crise yougoslave : premier succès du complexe militaro-intellectuel en dépit de divergences

Après les *french doctors* voici les *french intellectuals*. En octobre 1991, un petit groupe autour de Kundera et Finkielkraut signe une pétition pour la reconnaissance des indépendances slovène et croate, mais reste isolé. « Toute affirmation nationale était taxée de nationalisme », expliquèrent les signataires. La création de la Yougoslavie (la patrie des Slaves du sud), en 1918, était considérée comme la preuve de la possible coexistence pacifique entre populations dont l'identité « slave » dépassait l'identité religieuse. Le 21 novembre 1991, onze écrivains (dont Bernard-Henri Lévy, Jorge Semprún, Elie Wiesel, Mario Vargas Llosa, Edgar Morin) signent un texte contre la guerre, refusant « d'élire une cause contre une autre, un nationalisme contre un autre », tout en désignant nommément l'agresseur serbe que les autorités des pays européens refusent de condamner. Le complexe militaro-intellectuel se divise et s'affronte à coups d'articles, de pétitions alors que des intellectuels traditionnellement engagés (Bourdieu ou Derrida) restent muets. Faute de connaissance du terrain, on débat de principes : le droit à l'existence des petites nations ; le rêve perdu d'une Yougoslavie confédérale ; on refait la Seconde Guerre mondiale : les Serbes antinazis et les Croates collabos ; Milošević, c'est « Hitler », et la France reste « munichoise » ; le livre *La déroute de la réalité historique* (*Bespuća povjesne zbiljnosti*[23]) de Franjo

Tudjman, le futur président croate, a des relents antisémites ; l'Allemagne reconnaît unilatéralement la Slovénie et la Croatie, ses alliés de la Seconde Guerre mondiale. Le prix Nobel de la paix, Elie Wiesel, rescapé d'Auschwitz, se fait manipuler par les Serbes et accepte une visite guidée des camps : certains des prisonniers disparaissent après lui avoir parlé. Par contre, Paul Garde, le seul véritable spécialiste de la Yougoslavie, tente depuis Aix-en-Provence de faire passer des tribunes dans les journaux, d'accéder aux plateaux télévisés qui sont squattés par les multiples personnalités de « retour de Sarajevo » et entame l'écriture de *Vie et mort de la Yougoslavie*[24], un livre essentiel. L'expertise vient dorénavant des apparitions médiatiques ou du pèlerinage à Sarajevo et non de la connaissance du sujet, évolution qui ne cessera de grandir.

Vukovar, tombée en novembre 1991 après quatre-vingt-sept jours de siège et de bombardements (douze mille obus et roquettes tirés par jour sur la ville)[25], émeut moins que le siège de Dubrovnik, « la Venise de l'Adriatique », mais c'est le siège de Sarajevo qui crée l'élan : « Je me suis attaché à la Bosnie parce que Sarajevo était ce que doit être l'Europe », explique Edgar Morin qui refuse « l'anti-serbisme caricatural » et salue « les habitants de toutes confessions qui résistent ». La Bosnie a un parfum de nouvelle « guerre d'Espagne ». Au printemps 1992, les milices serbes massacrent les musulmans en Bosnie de l'Est : début du « nettoyage ethnique ». Dans les premiers mois de la guerre, l'affaire des faux charniers de Timisoara avait rendu sceptique l'opinion, mais avec les images télévisées des camps serbes et les témoignages des viols de femmes bosniaques, la bascule est faite. Le pèlerinage à l'hôtel Holiday Inn de Sarajevo, en ruines face aux lignes serbes, devient parfois une annexe de Paris pour intellectuels, artistes et hommes politiques (Giscard, Rocard). Le pèlerinage vaut soutien comme en d'autres temps chez Massoud en Afghanistan soviétique.

Le 28 juin, Mitterrand, dans Sarajevo assiégée, refusait la riposte militaire, pensant qu'il ne fallait « pas ajouter de la guerre à la guerre ». Les intellectuels[26], de plus en plus nombreux, demandent une intervention militaire et la levée de l'embargo sur les armes, mais ne parviennent pas à intéresser les politiques, jusqu'au jour où ils lancent, aux élections européennes en 1994, une liste « l'Europe commence à Sarajevo » (Léon Schwartzenberg, Bernard-Henri Lévy, Pascal Bruckner, André Glucksmann, etc.). « Ils [les hommes politiques français] se moquaient des 200 000 morts mais 2 000 voix en moins, c'était la panique », constatait la sociologue Véronique Nahoum-Grappe, animatrice du comité Vukovar-Sarajevo, démontrant par l'absurde que les leviers d'influence sont devenus intérieurs et non liés à la gravité de la crise. L'affaire se termine en farce médiatique.

La Bosnie est devenue un laboratoire de toutes les contradictions de la planète : l'argent vient de Turquie et des pays du Golfe ; des armes d'Iran ; des volontaires islamistes dans des unités non contrôlées par l'armée

bosniaque (entre mille et deux mille moudjahidine entre 1993 et 1995 au camp de Pogorelica, organisé par les Iraniens). Bernard-Henri Lévy porte aux nues le président Alija Izetbegović, intellectuel islamiste aux opinions troubles, symbole de la résistance et chef du parti des musulmans de Bosnie. Il aurait rencontré à plusieurs reprises Ben Laden qui aurait séjourné régulièrement en Bosnie entre 1993 et 1996, et soutenu financièrement l'armement des moudjahidine locaux. Dans le camp adverse, l'écrivain Peter Handke, Slovène par sa mère, dénonce[27] et finira jusqu'à nier l'existence des charniers dans son livre *Justice pour la Serbie*[28]. Il accuse intellectuels et journalistes de ne pas avoir dénoncé l'extermination du peuple serbe de Bosnie. La Bosnie plurielle dont rêvaient les intellectuels français n'est plus qu'une fiction. Trois partis nationalistes règnent sur chacune des trois communautés.

Le bilan tiré par le complexe militaro-intellectuel est à l'image des théories : « Victoire de l'intelligence » pour Alain Finkielkraut :

> Les faits ont donné raison aux intellectuels. Les experts nous expliquaient cyniquement que l'intervention militaire était impossible quand nous disions qu'il fallait « ajouter la guerre à la guerre pour mettre fin à la guerre »… on a vu dans cette guerre la bêtise du cynisme.

« Défaite politique », constate Edgar Morin : « Certes, la Bosnie pluriethnique a échoué. Dans le camp des « non engagés », Régis Debray, qui avait eu des mots très durs pour sa caste (chanteurs, acteurs, philosophes et ministres), conseillait à la « fraction écumeuse et branchée image de l'intelligentsia d'aller se battre plutôt que de donner des leçons de morale » et dit par la suite qu'il a peut-être eu tort de ne rien faire : « J'ai sans doute fait une erreur. J'aurais dû intervenir. Peut-être y aller ! »

Il reste que l'action du complexe militaro-intellectuel finira par l'emporter, d'abord dans la désignation des responsabilités et de l'ennemi (la Serbie que les gouvernements refusaient de condamner), l'ingérence active contre la diplomatie de l'inaction, et enfin dans l'option militaire (que les gouvernements européens refusaient) alors qu'elle seule a fini par payer avec l'arrivée militaire américaine.

N. B. Selon l'International Crisis Group, la Bosnie vit en 2021 sa plus grave crise économique, sociale et politique depuis les accords de Dayton de 1995, mais elle est sortie de l'agenda médiatique, comme d'ailleurs la Somalie, et aucun intellectuel ne s'y intéresse plus.

Le 11-Septembre : le terrorisme religieux de masse vécu en direct

La révolution iranienne avait secoué la sphère intellectuelle en la personne d'un de ses plus illustres représentants : Michel Foucault avait écrit une série

de neuf articles de reportage après deux séjours d'une semaine chacun, du 16 au 24 septembre, puis du 9 au 15 décembre 1978, publiés dans le quotidien italien *Corriere della Sera*, dans une rubrique « reportage d'idées » visant à développer des débats avec différents philosophes français. Foucault ne connaît rien à l'Iran et y va comme un intellectuel confiant dans son intelligence déliée et ses théories sur la « spiritualité politique ». Il est à l'origine d'une forme d'idéalisation de l'islam :

> Je me sens embarrassé pour parler du gouvernement islamique comme « idée » ou même comme « idéal ». Mais comme « volonté politique » […] il m'a impressionné dans son effort pour politiser, en réponse à des problèmes actuels, des structures indissociablement sociales et religieuses ; il m'a impressionné dans sa tentative aussi pour ouvrir dans le politique une dimension spirituelle[29].

Sur Khomeiny, il livre des prédictions toutes théoriques : « Khomeiny n'est pas un homme politique : il n'y aura pas de parti de Khomeiny, il n'y aura pas de gouvernement de Khomeiny. Khomeiny est le point de fixation d'une volonté collective[30]. » Devant la multiplicité des réactions négatives à ses articles, il écrit une autre série d'articles ou d'entretiens pour y répondre puis, après mai 1979, silence total.

Le terroriste religieux : un objet psychiatrique. Les attentats du 11-Septembre, par leur caractère de surprise stratégique, ont secoué les *strategists* : incapacité à comprendre un ennemi inconnu, ancien allié, qui attaque sur le territoire national… Quand la vague d'attentats atteignit la France en janvier 2015, le Premier ministre français déclara : « Comprendre c'est justifier. » L'apparition de la figure du « terroriste » crée un trou d'air : il est l'antithèse de l'ennemi soviétique, mélange de menace intérieure et extérieure, à la fois l'un de nous et un étranger ; il se revendique d'une identité et d'une géopolitique qui efface les frontières, il peut obéir à une organisation (al-Qaida ou Daech) ou déclencher un attentat par une simple filiation revendiquée juste avant le passage à l'acte. Parfois il mue brutalement après une dérive délictueuse multiple.

Si la lutte contre le terrorisme reste l'affaire des « professionnels de la sécurité » (services de renseignement, police, procureurs et juges), les politiques de prévention du terrorisme cherchent à mobiliser plus largement les expertises (sociologues, historiens, ethnologues, cliniciens…) pour contrecarrer la radicalisation[31] : Qu'est-ce qui conduit certains individus à se radicaliser ? Comment détecter ? Peut-on inverser le processus ? Les réponses multiples apportées à ces questions ont conduit à des politiques de lutte contre la radicalisation aux orientations divergentes. La première approche est sociale et communautaire. La radicalisation trouverait ses racines dans un sentiment d'exclusion lié aux inégalités et aux discriminations dont souffrent les communautés musulmanes dans leur ensemble, ce qui n'explique pas la présence si forte de Saoudiens. La matrice idéologique que constituait le

marxisme ayant disparu, on retrouve de vieux réflexes dans l'acte terroriste non classé politiquement ni juridiquement : quand le terroriste est d'extrême droite, on le qualifie d'acte politique (Breivik) ; quand il est religieux, on utilise la victimologie ou la révolte (discours de Houria Bouteldja « Je suis Merah »). La lutte contre la radicalisation est analysée aussi comme un « envoûtement » idéologique. Plutôt que de chercher à comprendre, il faut « désenvoûter ». Renvoyer les terroristes à une catégorie inconnue dont les psys semblaient seuls pouvoir fournir des clés, la radicalisation religieuse comme phénomène social était insuffisante et le basculement dans la pensée magique paraissait plus adapté. Les psychiatres sont désorientés : est-il un militant politique responsable de ses actes ou un fanatique relevant de la psychiatrie, donc quasi irresponsable pénalement ? La justice bégaie : Amedy Coulibaly, l'assassin de l'hyper casher, condamné six fois à vingt-trois ans de prison, dont trois avec sursis, quatre fois incarcéré, ayant bénéficié de remises de peine et de non-lieu ; Kobili Traoré, l'assassin de Sarah Halimi, condamné une vingtaine de fois…

Il faut désenvouter et bloquer la diffusion d'idéologies extrémistes dans les espaces publics et numériques en produisant des récits alternatifs (« contre-narratifs » anglo-saxons) qui s'opposent une sorte de « contre-propagande ». Ensuite, les politiques sécuritaires de lutte contre la radicalisation mènent à la collecte et au traitement d'indices larges permettant une détection anticipée. Des pans entiers de la société civile (représentants communautaires, imams, enseignants, éducateurs sociaux…) sont enrôlés dans le travail de renseignement, pour identifier et signaler les individus à risque. Les mosquées, cibles privilégiées de la contre-radicalisation au Royaume-Uni, en France, aux Pays-Bas et aux États-Unis, deviennent des espaces inquiétants pour tout musulman par crainte de l'infiltration et de la surveillance policière. Les responsables des mosquées craignent tellement d'être perçus comme étant à la tête de lieux où s'expriment les idées extrêmes qu'ils vont parfois au-delà de ce qui est attendu[32], comme la mosquée centrale de Birmingham qui diffuse en streaming tout ce qui s'y dit. Au Royaume-Uni, tout le corps enseignant est désormais tenu de signaler les élèves présentant des signes de radicalisation (plus de quatre cents élèves de moins de dix ans). En France, un écolier niçois de huit ans fut entendu par la police pour apologie du terrorisme après avoir refusé de respecter la minute de silence dans sa classe. Enfin, les personnels des prisons, « foyers » de radicalisation, chargés d'identifier et de surveiller les individus radicalisés, s'interrogent d'autant que les critères de radicalisation définis par leur administration changent régulièrement. Les imams référents sont appelés à développer des programmes de lutte contre la radicalisation dans les prisons, au risque de perdre la confiance des prisonniers et de rendre leur parole inaudible. Les dispositifs de lutte contre la radicalisation s'appuient sur des grilles d'évaluation des risques qui se concentrent sur des signes et signaux

dont l'interprétation laisse place à toutes les subjectivités et ouvre ainsi la porte aux stéréotypes et à la discrimination. Résultat paradoxal : l'ensemble de la communauté des musulmans européens s'est rarement senti aussi stigmatisé qu'aujourd'hui. Enfin, les actions terroristes à distance revendiquées, en réplique aux multiples interventions occidentales dans le monde arabo-musulman, restent incompréhensibles puisque, pour l'opinion et le complexe militaro-intellectuel, nos armées interviennent dans une « guerre juste » pour aider à rétablir la paix.

En effet, l'Occident s'autodésigne pacificateur universel. Le nouvel « impérialisme bienveillant » a débuté avec la Yougoslavie, puis la Somalie, le Timor… Avec le 11-Septembre, la machine guerrière s'emballe. Les attaques terroristes ont soulevé l'opinion américaine et la réplique guerrière (quelle qu'elle soit) bénéficie d'un large soutien bipartisan à Washington, autorisant toutes les dérives : désignation de pays sans preuve ; déclarations de guerre pour satisfaire une opinion américaine qui voulait venger l'humiliation (Irak) ; mensonge public (les armes de destruction massive de Saddam) ; emploi d'une boîte à outils nouvelle, conçue en laboratoire[33] ; guerre contre l'Irak malgré l'opposition internationale et sans résolution des Nations unies, alors que rien n'est réglé en Afghanistan ; solidarité transatlantique forcée par le néoconservatisme américain ; suivisme politicien (participation française en Irak après le refus de Chirac). Enfin, décision brutale de retrait unilatéral pour répondre à la lassitude de l'opinion (Trump puis Biden en Afghanistan et Macron au Mali). La désillusion des Américains vis-à-vis des Nations unies et du système international en général n'a cessé de croître depuis.

Légaliser la guerre préventive

Le terme, utilisé par George W. Bush contre l'Irak en 2003, est censé être une « guerre juste », puisqu'elle éviterait une guerre plus grave. La supériorité militaire américaine laisse penser que cela ira vite si on casse vite et fort pour obliger l'adversaire à cesser le combat. On reconstruit ensuite une démocratie, si nécessaire en redécoupant le pays. Certains mauvais esprits pourraient considérer que c'est la plus démocratique des conceptions impérialistes. Les Irakiens semblent ne pas avoir compris les intentions louables des Américains puisque la guerre civile et antiaméricaine n'a jamais cessé.

Le regime change *et le* nation-building *pour redessiner le monde*

Dans la catégorie « savant fou », le plan « Greater Middle East », concocté par les néoconservateurs de l'American Enterprise Institute (AEI), est repris le 26 février 2003 par le président Bush. Il énonce les concepts de *regime change*

(il suffit de changer le régime) et de *nation-building*. Le *nation-building* (construction d'une identité nationale) – rêve de technocrates impérialistes remis au goût du jour – est un concept né du livre *America's role in nation-building*[34], à partir des succès du plan Marshall. La recette : importation d'un système institutionnel ; aucune analyse de la société visée ; calendrier irréaliste pour permettre le repli militaire rapide ; gestion de l'aide par les militaires sans contrôle. Le pire reste l'Afghanistan (vingt ans de guerre, 840 milliards de dollars selon les prévisions budgétaires), mais aussi l'Irak (vingt ans de guerre, 2 000 milliards de dollars à ce jour). Une fois l'action armée embourbée, le choix est entre une mauvaise solution – rester sur place, éventuellement en augmentant les effectifs, le Surge, augmentation des effectifs devenue impopulaire, comme la France le constate au Mali – et une solution pire – partir en laissant derrière soi des guerres civiles de basse intensité : Afghanistan, Irak, Libye…

Redéfinir le droit de la guerre

Après le 11-Septembre, les juristes américains adaptent « l'État de droit » tout en se libérant du droit de la guerre en inventant la catégorie des « ennemis combattants illégaux[35] » (*unlawful combattant*) dans le Patriot Act. Le concept est utile pour retenir sans jugement les prisonniers de Guantanamo ou dans d'autres centres clandestins de la CIA. Le terme a été également utilisé par Donald Rumsfeld pour qualifier tout individu suspecté de terrorisme. On parle de « détenus fantômes » pour ceux d'entre eux qui sont emprisonnés sans que leur nom soit connu. Selon un rapport d'Amnesty International de 2005[36], il y aurait eu environ soixante-dix mille prisonniers dans des prisons illégales de la CIA (hors États-Unis, pour les exclure des garanties juridiques) en Roumanie, au Kosovo, en Macédoine, en Pologne, Bulgarie, Ukraine et Lituanie. Il faut y ajouter les assassinats ciblés par des frappes aériennes avec victimes collatérales dans des pays où, officiellement, on recherche la paix et la reconstruction d'un État souverain (Pakistan, Yémen).

Pour la torture, on fit travailler de fins juristes sur les *torture memo*, guides de la torture légale signés par le procureur général John Yoo. On rappelle que le général Massu, pendant la bataille d'Alger, s'était fait soumettre à la gégène, employée par les parachutistes pour interroger des combattants algériens, ce qu'apparemment aucun militaire ni juriste américain n'a demandé. En 2013, un juge américain avait ordonné l'arrêt de la fouille des parties intimes des détenus de Guantanamo, mais elle a pu reprendre en août 2014 à la suite d'une décision d'un panel de juges fédéraux estimant que fouiller les parties génitales des détenus habillés était une « précaution de sécurité raisonnable ». Toutefois, « à aucun moment les parties génitales du détenu ne peuvent être exposées à la vue des gardiens ». En 2020, il restait

encore quarante et un détenus à Guantanamo et Donald Trump a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de fermer le camp. Soixante des anciens détenus libérés auraient repris le combat.

Comment s'automandater : la public diplomacy[37], nouvelle appellation de la propagande

> « Le grand succès de la propagande américaine est d'être passé de la doctrine Monroe à la doctrine Marylin Monroe. »
>
> REINHOLD WAGNLEITER[38]

Jacques Ellul, dès 1962, dans *Propagandes*[39], rappelait la nécessité qui pèse sur un État moderne, même démocratique, d'agir dans ce domaine. Les démocraties, qui s'étaient cantonnées à la propagande lors de la Première Guerre mondiale, l'ont amplifiée pendant la Seconde pour l'institutionnaliser pendant la guerre froide. Eisenhower, en ancien militaire qui avait pu s'appuyer sur les services de l'OSS, ancêtre de la CIA, la qualifiera de « guerre psychologique ». Aujourd'hui, on préfère parler de *soft power*, *cultural diplomacy*, ou *nation branding*… Peu importe le changement des termes et des méthodes, le fait est là, selon une étude des Nations unies de 1999, le leadership américain se construit autour trois mille organisations privées qui contribuent à la diplomatie publique américaine.

Pendant la Première Guerre mondiale, le décalage entre le front et l'arrière, préservé des effets de la guerre, obligea à rapidement mettre en place censure et propagande. Ensuite, un certain nombre de pays développèrent des radios à diffusion internationale (Italie, 1926 ; Pays-Bas, 1927 ; France, 1931 ; Grande-Bretagne, 1932…). La Première Guerre mondiale avait déjà fait naître nombre de réflexions théoriques : Harold Lasswell, *Propaganda technique in the world war*[40] (1927) ; Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*[41] (1939), censuré par le ministère des Affaires étrangères en France, puis détruit en 1940 par les Allemands ; Wilhelm Reich, *La psychologie de masse du fascisme*[42] (1933) ; Edward Bernays, *Propaganda*[43] (1928)… Bernays, le neveu de Freud, lancera rapidement des ponts entre publicité et propagande. En 1916, Wilson s'était fait réélire sur un programme pacifiste : « Grâce à moi, l'Amérique est restée en dehors du conflit européen », dit-il dans son discours « La paix sans la victoire » du 22 janvier 1917. Mais la même année, il crée la commission Creel (Commmittee on Public Information) avec journalistes, illustrateurs et professionnels des relations publiques pour retourner l'opinion publique américaine et la préparer à la guerre.

Edward Bernays crée, après 1919, sa propre agence de relations publiques, proposant des campagnes publicitaires conçues par des faiseurs d'opinion,

médecins, journalistes, acteurs. En 1954, reprenant le terme de « république bananière » inventé à propos du Honduras, il soutient la compagnie américaine United Fruit pour le renversement du président guatémaltèque Árbenz Guzmán, présentant celui-ci comme un communiste. Le coup d'État, en 1954, mit fin aux réformes agraires du Gouvernement qui portait atteinte aux intérêts de United Fruit. Bernays est l'homme de la synthèse de la propagande et de la publicité poliment qualifiée aujourd'hui de relations publiques, autrement dit de la manipulation de l'opinion, industrialisant la psychologie du subconscient, combinée avec les idées de Gustave Le Bon et de Freud. En Allemagne nazie, Goebbels s'est inspiré de ses recherches.

De grands experts en manipulation politique jalonnèrent le siècle : le plus influent sur les intellectuels est Willi Münzenberg (1889-1940), communiste allemand, chef de la propagande du Komintern, qui parvint à organiser l'antifascisme pour faire disparaître des médias l'État stalinien[44]. Ses règles, à la base de l'agit-prop de la communication, restent justes :

• Les activités à forte charge émotionnelle l'emportent toujours sur la raison. Le cinéma commence ses premiers pas et la Russie communiste créa l'agit-prop pour diffuser les idées du régime dans la population largement illettrée : le premier train de ce genre circule en août 1918. L'image jouait sur les émotions des foules impressionnées.

• Il vaut mieux accuser l'autre pour se faire oublier. Le débat sur l'eugénisme en fournit un bon exemple : Goebbels avait défini clairement la ligne de partage dite de « la goutte de sang[45] » visant à « exclure de la vie nationale, de l'armée, de la magistrature, de l'enseignement, des hiérarchies centrales et périphériques du Parti les métis, les maris des juives et tous ceux qui ont une goutte de sang juif ». La règle de « la goutte de sang » n'a pas été inventée par l'Allemagne nazie mais par les États sudistes américains avant le XXe siècle. La « one-drop rule » était un principe racial affirmant que toute personne ayant même un seul ancêtre d'ascendance subsaharienne devait être considérée comme noire et relever du statut inférieur. Ce concept fut appliqué avant la guerre de Sécession, en 1822 en Virginie, en 1865 en Floride ; puis, au XXe siècle, au Tennessee et en Louisiane en 1910, Texas et Arkansas en 1911, Mississippi en 1917, Caroline du Nord en 1923, Virginie en 1924, Alabama et Géorgie en 1927 et Oklahoma en 1931. L'eugéniste Madison Grant écrivait dans son livre, *The passing of the great race*[46] (1916) :

> Le croisement entre un Blanc et un Indien est un Indien ; le croisement entre un Blanc et un Noir est un Nègre ; le croisement entre un homme blanc et un hindou est un hindou, et le croisement entre une des trois races européennes et un juif est un juif.

La règle fut ensuite déclinée en principe de la « noirceur invisible », c'est-à-dire l'assignation automatique du statut inférieur aux enfants d'une union mixte. Lorsque la Cour suprême des États-Unis a invalidé la loi de Virginie

interdisant le mariage interracial en 1967 et déclaré inconstitutionnelle la loi sur l'intégrité raciale inventée par le médecin Walter Plecker, Goebbels était mort depuis vingt-deux ans.

• Le mensonge est à égalité avec la vérité. Sartre dira que la publication du rapport Khrouchtchev que ce fut une faute « énorme », car « le résultat a été de découvrir la vérité pour des masses qui n'étaient pas prêtes à la recevoir[47] ».

• Il vaut mieux faire parler des compagnons de route que des militants. Des dizaines de comités, des congrès et des mouvements internationaux : Comité international d'aide aux victimes du fascisme hitlérien, Comité de vigilance antinazi, Congrès international de la jeunesse, Mouvement de la paix, L'appel de Stockholm… donnaient le sentiment de la force du mouvement en s'abritant derrière des personnalités respectables, depuis des duchesses anglaises jusqu'à des éditorialistes américains et des savants français, qui n'avaient jamais entendu parler de Münzenberg. Le Mouvement Amsterdam-Pleyel créa un front antifasciste qui, en se focalisant sur le nazisme au nom de la lutte contre l'ennemi principal, masqua les crimes commis en URSS au même moment.

• Enfin, écraser l'autre avec des slogans simples assénés à satiété évite de mener un débat toujours aléatoire : les sociaux-démocrates sont des « socio-fascistes », etc. À cette époque, le compagnon de route occupe un mirador chargé de détecter le mal pensant. Les milieux intellectuels et journalistiques modérés vis-à-vis du communisme s'autocensurent, toute critique pouvant déclencher une campagne infamante, technique que l'on retrouve aujourd'hui chez les islamistes en niant la possibilité même de la critique (voir l'annexe 2 : « Les procès de Moscou à Paris »).

Des méthodes toujours valables

Dans le livre *Principes élémentaires de propagande de guerre (utilisables en cas de guerre froide, chaude ou tiède)*[48], Anne Morelli retrouve les argumentaires de la propagande moderne perfectionnés réutilisés pendant la guerre du Golfe, en Yougoslavie, Afghanistan, Haut-Karabakh et surtout Irak :

- Nous ne voulons pas la guerre.

- Le camp adverse est le seul responsable de la guerre.

- Le chef du camp adverse a le visage du diable (ou « l'affreux de service »).

- Nous défendons une cause noble et non des intérêts particuliers.

- L'ennemi commet sciemment des atrocités, si nous commettons des bavures

c’est involontairement.

- L’ennemi utilise des armes non autorisées.

- Nous subissons très peu de pertes, celles de l’ennemi sont énormes.

- Les artistes et intellectuels soutiennent notre cause.

- Notre cause a un caractère sacré.

- Ceux (et celles) qui mettent en doute notre propagande sont des traîtres.

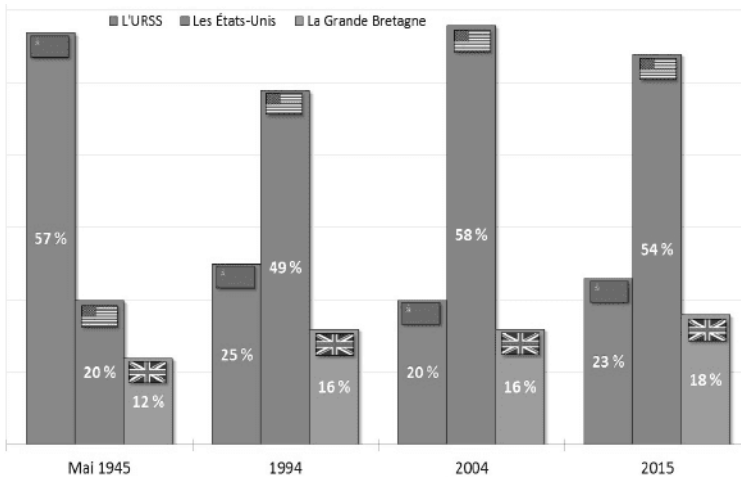
Après les attentats du 11-Septembre, le président George W. Bush (fils) annonce un nouvel « axe du mal » constitué d’États « voyous » qu’il faut neutraliser pour garantir la sécurité des démocraties. Des pays comme le Qatar ou l’Arabie saoudite, qui aident largement à la diffusion de la radicalisation islamiste qui vient de frapper New York, sont préservés, comme ils le seront dans le décret de Trump de 2018 interdisant l’accès du pays à certains citoyens arabes. Ainsi que l’avait énoncé Benjamin Constant dans un *Cours de politique constitutionnelle*[49] au XIXe siècle :

> Certains gouvernements, quand ils envoient leurs légions d’un pôle à l’autre, parlent encore de la défense de leurs foyers ; on dirait qu’ils appellent leurs foyers tous les endroits où ils ont mis le feu.

On ne peut comprendre la violence de la campagne « Black Lives Matter » sans savoir que le génie de la *public diplomacy* américaine fut d’avoir fait croire que les États-Unis avaient libéré les Noirs avec la guerre de Sécession. Plus de quatre mille quatre cents Noirs avaient été lynchés, torturés, mutilés et démembrés entre 1877 et 1950, parfois en présence d’élus, avec un pic en 1919 (soixante-dix au moins), alors que certains Noirs revenant de la guerre portaient leur uniforme militaire. Idem lors de la Deuxième Guerre, les Noirs avaient été exclus des banquets de soutien à l’effort de guerre. Le président Eisenhower, pourtant favorable à la déségrégation dans l’armée, critiqua les reportages qui passaient dans les actualités Paramount « parce que cela donne une mauvaise image de l’Amérique à l’étranger » en pleine guerre froide. Jesse Jackson souligna qu’après deux cents tentatives infructueuses, la Chambre des représentants a enfin adopté, le 26 février 2020, le projet Emmet Till Antilynchage Act, qui fait des lynchages des crimes de niveau fédéral, alors que, pendant longtemps, ils n’ont fait l’objet de procédures qu’au niveau local, soixante-cinq ans après le lynchage du jeune Emmet Till, 14 ans, dont les auteurs avaient été disculpés. L’efficacité de la *public diplomacy* est démontrable dans cet incroyable sondage fait par l’IFOP[50] qui, en quelques décennies, montre comment on peut « (re)gagner une guerre » en

jouant sur l'opinion publique.

Sondage en France : « Quelle est, selon vous, la nation qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne en 1945 ? »



© Olivier Berruyer, *www.lescrises.fr*.

Source : sondage IFOP 1945, 1994, 2004, 2015

Mais la machine semble ébranlée : le choc du 11-Septembre, les défaites des guerres asymétriques, les interventions extérieures ont amené à la création du Center for Strategic Counterterrorism Communications (CSCC, 2005), remplacé en 2016 par le Global Engagement Center centré sur Daech. Facteur imprévu, la catastrophique communication internationale de Trump a démontré ses effets : une étude du Pew Research Center, menée dans trente-sept pays, démontre que Trump, comparé à d'autres leaders, en juin 2017, a fait passer les États-Unis de la douzième à la seizième place.

La *public diplomacy* est désormais employée également par quelques grands pays autoritaires comme la Russie, la Turquie, le Brésil ou la Chine, mais, dans ce cas, elles sont l'objet de vives dénonciations occidentales. Le sujet

pour l'heure est le rôle joué par les instituts Confucius, présents dans cent cinquante-quatre pays et cinq cent quarante-huit unités. La véritable nouveauté est la Fondation pour combattre l'injustice[51], association russe à but non lucratif fondée en mars 2021 par l'entrepreneur russe Evgueni Prigozhin. Elle travaille dans le monde entier pour lutter contre les violations des droits humains, en rapport avec trente-sept médias et soixante-dix associations, plus une aide aux migrants. En France, elle s'occupe de quatorze cas dont Traoré, Steve Maia Caniço, Zineb Redouane, Rémi Fraisse, Cédric Chouviat et apporte son soutien à Kémi Séba. Déclaration : « Nous sommes préoccupés par l'augmentation de la violence et du racisme parmi les forces de l'ordre en France. » « Nous sommes prêts à financer vos actions », insiste la lettre réservée aux associations Désarmons-les ! Témoins-Caisse de Solidarité, à Lyon, Fédération nationale des maisons des potes… Contactées par téléphone, toutes ont décliné. Prigozhin, homme d'affaires, est connu pour être derrière la société de mercenaires Wagner et ses premières « usines à trolls », installées en 2013 à Saint-Pétersbourg, destinées à inonder internet de commentaires sur mesure.

---

15. Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960.
16. Voir Pierre Rigoulot, *Les paupières lourdes ; les Français face au goulag : aveuglements et indignations*, Paris, Éditions Universitaires, 1995 ; René Dumont, « Que la Chine est belle, vue du Bangladesh », in *La révolution culturale*, Paris, Seuil, 1976.
17. Annette Wieviorka, *Mes années chinoises*, Paris, Stock, 2021.
18. George Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme ; la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.
19. Cité par Olivia Buffi, « Guerre du Golfe : le précédent de 1991 », *Le Monde*, 22 février 2003 ; Reporters sans frontières, *Les mensonges du Golfe*, Paris, Arléa, 1992.
20. Police politique roumaine.
21. Samuel Gontier, *Ma vie au poste ; huit ans d'enquête (immobile) sur la télé du quotidien*, Paris, La Découverte, 2016.
22. Samuel Helfont, « Comment la guerre du Golfe (1991) a façonné le nouveau monde », *revueconflits.com*, 24 mars 2021.
23. Franjo Tudjman, *Bespuća povjesne zbiljnosti,* Zagreb*,* Nakladni zavod Matice hrvatske, 1989.
24. Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 2000.
25. Richard C. Horton, *Second opinion : doctors, diseases and decisions in modern medicine*, Londres, Granta Books, 2003.
26. Frédéric Martel, « Pour servir à l'histoire de notre défaite. L'élite intellectuelle et morale française et la guerre en ex-Yougoslavie, 1991-1994 », in *Le Messager européen,* n° 8, décembre 1994.
27. « Ma Slovénie en Yougoslavie », *Libération*, 22 août 1991.
28. Peter Handke, *Justice pour la Serbie*, Paris, Gallimard, 1996.
29. Julien Cavagnis, « Michel Foucault et le soulèvement iranien de 1978 : retour sur la notion de "spiritualité politique" », in *Cahiers philosophiques*, n° 130, 2012/3, p. 51-71.

30. *Ibid*.
31. Francesco Ragazzi, « La lutte contre la radicalisation ou deux formes de la pensée magique », in *Mouvements*, n° 88, 2016, p. 151-158.
32. *Ibid*.
33. David Chandler, *Empire in denial ; the politics of state-building*, Londres, Pluto Press, 2006 ; David Rieff, « A new age of liberal imperialism ? », in *World Policy Journal*, vol. 16, n° 2, été 1999.
34. James Dobbins, John G. McGinn, Keith Crane et al., *America's role in nation-building ; from Germany to Iraq*, Santa Monica, RAND Corporation, 2003.
35. Julien Cantegreil, « La doctrine du "combattant ennemi illégal" », in *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, n° 1, 2010, p. 81-106.
36. Amnesty International, « Les complicités européennes dans le programme de torture des prisons secrètes de la CIA », *amnesty.be*, 3 février 2020.
37. Maud Quessard, *Stratégies d'influence et guerres de l'information ; propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2019.
38. Reinhold Wagnleitner, *Coca-colonization and the cold war ; the cultural mission of the United States in Austria after the Second World war*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1994.
39. Jacques Ellul, *Propagandes*, Paris, Armand Colin, 1962.
40. Harold Lasswell, *Propaganda technique in the world war*, Eastford, Martino Fine Books, 2013 [1927].
41. Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992 [1939].
42. Wilhelm Reich, *La psychologie de masse du fascisme*, Paris, Payot, 1972 [1933].
43. Edward Bernays, *Propaganda ; comment manipuler l'opinion en démocratie,* Paris, La Découverte, 2007 [1928].
44. Fredrik Petersson, « La ligue anti-impérialiste : un espace transnational restreint, 1927-1937 », in *Monde(s)*, n° 10, 2016/2, p. 129-150.
45. Première goutte de sang : Marie-Anne Matard-Bonucci, « Demi-juifs, *Mischlinge*, *misti* : l'incertaine ligne de partage des persécutions antisémites », in *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 62-2/3, 2015.
46. Madison Grant, *The passing of the great race ; or, the racial basis of european history*, New York, Charles Scribner's Sons, 1916.
47. « Après Budapest Sartre parle (article du 9 novembre 1956) », *L'Express*, 20 octobre 2006.
48. Anne Morelli, *Principes élémentaires de propagande de guerre (utilisables en cas de guerre froide, chaude ou tiède)*, Bruxelles, Labor, 2001.
49. Benjamin Constant, *Cours de politique constitutionnelle*, Paris-Genève, Slatkine, 1982.
50. IFOP pour *Metronews*, « La nation qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne », *ifop.com*, mai 2015.
51. URL : <https://fondfbr.ru/en/home/>.

II
Désarroi du complexe militaro-intellectuel

1
La machinerie stratégique, sans paradigme planétaire, invente

La prospective officielle sur l'état du monde est, depuis la guerre froide, surtout américaine, et toute publication d'outre-Atlantique est prise avec grand intérêt, voire respect, par toute la communauté stratégique mondiale. Selon James G. McGann, le « 2012 Global go to think tanks report and policy advice » (2013), publié annuellement par l'Université de Pennsylvanie, recensait six mille six cent trois think tanks dans le monde et il s'en créait près de cent cinquante par an. Les États-Unis en comptent le plus grand nombre, suivis depuis quelques années par la Chine, qui poursuit leur développement dans les contraintes politiques locales[52]. Tous les quatre ans, le National Intelligence Council (NIC) qui chapeaute les dix-sept agences de renseignement, produit un rapport sur le monde dans vingt-cinq ans.

La catastroïka a laissé derrière elle cette énorme machinerie stratégique en état d'apesanteur. Désœuvrée, elle se livra à quelques prédictions dramatiques qu'il est intéressant de rappeler trente ans plus tard. Le concept de « choc des civilisations[53] » par Huntington a donné lieu à un débat planétaire, le livre ayant fait l'objet de trente-cinq traductions. Les grandes aires culturelles et religieuses sont la base de l'analyse et, évidemment, les zones musulmane et asiatique seraient structurellement menaçantes. Barnett, dans *The Pentagon's new map*[54], en 2004, prétendait mettre en relation mondialisation et instabilité puisque le monde « non connecté à la mondialisation » serait une sorte de *terra barbaris*[55] d'où émergeraient toutes les menaces. Il laissait de côté l'Arabie saoudite, pays allié et membre à part entière de l'économie-monde, dont seront issus les terroristes du 11-Septembre. La menace d'al-Qaida est totalement inconnue des équipes républicaines qui arrivent au pouvoir en 2000. Pas un mot sur le terrorisme islamiste avant le 11-Septembre. Le « Global Trends 2015 », publié en 2000[56], prévoyait une décroissance du terrorisme international, le considérant comme finalement contre-productif.

Le cœur de métier fut longtemps la soviétologie. Les revues de politique étrangère américaines jalonnent les débats à Washington[57]. La revue *Foreign Affairs* (1922) du Council on Foreign Relations (CFR) prônait une plus grande implication internationale des États-Unis contre la tendance isolationniste triomphante de l'époque. Elle devient rapidement une référence dans la guerre froide suite à l'article de 1947 de George Kennan sur le *containment*. Elle est concurrencée, à partir de 1970, par *Foreign Policy* du Carnegie

Endowment for International Peace. Aujourd'hui, *The National Interest*, publiée par National Affairs Inc. en 1985, fondée par le néoconservateur Irving Kristol, plaide pour que la politique étrangère américaine privilégie l'intérêt national et une politique de puissance. Le tirage de *Foreign Affairs* tourne autour de cent mille exemplaires, *Foreign Policy* entre vingt-quatre mille et trente-cinq mille, et celui du *National Interest* entre cinq mille et huit mille. La véritable influence se mesure au taux de reprise de leurs argumentaires dans les médias grand public. Cet important appareil de communication et de publication internationale fait des experts d'outre--Atlantique des « marchands de stratégie » capables de « penser le monde pour le monde » : la RAND, la Carnegie ou la Brookings ont ouvert des succursales en Europe, dans les pays du Golfe ou en Chine, invitant chercheurs et diplomates étrangers, ce que certains considèrent comme une sanctification. Ces originalités américaines ont suscité un véritable fétichisme » envers « la forme anglo-saxonne du think tank[58] ». Si bien que, souvent, les chercheurs européens vont chercher l'avis des Américains sur une menace au lieu d'échanger directement avec les pays concernés.

Les think tanks en Amérique jouent un rôle beaucoup plus important que leurs homologues européens dans la définition de la stratégie militaire, car ils recyclent d'anciens responsables politiques et militaires qui, en tant que citoyens, peuvent s'exprimer librement dans les médias. En France, après le putsch de 1962, les militaires durent se taire, le général de Gaulle considérant que la stratégie générale et la ligne diplomatique étaient de la seule responsabilité du chef de l'État.

Certaines des institutions américaines participent à la définition de la stratégie militaire : la RAND Corporation (1948) fut l'instrument de la conduite des bombardements stratégiques au Vietnam. Suivirent d'autres comme le Hudson Institute (1961), la MITRE Corporation (2020). Le postulat méthodologique reste le même : partir de constats technologiques qui doivent produire leurs effets sur la société et la guerre, les évolutions politiques étant considérées comme conséquences de celles-ci. En 1961, Herman Kahn et Max Singer fondent le Hudson Institute qui, pendant la guerre du Vietnam, s'opposa aux partisans d'une négociation directe avec le Nord, de 1966 à 1968. Selon eux, la seule réponse opérationnelle appropriée était l'escalade de la violence et, à terme, la « vietnamisation » du conflit, autrement appelée « jaunissement des cadavres ». Les bombardements massifs du Nord-Vietnam ne donnèrent pas les résultats escomptés.

Alvin et Heidi Toffler comptent parmi les initiateurs de la révolution dans les affaires militaires (RMA), aboutissement des théories militaires soviétiques des écrits de Nikolaï Orgakov, ancien chef d'État-major soviétique. Ils voient, dans le développement des frappes précises de longue portée, le futur de l'art opérationnel et dans la guerre de l'information (*information warfare*) qui devait redéfinir la connaissance du théâtre des

opérations pour le soldat du futur. S'ensuit une inflation conceptuelle déroutante : la « guerre néocorticale » (*neocortical warfare*). John Arquilla et David Ronfeldt inventent le terme de « noopolitik », le domaine informationnel le plus large de l'esprit sous lequel le cyberespace (par exemple internet) et l'infosphère (le cyberespace et les médias) sont inclus. La vive compétition amène des phénomènes de « bulle spéculative » stratégique avant de sombrer dans l'obsolescence. Dans son ouvrage *Strategy for chaos*[59], le chercheur Colin Gray conclut :

> L'histoire moderne du débat stratégique américain partage quelques similitudes avec l'industrie de la mode […], elle prospère à travers sa capacité à attirer des fonds pour l'étude d'idées nouvelles ou d'idées recyclées […]. La communauté intellectuelle de défense concourt, au sein de ses multiples formes institutionnelles, pour des parts de marché.

En 2000, d'autres stratèges proposent :

> L'essaimage […] ne deviendra opérant que s'il est conçu autour du déploiement d'une myriade de petites unités de manœuvres dispersées et en réseau […] impliquant, entre autres, des changements radicaux dans les structures militaires actuelles.

Extraordinaire transposition de la guérilla, avec cinquante ans de retard, appliquée à une armée de métier.

La RMA[60], projection à l'infini des capacités technologiques militaires, a permis de gagner la guerre du Golfe contre une armée conventionnelle, puis plus aucune autre guerre ensuite. On parla de « révolution des œillères », basée sur une rationalité militaire déconnectée des vérités essentielles de la guerre. Le candidat Bush énonce :

> La meilleure façon de maintenir la paix est de redéfinir la guerre selon nos propres termes […]. Nos armées doivent être capables d'identifier des cibles grâce à toute une variété de moyens puis de les détruire presque instantanément par toutes sortes d'armes, des missiles de croisière à l'artillerie à longue portée[61].

L'axiome de l'infaillibilité de la RMA et de la domination contre tout adversaire par la seule puissance de l'*information dominance* infiniment répétée devint la vérité, suscitant défaites et échecs (Vietnam, Afghanistan, Irak, Syrie, Lybie…). Apparemment, les djihadistes n'ont pas lu ces ouvrages et ont provoqué la rupture stratégique du 11-Septembre, puis l'échec afghan.

Les Européens ne sont pas en reste. Dans la décennie 1990, nos stratèges avaient inventé la « menace du Sud » pour remplacer la menace de l'Est, par simple réorientation géographique, en conservant un cadre stratégique et des moyens identiques. Puis le Sud s'est rapidement limité au monde arabe. En France, le débat reprit sur les propositions du traité sur les forces armées

conventionnelles en Europe qui avait si bien réussi avec la Russie et qu'il suffisait de réorienter. Ce à quoi les pays de la rive sud firent remarquer que le déséquilibre militaire était tel en faveur de la rive nord qu'il incombait aux armées européennes de réaliser d'abord des réductions de leurs propres forces avant toute négociation. On enterra donc le concept.

---

52. Thierry Kellner, Thomas Bondiguel, « Chine : L'impact des think tanks chinois spécialisés en relations internationales sur la politique étrangère de Pékin », *diploweb.com*, 9 juin 2010.
53. Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, 1996, *op. cit.*
54. Thomas P. M. Barnett, *The Pentagon's new map ; war and peace in the twenty-first century*, New York, Putman Publishing Group, 2004.
55. *Ibid.*
56. NIC, « Global trends 2015 ; a dialogue about the future with nongovernment experts *», dni.gov*, décembre 2000.
57. Lire l'article de Renaud Corbeil, « L'influence des revues spécialisées sur la pensée politique américaine à la fin de la guerre froide : la déconstruction de l'ennemi soviétique, 1987-1993 », in *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1, automne 2019, p. 102-120.
58. Stéphane Cadiou, « Savoirs et action publique : un mariage de raison ? L'expertise en chantier », in *Horizons stratégiques*, n° 1, printemps 2006, p. 113.
59. Colin S. Gray, *Strategy for chaos ; revolutions in military affairs and the evidence of history*, Londres, Routledge, 2004.
60. Vincent Desportes, « Fin de la RMA et révolution des doctrines militaires américaines », *DSI*, n° 54, décembre 2009.
61. Discours de Bush à La Citadelle, 23 septembre 1999 ; idée plusieurs fois reprise le 4 mars 2001, et le 25 mai 2001.

2
Dans les think tanks, les soviétologues sont remplacés par les islamologues et experts en terrorisme

« Après avoir passé dix ans à me préparer à l'analyse de la bataille contre l'Empire du Mal… j'étais déjà un ancien soviétologue d'une ancienne URSS[62]. »

THOMAS BARNETT

Les « experts » ont un rôle essentiel pour donner des mots à la menace, jouant de leur prestige social, pour la qualifier « scientifiquement ». Après le 11-Septembre, l'inflation sémantique explose, portée par une génération spontanée d'experts toujours « internationaux », présidents d'observatoires ou de centres divers et « experts en renseignement », qui annoncèrent attentats chimiques, nucléaires ou bactériologiques à volonté. Une simple consultation sur un site internet en français montrait qu'en un an après le 11-Septembre, ont été publiés soixante-neuf titres, soit plus de 10 % des nouvelles publications, contenant le terme « terrorisme » et douze le nom de « Ben Laden ». Aux États-Unis, le recensement est encore plus impressionnant : cent quarante titres. Il faut saluer la performance de l'auteur américain qui a réussi à sortir un livre sur les attentats du 11-Septembre dès le… 30 septembre. On annonçait déjà cent vingt-trois titres anglophones à paraître sur le sujet au seul premier semestre 2003. Ainsi, les attentats du 11-Septembre ont immédiatement été qualifiés par certains « d'hyperterrorisme », semblant annoncer une forme et une ère nouvelle de la menace. Seul Gérard Chaliand fit remarquer avec raison que la « méthode 11-Septembre » resterait unique puisque, les adaptations étant faites, le terroriste chercherait de nouvelles modalités d'action.

Après le 11-Septembre, certains experts doivent rapidement se reconvertir. En perte de vitesse, Thérèse Delpech, directrice des Affaires stratégiques du Commissariat à l'énergie atomique, devient spécialiste du terrorisme, avec un coup de pouce de l'Institut d'études de sécurité de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Elle se fait confier, dès 2002, une étude sur « Le terrorisme international et l'Europe[63] » dans laquelle elle envisage, avec sérieux, un terrorisme nucléaire dont elle sait parfaitement qu'il est extrêmement difficile à mettre en œuvre, mais qui présente l'avantage d'autovalider son expertise. L'attentat à l'anthrax, qui a frappé New York peu après le World Trade Center, qui provient d'un labo militaire

américain, est à peine évoqué. Autre exemple : la réécriture d'un rapport sur les projets nucléaires en Égypte demandé à une excellente spécialiste de la Fondation pour la recherche stratégique. La conclusion, excluant l'hypothèse de programmes nucléaires secrets, fut corrigée par elle pour convaincre les partis politiques de ses postulats obsessionnels mais faux. Son audition au Sénat, le 27 avril 2004[64], est intéressante, car la suspicion est censée valoir preuve. Près de seize ans plus tard, toutes les prévisions sur les risques de prolifération au Moyen-Orient arabe se sont révélées fausses. Heureusement, l'influence des néoconservateurs français est bridée par le fait que la France n'a pas le pouvoir de déclencher seule une guerre, ce qui n'est pas le cas des néoconservateurs américains. Le budget de défense américain repart à la hausse en 1994 sous Clinton, sans qu'aucune menace réelle ne le justifie.

En face, les penseurs de l'islam radical ont adopté un principe de responsabilité collective pour justifier le 11-Septembre. Dans l'interview accordée au journal pakistanais *The Dawn*, le 7 novembre 2001, Ben Laden déclare « justifier la tuerie d'innocents au regard des enseignements de l'Islam[65] ».

> À mon avis, si un ennemi occupe un territoire musulman et utilise des gens ordinaires comme boucliers humains, alors il est permis d'attaquer cet ennemi. Par exemple si des bandits envahissent une maison et prennent un enfant en otage, alors le père peut attaquer les bandits et dans cette attaque, même l'enfant peut être blessé. L'Amérique et ses alliés nous massacrent en Palestine, en Tchétchénie, au Cachemire, en Irak. […] Le peuple américain devrait se souvenir qu'il paie des impôts, qu'il élit son président, que son gouvernement fabrique des armes qui sont fournies à Israël, qui les utilise contre les Palestiniens. […] Cela prouve que l'Amérique tout entière est responsable des atrocités perpétrées contre les musulmans. […] Le peuple américain s'est levé contre la guerre du Vietnam. Il doit faire la même chose aujourd'hui. Le peuple américain doit arrêter le massacre des musulmans par leur gouvernement[66].

Les think tanks américains et la « sécuritisation » de la politique étrangère américaine. L'exemple de la Chine permettra de comprendre le processus d'influence sécuritaire car, depuis 2010, les think tanks américains se concentrent sur la « menace chinoise[67] ».

Cela suppose un retour en arrière sur le concept de « péril jaune[68] » qui n'en finit pas de mourir et permet de comprendre les mécanismes mentaux de l'*Homo bellicus*. La notion de péril jaune, inventée par la littérature bon marché, se popularise rapidement, au XIXe siècle, autour du dépeçage de la Chine, un des derniers grands pays offerts à la colonisation. Jacques Novicow, auteur du concept, en 1897, fait une démonstration économique, sociologique et militaire étonnamment raciste :

> Le péril jaune est signalé de toutes parts. Les Chinois sont quatre cents millions. Théoriquement, ils peuvent mettre trente millions d'hommes sur pied de guerre.

> Un beau matin, ils devraient envahir l'Europe, massacrer ses habitants et mettre fin à la civilisation occidentale. Cela paraissait un dogme inattaquable. Mais, on s'est aperçu dans ces derniers temps que les Chinois éprouvent une horreur insurmontable contre le service militaire. Depuis qu'ils se sont laissé battre par les Japonais, dix fois moins nombreux, les pessimistes ont fait volte-face. Le péril jaune n'est plus à craindre sous une forme militaire, du moins pour une période qui peut entrer dans nos préoccupations, le péril jaune vient surtout de l'ouvrier chinois qui se contente de cinq sous[69].

Lorsqu'en 1900 la révolte des Boxers menace les quartiers des concessions européennes à Beijing, Guillaume II donne les ordres suivants aux contingents allemands de l'expédition internationale : « Montrez l'Allemagne en Chine sous un jour si violent que jamais plus un Chinois n'ose regarder un Allemand en face ! » Après la victoire japonaise contre la flotte russe à Tsushima (1905), le « Jaune » n'est plus le Chinois mais le Japonais menaçant, surtout pendant la guerre, puis avec la montée industrielle ; puis le Coréen pendant la guerre de Corée, ensuite le Vietnamien et à nouveau le Chinois aujourd'hui…

Dès 2005, la revue *The Atlantic* publiait un article explicite, « How we would fight China[70] » de l'universitaire Robert Kaplan, rassemblant les scénarios les plus alarmistes en dépeignant le pays comme la nouvelle Union soviétique. Selon les *China watchers* de Washington, la posture militaire de Pékin, depuis le milieu des années 1990, serait guidée par une stratégie dite du « déni d'accès », qui viserait à empêcher le déploiement des forces armées américaines sur le théâtre des opérations. Le budget militaire chinois n'est que le quart du budget américain et ne remet pas en cause le leadership des États-Unis sur les grands espaces maritimes, mais il élève le coût politique et militaire d'une intervention. L'administration Clinton, se méfiant de l'alarmisme des cercles militaires, ne veut pas faire de la Chine un ennemi officiel. Mais, au printemps 2010, la nouvelle *Quadrennial Defense Review* (*QDR*), dirigée par le secrétaire à la Défense républicain, Robert Gates, mentionne trente-quatre fois la Chine contre dix-huit seulement dans la *QDR* de 2006 : « [le développement] de l'arsenal pose des questions légitimes quant aux intentions chinoises à long terme ». La parution, peu de temps avant la *QDR*, d'un rapport du think tank Center for strategic and budgetary assessment (CSBA) inclut l'Iran aux côtés de la Chine :

> À moins que Pékin et Téhéran ne réorientent leurs politiques ou que Washington n'agisse pour contourner ou riposter contre les effets de leurs stratégies militaires, il est certain que le coût supporté par l'armée américaine pour maintenir l'accès à deux zones d'intérêt vital grandira substantiellement, peut-être jusqu'à un seuil prohibitif.

Cela ressemble à un appel à une guerre préventive. Les armées ne pouvant aller devant le Congrès demander officiellement des moyens, un rapport de

ce type permet de vulgariser l'idée du déni d'accès dans les médias et auprès des congressistes, et entretient une certaine confusion : les journalistes y voient la publication masquée de travaux classifiés de l'armée américaine et les capitales asiatiques en comprennent que tout pays qui s'oppose au libre droit d'intervention militaire américain serait une menace pour la paix. Le débat sur le « déni d'accès » est une concrète illustration du rôle dévolu aux think tanks qui contribuent à la « sécuritisation » de la problématique chinoise. Un problème de sécurité est le fruit de la représentation qu'en font certains *strategists*[71]. Si la population l'accepte, alors la problématique n'est plus objet d'une simple théorie, mais devient une question de sécurité et/ou d'affaires militaires. Dans ce continuum, les experts deviennent les géniteurs premiers de la décision gouvernementale. Les penseurs français apportent leur petite pierre : Max Gallo, dès le 17 août 2012, annonce « cette guerre mondiale qui nous guette[72] » tout en refusant tout déterminisme.

La production de rapports labellisés vient cadrer les débats, comme l'énorme production d'études américaines sur le terrorisme immédiatement après le 11-Septembre. La RAND en produit, en 2002 et 2003, plus d'une centaine. Quelques semaines après, romanciers et scénaristes[73] qui avaient imaginé les scénarios des films catastrophes étaient invités par l'Institute for Creative Technologies (ICT) de l'Université de Californie du Sud avec le soutien du Pentagone, à imaginer des scénarios débridés d'attaques terroristes, méthode du *bookish researcher*. Par contre, les studios hollywoodiens choisirent de s'autocensurer en annulant la sortie de certains films catastrophe : terrorisme, avions qui explosent et immeubles qui s'effondrent.

Comme en France, les luttes d'influence sont particulièrement vives entre experts, surtout sur l'islamisme : après le 11-Septembre, le Washington Institute[74] proche de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC, organisation juive américaine) demande l'arrêt pur et simple des subventions à la Middle East Studies Association (MESA), organisme universitaire qui n'aurait rien compris au radicalisme islamiste. Les attaques sont personnelles et nominales. Mais après le 11-Septembre, la question politique est rapidement évacuée par la réplique de George W. Bush à la question « Pourquoi nous détestent-ils ? » : « Parce que nous sommes le bien, et qu'ils sont le mal ! »

Les rares études sur la sociologie des *strategists*

La thèse de Matthieu Chillaud, *Les études stratégiques en France sous la Ve République*[75], passe en revue les nombreux organismes, instituts et périodiques qui travaillent et publient dans le domaine des études stratégiques et tente d'expliquer les raisons de leur difficulté. Le paysage français des fondations stratégiques, à part quelques acteurs significatifs, semble un

ensemble d'entreprises de taille moyenne. L'IFRI, premier think tank en France et troisième d'Europe, publie plaquettes thématiques, l'annuaire RAMSES et la revue *Politique étrangère*. L'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) est fondé en 1990 par Pascal Boniface, ancien conseiller des ministres socialistes de la Défense et de l'Intérieur. Il démissionne du Parti socialiste en 2003, suite à un différend portant sur le conflit israélo-palestinien. L'IRIS publie la *Revue internationale et stratégique* (trimestrielle) et *L'Année stratégique*. Les financements publics sont essentiels pour la plupart des think tanks français[76]. Distribués par le chef de cabinet du Premier ministre, ils restent très en deçà de ce qu'on trouve dans d'autres pays européens qui ont concentré leurs aides aux plus grosses institutions, correspondant au bipartisme local. En septembre 2015, la fondation Friedrich-Ebert, en Allemagne, a reçu 120 millions d'euros de fonds publics par an, l'IFRI 1,5 million d'euros. Symbole de la virulence intellectuelle française, Thierry de Montbrial fut successivement accusé d'être « atlantiste » puis « néocommuniste » et Pascal Boniface d'être « antisémite », financé par le Qatar et tout récemment par la Chine. En France, un seul think tank néoconservateur vécut une brève existence : le Cercle de l'Oratoire, créé peu de temps après les attentats du 11 septembre 2001, il a édité la revue *Le Meilleur des Mondes*. Dirigé par le journaliste Michel Taubmann, également en charge de l'actualité à ARTE-Paris, et son épouse Florence, pasteur au temple de l'Oratoire du Louvre et vice-présidente de l'Amitié judéo-chrétienne, il comptait dans ses rangs : André Glucksmann, Thérèse Delpech, Pascal Bruckner, Romain Goupil, etc. Le journal a lancé une première pétition en faveur de l'intervention des Nations unies en Afghanistan. Deux ans plus tard, une autre dans *Le Figaro* pour soutenir l'invasion de l'Irak. Il considère l'islam radical comme un « réel danger » et affirme qu'il n'y a jamais eu autant de propagande anti-juive. La structure est en sommeil.

---

62. Cité par Florian Louis, « La géopolitique au service du néolibéralisme », *revueconflits.com*, 9 août 2020.
63. Thérèse Delpech, « Le terrorisme international et l'Europe », *Cahiers de Chaillot*, n° 56, décembre 2002.
64. « Compte rendu des auditions effectuées par la Commission », *senat.fr*, 27 avril 2004. URL : <http://www.senat.fr/rap/r03-388/r03-3888.html>.
65. « L'interview de Ben Laden », *L'Obs*, 10 novembre 2001.
66. *Ibid.*
67. Jean-Loup Samaan, « Une géographie américaine de la menace chinoise », *La Découverte*, n° 140, 2011.
68. Jean-Louis Margolin, « Les scénarios noirs du péril jaune », hors série *Le Monde-La Vie*, n° 11, 2014, p. 126-127 ; Jacques Decornoy, *Péril jaune, peur blanche*, Paris, Grasset, 1970.
69. Jacques Novicow, *Le péril jaune*, Paris, V. Giard & E. Brière, 1897.
70. Robert D. Kaplan, « How we would fight China », *The Atlantic*, juin 2005.
71. Pierre Conesa, *La fabrication de l'ennemi ; ou comment tuer avec sa conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont, 2015.
72. Max Gallo, « Cette guerre mondiale qui nous guette », *Le Figaro*, 16 août 2012.
73. Tom Clancy, Maud Tabachnik, Chuck Palahniuk, William Diehl.

74. Martin Kramer, « Ivory towers on sand : the failure of middle eastern studies in America », *washingtoninstitute.*org, 1er octobre 2001.
75. Matthieu Chillaud, *Les études stratégiques en France sous la Ve République ; approche historiographique et analyse prosopographique*, Paris, l'Harmattan, 2020.
76. Thierry Fabre, « La vérité sur le financement des think tanks », *Challenges*, 20 septembre 2015.

3
La mue de la sociologie stratégique ès *defense intellectuals* : choisir, désigner, médiatiser, militariser

Selon Régis Debray, après le cycle universitaire (1880-1930), le cycle éditorial (1920-1960), qui en avait fait des référents moraux par l'écrit, avec la télévision et internet, les intellectuels deviennent intervenants médiatiques, terrain sur lequel ils sont concurrencés par d'autres : les *defense intellectuals*, concept employé par les Américains, mélange universitaires, experts, lobbyistes, journalistes, think tanks, anciens militaires, politiciens d'opposition… Avec les années 1970, la culture de masse progressivement change de média : l'audiovisuel détrône l'imprimé et l'analyse se déplace sur les émotions de l'image ; c'est l'apparition à l'image qui fait l'expert et non le contraire ; enfin, beaucoup de termes idéologiques plutôt politiques se dévaluent (impérialisme, communisme, socialisme, révisionnisme, dogmatisme, empirisme, pragmatisme, marxisme, léninisme, maoïsme…). Aujourd'hui, ce sont les religions qui produisent du « -isme » (salafisme, islamisme, takfirisme, radicalisme, fanatisme, néo-évangélisme, fondamentalisme…). Aux leaders d'opinion visionnaires qui traçaient des perspectives se sont substitués des vendeurs d'émotions rapides secrétées par la scène médiatique, où l'influence médiatique de l'intervenant est plus importante que la qualité scientifique de ses productions. Malgré la confrontation avec la réalité ou la critique de ses ouvrages largement vantés par les médias, l'insubmersible Bernard-Henri Lévy poursuit sa route comme d'autres. Le monde des « intellectuels français est un monde Tefal : aucune erreur n'accroche jamais », constatait un diplomate français dans un entretien avec l'auteur. En changeant assez régulièrement de position quand le vent tourne, un intellectuel reste dans le vent : on a accusé Finkielkraut d'être de droite alors qu'il a été de toutes les mouvances politiques, du maoïsme à la droite actuelle soutenant Israël sans nuances. Sur son blog, il délivre ces brevets d'intellectualisme, ce qui reste étonnamment prétentieux pour un homme qui a si souvent changé.

Le catéchisme révolutionnaire marxiste avait contraint à une certaine « souplesse intellectuelle ». Asséné avec la conviction de celui qui avait tout mieux compris que tous les autres, il avait délivré au communisme une sorte d'exterritorialité intellectuelle et morale, toujours à même d'excuser quelque massacre ou horreur, de pouvoir accuser le dissident d'être un traître ou agent fasciste… L'URSS appartenait au camp des vainqueurs de la guerre, preuve évidente de la justesse de son idéologie. « L'effet Stalingrad » joua un

certain temps et le coup de Prague, en 1947, fut bien accueilli et justifié par « l'aggravation de la lutte des classes », puis le dissident Tito fut qualifié de « national-socialiste nouvelle manière » ; les traîtres sont partout : sur le cardinal József Mindszenty, accusé à Budapest d'espionnage et condamné à la prison à perpétuité le 9 février 1949, le gouvernement publie le *Livre jaune*, recensant l'ensemble de ses aveux lors du procès, dont un étonnant complot légitimiste avec Otto de Habsbourg-Lorraine pour rétablir le royaume de Hongrie. De 1950 à 1956, trente et un autres procès préfabriqués eurent lieu, se soldant par quatre-vingt-treize condamnations, dont vingt-six capitales sur des « traîtres » de l'intérieur : László Rajk en Hongrie et Traïcho Kostov en Bulgarie, plus tard Lin Biao, successeur désigné de Mao. La réalité du régime stalinien (comme des régimes islamistes aujourd'hui) était cependant facilement accessible. En 1935, Boris Souvarine, ancien bolchevique, livrait une biographie de Staline. Dans l'Espagne de 1936, George Orwell dénonçait les exactions des communistes à Barcelone. Gide livrait un diagnostic clair de la situation dans la « patrie du socialisme ». Rien n'y fit. « L'opium des intellectuels[77] », autrement dit la fascination pour la révolution violente, était plus fort que toutes les démonstrations. Nous vivons aujourd'hui une sorte d'amateurisme intellectuel, encouragé par le succès médiatique, répandu chez certains acteurs du complexe militaro-intellectuel.

De quoi se mêle Pierre Vidal-Naquet ?

Lettre de Pierre Vidal-Naquet à la rédaction du *Nouvel Observateur* (18 juin 1979) :

« Monsieur le Directeur,

Votre publication a eu récemment l'occasion de faire écho de façon favorable au livre de Bernard-Henri Lévy, *Le Testament de Dieu* publié aux Éditions Grasset dans la collection "Figures". Je pense que votre bonne foi a été surprise. [Il suffit, en effet, de jeter un rapide coup d'œil sur ce livre pour s'apercevoir que loin d'être un ouvrage majeur de philosophie politique, il fourmille littéralement d'erreurs grossières, d'à-peu-près, de citations fausses, ou d'affirmations délirantes. Devant l'énorme tapage publicitaire dont bénéficie cet ouvrage, et indépendamment de toute question politique et notamment, de la nécessaire lutte contre le totalitarisme, il importe de rétablir, dam (*sic*) les discussions intellectuelles, un minimum de probité.] Je n'entends pas fournir ici une liste complète des erreurs de Bernard-Henri Lévy, cela demanderait un gros volume ; je me contenterai d'une simple anthologie de "perles" dignes d'un médiocre candidat au baccalauréat. [Qu'il s'agisse d'histoire biblique, d'histoire grecque ou d'histoire contemporaine, Monsieur Bernard-Henri Lévy affiche, dans tous les domaines, la même consternante ignorance, la même stupéfiante outrecuidance, qu'on en juge :]

• Monsieur Bernard-Henri Lévy place au “7e jour” (p. 238) de la création le péché originel. Il faut croire qu’Adam et Ève ont profité du repos du Seigneur ; mais cette précision surprendra les lecteurs de la *Genèse* ;
• prenant le Pirée pour un homme, il fait (p. 79) d’Halicarnasse un auteur grec ;
• de l’*Antigone* de Sophocle, tragédie représentée à Athènes en 442 av. J.-C. et dont l’action se passe dans la Thèbes du second millénaire, il fait une pièce qui nous informe sur Thèbes à la fin du Ve siècle p. 87) ; c’est comme si la *Phèdre* de Racine était utilisée comme document sur la Crète au temps de Louis XIV ;
• il fait (p. 79) de textes qui s’échelonnent entre le Ier siècle av. J.-C. et le Ier siècle apr. J.-C. des témoignages datant du temps de la “romanité expirante” ; c’est simplement se tromper de trois ou quatre siècles ;
• Robespierre, qui organisa le culte de l’Être Suprême, est accusé de “mise à mort du Dieu Un et Souverain” (p. 106) ;
• un texte de Benjamin Constant (1818) et un autre de Fustel de Coulanges (1864) sont déclarés (p. 42) “à peu près contemporains” et c’est même le premier qui fait “spectaculairement écho” au second. À ce compte, on pourrait déclarer “à peu près contemporains” le *J’accuse* de Zola (1898) et l’Appel du 18 juin du général de Gaulle ;
• de Staline, il est dit que, “au milieu de l’année 1928, […] il lance les masses sur la Place Rouge, à l’assaut d’un parti qui l’a mis en minorité et retarde pour l’heure la procession du socialisme” (p. 23). Et cette mise en minorité et cette manifestation sont une pure invention ;
• Bernard-Henri Lévy cite (p. 278, note 49) la “déposition d’Himmler” au procès de Nuremberg. […] Himmler s’est suicidé après son arrestation, par les troupes anglaises, le 23 mai 1945 ;

II me semble que ce petit relevé suffit et qu’il est de nature à intéresser vos lecteurs. Le véritable problème n’est donc pas de “critiquer” le livre de Bernard-Henri Lévy, car il est en deçà de toute critique ; il est de se demander :

1) Comment un normalien, agrégé de philosophie selon ce que nous apprend la couverture du livre, peut-il se mépriser lui-même et mépriser ses lecteurs au point de leur infliger une pareille “science” et se comporter, pour utiliser son propre vocabulaire (pp. 78-79), comme un “bateleur analphabète” ?

2) Comment il peut se faire que, sans exercer le moindre contrôle, un éditeur, des journaux, des chaînes de télévision lancent un pareil produit, comme on lance une savonnette, sans prendre les garanties de qualité que l’on exige précisément d’une savonnette ? Est-ce cela la “Barbarie à visage humain” ?

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l’expression de mes sentiments les meilleurs.

Pierre Vidal-Naquet »

Début de réponse de Bernard-Henri Lévy (*Le Nouvel Observateur*, 18 juin 1979) :

> « Pierre Vidal-Naquet vient, peut-être, d'inventer un genre inédit dans la République des Lettres : le rapport de police philosophique. »

La scène médiatique devient le lieu des débats autour de deux catégories d'enjeux principaux et récurrents : la détermination des responsabilités, à la fois directes et indirectes (qui/qu'est-ce qui est responsable ?), et les conséquences de l'événement, tant souhaitables que prévisibles (Comment réagir ? Quelle pourrait être la suite des événements ?). Une grande variété d'experts est issue du monde universitaire de disciplines variées (la science politique et les relations internationales, mais également la sociologie, l'anthropologie, l'histoire), ensuite subdivisées en sous-disciplines et faisant l'objet d'éclatements en diverses thématiques de recherche (géopolitique, histoire des religions, histoire des conflits, islamologie, etc.). Le milieu judiciaire fournit avocats, mais également experts techniques. Ces spécialistes sont supposés avoir les qualités pour fournir du « sens » dans la brèche civilisationnelle ouverte par l'événement terroriste.

Le rôle nouveau du complexe militaro-intellectuel : médiatisation, choix des bons et des méchants, interpellation des politiques[78]

La planète se divise dorénavant en un monde utile et un monde inutile[79]. Le choix est ouvert parmi les quatre cents et quelques crises violentes. La médiatisation est essentielle pour sortir de l'anonymat, aussi bien pour le médiateur que pour les acteurs, c'est le rôle du complexe militaro-intellectuel que de choisir la guerre, désigner le méchant, interpeller le politique et dénoncer l'inaction occidentale, démontrer la « justesse » de certaines causes (voire la justifier et l'excuser) et non pas sa dimension stratégique[80]. Le complexe militaro-intellectuel pasteurise les crises et on s'étonne qu'il y ait des grumeaux. Pour alerter l'opinion occidentale, il faut prendre des images et comparaisons compréhensibles : le « Milošević » du Soudan, « l'Hitler » du Darfour, le « Couple Ceauşescu » (les Ortega) au pouvoir au Nicaragua, les « combattants de la liberté » pour les moudjahidine afghans… Laissez de côté des comparaisons avec Idi Amin Dada, Mobutu ou Charles Taylor, on pourrait vous accuser de racisme. En Sierra Leone, Charles Taylor fut un des seigneurs de guerre les plus craints d'Afrique : viols, meurtres, amputations par tirage au sort, mutilations, recrutement d'enfants soldats… Un de ses anciens hommes de main, qui témoignait à son procès, a raconté qu'il créait des points de contrôle sur les routes où des intestins humains et des mains coupées accrochées sur des bâtons servaient de panneaux de signalisation.

Par le passé, des livres faisaient débat dans la presse, aujourd'hui ce sont des débats lancés par les journaux qui se traduisent par des livres. Selon Pierre Grémion, ils ont transformé *Le Monde*, quotidien d'expertise, en quotidien intellectuel. L'intellectuel engagé ne se limite plus aux signatures

de pétitions et occupe toutes les rubriques (tribunes, interviews, voire grands reportages), avec le même enjeu : distinguer autour de « crises » successives qui sont, chaque fois, les affaires présentées par eux comme les plus importantes du moment que l'on oublie vite pour passer à une autre – Tchétchénie, Algérie, Somalie, Bosnie, Kosovo furent très « chauds » et les tribunes indignées abondaient. Puis, silence, alors que, sur place, la situation n'a guère changé ni été affectée par ces mobilisations éphémères.

Portrait d'un intellectuel médiatique

Bernard-Henri Lévy (BHL) se déplace et produit beaucoup, justifiant son expertise universelle par ses déplacements à ses frais et en assurant lui-même sa promotion.

Rapide historique. En 1981, *L'idéologie française*[81], essai de BHL sur la collaboration, fait l'objet d'une critique de Raymond Aron dans *L'Express* du 7 février 1981[82] :

« Un auteur qui emploie volontiers les adjectifs infâme ou obscène pour qualifier les hommes et les idées invite le critique à lui rendre la pareille. Je résisterai autant que possible à la tentation, bien que le livre de Bernard-Henri Lévy présente quelques-uns des défauts qui m'horripilent : la boursouflure du style, la prétention à trancher des mérites et des démérites des vivants et des morts, l'ambition de rappeler à un peuple amnésique la part engloutie de son passé, les citations détachées de leur contexte et interprétées arbitrairement. »

Algérie des années noires. L'ONU veut une enquête internationale sur les massacres de villageois, ce que les généraux refusent. *Le Canard enchaîné* du 14 janvier 1998 et *Le Monde diplomatique*[83] de décembre 2003 s'étonnent : « Les généraux d'Alger préfèrent un reportage de BHL à une enquête internationale. » L'homme est en effet reçu par les plus hautes autorités de l'État, qui lui ont permis de se rendre « dans des lieux interdits aux journalistes ». Quand on sait que mieux vaut ne pas ruser avec les interdits en Algérie, surtout porteur d'une carte de presse, on ne peut donc que se réjouir de constater que le régime les ait levés pour BHL qui ne dit rien sur l'autre aspect de la violence dans le pays, à savoir celle qu'exerce l'État : bombardements au napalm, arrestations et tortures systématiques, disparitions de centaines d'opposants, etc. Les critiques du *Canard* concernant les silences de BHL ont fini par porter leurs fruits. Dans sa chronique du *Point*, il rectifie et évoque cette fois les atteintes aux droits de l'homme : « Torture dans les prisons, exécutions sommaires d'islamistes et disparitions. »

En 1997, son film *Le Jour et la Nuit* réalise une forme d'exploit : un budget impressionnant 53 millions d'euros, dont une aide de 530 000 euros du Centre national de la cinématographie, Alain Delon et Karl Zéro au

générique, la couverture de plusieurs magazines. Pourtant, à l'arrivée, un fiasco commercial (soixante-dix mille entrées). BHL passe à autre chose.

Émissaire officiel en Afghanistan. En février 2002, Jacques Chirac et le Premier ministre, Lionel Jospin, lui demandent de se rendre en Afghanistan. Les États-Unis et des pays de l'OTAN ont commencé à bombarder, en octobre 2001, après les attentats du 11-Septembre. Objectif du voyage de BHL : évaluer les attentes et les besoins du peuple afghan, selon *Le Point*, et aider le pays pour la reconstruction culturelle. Le journaliste de *L'Express*, Renaud Revel, dénonce un déplacement digne de l'émission de téléréalité *Loft Story*. À son retour, BHL présente au président de la République et au Premier ministre son rapport publié par la Documentation française, qui ne contient qu'une annexe… le texte d'un discours de lui-même à Kaboul… Sur un plateau télévisé, il se targue de connaître l'Afghanistan, notamment parce qu'il s'y est rendu en 1998 pour rencontrer le commandant Massoud, chef militaire opposé à l'occupation soviétique puis au régime des talibans. Ancien élève du lycée français de Kaboul, celui-ci a le parfait profil tel que présenté par BHL. Pourtant, Richard Clarke, l'ancien chef des renseignements américains, dans un livre[84], s'étonne du soutien accordé au chef tadjik qui vendait de l'opium, violait les droits de l'Homme et tuait des civils avant de bombarder à l'arme lourde Kaboul en 1992 quand il y perdra le pouvoir. La visite de BHL fut vivement critiquée dans un article dont le titre se suffit à lui seul : « BHL en Afghanistan ou "Tintin au Congo" ?[85] », par Gilles Dorronsoro, excellent spécialiste du pays, qui le connaît dès avant l'invasion soviétique, et parle pashtoun. BHL a, par deux fois, réglé la crise afghane : dans sa chronique du *Point*, le 24 septembre 2009, puis une seconde fois, le 5 novembre, expliquant pourquoi et comment les talibans peuvent être vaincus. Il n'est pas le seul à pouvoir résoudre la crise afghane. Guy Sorman, dans *Le Figaro* du 21 août 2009, propose un plan Marshall pour l'Afghanistan : « investir massivement […] dans la production d'énergie, dans des industries agricoles, mécaniques, textiles ». La France a des super intellectuels comme les Américains ont des super héros. On aurait pu imaginer un tandem BHL-Stallone pour régler la question afghane. Par contre, Dorronsoro avait, dans un rapport pour la Carnegie, annoncé le retour des talibans.

Pakistan, 2003, « Qui a tué Daniel Pearl[86] ? », un romanquête. Quand le réel se dérobe, l'imaginaire expose ses préjugés : le Pakistan, « c'est la maison du Diable », « un pays drogué au fanatisme, dopé à la violence », « un enfer silencieux, plein de damnés vivants » avec ses « mollahs cauchemardesques ». Karachi est « un trou noir », rempli de « demi-morts », où les « derviches fanatiques aux cheveux longs et aux yeux furieux et injectés de sang » hurlent devant la « porte du Diable ». BHL accumule les clichés pour étayer son tableau d'une nation délinquante : un ministre est « aimable à l'extrême », mais, au moment où il pense que BHL ne le regarde pas, « ses yeux lancent un éclair de férocité meurtrière ». Les Pakistanais ordinaires sont décrits comme des Orientaux fanatiques qui « se renfrognent » au passage de l'auteur et plissent les yeux pour lui décocher « un regard fixe de tarentule ». Un homme « au sourire venimeux » émet carrément un « sifflement » semblable à celui

d'un serpent. « Tous les journalistes y sont, en tant que tels, en permanent danger de mort. » Il se donne le rôle du héros de roman d'espionnage : « Je réactive les vieux réseaux de mes enquêtes précédentes. » Il change d'hôtel chaque soir et s'imagine être suivi en permanence. Il a, par exemple, répété que les services secrets pakistanais pourraient avoir procuré les secrets de la bombe atomique à al-Qaida. Une « hypothèse » en passant, permise dans un romanquête…

Attaquer Saddam Hussein ? Oui, bien sûr. En août 2002, BHL publie une tribune dans *Le Monde* défendant la deuxième guerre d'Irak : « Ce n'est pas ici que l'on défendra ce massacreur de Kurdes et de chiites, ce terroriste, ce mégalomane suicidaire, ce fou, ce Néron actionniste. » La France ne suit pas sa position.

Géorgie. En août 2008, BHL se rend dans la région séparatiste d'Ossétie du Sud. Son récit dans *Le Monde* est épinglé par l'émission *Arrêt sur images* et le site d'information Rue89. Un chercheur de l'IRIS lui reproche d'avoir repris en totalité la thèse du Gouvernement. Mais en soutenant la position du pouvoir géorgien, il reprend la ligne de Sarkozy qui, alors à la présidence tournante de l'Union européenne, avait demandé le retrait des troupes russes.

Soutien à l'opération « Plomb durci » sur Gaza, dans *Le Point*, en janvier 2009, alors que l'attaque est très impopulaire en France et que l'ONU accuse Israël de « crimes de guerre ». Quelques jours plus tard, il publie dans le *Journal du dimanche* (*JDD*) son carnet de guerre « au cœur de l'opération » (côté israélien s'entend) : aucune mention sur l'emploi de bombes au phosphore blanc, pourtant interdites par les Nations unies depuis 1983. L'aviation israélienne a lancé plus de bombes au mètre carré sur Gaza que les Alliés sur l'Allemagne nazie.

Voyage au Darfour : en 2009, il se rend, via le Tchad, au Darfour, où la situation humanitaire est alarmante depuis 2003. Il justifie son déplacement par le fait que la Cour pénale internationale a recensé cinquante et un chefs de crimes contre l'humanité : bébés empalés, femmes violées… Il dénonce les prémices d'un nouveau Rwanda, mais est contredit par les ONG qui sont sur place.

La Libye. Dès mars 2011, BHL s'engage pour le conflit en Libye et en convainc Sarkozy, en dépit d'une absence de résolution des Nations unies. Le site de sa revue *La Règle du jeu* décrit son rôle éminent dans la chute de Kadhafi : c'est lui qui a organisé, au mois de mars, la première rencontre à l'Élysée entre Nicolas Sarkozy et les cadres du Conseil national de transition libyen. « Il faut chasser Kadhafi et sa petite mafia minable », déclare-t-il alors sur TV5 Monde. Bizarrement, lors d'un nouveau voyage en Libye, notre héros est empêché, le 25 juillet, d'entrer dans la ville libyenne de Tarhouna, rapporte la chaîne russe RT sur son site arabophone, reprenant des vidéos circulant sur les réseaux sociaux. Selon *Courrier international*, certains Libyens ne lui savent pas gré de son action guerrière et de son soutien inébranlable à

Israël. Il en tire un film, *Le serment de Tobrouk*, présenté hors compétition à Cannes (deux mille quatre cent cinquante entrées en salle).

Il faudrait mentionner aussi : le Bangladesh, pour inaugurer un jardin Malraux ; en Inde, chez les naxalistes maoïstes ; chez les Contras (1985) ; en 2006, pour dénoncer la guerre du Hezbollah contre Israël ; en 2015 au Kurdistan (liste à mettre à jour régulièrement).

La salle des trophées est fournie. BHL est la vedette du petit écran, avec quatre cent quatorze apparitions en trente ans, loin devant tous les autres, même ceux détenteurs de savoirs précis[87]. Il a fait huit films, une trentaine de livres (dont *De la guerre en philosophie*, en se référant à un philosophe inconnu, Botul, inventé par Frédéric Pagès, agrégé de philo et plume du *Canard enchaîné* qui avait écrit un pamphlet sur « la vie sexuelle d'Emmanuel Kant[88] ») ; une pièce de théâtre (*Hôtel Europe* interrompue rapidement faute de public). Esprit universel, il a bien évidemment publié un livre sur le covid.

Pour dresser une typologie de la médiatisation des crises, citons quelques argumentaires, quelques précautions à prendre et quelques cas difficiles.

La médiatisation : annoncer de désastreuses menaces humaines

Après 1945, avec la découverte des horreurs des camps de concentration et d'extermination, la reconnaissance à l'égard des combattants, résistants et prisonniers de guerre est supplantée par la victime impuissante, considérée comme secondaire dans les conflits précédents. Celle-ci prend le premier rang au héros combattant avec la découverte de la Shoah[89]. Annoncer un massacre collectif, voire un génocide, est aujourd'hui essentiel pour susciter la responsabilité occidentale. Bernard-Henri Lévy, de retour de Libye pour obtenir l'intervention militaire française, parle des « rivières de sang[90] », ce qui, dans un pays désertique comme celui-ci, est une description hollywoodienne. Mais, sans aller trop vite, le massacre de Racak (Kosovo, 15 janvier 1999) est un cas peu connu.

Le massacre de Racak

Présenté par la presse anglaise et américaine comme le massacre de quarante-cinq villageois par les Serbes du Kosovo – corps mutilés, carnage, yeux arrachés, têtes fracassées… –, il fut condamné publiquement par Bill Clinton, Kofi Annan, Robin Cook, Louise Arbour et a joué un rôle charnière pour la suite de la guerre. L'analyse qu'en font les auteurs du livre *Génocide et propagande*[91] conclut que les quarante morts de ce jour-là étaient probablement des combattants tués dans le feu de l'action et non pas des civils exécutés. Une controverse s'est développée : s'agissait-il de crime de guerre,

position du chef de la mission de l'OSCE, William Walker, diplomate américain au Kosovo, ou bien d'une mise en scène destinée à camoufler un accrochage entre l'Armée de libération du Kosovo (UÇK) et les forces de sécurité yougoslaves, position de Belgrade ? Ce champ de cadavres regroupés à des fins démonstratives est devenu une des raisons essentielles de l'ultimatum lancé à Belgrade pour l'ouverture des négociations de Rambouillet puis, celles-ci ayant échoué, des bombardements en Serbie par l'OTAN. Après la guerre, Račak a été inclus dans l'acte d'accusation du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) contre Milošević. Il reste toujours, en ex-Yougoslavie, une cause de dissension entre les deux communautés, au côté de nombreux autres meurtres interethniques subis par les deux camps. L'experte finlandaise Helena Ranta témoigna lors du procès du président Milošević et confirma un massacre des civils kosovars albanais exécutés par la police serbe, reconnaissant que, n'ayant jamais enquêté sur les lieux du crime, il lui était impossible de déterminer combien de fois les corps avaient été manipulés entre le moment de leur mort et la date à laquelle on avait commencé les autopsies. Elle fut pressée par son propre gouvernement et par William Walker de déclarer que Račak était effectivement un massacre de civils et un crime contre l'humanité. Depuis, elle n'a cessé de se rétracter et de se plaindre des pressions politiques auxquelles elle s'était trouvée exposée.

Désigner le méchant-méchant

« On ne peut pas parler avec des gens qui coupent la main des petites filles parce qu'elles ont du vernis à ongles », répéta Sarkozy au grand débat national avec François Hollande à propos de l'Afghanistan. Une phrase rappelée des centaines de fois par le candidat mais… qui n'est qu'une fable, comme l'avait déjà souligné *Le Monde* dès 2003. Une fable qui demeure l'exemple typique du mensonge de guerre, orchestré par le *spin doctor* en chef de Tony Blair, Alastair Campbell, qui avait déjà inventé la fable des armes de destruction massive irakiennes susceptibles de frapper Londres en quarante-cinq minutes, ou des nourrissons arrachés aux couveuses et jetés au sol par les soudards de Saddam Hussein. L'histoire des femmes aux ongles vernis martyrisées par les talibans prend naissance dans un rapport d'Amnesty International de 1997, qui ne recense qu'un cas, et encore, d'une femme dont le bout du pouce aurait été sectionné. Christian Salmon, dans *Storytelling ; la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*[92], démonte, preuve à l'appui, cette histoire. Mais après tout est-ce si grave ? Les talibans sont connus pour pratiquer des horreurs semblables.

Comprendre et/ou excuser

Un exemple hors conflit peut aider à comprendre le fonctionnement intellectuel déconnecté de la réalité. L'ethnopsychiatrie fut une tentative de compréhension de l'inadmissible : Tobie Nathan, dans son livre *Les âmes*

errantes[93] justifie des ablations du clitoris et mutilations sexuelles chez les familles immigrées en France par la nécessité de rester ancré à son groupe. Vivement critiqué par sa confrérie, il doit quitter son poste à l'Université de Paris VIII et le Centre Georges-Devereux. L'article de Fethi Benslama résume bien la base de la critique :

> Jusqu'à quel point acceptera-t-on que le langage spectaculaire s'empare de la souffrance des gens, pour montrer qu'ils ne sont que des exemplaires de leur communauté et qu'il suffit de leur injecter de l'identité ethnique pour obtenir leur guérison ? […] L'affirmation d'une reconnaissance différentialiste de l'autre, nouvelle posture tiers-mondiste qui adopte la logique identitaire comme solution à la détresse, n'est pas plus acceptable[94].

Cette approche ethnopsychiatrique et communautariste en arrive à occulter les bases essentielles du problème. Rebecca Lolosoli, femme kényane, n'a visiblement pas lu les ouvrages d'ethnopsychiatrie. Après avoir été violée, vendue et battue pour avoir défendu les victimes de viol dans son pays, elle a créé le village de femmes Umoja et affiche, avec une étonnante simplicité : « Nous voulons les mêmes chances » ; « Nous voulons choisir notre mari » ; « Nous voulons être propriétaires de nos terres » ; « Nous voulons aller à l'école » ; « Nous ne voulons plus être excisées » ; « Nous voulons prendre nos propres décisions » ; « Nous voulons être respectées dans le monde de la politique, et en tant que chefs de file ».

Mêmes errements face au communautarisme contestant l'universalisme. Au Canada, la militante laïque Yasmine Mohammed dénonce le racisme des autorités canadiennes qui l'ont renvoyée à sa « communauté[95] » quand elle a tenté de se libérer de sa famille qui voulait la marier avec un disciple d'al-Qaida qui la viole et veut la faire exciser. Une mère tyrannique et un beau-père violent la forcent à porter le hidjab et l'empêchent de sympathiser avec des *kouffars*[96]. Elle accuse la justice et les services sociaux canadiens de l'avoir abandonnée lorsqu'à 12 ans, poussée par un professeur, elle décide d'alerter les autorités. Le cas de la Belgique empêtrée depuis des années dans le bicommunautarisme (francophones contre flamingants) a laissé naître un « Belgistan » et certaines villes, comme Möllenbeck, aux prises avec des réseaux islamistes particulièrement virulents. Ce serait le pays d'Europe qui comporte la plus forte proportion de djihadistes. La Grande-Bretagne, qui avait laissé se constituer le « Londonistan », prétextait pouvoir ainsi contrôler les éventuels terroristes. Après les attentats de Londres, elle l'a subitement démantelé et vidé. L'affaire Mila n'a suscité aucune solidarité des associations féministes françaises, probablement par peur d'être accusées d'islamophobie.

Disqualifier le rival : le combat sur plateau télévisé

Le débat, devenu télévisuel, incite à frapper fort, restant fidèle à la

vindicte sartrienne. La réalité compte peu et on préfère plaquer sur le présent compliqué, des gros mots du passé pour disqualifier les adversaires du présent : Hitler, Munich, Auschwitz, Nuremberg, fascistes, la « vichysation » et la « nazification » de tout débat. Être dans le coup et le faire savoir, et surveiller le coup suivant, enchaîner les causes sans jamais revenir sur celles du passé. Rares sont ceux qui s'expliquent sur leurs erreurs. Ou alors ils les transforment en fierté, comme Philippe Sollers, ancien maoïste, ancien balladurien, célinien pourfendant la France moisie, adorateur de Jean-Paul II et situationniste tendance Jospin. L'objectif devient les places, les plateaux télé, le pouvoir, les réseaux. Alain Carignon, alors ministre de la Communication, s'amusait beaucoup à recevoir tous ces beaux esprits lui faire la cour pour quelques prébendes.

L'important est la posture : Pinochet doit être jugé, mais pas Castro qui a fait fusiller autant de monde. La haine et le mépris ont remplacé le désaccord : Pierre Bourdieu qualifie Paul Ricœur de « philosophe du dimanche » et Alain Finkielkraut de « collabo ». Bernard-Henri Lévy voit en Pierre Bourdieu un « aide de camp peu doué », etc. Régis Debray, dans *I.F.*[97] *suite et fin*[98], constate qu'après avoir commencé dans le panache au début du siècle, l'épopée intellectuelle française a sombré dans le délire, et aujourd'hui dans le ridicule, surtout sur les questions internationales. La figure de l'intellectuel critique aura finalement été mieux assumée par Raymond Aron, vilipendé par la gauche, que par Jean-Paul Sartre. L'arrivée de la gauche au pouvoir a privé l'intellectuel de la culture d'opposition. Les deux solutions qui s'offrent furent douloureuses : essayer le réformisme, mais il faut regarder dans le détail, ou faire des propositions, risqué et compliqué ! Ou alors continuer à être « contre ». Pierre Bourdieu avait tenté de récupérer ce créneau, affirmant que la domination de classe gagne partout et que le militant a toujours raison de se révolter : « Je suis ici pour dire notre soutien à tous ceux qui luttent depuis trois semaines [les conducteurs de TGV en lutte pour la retraite à 50 ans] contre la destruction d'une civilisation, associée à l'existence du service public. »

Il n'y a plus de « gourou » parce qu'il y a de moins en moins de public pour les lire. Les cent personnalités, dont beaucoup d'intellectuels, qui ont appelé, en mai 1997, à manifester sous le sigle « Nous sommes la gauche » ont à peine réussi à rassembler mille personnes dans la rue. Une trentaine d'ouvrages sur l'histoire des intellectuels ont été publiés de 1980 à 1990 et plus de quatre-vingts depuis 1990. En 1996, le *Dictionnaire des intellectuels français*[99], de Jacques Julliard et Michel Winock, tient lieu de pierre tombale.

Enfin militariser la crise

À l'issue de son équipée dans les pick-up du Mouvement de libération du Soudan (MLS) au Darfour, Bernard-Henri Lévy propose, dans les colonnes du

Monde, de livrer des armes à cette fraction irrédentiste de la guérilla. Rejetant les accords de paix signés à Abuja sous la houlette de l'ONU en mai 2006, le MLS poursuivait le combat au côté des islamistes du Mouvement pour la justice et l'égalité. Peu importe que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU ait accusé la guérilla, elle aussi, de crime contre l'humanité ni que le retour à la table des négociations soit l'unique issue à la guerre civile, certains chantres hypocrites de la solidarité internationale appellent leurs protégés à se battre jusqu'au bout et, pour les convaincre, leur promettent des armes et des soutiens.

Thérèse Delpech, dans *Le Monde* du 24 mars 2011[100], fait une *shopping list* : hélicoptères d'attaques, fournir des armes aux insurgés qui n'ont que des lance-roquettes de courte portée, améliorer le renseignement, attaquer les navires qui tirent sur Misrata… Au Darfour, Bernard-Henri Lévy plaide à nouveau pour une stratégie s'inspirant de celle suivie en Libye, avec des bombardements ciblés dans le *Journal de 20 heures* de France 2, le 29 mai 2012. « Je crois qu'une opération internationale qui consisterait à arrêter les avions de la mort […] et à arrêter les chars pourvoyeurs de mort […] est souhaitable et possible. » Dans *Le Monde* du 15 août 2012, il récidive et réclame des avions pour Alep.

Cela ressemble à la guerre, mais ce n'est pas la guerre. Véritables héros par procuration, ils sont prêts à se faire tuer jusqu'au dernier Darfouri, Libyen ou Afghan. Bernard-Henri Lévy était visiblement satisfait du résultat catastrophique de sa précédente intervention.

Toujours possible : accuser l'inaction occidentale

Leçon assénée par Pascal Bruckner :

> Le vrai crime de l'Europe ce n'est pas ce qu'elle a fait jadis, c'est ce qu'elle ne fait pas aujourd'hui, son inaction dans les Balkans, son attentisme scandaleux au Rwanda, son silence en Tchétchénie, son insensibilité vis-à-vis du Darfour, à l'ouest du Soudan[101].

C'est le nouveau rôle de donneur de leçons que s'attribuent les observateurs médiatiques : il oublie les cent soixante-sept membres de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), dont cinquante-cinq soldats français tués et sept cents blessés en ex-Yougoslavie ; l'opération Turquoise au Rwanda, à laquelle les Américains, dont il fait l'éloge, ont refusé de participer ; il exclut le mutisme constant des Européens sur le massacre régulier dans les Territoires occupés (l'opération Bordure protectrice en 2014, au vingt et unième jour, selon l'ONU, plus de mille cent treize morts palestiniens, dont deux cent trente enfants, six mille deux cent trente-trois blessés ou mutilés et mille six cent soixante femmes et, côté israélien, trois civils et cinquante-trois soldats) ; l'invasion américaine en Irak

(cent mille Irakiens morts), à laquelle a participé la moitié de l'Europe, ou le chaos créé en Libye par l'action d'un autre intellectuel médiatique en 2016. Au temps de l'audiovisuel et d'internet devenu l'agora moderne, la rapidité entraîne la superficialité et la superficialité engendre l'erreur. Rien ne vaut l'accusation sur des personnels politiques sans expérience militaire pour ne pas avoir à étudier. Ces différents acteurs ont pris une place d'autant plus importante dans les choix d'interventions extérieures que les politiques manquent d'expérience internationale.

---

77. Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, 1955.
78. Dominique Moïsi, *La géopolitique de l'émotion ; comment les cultures de peur, d'humiliation et d'espoir façonnent le monde*, Paris, Flammarion, 2015.
79. Voir Pierre Conesa, « Une géographie du "monde utile" », *Le Monde diplomatique*, mars 2001.
80. Patrice Weissman (dir.), *À l'ombre des guerres justes ; l'ordre international cannibale et l'action humanitaire*, Paris, Flammarion, 2003.
81. Bernard-Henri Lévy, *L'idéologie française*, Paris, Grasset, 1981.
82. Raymond Aron, « Provocation », *L'express*, 7 février 1981.
83. Nicolas Beau, « Les généraux d'Alger préfèrent un reportage de BHL à une enquête internationale », *Le Monde diplomatique*, décembre 2003.
84. Richard Clarke, *Contre tous les ennemis ; au cœur de la guerre américaine contre le terrorisme*, Paris, Albin Michel, 2004.
85. Gilles Dorronsoro, « BHL en Afghanistan ou "Tintin au Congo" ? », *Le Monde diplomatique*, décembre 2003.
86. William Dalrymple, « Le douteux bricolage de Bernard-Henri Lévy », *Le Monde diplomatique*, décembre 2003. Cet article est une version abrégée d'un texte publié dans la *New York Review of Books*.
87. Philippe Cohen, *BHL ; une biographie*, Paris, Fayard, 2005.
88. Jean-Baptiste Botul, *La vie sexuelle d'Emmanuel Kant*, Paris, Mille et une nuits, 1999.
89. Tzvetan Todorov, *La peur des barbares*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 94-95.
90. Invité de *C ce soir*, Bernard-Henri Lévy évoque des « rivières de sang », France 5, 4 mai 2021.
91. Edward S. Herman, David Peterson, *Génocide et propagande ; l'instrumentalisation politique des massacres*, Montréal, Lux, 2012.
92. Christian Salmon, *Storytelling ; la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2007.
93. Tobie Nathan, *Les âmes errantes*, Paris, Iconoclaste, 2017.
94. Fethi Benslama, « L'illusion ethnopsychiatrique », *Le Monde*, 4 décembre 1996.
95. Yasmine Mohammed, *Unveiled ; how western liberals empower radical islam*, Victoria, Free Hearts Free Minds, 2019.
96. « Mécréants ».
97. « Intellectuel français ».
98. Régis Debray, *I.F. suite et fin*, Paris, Gallimard, 2000.
99. Jacques Julliard, Michel Winock, *Dictionnaire des intellectuels français ; les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 1996.
100. Thérèse Delpech, « Il faut que la peur change de camp en Libye », *Le Monde*, 24

mars 2011.
101. Pascal Bruckner, *La tyrannie de la pénitence ; essai sur le masochisme occidental*, Paris, Grasset, 2006, p. 117.

4
Pour les décideurs, l'urgence est médiatique et électorale

Aux États-Unis et en Grande-Bretagne[102], la proportion de parlementaires possédant une expérience de première main de la vie militaire s'est amenuisée au fil du temps, jusqu'à représenter aujourd'hui une infime minorité (2 %) alors qu'il y a vingt-cinq ans, c'était la majorité. Mais ce qui est vrai des parlements l'est encore plus de l'entourage des gouvernants dont la moyenne d'âge est plus basse que celle des législateurs. L'équipe Clinton qui accède à la Maison-Blanche en 1993 ne comptait aucun conseiller s'étant frotté à la vie militaire, de même du cabinet de Tony Blair en 1997. Certains responsables politiques ont soigneusement évité de faire eux-mêmes la guerre, comme Bush fils et Trump.

Le sentiment de supériorité absolue des armées occidentales, révélé par la guerre du Golfe, a généré une hypnose interventionniste unilatérale et planétaire, le complexe militaro-intellectuel fournissant la bonne crise avec la bonne légitimation. L'activisme militaire occidental, depuis 1991, est impressionnant.

En Irak, les campagnes massives de bombardement – le *shock and awe, rapid dominance*[103], conçu en 1968 – annonçaient que l'ennemi, dont les infrastructures seraient rasées, demanderait grâce. On avait déversé sur le Nord-Vietnam, pays de 158 000 kilomètres carrés, 47 tonnes de bombes au kilomètre carré, sans résultat, alors que les bombardements alliés sur l'Allemagne nazie étaient de 1,44 tonne au kilomètre carré. Appliquée à nouveau en Irak, cette stratégie amena la victoire militaire rapide sur l'armée régulière irakienne, mais suscita la résistance collective des Irakiens, tous atteints par les destructions systématiques et les cadavres. « Victoire militaire occidentale certaine mais paix impossible[104]. » Et la guerre dure toujours. La résistance des populations locales à ces bonnes intentions militarisées était perceptible dès la Somalie. Les images des corps des GI tués et traînés derrière des 4 x 4 ont largement retourné l'opinion américaine. La dégradation de la situation au Darfour déclenche l'opération Dorca, mais Khartoum refuse toute action sur son territoire d'une troupe étrangère, de surcroît occidentale, même mandatée par l'ONU, acceptant seulement une Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS) d'un mandat très restrictif. On constate les mêmes phénomènes de rejet dans les pays du Sahel à l'encontre de soldats français aujourd'hui, pourtant le Mali est le pays africain le plus aidé par la France en matière de coopération. La forte

communauté malienne qui vit en France a approuvé cette intervention qualifiée de « salutaire », mais le problème central du Mali n'était pas au nord, mais au sud, en raison des dérives corruptrices de la gouvernance politique. Les Touaregs du nord, qui n'avaient jamais reçu les aides internationales lors des grandes sécheresses des années 1970 et 1980, sont en insurrection depuis plus de vingt ans.

Les autorités françaises et les mauvaises nouvelles

Le problème a toujours été de connaître l'accueil en métropole des informations inquiétantes recueillies. André François-Poncet, en poste à Berlin de 1931 à 1938, y côtoyait Hitler. Dans son journal, il regrette de ne pas avoir été entendu. Dans son discours de réception à l'Académie française en 1952, il dit :

> *Mein Kampf* contient des pages imprégnées d'une rancune et d'une haine féroces. On y lit des phrases comme : « Le peuple français, voué de plus en plus à la négrification, constitue un danger latent pour l'existence de la race blanche en Europe. […] L'ennemi mortel du peuple allemand, c'est et ce sera toujours la France. » Le général en chef Gamelin refusait de croire les renseignements que Paul Stehlin[105], attaché militaire à Berlin, envoyait : « Je n'allais pas tarder d'apprendre que le général Gamelin avait critiqué avec ironie mon rapport sur la construction des fortifications allemandes de l'Ouest. […] Il avait également tourné en dérision un télégramme dans lequel l'ambassadeur faisait part au gouvernement des craintes que lui inspiraient la forme et le développement pris par le réarmement allemand […]. Parmi les avions sur lesquels nous attirions l'attention figurait un type nouveau qui devait faire son apparition sur le front au début de 1940, le *Junkers 88*. […] Pendant l'hiver de 1939-1940, ce devait être une surprise pour mes camarades, notamment de l'aviation de chasse, qui ne savaient rien de cet avion. Il en était du *Junkers 88* comme de tant d'autres informations reçues, classées, enfermées dans les coffres et jamais exploitées ».

La censure officielle non dite subsiste encore aujourd'hui : l'ambassadeur en Syrie qui annonçait, dès le début de la guerre civile, qu'Assad tiendrait, en dépit des déclarations de François Hollande, fut rappelé ; un autre ayant dit que Orbán était populaire et qu'il ne fallait pas trop insister, idem ! ; un ambassadeur en Asie centrale ayant pris avec légèreté un questionnaire envoyé à tous les postes sur les droits locaux des LGBT fut rappelé. Il avait jugé le questionnaire déplacé au regard de la dictature locale et fut placardisé pendant deux ans.

Le Quai d'Orsay a longtemps dédaigné les questions religieuses[106]. Dans la décennie 1980, en Égypte, seul Gilles Kepel traduisait les prêches radicaux, l'ambassade au Caire n'ayant en tout et pour tout qu'un arabophone libanais chargé de traduire la presse. Idem, un seul persanophone à Paris, en 1979, alors que le Chah vacillait. L'ambassade française à Téhéran était surtout

préoccupée par la renégociation de l'accord Coface. Là aussi, Paris pensait que la transition était déjà organisée : Moubarak succèderait à el-Sadate et le fils du Chah, entouré de conseillers américains, à son père atteint d'un cancer. Celui-ci était soigné par des médecins français qui refusaient de donner des informations au poste diplomatique. Idem à Tunis avec Ben Ali, atteint d'un AVC qui le rendait indécis, l'information n'arrive pas à l'ambassade. Pourtant, en 1983, Péroncel-Hugoz, correspondant du *Monde*, publie un essai, *Le radeau de Mahomet*[107], qui dénonce la montée islamiste, en insistant sur la révolution en Iran et l'expansion des Frères musulmans en Égypte.

Les décideurs font dorénavant une politique d'images. On déclare la guerre et on croit aussi gérer la fin de la guerre dans une perspective de réélection. Sarkozy et Hollande tiennent tous deux le même discours sur le « plus beau jour de ma vie », l'un à Tripoli, l'autre à Bamako, Bush en Irak, « Assad doit tomber » martèle François Hollande : déclarations enflammées mais toutes erronées. Le 7 octobre 2020, Trump affirme retirer tous les militaires américains d'Afghanistan rapidement : « Nous devrions faire rentrer à la maison d'ici Noël », alors que les négociations avec les talibans piétinent.

L'échec des dernières actions militaires occidentales, qui finissent en enlisement, voire en catastrophe, offre un bilan inquiétant : Afghanistan (mille sept cent quarante-deux morts et dix-huit mille blessés) ; Irak (quatre mille morts, trente-deux mille blessés). Les opinions métropolitaines se lassent et la haine de la population locale, victime collatérale, s'amplifie : l'Iraq Body Count, sur la base des informations de presse, estime entre quatre-vingt-deux mille et quatre-vingt-neuf mille civils irakiens tués. Les forces françaises en Lybie, depuis mars 2011, au Mali et dans la zone sahélienne, depuis janvier 2013, se heurtent à des manifestations de dénonciation publique venant des hommes politiques et des imams locaux… Enfin, humiliation suprême : Bernard-Henri Lévy est mal accueilli en Tunisie, en novembre 2014, et en Lybie, en juillet 2020, par des gens qui, visiblement, le considèrent comme responsable du chaos.

Le tempo médiatique a raccourci le temps politique : la guerre du Golfe, première guerre en direct, a fait prendre conscience du formidable outil qu'est CNN sur l'opinion, ce qu'internet va ensuite amplifier et démocratiser. Deux caractéristiques médiatiques nouvelles se révèlent : la guerre est un spectacle continu pour les téléspectateurs alors que le Vietnam était plutôt traité dans les journaux télévisés. Ces nouvelles caractéristiques sont intégrées dans la stratégie militaire lors de la guerre du Golfe : le général Schwarzkopf fit filmer de fausses manœuvres que les médias couvrirent. Il savait que les Irakiens les regardaient aussi. Il prépara son offensive ailleurs. Au lendemain de la guerre, il remercia les journalistes « pour le bon travail accompli ».

Colin Powell, chef d'état-major américain avait édicté, à la veille de la guerre du Golfe (1990-1991), une somme de règles simples appelée « doctrine Powell », qui démontre le fossé entre pouvoir politique et haute hiérarchie militaire. Ces mêmes lois devraient être enseignées à tous les acteurs du complexe militaro-intellectuel :

- Des intérêts vitaux sont-ils en jeu ?
- Des objectifs politico-militaires atteignables ont-ils été définis ?
- Les risques et coûts ont-ils été analysés ?
- Toutes les autres options diplomatiques et/ou non violentes ont-elles été épuisées ?
- Y a-t-il une politique de sortie de crise pour éviter l'enlisement ?
- L'opinion soutient-elle cette action ? Quid de la communauté internationale ?

Il faudrait y ajouter une autre condition qui pourrait s'écrire comme suit : disposons-nous d'une information et d'une analyse fiables des caractéristiques de la crise ? On sait que les néoconservateurs américains s'assirent allègrement dessus et, de même, nombre de décisions des pays démocratiques. Le président Chirac aurait préféré fournir l'assistance militaire minimum pour l'invasion en Afghanistan (post-11-Septembre). Quand il refuse d'aller en Irak, les néoconservateurs et quelques acteurs du complexe militaro-intellectuel français (Glucksmann, Pascal Bruckner, Thérèse Delpech et le cinéaste Romain Goupil) firent pression sur lui et une campagne de *French bashing* se déchaîna aux États-Unis, marquée par la décision stratégique de ne plus appeler les frites *french fries* (encore un peu de la France qui s'en va !).

Le grand guignol : comment déclencher une guerre ?

La première guerre du Golfe fut décidée à la suite du témoignage émouvant, devant une commission du Congrès retransmise à la télévision, de la jeune Nayirah, le 29 novembre 1990. Elle expliqua, avec beaucoup de conviction, comment, dans la maternité où elle travaillait, les troupes de Saddam avaient jeté bas les bébés prématurés. En fait, la jeune fille était la fille de l'ambassadeur koweïtien à Washington et avait préparé l'interview avec l'aide de la société de relations publiques Hill + Knowlton. Elle n'avait jamais travaillé dans la maternité et n'était même pas au Koweït lors de l'invasion.

La dénonciation britannique des armes de destruction massive irakiennes fut appuyée par un rapport (d'un étudiant) présenté par Tony Blair comme un rapport de renseignement expliquant que les missiles irakiens pouvaient atteindre Londres en quarante-cinq minutes.

Pour l'intervention en Libye, l'annonce imaginative de l'arrivée d'une colonne de chars et la description de « rivières de sang[108] » suffit : « Je ne veux pas

être celle qui rappelle les avions et provoque un massacre à Benghazi », déclare Hillary Clinton[109]. Le bombardement eut lieu. Mais « personne n'a été capable de nous montrer les tanks qui se dirigeaient prétendument sur Benghazi. Or, une colonne de chars, à l'époque des téléphones mobiles et des satellites, ça se photographie[110] ».

Face à la médiatisation d'une crise et l'immédiateté médiatique, le décideur doit plier.

---

102. John Ross, Bernard Boëne, Christopher Dandeker et l'Association rennaise d'études sociologiques, *Les armées professionnelles et les liens armées-État-société au Royaume-Uni : données 1999-2000*, C2SD, 2001.
103. Voir Harlan K. Ullman, James P. Wade, *Shock and awe ; achieving rapid dominance*, Defense Group Inc. for The National Defense University, 1996.
104. Pierre Conesa, « Victoire certaine, paix impossible », *Le Monde diplomatique*, janvier 2004.
105. Paul Stehlin, *Témoignage pour l'histoire*, Paris, Robert Laffont, 1964, p. 85.
106. Voir la préface écrite par Hubert Védrine du livre Pierre Conesa, *Avec Dieu on ne discute pas ! Les radicalismes religieux : désislamiser le débat*, Paris, Robert Laffont, 2020.
107. Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, *Le radeau de Mahomet*, Paris, Flammarion, 1983.
108. Invité de *C ce soir*, Bernard-Henri Lévy évoque des « rivières de sang », France 5, 4 mai 2021.
109. Jean-Christophe Notin, *La vérité sur notre guerre en Libye*, Paris, Fayard, 2012.
110. « L'opération libyenne était-elle une "guerre juste" ou juste une guerre ? », débat entre Rony Braumann et Bernard-Henri Lévy, propos recueillis par Nicolas Truong, *Le Monde*, 24 novembre 2011.

5
Les intellectuels : « ne pas désespérer Saint-Germain-des-Prés »

Deux traditions caractérisent l'intelligentsia française : l'intellectuel français est un grand héritier de *L'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert[111], pensant devoir intervenir vite et sur tous sujets sans sérieux dans la recherche. Bernard-Henri Lévy en est le prototype, *remake* du personnage d'Arrias des *Caractères*[112] de La Bruyère. D'autre part, la fonction protestataire, l'affaire Dreyfus[113] ayant intronisé l'intellectuel comme puissance morale. Il en reste qu'un bon intellectuel doit avoir un « J'accuse » en stock : à ce jour, on peut trouver vingt et un « J'accuse » à but politique sur les sites de pétitions en ligne. La pétition, qui eut son heure de gloire, est moins employée, méthode besogneuse qui passe par l'emploi de sites spécialisés, comme *change.org*.

La guerre se joue aussi à Saint-Germain-des-Prés : pour internationaliser la crise, il faut la rendre parisienne. Les intellectuels français universalistes, moralistes sans égal et censeurs intransigeants ont été pris durant la guerre froide dans un tourbillon propagandiste qui les a contraints à prendre position sur des principes plutôt que des faits qu'ils ne connaissent pas. Leur légitimation des procès communistes fut strictement idéologique et suivit un schéma dénonciateur répété : la trahison de la doctrine marxiste-léniniste, le mépris des principes de l'internationalisme prolétarien, l'hostilité à l'égard de l'Union soviétique, le chauvinisme et le nationalisme petit-bourgeois, l'abandon de la lutte des classes (voir annexe 2). Pierre Daix, en 1976, décrit son engagement dans l'année 1948 :

> J'avais, à mon insu, décollé du réel pour entrer dans le monde de la science stalinienne où toutes choses devenaient d'autant plus prévisibles qu'elles étaient déduites de la plus simple des hypothèses. Le camp socialiste était la paix, le bonheur, la justice. […] Nous étions des fanatiques[114].

Ainsi, il écrivit au sujet des camps de travail :

> Je voudrais dire bien tranquillement qu'il existe, en effet, en URSS, des camps de rééducation. Que l'URSS ne les a jamais cachés. Qu'elle considère à juste raison qu'ils constituent, par leur réussite dans le relèvement des criminels, un des plus beaux titres de gloire du régime soviétique[115].

L'intellectuel médiatique est le citoyen d'un tout petit territoire que Pierre

Grémion, sociologue du monde intellectuel[116] a baptisé la « principauté progressiste de Saint-Germain-des-Prés », dans laquelle une centaine de noms s'agitent en vase de plus en plus clos. Onfray, alors jeune auteur prometteur, incité par son éditeur à quitter sa province pour la Principauté, refusa, ce qui suscita un grand étonnement. La prise de parole systématique n'est pas experte, elle est destinée à garder son rond de serviette au Flore, y compris par l'expression de solidarités inadmissibles : en janvier 1977, une pétition justifiant les relations sexuelles entre adultes et enfants est publiée dans *Le Monde* et *Libération*. Rédigée par Gabriel Matzneff, aujourd'hui visé par deux procédures judiciaires et par l'arrêt de la commercialisation de certaines de ses œuvres, était signée par Sartre, Simone de Beauvoir, Louis Aragon, Roland Barthes, Jack Lang ou encore Bernard Kouchner… Seul Philippe Sollers est revenu sur cette signature. Les refus de signer viennent de Marguerite Duras, Hélène Cixous, Xavière Gauthier et Michel Foucault, preuve que le simple argumentaire de l'intellectuel dézinguant le bourgeois et la famille n'était pas suffisant.

Dans cet espace, la véhémence concurrentielle, déjà existante dans la défense du communisme, prévaut : on accuse l'adversaire de « faire le jeu de l'extrême droite ». Sartre qui, après s'être trompé avec une constance qui suscite le respect, organise sa propre postérité avec quelques mémorables sentences : « Un anticommuniste est un chien, je ne sors pas de là, je n'en sortirai plus jamais[117]. » Après 1968, il appela à attraper Raymond Aron, son camarade de Normale Sup, et l'exposer tout nu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Il avait qualifié le général de Gaulle de « maquereau réac », « merde », « foutu salaud » et de « porc ». Malraux aussi est un « porc » et ses travaux sont « de la merde ». On regrette un vocabulaire aussi limité pour un ex-prix Nobel. Adler qualifie Rony Brauman « de traître Juif » et Daniel Mermet de « journaliste brejnévien », accuse Sloterdijk, philosophe allemand, enseignant à Karlsruhe, abondamment traduit en Français, d'être « nazi » (Sloterdijk est né en 1947). Finkielkraut accuse Brauman, fondateur de Médecins sans frontières (MSF) de « judaïser la haine des Juifs[118] » et un autre intellectuel célèbre de « salaud » pour avoir soutenu la cause palestinienne. Le délire devient total quand, Caroline De Haas – leader d'Osez le féminisme ! – lance, lors d'un débat avec Finkielkraut – qui a défendu Polanski dans son procès pour pédophilie –, l'idée de la « culture du viol » et déclare « qu'un homme sur deux ou trois est un agresseur sexuel ». Dernière vedette des médias, Alice Coffin, élue EELV, qui déclare : « Ne pas avoir un mari, ça m'expose à ne pas être violée, ne pas être tuée, ne pas être tabassée. »

L'hypnose idéologique

Le rapport Khrouchtchev, lors du XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique en 1956, blessa à mort l'onirisme qui entourait le peuple communiste qui avait tout accepté (le schisme avec Tito, l'abandon de la résistance grecque, l'accord avec Tchang Kaï-chek contre les communistes chinois…). Nikita Khrouchtchev fut alors qualifié de « renégat » et de « restaurateur du capitalisme ». Il y eut un petit détour par Che Guevara et Castro avec le film de Chris Marker *¡Cuba sí !* (1961), mais les Cubains ressemblaient à des trotskistes. L'intérêt pour la Chine murit avec la Révolution culturelle, réponse marxiste à la déliquescence soviétique. Claudie Broyelle, avec *La moitié du ciel*[119] (1973), avait créé l'image d'une Chine féministe au moment où le mouvement des femmes se développait en France. Idem pour l'éducation des enfants et la pratique médicale. Sur la quatrième de couverture d'un best-seller consacré aux maladies mentales en Chine on peut lire : « Les psychiatres chinois utilisent le matérialisme historique pour comprendre les lois d'une réalité qu'ils se proposent de transformer dans le sens des intérêts de la révolution[120]. » La liste des compagnons de route maoïstes est longue : universitaires (Louis Althusser, Jean Chesneaux) ; journalistes (Alain Bouc, correspondant local du quotidien *Le Monde*) ; écrivains (Han Suyin, une inconditionnelle) ; mais aussi des intellectuels (Julia Kristeva, Marcelin Pleynet, François Wahl ou Philippe Sollers) ; des cadres du Parti communiste italien (Maria Antonietta Macciocchi)… Tous livrèrent leur production littéraire mythologique. Benny Lévy, alias Pierre Victor, le numéro un de la Gauche prolétarienne, expliquait : « […] quand on arrive à Mao, on a déjà lu *Le Capital*, Lénine et tout ça, ce qui fait que la lecture de Mao, à ce moment-là, c'est un peu le délice théorique ! Quelque chose de grandiose qui parachève ce qu'on a pu lire dans Marx et Lénine ». En 1967, l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes affirmait : « Le maoïsme réunit en une seule corde l'épistémologique, le théorique, l'esthétique[121]. » Petite envolée des thuriféraires de l'Albanie, le « pays des aigles », premier dénonciateur du révisionniste Tito. L'avortement y était proscrit, le concubinage difficile, les minorités sexuelles persécutées, le divorce compliqué, les droits de la défense inexistants, la justice caricaturale, la peine de mort fréquente, la situation des détenus indescriptible, les libertés individuelles et collectives quasi inexistantes, les syndicats soumis au Parti… Enver Hodja avait ordonné la fermeture des deux mille mosquées et églises encore ouvertes ; la célébration du carême et du ramadan était prohibée sous peine de prison. En 1991, il ne restait plus que trente prêtres catholiques vivants, tous emprisonnés, contre plus de trois mille en 1944, etc. Quand *L'archipel du Goulag*[122] sortit, Sollers l'attaqua en 1974 dans la revue *Tel Quel*, BHL, dans *Le Quotidien de Paris,* décrivit l'auteur comme un de ces « pitres qui nous arrivent périodiquement. »

On vit une hypnose identique actuellement chez nombre d'intellectuels (musulmans ou pas). L'imam d'Empalot, Mohamed Tataiat, dans un prêche du 12 décembre 2017, avait cité un hadith (dit du prophète) rapporté par Abdullah ibn Omar, al-Boukhari et par al-Tirmidhî :

Et puis Allah donnera aux musulmans la victoire sur lui, et ils le tueront et en

feront de même de ses partisans, au point que le juif se cachera derrière un arbre ou une pierre et que l'arbre ou la pierre dira au musulman : viens tuer le juif caché derrière moi.

Devant la saisine de la justice, aussi bien de la mairie que du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIJF), Abdallah Zekri, président de l'Observatoire national de lutte contre l'islamophobie, expliqua que Mohamed Tataiat n'avait pas écrit ce hadith qui date de quatorze siècles, il l'a expliqué et s'est excusé. Effectivement, la justice a rejeté la plainte. Bref, ce hadith ne serait pas antisémite ! On souhaiterait que cet aggiornamento des hadiths soit mené plus systématiquement, ce que les salafistes refusent. « Rien ne ressemble plus à la pensée mythique que l'idéologie politique. Dans nos sociétés contemporaines, peut-être celle-ci a-t-elle remplacé celle-là[123] », dit Claude Lévi-Strauss. En 1993, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, expulse l'imam de Nantua qui veut faire prévaloir la loi islamique sur celle de la République. *Libération* parle, pour le qualifier, de secte « franchouillarde et fière de l'être ». Mélenchon, élu du peuple, affirme : « Je ne peux pas survivre quand il n'y a que des blonds aux yeux bleus[124]. » Avec l'Iran révolutionnaire, nouvelle bouffée : pour Serge July, « le chiito-socialisme des Khomeinystes […] voile un symbole de lutte[125] ». Foucault, en pleine extase idéologique, publie neuf articles imprégnés d'idéalisme révolutionnaire (voir plus loin). Claire Brière-Blanchet et Pierre Blanchet de *Libération* ont du mal à faire comprendre la réalité. Durant la guerre civile au Liban, les Germanopratins prennent fait et cause pour les islamoprogressistes contre les chrétiens conservateurs. Les moudjahidine afghans sont des « combattants de la liberté ».

Il reste la capacité hors norme de l'intellectuel médiatique qui, comme le poète, « voit plus loin que l'horizon » pour résoudre les crises. Quelques exemples récents : Bernard-Henri Lévy a, par deux fois, réglé la crise afghane dans sa chronique du *Point* ; une première fois le 24 septembre 2009, puis une seconde fois le 5 novembre, expliquant pourquoi et comment les talibans peuvent être vaincus. Alexandre Adler pâtit d'une obsession iranienne : dans *Le Figaro* du 3 août 2005, il annonce un arsenal nucléaire iranien « à très court terme » ; idem le 25 octobre 2009 – on rappelle que c'est Trump, en 2018, qui se retire de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (Joint Comprehensive Plan of Action, JCPoA) signé en 2015 ; le 13 avril 2008, Adler dénonce l'influence iranienne en Irak, Syrie et Liban (la révolte syrienne ne débute qu'en 2011) ; dans *Le Figaro* du 30 janvier 2011, il qualifie Mohamed el-Baradei, ancien patron de l'Agence international de l'énergie atomique (AIEA), de « pervers polymorphe » qui aurait facilité le programme nucléaire iranien ; le 10 juillet 2011, « vers une issue politique au Moyen-Orient », il règle trois crises : le Yémen, la Lybie et la Syrie.

« Ils se sont mis des œillères, mais c'était pour marcher droit », constate

Pierre Vidal-Naquet dans ses *Mémoires*, résumant assez bien la situation, « ils ont du papier imprimé dans la cervelle »[126].

La vie intellectuelle française à Paris n'est pas un long fleuve tranquille. Le livre de Pascal Boniface sur « les intellectuels faussaires[127] » a essuyé quatorze refus d'éditeurs divers, trop soucieux de ménager leurs différents poulains. Il a été vendu à soixante mille exemplaires, démontrant que l'opinion n'est pas dupe, mais l'auteur fut blacklisté sur un certain nombre de médias. Simon Leys, le premier véritable sinologue (il parlait et lisait le chinois) à avoir révélé la nature du régime maoïste, fut diabolisé par les sinophiles germanopratins. Le 19 novembre 1971, *Le Monde* rend compte de son livre *Les habits neufs du président Mao*[128] :

> Une nouvelle interprétation de la Chine par un « China watcher » français de Hongkong travaillant à la mode américaine. Beaucoup de faits, rapportés avec exactitude, auxquels se mêlent des erreurs et des informations incontrôlables […]. Les sources ne sont d'ordinaire pas citées et l'auteur n'a manifestement pas l'expérience de ce dont il parle. La Révolution culturelle est ramenée à des querelles de cliques[129].

L'article est signé « A. B. », initiales d'Alain Bouc, qui sera nommé en 1973 correspondant du *Monde* à Pékin. Un échange entre Simon Leys et la romancière italienne Maria Antonietta Macciocchi, auteure d'un évangile pro-maoïste, lors d'un *Apostrophes* de mai 1983 est resté célèbre : « Je pense que les idiots disent des idioties. C'est comme les pommiers produisent des pommes », assène Leys. La romancière, dix ans plus tard, dira « avoir injustement payé pour tous les autres, les Barthes, les Sollers ».

La crise polonaise, Soljenitsyne : le lent réveil

Les grèves de Gdańsk d'août 1980 et la naissance du syndicat Solidarność avaient rencontré un écho chez nombre d'intellectuels en contact avec le comité d'experts qui accompagne Lech Wałęsa comme Bronisław Geremek ou Tadeusz Mazowiecki. Une campagne médiatique, déclenchée par Bernard Kouchner, Bernard-Henri Lévy, Jacques Julliard…, plaide pour une action forte contre le général Jaruzelski accusant Mitterrand d'être l'otage des communistes[130], puis une nouvelle pétition de contre-feu, organisée par Jack Lang, ministre de la Culture, appelle à une simple manifestation de soutien au peuple polonais. Les sources d'information sur les événements, devenant plus directes, remettent en évidence certains articles laudateurs passés d'intellectuels français sur la Pologne. Claude Cheysson, le 13 décembre 1980, au micro d'*Europe 1*, déclare, lucide : « Bien entendu nous ne ferons rien ! » Un comité se crée en faveur des Polonais autour de Pierre Bourdieu et Michel Foucault, dans *Libération*, devenu la tribune des intellectuels engagés et, très vite, retourne la situation polonaise pour demander des comptes au

pouvoir socialiste français qui les déçoit.

Philippe Boggio, dans son article « Le silence des intellectuels de gauche[131] », insiste sur « l'effet Soljenitsyne », que nombre de ces intellectuels avaient critiqué, et conclut dans son introduction : « Les intellectuels sont tous, ou presque, devenus des anticommunistes farouches et tant que le gouvernement sera en proie au jeu du PC son action tout entière restera incomprise. » Indignation des communistes dans *L'Humanité* qui leur reproche de chercher des soutiens à droite. Henri Lefebvre, marxiste récurrent, dénonce la « nullité théorique, philosophique, idéologique » des « intellectuels de droite » et le « goût morbide de l'autodestruction », « l'hypercriticisme » des « gens de gauche ou réputés tels » qui ont « démoli l'humanisme » et « le progressisme » et n'ont pas soutenu le projet de lutte contre « une idéologie conquérante : l'Américanisme ». Finalement, la mobilisation en faveur des Polonais s'essouffle avec la fin de l'état de siège en juillet 1983, bien qu'on sache combien c'était fictif. En juillet 1983, Max Gallo, porte-parole de l'Élysée, les enjoint de s'impliquer face à la « victoire idéologique des courants classiques de la droite française » et au « climat international favorable [à l']idéologie reaganienne », sans résultat.

Jean-François Lyotard, dans son article « Tombeau de l'intellectuel[132] », relève une autre mutation idéologique globale, celle de la fin des grands récits, des grandes causes historiques et totalisantes, des métarécits et des « sujets-victimes universels » qui constituaient les étais de la pensée critique. L'intellectuel, qui s'engage hors de son domaine de compétence, n'est pas un expert et il devient difficile d'avoir des certitudes : Daech recrute autant que l'avait fait la guerre d'Espagne ; Mao est enterré par les siens ; le tiers-mondisme meurt avec le génocide des Khmers rouges ; le socialisme arabe est abattu par l'islamisme… Les idéologies totalitaires sont théoriquement mortes, mais les asticots bougent encore, en particulier dans l'extrême gauche qui a cru et croit encore, en bon marxiste, à la « récupération finale » des islamistes, comme le pensait la gauche iranienne formée à la Sorbonne face à Khomeiny. L'universel est fracturé par l'écriture de nouvelles histoires particulières, celles des sécessionnistes divers (voir la partie III). La figure sartrienne de l'intellectuel de gauche est en crise, dépassée par l'universitaire ou l'expert disposant d'un savoir positif. En 1983, à sa mort, *Libération* consacre à Raymond Aron un dossier nécrologique impensable quelques années plus tôt, magnifiant sa « lucidité » et son actualité d'intellectuel réaliste. La veillée funèbre autour de Sartre, en 1980, où l'on enterre le gauchisme, puis celle de Foucault, en 1984, avaient clos le débat.

Le culte « totémique », longtemps voué aux tyrans, l'est maintenant aux victimes du totalitarisme

La liste est longue des intellectuels séduits par les idéologies totalitaires du

siècle dans l'entre-deux-guerres, la rencontre avec les dictateurs étant un *must*[133]. Les fidèles se rendaient en Terre sainte, et il arrivait qu'ils approchent les leaders et la fascination pour l'autorité et les chefs charismatiques, dont la France serait dangereusement dépourvue. Avant-guerre, côté fasciste : Drieu la Rochelle, Céline, Jouhandeau, Bernard Shaw, Heidegger, Carl Schmitt, Oswald Spengle, Jünger (anarchiste de droite nazi), les trois plus importants intellectuels roumains Ionesco, Eliade et Cioran, et en Italie, Malaparte et Pirandello eurent, eux aussi, leur période fasciste :

> Mussolini est plus grand que son temps. Tel je l'ai vu en 1932, aux fêtes et réceptions, publiques et privées, d'un congrès romain, tel je le retrouve dans les pages de Massis, robuste et simple, toujours en direct dans ses propos. […] Il n'a jamais été, comme Hitler, l'interprète d'un délire. Il a été l'éducateur, le père de son peuple, écrit Daniel Halévy.

Les entretiens du Führer avec des intellectuels français furent fréquents au début de la période nazie : Fernand de Brinon (1933), Lucien Lemas et Philippe Barrès (1934), Titaÿna et Bertrand de Jouvenel (1936), un seul en 1937, Abel Bonnard, comme en 1938, Alphonse de Châteaubriant.

Hitler affichait ses intentions pacifiques, son objectif étant la bonne entente avec la France, alors que le Parlement français s'apprêtait à signer un pacte avec les Soviétiques. L'article final fut rejeté par les services allemands de Ribbentrop qui voulaient modifier la réaction hitlérienne au cas où ce pacte serait ratifié. Côté URSS, ceux que les Soviétiques appelaient « l'intelligentsia petite-bourgeoise » sont invités dès la seconde moitié des années 1920 jusqu'aux années 1930. La Grande Terreur mit un terme y compris aux demandes de la direction du Parti communiste français. Dans les années 1930, le voyage en URSS avait invité au-delà des intellectuels communistes et compagnons de route (Romain Rolland, Henri Barbusse, Louis Aragon et Elsa Triolet, Georges Friedmann, l'avocat Marcel Willard), mais aussi des savants, des écrivains (Malraux), des ingénieurs, des instituteurs, des étudiants, des journalistes d'horizons politiques différents. Éluard écrivit une *Ode à Staline* (1950), d'une flagornerie étonnante. Même Céline, dont *Voyage au bout de la nuit*[134] avait été traduit, était vu par les Soviétiques comme un auteur de gauche, il s'y rendit en 1936[135], mais n'en fut pas un laudateur.

La même admiration délirante se renouvellera avec le maoïsme[136] et la Révolution culturelle, ce qui a de quoi surprendre quand on sait que l'objectif de Mao était d'expédier aux champs tous leurs pairs chinois. Les maolâtres des années 1970, invités en Chine, comme leurs homologues invités en URSS, recevaient une « distinction[137] », au sens de Bourdieu. Le programme incluait une visite des villages Potemkine (en Chine maoïste, les célèbres communes populaires modèles de Daqing et Dachaï), des réalisations concrètes du socialisme (au Tibet, une ferme collective, une usine et un hôpital modèle), et

une conférence avec d'anciens « esclaves ou serfs libérés ». Prévoir si possible un ouvrier modèle : le mineur Alekseï Grigorievitch Stakhanov, héros de la propagande soviétique, fut concurrencé par Alija Sirotanović, le mineur yougoslave à l'époque de la Grande Dispute entre les deux pays. La révolution culturelle inventa un héros fictif, Lei Feng, parfait communiste, toujours souriant, une citation de Mao en bouche en chaque circonstance, toujours serviable (il lavait les affaires de ses camarades la nuit). Il est supposé mort à 22 ans dans un accident de la route mais on n'est même pas sûr qu'il ait réellement existé. Lei Feng aurait rédigé un journal intime où il consignait ses bonnes actions entrecoupées de citations maoïstes et de photographies, à une époque où il n'y avait que très peu d'appareils en Chine. En retour, l'invité se devait de rendre public le pèlerinage.

En 1967, après un voyage en Chine, Jean-Pierre Le Dantec raconte dans une brochure de la Gauche prolétarienne : « À la tête des usines, les ouvriers les plus libres du monde ». Après trois semaines en Chine, Maria Antonietta Macciocchi publie trois cents pages dans *De la Chine*[138] ; Alain Peyrefitte, l'ancien ministre de la Justice, est plus modeste et plus prudent : *Quand la Chine s'éveillera*[139] se vendra à huit cent quatre-vingt-cinq mille exemplaires, en comptant uniquement l'édition française. Rien, dans l'un ou l'autre, sur le laogaï, le camp de travail où sont condamnés les opposants. D'autres sont allés en Albanie, la Chine du pauvre (voyage meilleur marché). Les Nord-Coréens qui n'osent pas se lancer dans ce genre d'invitations ont construit un village Potemkine totalement inhabité à Kijong-Dong, juste à la frontière de la zone démilitarisée (DMZ), visible à vue d'œil. Plus tard, quand la réalité décrite par *L'archipel du Goulag*[140] fut reconnue, l'entretien avec Soljenitsyne devint une visite amnistiante pour des intellectuels compromis. Soljenitsyne refusa de rencontrer Sartre. Dans ses mémoires, il raconte que ce dernier voulait en tirer un bénéfice dans l'opinion publique, la rencontre avec les dissidents faisait en effet, à cette époque, partie des postures amnistiantes. Aujourd'hui, le pèlerinage subsiste, mais auprès des victimes et non des dictateurs, et le processus littéraire et médiatique est la preuve que le pèlerinage a bien eu lieu : vingt livres de témoignages et d'analyses en français sur Sarajevo assiégée entre 1993 et 1994.

Le tiers-mondisme avait « le charme discret du sous-développement » dit Annette Wieviorka[141]. Dans les années 1970, il attribue la pauvreté du tiers-monde aux interventions des pays occidentaux, mais il est de plus en plus déboussolé par les massacres des nouveaux dirigeants (au Cambodge et au Vietnam), les dérives autoritaires et corrompues de dirigeants auréolés des guerres de décolonisation, surtout quand ils sont contestés par le terrorisme salafiste. Face à des évidences contraires, il faut surtout ne pas faire le jeu de la droite (ou de l'autre camp). La réaction est « il faut corriger mais pas supprimer » pour ne pas désillusionner les disciples ; choisir de nouveaux opprimés : la gauche actuelle veut faire des immigrés les nouveaux

prolétaires et, face à la montée de l'islamisme politique, elle est étrangement silencieuse. Jean Birnbaum, dans *Un silence religieux*142, démontre l'incapacité de la gauche à penser le fait religieux autrement que comme signe de misère sociale, de révolte ou d'oppression coloniale. Sartre affirma : « Il ne faut pas désespérer Billancourt », auquel il faudrait ajouter et « ne pas désespérer Saint-Germain-des-Prés ».

Les disciples exerçaient une fonction de vigie contre toute mauvaise pensée

Les intellectuels critiques ou adeptes de la modération étaient des traîtres : Camus, Aron et Jean-François Revel furent des pestiférés pour leurs confrères en intellectualisme. Camus s'élevait contre la polémique qui aveugle :

> Devenus trois quarts aveugles par la grâce de la polémique, nous ne vivons plus parmi des hommes, mais dans un monde de silhouettes. […] Je n'ai pas appris la liberté dans Marx, je l'ai apprise dans la misère. Mais la plupart d'entre vous ne savent pas ce que ce mot veut dire.

Membre du Parti communiste français, il en est exclu pour avoir défendu les nationalistes algériens, qualifié de « bourgeois naïf » par Sartre et de prédicateur d'une morale « de Croix-Rouge » par Francis Jeanson. Raymond Aron réplique aux attaques de Sartre :

> Certes, Jean-Paul Sartre avait raison de me reprocher d'avoir trop peur de déconner. […] Lui, en revanche, surtout en politique, a généreusement usé du droit à l'erreur.

La diabolisation des traîtres et la défense de la cause fait partie de la conversion, les sinisants ont été une menace pour les maolâtres. René Vienet, deux fois exclu de l'université ; Simon Leys, obligé de partir en Australie ; Sylvain Gougenheim, visé par les islamogauchistes pour avoir critiqué la thèse du rôle de la civilisation musulmane dans la redécouverte des philosophes grecs, est la cible de trois pétitions successives : l'une, initiée par Mme Bellosta, spécialiste des mathématiques françaises et arabes, rassemblant trente-cinq universitaires dans *Le Monde* du 25 avril 2008 ; un appel de près de deux cents enseignants, chercheurs, personnels, auditeurs, élèves et anciens élèves de l'École normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud (sur les deux cents signataires, seulement vingt-sept historiens) dans *Télérama* le 28 avril ; et enfin un texte cosigné par cinquante-six chercheurs en histoire et philosophie du Moyen Âge, dans *Libération* du 30 avril 2008. En mai, le grand médiéviste, Jacques Le Goff, fit remarquer que le livre est « intéressant, quoique discutable », mais il est « outré par les attaques » portées contre Gouguenheim, notant que « peu des principaux médiévistes »

ont signé les pétitions. Faut-il démontrer que le débat marquait le triomphe du politiquement correct (du moment) ?

Enfin, l'intellectuel doit rester impavide devant ses propres erreurs : le 28 juin 2009, Alexandre Adler annonce dans *Le Figaro* (« Bibi ou le pragmatisme contre l'intransigeance ») les perspectives de paix qui vont conduire aux deux États ; en février 2014, Adler, qui prétend toujours s'appuyer sur des sources des services de renseignement, certain de n'être jamais contredit, déclare que Toufik Mediène, le général algérien, n'est pas fini. Bouteflika est un « président valétudinaire qui ne s'appuie que sur une petite équipe de fidèles »… Mediène, patron du renseignement et de la sécurité (DRS) de 1990 à 2015, sous cinq présidents, l'un des derniers « janviéristes », ces généraux qui ont décidé, en janvier 1992, l'interruption du processus électoral favorable au Front islamique du salut (FIS), « éradicateur » partisan de l'élimination par la force de tous les terroristes de la branche armée du FIS et opposé à tout dialogue avec eux. Malgré l'avis d'Alexandre Adler, le général est démis de ses fonctions par la présidence de la République le 13 septembre 2015 (un an après l'article), arrêté et condamné à quinze ans de prison avant d'être acquitté le 2 janvier 2021 et mis à la retraite. Le 26 novembre 2018, Adler, toujours à partir de ses sources secrètes dans les services de renseignement, aligne des prévisions fantaisistes, dans *Le Figaro*, où il écrit, à propos de l'invasion de l'Irak : « Et si la guerre n'avait pas lieu, les Américains ayant rabaissé leurs ambitions » (la guerre est déclenchée le 20 mars). Le 20 avril 2018, dans le même média, il parle de « la coexistence pacifique des deux Algérie », prétendant que la Conférence de Sant'Egidio, en 1995, devait transmettre le pouvoir aux islamistes (ce qui est faux, l'auteur de ce livre y ayant assisté) ; il accuse Erdogan dans *FigaroVox*, le 25 novembre 2018, d'être derrière l'assassinat de Khashoggi. Malheureusement, quelques jours après, Mohammed ben Salmane reconnaît la responsabilité de ses collaborateurs. L'auteur a aussi personnellement eu à découvrir les qualités de « conteur » d'Alexandre Adler au ministère de la Défense, dès 1992, qui inventait des notes du KGB qu'il citait de mémoire alors que la DGSE ne les connaissait pas : « C'est un conteur », avait conclu, avec une calme philosophie désabusée, le représentant de la DGSE à la réunion.

En 1977, le XIe congrès du Parti communiste chinois adopta une résolution qualifiant la Révolution culturelle de « catastrophe nationale » et de « période de trouble intérieur, initiée à tort par le leader et manipulée par les groupes contre-révolutionnaires ». Les procès intentés à la bande des Quatre, puis au dauphin désigné, Lin Biao, furent des laxatifs définitifs. Les anciens maoïstes devenus célèbres : Serge July, les architectes Christian de Portzamparc et Roland Castro, l'écrivain Philippe Sollers, Alain Geismar et, moins impliqués, Alain Finkielkraut, André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy, tous poursuivent leur carrière sans à-coups (en France ! pas en Chine !).

Enfin le réel doit se soumettre à la théorie

Avant toute chose, petite interrogation écrite pour les spécialistes du marxisme

En février 1948, Staline promulgue un décret selon lequel « tous les espions, trotskistes, diversionnistes (déviationnistes), droitiers, mencheviks, socialistes-révolutionnaires, anarchistes, nationalistes, Blancs et autres éléments antisoviétiques devaient être, à l'issue de leur peine de camp, exilés dans les régions de la Kolyma, de la province de Novossibirsk et de Krasnoïarsk ». On a là de quoi faire son marché et certains intellectuels viendront justifier ce texte[143].

L'explication de la rupture avec Tito, dans la revue *Esprit* d'août 1948, vaut aussi d'être rappelée :

> Les dirigeants yougoslaves ont eu le tort de céder à une déviation boukharinienne, en ignorant la différenciation des classes à la campagne, en s'imaginant que la lutte des classes s'atténue en période de transition du capitalisme au socialisme […]. Ainsi s'est maintenue une classe de koulaks, concentrant dans leurs mains de grandes propriétés terriennes et employant le travail salarié. En présence d'une telle situation de fait, éduquer le P.C., comme l'ont fait les dirigeants yougoslaves, dans l'esprit de l'effacement des contradictions de classe, c'est le désarmer devant les difficultés de la construction du socialisme[144].

Nombre d'intellectuels proches du Parti communiste ont justifié l'injustifiable en se servant d'un argumentaire souvent répété qu'on retrouve chez certains islamogauchistes : d'abord les circonstances (pour le stalinisme, le maoïsme…). Le livre d'Elleinstein, H*istoire de l'U.R.S.S.*[145], dans le tome II (période 1922-1939), entend démontrer à la fois que le stalinisme était inévitable et qu'il était accidentel, qu'il s'est agi d'un « produit de l'histoire », d'un « phénomène spatio-temporel ». La référence aux écrits bibliques de Marx, Trotski, Mao au-dessus des vicissitudes de l'histoire, est une sorte de fétichisation des textes doxiques qui contiennent la part la plus représentative du père fondateur[146]. Les salafistes ne parlent que par citation du Coran comme Lei Feng, le héros maoïste qui avait toujours une citation prête. Althusser, dans la note publiée en annexe de sa réponse à John Lewis, sur le stalinisme, donne une explication essentiellement idéologique, analogue à celle avancée par Poulantzas dans *Fascisme et dictature*[147] (1970). Ellenstein finit par abandonner le vieux concept d'hitléro-trotskisme, mais Althusser, inébranlable, ne céda que pour mieux conserver l'essentiel : il y a bien eu une déviation stalinienne d'origine théorique, mais l'histoire de l'URSS et de la IIIe Internationale ne se limite pas à cette déviation.

Le positif l'emporte de loin sur le négatif. On retrouve la même posture intellectuelle chez les salafistes qui voient dans les successeurs immédiats du Prophète le véritable islam, alors que trois des quatre successeurs périrent de

mort violente.

La négation ferme de la réalité : Alain Badiou considère que les phénomènes comme le Goulag et la Révolution culturelle ne doivent pas conduire au rejet du communisme et affirme aussi qu'« aujourd'hui, la démocratie n'est rien d'autre qu'un outil de propagande du capitalisme ». Dans une lettre publique à Slavoj Žižek[148], il affirme qu'il est « capital de ne rien céder au contexte de criminalisation et d'anecdotes ébouriffantes » dans lesquelles la réaction tente, depuis toujours, d'enclore les figures de Robespierre, Saint-Just, Babeuf, Blanqui, Bakounine, Marx, Engels, Lénine, Trotski, Rosa Luxemburg, Staline, Mao, Tito, Enver Hodja, Guevara, Castro, et quelques autres ». On ne peut que s'étonner qu'il ait oublié Pol Pot (alias Frère numéro un). Les islamistes radicaux tuent plus de leurs coreligionnaires (chiites, soufis…) que de mécréants, mais ces derniers restent désignés comme le mal absolu.

La violence est acceptable quand elle est révolutionnaire. Sartre, en bon maoïste, déclare :

> Pour réussir, une révolution doit aller jusqu'au bout. Pas question de s'arrêter à mi-chemin. La droite utilisera toujours la terreur pour lui barrer la route, donc la révolution doit recourir à la terreur pour l'arrêter.

Il en a survécu, dans l'extrême gauche, une appétence certaine pour le terrorisme : Brigades rouges ; Action directe, ETA…

Rappel de quelques errements idoélogiques

Après toutes ces déceptions, un dernier spasme avec l'extrême gauche des années 1968 : Cesare Battisti, ex-terroriste des « années de plomb » (trois cent quatre-vingts morts et deux mille blessés), longtemps protégé par la « doctrine Mitterrand ». Parce qu'il avait toujours nié avoir trempé dans des crimes de sang, il avait obtenu le soutien d'une série d'intellectuels français, mexicains et brésiliens qui clamait son innocence contre la justice « fasciste » italienne. Ces intellectuels se prévalaient de « l'honneur de la France et de la parole donnée » quand Jacques Chirac décida de l'extrader : Philippe Sollers, Guy Bedos, Jacques Higelin, Sapho, Dan Franck, Miou-Miou, Georges Moustaki, sans oublier Danielle Mitterrand s'y opposent et certains brandissent le petit livre rouge de Fred Vargas, *La vérité sur Cesare Battisti*[149], dans lequel l'éditeur, François Guérif, n'hésite pas à comparer l'ex-terroriste à Victor Hugo en exil. Battisti avouera en mars 2019, devant les juges italiens, avoir commandité les meurtres du bijoutier Pier Luigi Torregiani et d'un boucher, Lino Sabbadin, celui du gardien de prison Antonio Santoro, en 1978, et celui du chauffeur de la police, Andrea Campagna, un an plus tard. Et de présenter ses excuses aux familles des victimes pour la douleur causée. L'ex-terroriste a aussi évoqué le soutien des intellectuels : « Je n'ai jamais été victime d'une injustice, je me

suis moqué de tous ceux qui m'ont aidé, je n'ai même pas eu besoin de mentir à certains d'entre eux », a-t-il ajouté selon *La Stampa* (voir partie III).

Quand Yacef Saâdi est arrêté par les militaires quelques semaines après sa rencontre avec Germaine Tillion, ancienne résistante et déportée, elle obtient, au prix d'interventions obstinées, qu'il soit remis à la justice. Un an plus tard, elle témoigne à décharge à son procès. Son témoignage, publié dans la presse dès 1958, suscitera deux attaques, d'abord de Simone de Beauvoir, puis du général Massu. Simone de Beauvoir emploie un argumentaire très germanopratin : « Nous avons tous dîné […] en mettant en pièces l'article de Germaine Tillion que nous tenons, Bost, Lanzmann et moi, pour une saloperie. » Ayant lu cette appréciation, Germaine Tillion adresse en réponse une lettre ouverte au journal *Le Monde*, publiée en mars 1964[150] :

> Je n'ai pas « choisi » les gens à sauver : j'ai sauvé délibérément tous ceux que j'ai pu, Algériens et Français de toutes opinions. Je n'ai ni cherché ni (certes) désiré les périls représentés par l'entreprise qui me fut proposée en juillet 1957 : exactement, c'est l'entreprise qui est venue me tirer par la main […]. Il se trouve que j'ai connu le peuple algérien et que je l'aime ; il se trouve que ses souffrances, je les ai vues, avec mes propres yeux, […] il se trouve qu'elles correspondaient en moi à des blessures, […] il se trouve, enfin, que mon attachement à notre pays a été, lui aussi, renforcé par des années de passion. C'est parce que toutes ces cordes tiraient en même temps, et qu'aucune n'a cassé, que je n'ai ni rompu avec la justice pour l'amour de la France, ni rompu avec la France pour l'amour de la justice.

Repartie en Algérie enquêter sur les nouveaux « mécanismes écraseurs », elle explique être sortie de l'orthodoxie indépendantiste pour sauver la tête d'un Algérien. Elle poursuivra inlassablement ses interventions jusqu'à la fin de la guerre et au-delà pour sauver des personnes de quelque côté qu'elles se situent, intervenant aussi bien pour certains militaires putschistes que pour les internés du réseau Jeanson, les harkis ou des objecteurs de conscience.

Le parallèle entre les deux femmes est étonnant. L'une, ethnologue de terrain, résistante, déportée à Ravensbrück, où elle apprend, le jour de son arrivée, que sa mère vient d'être gazée. Associée aux affaires algériennes, elle plaide contre la clochardisation des populations des Aurès, médiatrice pendant la guerre d'Algérie, elle obtient de Yacef Saâdi l'arrêt des attentats contre l'arrêt des exécutions capitales de membres du FLN. En face, Simone de Beauvoir, même âge, ne fait rien pendant l'occupation[151], malgré des affirmations postérieures. Sartre fait jouer ses premières pièces de théâtre soumises à la censure allemande. Symbole des temps : le 6 juin 1944, le jour du débarquement, Simone de Beauvoir, Arletty et Otto Abetz assistent ensemble à la première de la pièce de Sartre, *Les mains sales*. Visiblement, les Alliés n'avaient pas besoin de leur aide.

L'engagement dans la cause des décolonisations va aussi produire des errements étonnants

Rithy Panh, ancien déporté, dénonça Alain Badiou et Noam Chomsky, complaisants avec le régime khmer rouge, qui parlaient d'un « génocide éclairé ». Alors que les Khmers rouges occupent depuis avril 1975, Phnom Penh est immédiatement évacuée par la force. Alain Badiou publie, le 17 janvier 1979, dans *Le Monde* un « Kampuchéa vaincra ! » et dénonce plus tard une tentative de solution finale menée par les envahisseurs vietnamiens sur le Cambodge. Rithy Panh conclut crument : « Noam Chomsky, brillant intellectuel, ne dit que des conneries. » *S21, la machine de mort khmère rouge* (2003), son film majeur, permet de comprendre le processus implacable d'extermination mené au camp d'où aucun prisonnier ne devait sortir vivant. Toute sa famille en a été victime. Duch[152], l'ancien responsable du camp, citant Marx et Lénine, explique le zèle qu'il consacrait à sa tâche et décrit, sans émotion aucune, la chaîne des ordres et des tortures qui mènent à la mort. Devenu évangélique, il déclare ne pas craindre le prochain verdict du tribunal, car Dieu l'a déjà jugé. Jacques Vergès, avocat des anciens dignitaires khmers rouges après en avoir été le compagnon de route, dans une interview publiée le 21 novembre 2008 par l'hebdo *Der Spiegel*[153], proclamait « qu'il n'y a pas eu de génocide au Cambodge ».

On estime qu'entre le 17 avril 1975 et le 7 janvier 1979, deux millions de Cambodgiens ont trouvé la mort par assassinat, famine ou épuisement physique et psychologique.

L'université française a formé de futurs dictateurs tiers-mondistes, à la différence des écoles militaires américaines qui formèrent de futurs dictateurs militaires

La Sorbonne, Les Verts et les malheurs du Cambodge

Les leaders khmers rouges furent tous étudiants en France[154]. Deux cent cinquante étudiants cambodgiens bénéficièrent d'une bourse française, la plupart deviendront cadres du régime khmer rouge. Dans le cercle marxiste-léniniste créé au début des années 1950, Pol Pot, alias « Frère numéro un », et Ieng Sary, inscrit à Sciences Po, futur ministre des Affaires étrangères du régime, en seront les fondateurs. Khieu Samphân, futur chef de l'État du Kampuchéa démocratique, soutient sa thèse en 1959 et sera condamné à la prison à vie en 2014 pour crimes contre l'humanité. Enfin, Sun Sen, étudiant à la Sorbonne, treize membres de sa famille seront assassinés sur ordre de Pol Pot, y compris femmes et enfants, avant que leurs corps ne soient écrasés par des camions.

Pol Pot eut des supporters chez les écologistes[155]. Dans l'éditorial de juillet 1975 de *The Ecologist*, qui défend la revitalisation de la « communauté rurale, seule entité pouvant rendre heureux ses membres car composée de petites communautés autorégulées liées au reste de la nature », Robert Allen, auteur du livre *Changer ou disparaître*[156] (1972), exprime son enthousiasme pour la révolution khmer rouge :

> L'abandon par le Cambodge de l'économie urbaine est donc d'un intérêt particulier pour nous […]. Ils semblent faire de leur mieux pour s'assurer que le parasitisme urbain ne puisse pas à nouveau se produire. Ils ont fermé les usines, détruit l'approvisionnement urbain en eau, démoli les banques, brûlé leurs archives et tout le papier-monnaie sur lesquels ils pouvaient mettre la main. Ils sont retournés au système du troc […], les Khmers rouges encouragent l'utilisation de médicaments traditionnels, affirmant qu'ils sont aussi efficaces que ceux importés […]. Si le Cambodge réussit à forger une économie rurale décentralisée, cela nous forcera à réévaluer la prison de l'industrialisme. […] Ils méritent nos meilleurs vœux, notre sympathie et notre attention.

Il dénonce les informations « déformées par la perplexité et l'hostilité de la presse […] contrairement aux prédictions des Américains », « il n'y a pas eu de bain de sang », dit-il, et se moque de ceux qui « semblent croire que la nourriture pousse seulement dans les magasins » et prédit : « étant donné la terre disponible et l'injonction de la travailler, ils vont rapidement se nourrir de façon suffisante[157] ». Pourtant, un représentant des Nations unies avertit que « ce que les Khmers rouges font est purement et simplement un génocide ». En mai 1975, dans *La Gueule Ouverte*, premier journal écologiste français, Henri Montant dénonce la presse française qui « chauffait ses lecteurs à blanc » en annonçant qu'« au Cambodge, il se passait des horreurs pas racontables, des pogroms tout à fait insoutenables […]. Si massacre il y eut, ce fut un massacre des symboles, un massacre de l'objet. Là est le vrai sacrilège pour un esprit occidental (bourgeois ou non). […] Piller les magasins, brûler les bagnoles, pisser sur le matériel hifi, casser les montres, bref tourner le dos au "progrès industriel" et au catalogue de la Redoute réunis, alors là, c'est vraiment un CRIME ! » Pourtant, dès les 24-25 octobre 1975, dans *La Croix*, puis les 17-18 février 1976 dans *Le Monde*, le père François Ponchaud, l'écrivain cambodgien Soth Polin et le reporter Bernard Hamel, en juillet-août 1976, évoquaient les exactions vues du régime, mais leur témoignage demeurait inaudible. Jean Lacouture, qui avait publié l'essai *Survive le peuple cambodgien !*[158], avouera, en 1978, à *Valeurs actuelles* sa honte d'avoir été complice de loin, d'avoir « péché par ignorance et naïveté ».

Mais « gentil » et « méchant » sont des statuts précaires susceptibles de rapidement changer : dès lors, soit on n'en parle plus, soit on oublie.

Les Gentils ne sont plus fiables : le Nicaragua est l'exemple d'un pays où une dynastie prédatrice soutenue par la CIA (les Somoza) fut remplacée par une dynastie prédatrice (les Ortega)[159]. Dans les années 1980, le Centre tricontinental (CETRI) de Louvain-la-Neuve (Belgique) exprime sa solidarité

avec la révolution sandiniste d'alors (1979-1990), acteur phare du mouvement tiers-mondiste d'émancipation et d'autodétermination des peuples sud-américains : anti-impérialistes, justice sociale et souveraineté populaire comme idéaux partagés. Arrêté en 1967, Daniel Ortega, héros de la révolution, avait été emprisonné sept ans et torturé. Au pouvoir, « El Commandante » était imprégné de théologie de la libération. Président de 1984 à 1990, réélu en 2011, il brigue un quatrième mandat présidentiel en 2007, puis à nouveau en 2016. Le bilan économique est désastreux : cent cinquante mille à cent quatre-vingt mille exilés pour une population de six millions cinq cent mille habitants. En 2018, il avait fait tirer sur une manifestation pacifique, faisant trois cent vingt-huit morts et environ deux mille blessés. La thèse ortéguiste fut que le Nicaragua aurait été victime d'« une tentative de putsch téléguidée par la CIA ». Rappelons que Washington avait fait miner les ports, en mars 1984, pour empêcher le Nicaragua de commercer avec l'extérieur et a soutenu la guerre menée par les Contras qui fit près de trente mille morts. Ortega en est maintenant à éliminer ses anciens camarades de lutte, comme Sergio Ramírez. Pour certains analystes, lui et son épouse, Rosario Murillo, vice-présidente, seraient « les Ceaușescu de l'Amérique centrale » : *La Prensa*, journal d'opposition, a calculé que, sur quatre cent soixante-trois apparitions publiques, elle est vêtue de quatre cent soixante-deux tenues différentes. La vice-présidente gère la communication des chaînes télévisées d'État, y apparaissant presque chaque jour, mêlant ses monologues de références bibliques et cosmiques. Elle traita les protestataires de « vampires assoiffés de sang » et d'avoir fabriqué des morts tués par la police du régime (alors qu'Amnesty en recensait trois cent vingt[160]). Une loi permet d'exclure des élections les « traîtres à la patrie », mais le régime tient la ligne tiers-mondiste puisqu'il soutient les revendications de la Palestine, de l'Ossétie du Sud, du Front Polisario, de Raúl Castro, de Bachar al-Assad, d'Ahmadinejad en Iran et de Kadhafi lors de la guerre de 2011, par solidarité « anti-impérialiste ». En août 2021, quatorze Nicaraguayens, dont le fils et la femme du président, sont interdits de séjour et de transit dans l'Union européenne. Selon le rapport mondial sur les ultra-riches de 2020, deux cent dix millionnaires au Nicaragua accumulent, actuellement, plus de richesses que six millions de Nicaraguayens[161]. Un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (moins de 2 dollars par jour[162]).

Le débat actuel sur l'islamogauchisme s'ancre dans ces errements passés analysés plus haut. Le 16 février 2021, le ministre Blanquer parle à l'Assemblée de l'islamogauchisme, de l'indigénisme, du racialisme et des études décoloniales dans le monde universitaire. Ce n'est qu'une prise en compte politique du problème, car, dès novembre 2018, la dénonciation était venue du monde universitaire lui-même. Fin décembre 2019, Pierre-André Taguieff avait écrit sur « les bonimenteurs du postcolonial business[163] ». En

janvier 2021, c'est la création d'un Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, formé par soixante-treize universitaires, pour « mettre un terme à l'embrigadement de la recherche et de la transmission des savoirs ». Mais c'est la prise de position par le politique qui déclenche la polémique. Le mouvement intellectuel semble s'expliquer par le désarroi des penseurs de la gauche[164] qui, voyant le prolétariat voter Le Pen, a cru détecter une nouvelle cause avec les immigrés et donc l'islam. La réaction, surtout corporatiste, dénonçant l'absence de caractère scientifique du terme pour refuser d'aller plus loin, est de même nature que les moments analysés ci-dessus où le marxisme et le maoïsme avaient trouvé leur place à l'université française. Ils sont morts de la réalité et non de la dénonciation critique interne. Le djihadisme emploie aujourd'hui ces mêmes méthodes et convainc aussi en partie des jeunes à la recherche d'un idéal et quelques intellectuels mourants agonisants dans l'utopie[165].

La descente aux enfers aura été longue[166]. Pierre Nora, en 1980, lors du lancement de sa revue *Le Débat*, constatait, amer : « Il y a du paranoïaque virtuel chez le plus tranquille des intellectuels. » Le débat sur l'islamogauchisme vient s'ancrer dans cette vieille capacité des intellectuels français à aborder les questions par la théorie en niant la réalité pour débattre des principes. On ne compte plus les actes de décès de l'intellectuel français.

Les intellectuels, par contre, pèsent peu aux États-Unis[167]. Washington n'est pas un foyer d'attraction, l'activité intellectuelle et culturelle est répartie dans de multiples capitales d'État et universités, la relation des intellectuels aux médias est donc aussi dispersée par le foisonnement de vecteurs divers. Enfin, un certain anti-intellectualisme joue dans une société qui valorise plus l'homme d'action. La commission McCarthy, qui avait tout particulièrement ciblé Hollywood et les scénaristes et réalisateurs, traduisit d'une certaine manière cette méfiance. Ces intellectuels ont cependant été associés au pouvoir en fonction de leurs compétences techniques et non pas l'universalisme de leur pensée sous la forme du *brain-trust* de Roosevelt, ou les « crânes d'œufs » de Kennedy. Quelques figures d'intellectuels ont marqué de leur empreinte des moments contre la guerre du Vietnam (Susan Sontag, Arthur Miller), mais sans susciter d'adulation aveugle.

---

111. Denis Diderot, Jean Le Rond d'Alembert, *L'encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, 1751-1772.
112. Jean de La Bruyère, *Les caractères*, 1687.
113. Jean Lévêque, « Les intellectuels en France au XXe siècle », *jean-leveque.fr*.
114. Dominique Desanti, *Les staliniens ; une expérience politique*, Paris, Fayard, 1975.
115. *Les Lettres françaises*, 28 avril 1949.
116. Renaud Epstein, « Un demi-siècle après Pierre Grémion ; ressaisir la centralisation à partir de la périphérie », in *Revue française de science politique*, vol. 70, 2020, p. 101-117.

117. Jean-Paul Sartre, *Situations IV ; portraits*, Paris, Gallimard, 1964, p. 248-249.
118. Rony Brauman, Alain Finkielkraut, *La discorde ; Israël-Palestine, les Juifs, la France, Conversation avec Élisabeth Lévy*, Paris, Flammarion, 2008.
119. Claudie Broyelle, *La moitié du ciel ; le mouvement de libération des femmes aujourd'hui en Chine*, Paris, Denoël-Gonthier, 1973.
120. Gregorio Bermann, *La santé mentale en Chine*, Paris, Maspero, 1973.
121. Michèle Manceaux, *Les maos en France*, Paris, Gallimard, 1972.
122. Alexandre Soljenitsyne, *L'archipel du Goulag*, Paris, Seuil, 1974.
123. Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958.
124. Puissancemultimedia, « Jean Luc Melenchon : Je ne peux pas survivre quand il y a que des blonds aux yeux bleus », 3 juin 2018. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=E4sOpLxeaQY>.
125. *Libération*, 11-12 février 1979.
126. Pierre Vidal-Naquet, *Mémoires ; le trouble et la lumière*, tome 2, Paris, Points, 2007
127. Pascal Boniface, *Les intellectuels faussaires ; le triomphe médiatique des experts en mensonge*, Paris, Gawsewitch, 2011.
128. Simon Leys, *Les habits neufs du président Mao*, Paris, Champ libre, 1971.
129. Propos rapportés par Thomas Wieder, « Quand "Le Monde" étrillait Simon Leys… avant de l'encenser », *Le Monde*, 12 août 2014.
130. *Libération*, 18 décembre 1981.
131. Philippe Boggio, « Le silence des intellectuels de gauche I. – Victoire à contretemps », *Le Monde*, 27 juillet 1983.
132. Jean-François Lyotard, « Tombeau de l'intellectuel », *Le Monde*, 8 octobre 1983.
133. Alexandre Saintin, « Des intellectuels français à la rencontre du Duce et du Führer », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 133, 2007/1, p. 83-97.
134. Louis-Ferdinand Céline, *Voyage au bout de la nuit*, Paris, Denoël et Steele, 1932.
135. Léon Poliakov, « Le cas Louis Ferdinand Céline et le cas Xavier Vallat », in *Le Monde juif*, n° 28, 1950/2, p. 5-7.
136. Annette Wieviorka, *Mes années chinoises*, 2021, *op. cit.*
137. Pierre Bourdieu, *La distinction ; critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.
138. Maria Antonietta Macciocchi, *De la Chine*, Paris, Seuil, 1971.
139. Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera… le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1980.
140. Alexandre Soljenitsyne, *L'archipel du Goulag*, 1974, *op. cit.*
141. Annette Wieviorka, *Mes années chinoises*, 2021, *op. cit.*
142. Jean Birnbaum, *Un silence religieux ; la gauche face au djihadisme*, Paris, Seuil, 2016.
143. Frédéric Sallée, « Les intellectuels français face aux répressions soviétiques dans les démocraties populaires : du schisme titiste au procès Kostov (1948-1950) : perceptions et réactions d'une élite face au totalitarisme stalinien », in *Histoire*, 2005.
144. François Goguel, « Tito, ou les surprises de l'Histoire », in *Esprit*, n° 147, août 1948, p. 241.
145. Jean Elleinstein, *Histoire de l'U.R.S.S.*, Paris, Notre Temps, 1973.
146. Bernard Chouvier, *Militance et inconscient ; les fondements psychologiques,* Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1982.
147. Nicos Poulantzas, *Fascisme et dictature*, Paris, Maspero, 1970.

148. Slavoj Žižek, *Mao ; de la pratique et de la contradiction*, Paris, La Fabrique, 2008.
149. Fred Vargas, *La vérité sur Cesare Battisti*, Paris, Gallimard, 2004.
150. Lettre ouverte à Simone de Beauvoir, reprise dans Germaine Tillion, *À la recherche du vrai et du juste ; à propos rompus avec le siècle*, Paris, Seuil, 2001, p. 259.
151. Gilbert Joseph, *Une si douce Occupation… Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre, 1940-1944*, Paris, Albin Michel, 2015.
152. De son vrai nom Kang Kek leu.
153. « Interview with notorious lawyer Jacques Vergès : "There is no such thing as absolut evil" », *Spiegel International*, 21 novembre 2008.
154. Henri Locard, *Pourquoi les Khmers rouges*, Paris, Vendémiaire, 2016 ; Suong Sikoeun, *Itinéraire d'un intellectuel khmer rouge*, Paris, Cerf, 2013.
155. « Il y a 40 ans les khmers rouges vidaient Phnom Penh », in *Lys noir*, n° 16 (supplément spécial), 17 avril 2015 ; Pierre-Emmanuel Dauzat, « L'aveuglement des intellectuels face au génocide khmer rouge », *L'Express*, 10 janvier 2012.
156. Robert Allen et al., *Changer ou disparaître ; plan pour la survie*, Paris, Fayard, 1972.
157. « *They [the Khmer rouge] seem to be doing their best to ensure that urban paratism cannot reoccur. They have closed the factories, destroyed the urban water supplies, and wrecked the banks, burning their records and all the paper money they can lay in their hands on. They have returned to the barter system […]. If Cambodia succeeds in forging a decentralized rural economy, it will force us to reappraise the prison of industrialism […]. They derserve our best wishes, our sympathy, and our attention.* »
158. Jean Lacouture, *Survive le peuple cambodgien !*, Paris, Seuil, 1978.
159. *Le Monde* du 7-8 novembre 2021, p. 20-21.
160. « Les droits humains au Nicaragua en 2020 », *amnesty.fr*.
161. Oscar-René Vargas, « Nicaragua 2020. La concentration extrême de la richesse et le pouvoir dictatorial d'Ortega », *A l'encontre*, 24 décembre 2020.
162. Wealth-X, « New report reveals global UHNW population grew 1.7 % in 2020 despite Covid-19 disruption », *go.wealthx.com*.
163. Texte collectif, « Les bonimenteurs du postcolonial business en quête de respectabilité académique », *L'Express*, 26 décembre 2019.
164. Jean Birnbaum, « La gauche et l'islamisme : retour sur un péché d'orgueil », *Le Monde*, 25 novembre 2020.
165. Pierre Conesa, François Bernard Huyghe, Margaux Chouraqui, « La propagande francophone de Daech : la mythologie du combattant heureux », *fmsh.fr*.
166. Frédéric Sallée, « Les intellectuels français face aux répressions soviétiques dans les démocraties populaires : du schisme titiste au procès Kostov (1948-1950) : perceptions et réactions d'une élite face au totalitarisme stalinien », 2005, art. cité.
167. Claude-Jean Bertrand, « Médias et intellectuels aux États-Unis », in *Revue française d'études américaines*, n° 16, 1983, p. 123-137.

6
Le désarroi des historiens – « personne ne sait de quoi hier sera fait ! » – : les lois mémorielles[168]

Les historiens soviétiques soumis régulièrement, lors de chaque épuration, à des réécritures de l'histoire officielle, ont laissé une sentence restée célèbre : « Nul ne sait de quoi hier sera fait ! » Le matérialisme historique clés en main a longtemps imprégné les débats d'historiens occidentaux : les pays capitalistes étaient impérialistes, les pays socialistes non. Mais depuis vingt ans, les professeurs d'histoire sont en première ligne contre un ennemi invisible, lors des minutes de silence après des attentats terroristes : quatre cents après Charlie, Merah, Bataclan ; encore une centaine pour Samuel Paty. Chaque épisode traduit la profonde division des mémoires historiques de chaque composante de la société. L'adoption, depuis les années 1990, d'une série de « lois mémorielles », est fondée sur la repentance occidentale consécutive à la reconnaissance des massacres, colonisations et guerres mondiales. La Shoah, qui fit progressivement de la victime innocente un sujet historique, a développé une posture de victimisation adoptée par d'autres communautés. D'autre part, le communautarisme cherche à s'identifier autour d'une histoire commune bâtie sur une vision monologique du passé.

Le XIXe siècle avait été le « siècle de l'histoire », celui de l'histoire-bataille[169], dans laquelle le roman national et les héros prévalent : Augustin Thierry, Jules Michelet, Ernest Lavisse… La fabrique des figures héroïques crée « la magistrature morale du martyre » comme les qualifiait Charles Péguy. Pétain et Vichy préféraient Jeanne d'Arc, qui avait combattu les Anglais, à Vercingétorix. Le modèle est identique dans tous les États-nations. En Grande-Bretagne, l'histoire dans l'Education Act de 1870[170] est du pur darwinisme social, attribuant des vertus propres aux Britanniques : attachement à la liberté, esprit d'entreprise, rigueur morale… L'expansion des peuples anglophones, dont les États-Unis, serait la preuve « scientifique » de la supériorité des Anglo-Saxons. En Allemagne, avec l'unification tardive de 1871, Thomas Mann en fait un modèle de civilisation : « la Germanité, c'est la culture, l'âme, la liberté, l'art, ce n'est pas la civilisation, la société, le droit de vote, la littérature ». La mythologie germanique des empereurs médiévaux héroïques est fondée sur l'opposition entre Germains et Slaves. À cette époque, les seuls véritables ennemis sont alors les puissances coloniales concurrentes. Les bouleversements de la décennie récente ont créé un malaise qui relance le rôle de la reconstruction historique sur les mythologies

nationalistes.

Quelques exemples typiques : En Russie, aujourd'hui, la mémoire historique décongelée est devenue un outil essentiel de débat et de légitimation politique. Les autorités cherchent à l'encadrer avec un double objectif : consolider l'identité nationale ébranlée par la chute de l'Union soviétique et les années de transition, à partir d'une vision positive du passé, ceci afin de renforcer la loyauté de la société envers l'État. L'Église orthodoxe russe y participe activement. Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine, en 2000, sept lois mémorielles ont été adoptées dans le but d'imposer un récit historique officiel d'autolégitimation du pouvoir. La Seconde Guerre mondiale est érigée au rang de cause sacrée et de pièce maîtresse historique du régime actuel. La loi de 2014 criminalise la diffusion de fausses informations concernant les actions de l'URSS pendant ce conflit, toute affirmation contraire à la glorification ou qui jette une ombre sur les autorités soviétiques est qualifiée de révisionnisme et de réhabilitation du nazisme. Depuis 2014, le discours sur la mémoire historique est ajusté au contexte de confrontation avec l'Ukraine post-Maïdan et, en 2020, la société russe d'histoire militaire a estimé que les débats historiographiques « faisaient partie d'une propagande plus générale visant à faire porter à l'URSS la responsabilité du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ». La dernière loi de l'été 2020 énonce que la Fédération de Russie, « successeure » de l'Union soviétique, « honore la mémoire des défenseurs de la patrie » et « protège la vérité historique ». L'État russe s'est arrogé le monopole de l'histoire et les autorités sont chargées « d'inculquer le patriotisme » aux enfants. Le rapport, publié le 10 juin 2021 par la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), « Russie : "Crimes contre l'histoire" », recense les pressions systématiques de Moscou afin d'imposer un récit officiel et autolégitimer le pouvoir qui compte encore à sa tête d'anciens officiers du KGB. Plusieurs historiens russes ont été empêchés de travailler, perdant leur chaire ou contraints à l'exil. Iouri Dmitriev (64 ans), qui avait dressé une liste de quarante mille noms de personnes exécutées et déportées pendant la Terreur en Carélie, région frontalière de la Finlande, avait en particulier découvert le charnier de Sandarmokh (six mille victimes assassinées par le KGB), alors que la version officielle prétendait que les cadavres étaient des soldats de l'Armée rouge. Il a été condamné, en 2020, à treize ans de détention dans un camp à régime sévère. Pour avoir émis des critiques sur la version officielle, Sergueï Koltyrine, chef d'un musée local, a été condamné à neuf ans de prison et est mort dans un hôpital pénitentiaire en avril 2020. Andreï Joukov, expert en histoire militaire, a été condamné à douze ans et demi de réclusion, au terme d'un jugement classé secret défense, après avoir partagé en ligne des résultats de ses recherches avec d'autres historiens. La loi a fermé les archives des services de sécurité (Tchéka, NKVD, KGB) pour trente ans. L'ONG Memorial avait publié une liste

de quarante mille bourreaux de l'époque soviétique et, grâce au travail d'Andreï Joukov, et grâce à des documents d'archives du NKVD, identifié les charniers précisément là où ils devaient se trouver. L'ONG est qualifiée « d'agent de l'étranger » par le régime. De 1939 jusqu'au début des années 1950, près d'un million de citoyens soviétiques ont été déportés en URSS dans les camps de travail ou dans des villages isolés du Grand Nord soviétique, de la Sibérie et des steppes kazakhes, on imagine les déchirements de la société russe. Comment réhabiliter sans parler des bourreaux[171] ? L'association Memorial vient d'être interdite en décembre 2021.

La « thèse historique turque[172] » est née autour des années 1930 pour prouver que les Turcs étaient en Anatolie avant tous les autres peuples (Grecs, Arméniens). Pour prouver les migrations du Néolithique, les kémalistes créent la « race » turque, selon les idées en vogue en Europe à l'époque. La Société turque (*Türk Derneği*, 1908), puis les Foyers turcs (1912) se donnent pour mission de « faire avancer l'éducation et le niveau social, scientifique des Turcs, le peuple le plus avancé de l'Islam ». La mère patrie des Turcs d'origine centre-asiatique (*Türklerin Ana Yurdu*) est entourée sur les cartes de flèches vers la Chine, l'Inde, le Proche-Orient, l'Égypte et l'Europe jusqu'à l'Irlande, représentant les migrations turques qui auraient civilisé le monde. Dès 1915, le régime d'Atatürk (le père des Turcs) s'était immédiatement engagé, non seulement dans la négation du génocide, mais surtout de l'histoire du peuple arménien d'Asie Mineure, comme s'il n'avait jamais existé. En 1935, la théorie de la langue-soleil affirme que toutes les langues du monde proviennent du turc. Afet İnan, fille adoptive d'Atatürk, élève de l'eugéniste français Eugène Pittard, présente, en 1939, une thèse consacrée à la recherche d'anatomie comparative : « L'Anatolie, pays de la "race" turque ». Elle est réalisée sur une vaste enquête crâniométrique de soixante-quatre mille cas. Puis, vers 1982, ces thèses d'histoire ressurgissent pour prouver que les Kurdes sont un peuple turc venu d'Asie centrale et que leur langue n'est qu'un dialecte.

Aux États-Unis, où n'existe pas de ministère de l'Éducation nationale, le récit national a été construit par Hollywood[173]. Les deux mille sept cents westerns, tournés de 1910 jusque dans les années 1970, ont largement légitimé ce qu'il faut bien appeler un génocide. Le cow-boy est le héros mythique et l'héroïque armée américaine, porteuse de paix et de justice, sont des types hollywoodiens sans aucun rapport avec la réalité puisqu'aucun des quatre cents traités signés avec les « fourbes et cruels » Indiens n'a été respecté par Washington. À partir du XIXe siècle, l'idéologie de la « Destinée manifeste » étendait la mission américaine au monde entier. La formule de Trump proclamant « America First » serait inadmissible partout ailleurs et pourtant elle traduit profondément la mythologie américaine.

En Inde, l'*Hindutva*, idéologie formalisée par Vinayak Damodar Savarkar (1883 1966), définit la géopolitique du sous-continent indien, depuis

l'Afghanistan jusqu'au Myanmar, comme exclusivement hindouiste et en exclut les musulmans qui y ont exercé le pouvoir pendant cinq siècles et auraient causé la mort de cent millions d'hindous. L'arrivée au pouvoir du Narendra Modi et du Bharatiya Janata Party (BJP) démontre la vitalité de cette idéologie et la volonté de gommer l'influence musulmane.

Le travail le plus original et profond est celui de Shlomo Sand[174], historien israélien, qui déconstruit des mythes historiques juifs. Avec *Comment le peuple juif fut inventé*[175], puis *Comment la terre d'Israël fut inventée, de la Terre sainte à la mère patrie*[176], il termine avec *Crépuscule de l'histoire*[177] la déconstruction de la mythologie nationale juive qui, selon lui, veut que Hébron, Jérusalem, Jéricho soient la vraie patrie des Juifs. Le débat trouve une actualité brûlante[178] avec la politique expansionniste de Netanyahou qui, pour réaliser le Grand Israël, colonise en cédant aux plus religieux (lois ségrégationnistes, terres du Fonds national juif incessibles à des non-juifs…).

Le concept de « crime contre l'histoire », inventé par Antoon de Baets, de l'Université de Groningue[179], tente de réagir contre toute « attaque généralisée ou systématique en vertu ou en faveur d'une politique étatique ou non étatique : assassinat et la disparition de producteurs d'histoire ; attaques personnelles publiques par le biais de discours haineux, de diffamation et de poursuites malveillantes ; destruction intentionnelle du patrimoine culturel et désinformation, y compris négationnisme et censure[180] ». Il anime le réseau Network of Concerned Historians, créé en 1995, avec pour but de lancer des ponts entre ONG de défense des droits de l'homme et historiens, en défendant des chercheurs dans soixante-quinze pays (un cinquième sont russes). Dans son livre *Crimes against history*[181], il recense trois cents types d'accusations dans les procès menés contre eux après 1945. Plus le rôle de l'histoire dans l'idéologie dictatoriale est central, plus l'impact de la censure sur les recherches est dévastateur.

La France n'est pas épargnée par le révisionnisme historique : la loi Taubira, qui fait de l'esclavage un « crime contre l'humanité », a explicitement exclu de cette qualification légale les esclavagismes africains et arabes (voir plus loin).

Les lois mémorielles : réglementer l'histoire[182]

Elles procèdent d'une volonté de saisir les changements de la mémoire publique afin de les mettre en relation avec les transformations des contextes politiques et sociaux du moment. La mémoire du génocide des Juifs s'est ainsi progressivement étendue, au cours de la seconde moitié du XXe siècle, en croisant les questions de l'esclavage, du colonialisme et de la décolonisation. L'espace public dans lequel elles s'affirment est une « ressource rare » que l'on tente de mieux exploiter en convenant d'un responsable unique : « l'homme blanc ».

En France, il existe quatre lois mémorielles : la loi Gayssot (pénalisant la négation de la Shoah, en 1990), la loi Taubira (reconnaissant l'esclavage comme crime contre l'humanité, en 2001), la loi reconnaissant le génocide arménien (en 2001) et, enfin, la loi reconnaissant la contribution à la Nation des Français rapatriés d'Afrique du Nord, dite loi Mekachera, du 23 février 2005, dont l'article 4 – abrogé un an plus tard – disposait que les programmes scolaires devaient reconnaître le rôle positif de la présence française, notamment en Afrique du Nord.

En Espagne, la loi d'amnistie de 1977 se voulait loi de paix et de réconciliation et excluait les poursuites judiciaires. La revendication de son abrogation s'élève depuis les années 2000, pour une justice qui serait à la fois vectrice de paix et de vérité historique sur le passé. Une loi pour la mémoire historique a finalement été adoptée en 2007.

En Pologne, il existe aussi quatre lois mémorielles : la première (1998) a pénalisé le négationnisme de la Shoah et des crimes communistes ; la deuxième (2011) a imposé une nouvelle interprétation de la résistance anticommuniste d'après 1945 ; la troisième (2016) a introduit une définition très précise du communisme ; enfin, la quatrième (26 janvier 2018) a modifié les règles de la pénalisation du négationnisme, en interdisant la négation des « crimes ukrainiens ». Les autorités de Kiev cherchent actuellement à réhabiliter certains groupes nationalistes qui ont « combattu pour l'indépendance de l'Ukraine au XXe siècle » dont l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), bêtes noires du régime soviétique qu'ils combattirent jusque dans les années 1950. Mais celles-ci commirent aussi des massacres de Polonais dans des régions contestées attribuées à la Pologne par la Russie après le traité de Riga de 1921. Dans ce texte, finalement abrogé le 27 juin 2018, la Pologne ne se contentait pas de vouloir pénaliser les auteurs de la Shoah, elle punissait également la négation des « crimes commis par les nationalistes ukrainiens ou les membres de formations ukrainiennes ayant collaboré avec le IIIe Reich allemand ». Les répercussions des débats sur cet amendement, malgré son abrogation en juin 2018, ont libéré de la parole antisémite dans un contexte de recrudescence de la violence dans l'espace public polonais.

En Turquie, depuis l'adoption de l'amendement du 27 juillet 2017 du règlement interne de la Grande Assemblée nationale, soumise conjointement par les groupes parlementaires majoritaires du Parti de la justice et du développement (AKP) et du Parti d'action nationaliste (MHP), les mots « génocide arménien », « Kurdistan » ou « provinces kurdes » prononcés par des députés de l'Assemblée nationale sont punis d'une peine d'amende. La « nation turque » est alors entendue comme une entité éternelle, métahistorique, transcendant le passé, le présent et le futur, soit une entité qui relève d'un registre très différent du peuple, réalité historique, c'est-à-dire éphémère, en constante réinvention, que le Parlement est censé représenter.

Aux États-Unis, rien ! Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence, le pays se trouve de nouveau aux prises avec un passé (et un présent) raciste et les efforts pour régler ou maîtriser cette question concernent aussi bien le domaine de la loi que les pratiques mémorielles et commémoratives, parfois paradoxales dans ce pays qui sanctionne volontiers les autres. La Coalition for Holocaust Rail Justice, représentant deux cent cinquante anciens déportés américains, a fait condamner la SNCF, qui avait assuré leur transfert et internement à Drancy. La décision de la justice américaine aurait pour effet d'interdire à la SNCF de répondre à des appels d'offres publics. Depuis 2010, les avocats à l'origine des recours cherchent à faire adopter par les législatures d'État des dispositions visant à contraindre la SNCF à avoir indemnisé les victimes de la déportation avant de pouvoir répondre à des appels d'offres, voire à l'en exclure : en 2010, en Californie, en Floride ; en 2014, dans l'État du Maryland et à New York. Paris a donc versé 60 millions de dollars à des descendants de Juifs vivant aux États-Unis transportés par les trains de la SNCF vers les camps de la mort durant la Seconde Guerre mondiale, alors que la justice française en avait refusé le principe. Les États-Unis ont, par contre, toujours refusé de payer des indemnités aux pays qu'ils ont détruits par des actions militaires illégales : victimes irakiennes, tribus indiennes massacrées, familles vietnamiennes victimes des bombardements à l'agent orange (alors qu'elle indemnisait les GI contaminés). Il manquait à ces victimes l'appui d'un État fort et des lobbys communautaires sur place.

L'Algérie[183] est le cas peut être le plus dramatique des lois mémorielles, surtout quand elles visent à assurer l'amnistie. Le 29 septembre 2005, l'Algérie votait par référendum une Charte pour la paix et la réconciliation nationale, censée mettre un terme à une décennie d'affrontements entre islamistes armés et forces de sécurité. Des violences qui ont coûté la vie à plus de deux cent mille personnes. Cette loi d'amnistie laissait de côté les demandes de justice des victimes et de leurs familles. Anissa Zouani Zenoun se bat contre l'oubli et pour que soient jugés les islamistes qui ont tué sa sœur le 26 janvier 1997. Dix ans plus tard, des islamistes amnistiés sont revenus sur le devant de la scène. Des victimes du terrorisme ont manifesté le 13 septembre 2015, à Batna, dans l'est du pays, pour dénoncer cette visibilité, surtout celle du médiatique Madani Mezrag, ancien émir de l'Armée islamique du salut (AIS), qui ne se cache pas pour organiser des réunions publiques, veut créer un parti et a été reçu, en juin 2014, à la présidence. « Les islamistes ont bien perdu militairement, mais ils l'ont emporté idéologiquement », déplore Anissa Zouani Zenoun.

Anne-Marie Le Pourhiet, juriste constitutionnaliste, qualifie ces lois de « mémoire purgative » très orwellienne. L'État, longtemps dépositaire de la vérité historique, en a perdu progressivement le monopole, ce qui explique la surabondance des revendications mémorielles des victimes de la guerre civile espagnole, du stalinisme, à celles de l'intégrisme islamique en Algérie, de

l'esclavage, avec souvent une internationalisation des associations de victimes. Mais les historiens n'admettent pas que la loi écrive l'histoire. Dix-neuf des plus grands historiens français ont cosigné une pétition intitulée « Liberté pour l'histoire ! » demandant l'abrogation de ces lois, y compris la loi Taubira du 21 mai 2001. Le rapport d'information de Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, présenté au nom de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur les questions mémorielles en novembre 2008, déclarait : « [celles-ci], au-delà des différences de leur contenu, semblent procéder d'une même volonté : "dire" l'histoire, voire la qualifier, en recourant à des concepts juridiques contemporains comme le génocide ou le crime contre l'humanité, pour, d'une manière ou d'une autre, faire œuvre de justice au travers de la reconnaissance de souffrances passées » (p. 34). Cette mission avait conclu ses travaux en considérant « que le rôle du Parlement n'est pas d'adopter des lois, qualifiant ou portant une appréciation sur des faits historiques, a fortiori lorsque celles-ci s'accompagnent de sanctions pénales » (p. 181). Les historiens ont poursuivi leur travail de recherche sans autre objectif que de comprendre le passé. Le CNRS vient de publier la liste de dix mille propriétaires d'esclaves indemnisés après l'abolition le 27 avril 1848. Victor Schœlcher, qui en refusait le principe, dut finalement accepter l'indemnisation des esclavagistes pour que le texte abolitionniste soit adopté. Certains demandent aujourd'hui réparation aux descendants de familles esclavagistes qui sont devenues des dynasties entrepreneuriales, le tout entouré d'un discours sur la responsabilité de l'homme blanc. Petit problème : 30 % des propriétaires d'esclaves indemnisés n'étaient pas blancs. Même démarche en Grande-Bretagne en 2013, avec la publication de l'institut Legacies of British Slave-Ownership de l'University College de Londres, mais qui, lui, ne distingue pas les propriétaires blancs et locaux.

La victimisation : du fait historique au remords perpétuel[184]

De nouveaux lobbys communautaristes se sont engouffrés, surfant sur la revendication de victimisation et la dénonciation du racisme. Le Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN), en mai 2015, assigne en justice Ernest-Antoine Seillière, ayant pour ascendant la famille Seillière de Laborde, propriétaire de vaisseaux négriers, pour « crime et recel de crimes contre l'humanité ». Dorénavant, une personne n'est pas seulement responsable de ses actes, mais aussi de ceux de tous ses ancêtres, et jugée selon les valeurs d'aujourd'hui. Pour mémoire, le royaume du Bénin fut grand pourvoyeur d'esclaves emmenés par des intermédiaires locaux. Comme ose le dire la romancière Fatou Diome *:* « la rengaine sur la colonisation et l'esclavage est devenue un fonds de commerce ». La vague *woke* actuelle est la digne héritière de la science prolétarienne. Le vide laissé par les grandes

idéologies ouvre la porte à la logomachie intellectuelle obscure. Exemple extrait de la revue *Multitudes*[185] : « C'est d'abord une certaine logique sociale propre aux produits dérivés, qui fait de la spéculation un opérateur de réassemblage (pour le moment calamiteux) de nos relations entre humains ainsi qu'avec les non humains » (N.d.A : les singes ?).

---

168. Valérie-Barbara Rosoux, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales,* Bruxelles, Bruylant, 2001.
169. Gabriel Monod crée, en 1876, la *Revue historique*.
170. Saul Bellow, *To Jerusalem and back ; a personal account*, New York, Viking Press, 1977, p. 167 ; Christophe Charle, « Le monde britannique, une société impériale (1815-1919) ? », in *Varia*, n° 77, printemps 2010.
171. Une anecdote permet à elle seule de démontrer les limites de la réécriture convenue : trois plaignantes, Evguénia Chacheva, Alice Meissner et Elizabeth Mikhailova, filles de victimes de la Grande Terreur (1937-1938), réunies dans l'association Les enfants du goulag, s'étaient adressées à la Cour constitutionnelle pour avoir le droit de récupérer l'appartement de leurs parents à Moscou. Dans sa décision, rendue le 10 décembre 2019, la Cour souligne que la loi actuelle sur la réhabilitation des victimes de la répression n'est pas conforme à la Constitution et demande au législateur de prévoir un mécanisme permettant de fournir un logement aux enfants des déportés du goulag. Mais souvent ces appartements avaient été réattribués à des familles de héros, vétérans de la Seconde Guerre mondiale. Que faut-il privilégier : réparer le lourd passé soviétique ou conserver l'unité nationale retrouvée dans la victoire sur le nazisme ?
172. Voir la thèse d'Étienne Copeaux, docteur en géopolitique spécialiste de la Turquie, et la suite de son analyse dans « Le nationalisme turc et l'invention de l'histoire – Partie 2 », *yerkir.eu*.
173. Pierre Conesa, *Hollywar ; Hollywood, arme de propagande massive*, Paris, Robert Laffont, 2018.
174. « Shlomo Sand : "Quand je lis Finkielkraut ou Zemmour, leur lecture de l'Histoire, je suis effrayé" », *L'Humanité*, 22 janvier 2016.
175. Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Paris, Fayard, 2008.
176. Shlomo Sand, *Comment la terre d'Israël fut inventée ; de la Terre sainte à la mère patrie*, Paris, Flammarion, 2012.
177. Shlomo Sand, *Crépuscule de l'histoire*, Paris, Flammarion, 2015.
178. Samy Cohen, « Les Israéliens se sont laissé bercer par l'illusion qu'Israël était un "État juif et démocratique" », *Le Monde*, 26 mai 2021.
179. Antoon de Baets, *Crimes against history*, Londres, Routledge, 2018.
180. « Any of the following acts when committed as part of a widespread or systematic attack pursuant to or in furtherance of a state or non-state policy : the assassination and disappearance of history producers; public personal attacks on history producers through hate speech, defamation, and malicious prosecution ; intentional destruction of cultural heritage and disinformation, including genocide denial, and censorship of history », *ibid*.
181. *Ibid*.
182. Jean-François Bérel, « Les lois mémorielles en Europe », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, hors-série n° 15, 2020.
183. *Le Monde*, 28 septembre 2015,

184. Vladimir Jankélévitch, *La mauvaise conscience,* Paris, Flammarion, 1998.
185. Yves Citton, « Vers un horizon post-capitaliste des dérives financières ? », in *Multitudes*, n° 71, 2018, p. 33-44.

7
L'humanitaire tiraillé entre « droit » d'ingérence (chez certains) et responsabilité de protéger (R2P)

Depuis le Biafra, l'action humanitaire est devenue une activité très populaire. Après la fin de la guerre froide et la multiplication des crises, le principe reconnu internationalement de souveraineté des nations se trouve contesté par un droit d'ingérence dressant progressivement un lien entre assistance humanitaire et usage de la force, au nom d'une « obligation morale » jamais juridiquement définie. La notion était née lors la guerre et de la famine au Biafra (1967-1970), proposée par le philosophe Jean-François Revel, en 1979. Elle fut reprise comme « devoir d'ingérence » dans les années 1980 par Bernard Kouchner, fondateur de MSF, et le juriste Mario Bettati. L'article 2, paragraphe 7 de la Charte des Nations unies, qui interdit l'ingérence d'un État membre, se trouve contesté par le « droit d'ingérence humanitaire » et l'adoption de la responsabilité de protéger, « R2P », adoptée en 2005, qui repose sur trois piliers égaux : la responsabilité de chaque État de protéger ses populations (pilier I) ; la responsabilité de la communauté internationale d'aider les États à protéger leur population (pilier II) et surtout la responsabilité de la communauté internationale de protéger lorsque, manifestement, un État n'assure plus la protection de sa population (pilier III). Le principe de l'assistance humanitaire, défendu dans des résolutions 43/131 de l'Assemblée générale de l'ONU en 1988, repose sur l'application que chacune des grandes puissances peut donner à l'un ou l'autre de ces principes, et le troisième pilier n'a jamais été opposé pour protéger les Palestiniens qui ne sont ni minorité reconnue ni citoyens israéliens. Il a aussi été repoussé par le Soudan qui refuse l'envoi de troupes occidentales. Les pays en développement anciennement colonisés soupçonnent des motivations interventionnistes derrière un prétexte humanitaire. En 2000, la déclaration du Groupe des 77 (pays en développement) proclame ainsi le rejet du « soi-disant droit d'intervention humanitaire » qui n'a aucun fondement juridique dans la Charte et dans les principes généraux du droit international. Les humanitaires, jusqu'alors considérés comme neutres, sont de plus en plus accompagnés (contre leur volonté) à la mise en œuvre de moyens militaires au service du droit d'ingérence humanitaire.

La première opération militaro-humanitaire fut la Somalie. Rony Brauman contestait l'intervention militaire en Somalie, car ses médecins sur place

conseillaient l'augmentation du flux alimentaire pour nourrir les milices et les pilleurs de convois humanitaires, alors que la Somalie exportait de la nourriture vers l'Arabie. L'intervention militaire était une mauvaise solution selon le président de MSF. Mais Boutros-Ghali voulait doter l'ONU d'une force. Bush père avait donné son accord alors qu'il avait perdu l'élection, laissant le problème à son successeur. Kouchner, devenu secrétaire d'État à l'humanitaire, avait monté l'opération « Du riz pour la Somalie[186] », prenant soin de se faire photographier déchargeant un sac de riz. Première leçon : le terrain importe moins que le théâtre parisien ou onusien. La mort de douze GI à Mogadiscio mit fin à l'épisode militaro-humanitaire décidé par les politiques et marqua le retrait américain de ce genre d'opération en Afrique.

Par contre, deux problèmes apparaissent, car les Occidentaux de toutes sortes sont d'abord devenus des cibles d'enlèvements. Dès lors, des mobilisations sociales, politiques et humanitaires poussent les États démocratiques à négocier et payer pour faire libérer les otages. L'Allemagne paie pour libérer trente-quatre touristes enlevés au Mali en février 2003, c'est le premier marché du genre (4,6 millions d'euros, d'après la télévision publique ARD) ; l'Italie suit pour un compatriote qui traversait le Sahara à vélo. Les enlèvements d'otages ont rapporté au moins 125 millions de dollars aux groupes terroristes affiliés à al-Qaida depuis 2008. La France en a payé près de la moitié, selon une enquête du *New York Times*[187]. Le complexe militaro-intellectuel semble retrouver sur ces sujets un nouveau souffle, mais avec des déconvenues…

L'affaire Sophie Pétronin atteint un paroxysme

Plus vieil otage français dans le monde, elle a été échangée en octobre 2020 contre deux cents djihadistes libérés qui « vont reprendre les armes immédiatement », selon Peer de Jong, spécialiste de la sécurité au Sahel. C'est une réelle catastrophe pour le Mali, où les soldats français combattent depuis de longues années et certains y sont morts, d'autres y mourront. Le déroulé du processus est intéressant : le fils de Sophie Pétronin s'en prend à l'administration française dans les colonnes du *Journal du Dimanche*, le 28 avril 2019, accusant les autorités françaises de sacrifier sa mère détenue depuis décembre 2016, prétendant qu'un intermédiaire malien a proposé de la libérer contre une « somme à six chiffres », ce qu'a refusé le ministère des Affaires étrangères. « En refusant cette offre, […] c'est le principe même de la négociation qui a été rejeté, les autorités ont montré que la seule option retenue par le chef de l'État était militaire », déclare-t-il. Dans un message vidéo enregistré en juin 2020 et rendu public le 6 septembre, Sophie Pétronin encourage son fils à venir la voir, assurant que ses tortionnaires la traitent bien. Finalement, l'État français cède, mais, oh surprise ! lors de son arrivée à Bamako, elle déclare : « Pour le Mali, je vais prier, implorer la bénédiction d'Allah, parce que je suis musulmane. Vous dites "Sophie" mais c'est Mariam

que vous avez devant vous. » « Appelez-les comme vous voulez, moi je dirai les groupes d'opposition armée au régime. » Elle annonce son souhait de « revenir au Mali », là où se trouve son organisation. Avant Sophie Pétronin, deux touristes français, Patrick Picque et Laurent Lassimouillas, avaient été libérés au Burkina Faso en mai 2019 grâce à l'intervention d'un commando d'élite français qui avait coûté la vie à deux militaires. La mécanique marche bien : Olivier Dubois, journaliste, est enlevé à Gao, sept mois après la libération de Sophie Pétronin. Dernière nouvelle[188], Sophie Pétronin, retournée clandestinement au Mali, serait activement recherchée par la Direction générale de la gendarmerie malienne, selon un document diffusé le 30 octobre 2021. Dans un message adressé à « toutes les unités de gendarmerie », les autorités maliennes demandent de la « rechercher très activement », affirmant qu'elle a été « signalée vers Sikasso », près de la frontière burkinabé, à 375 kilomètres au sud-est de Bamako, et donne l'ordre « en cas de découverte », de « l'appréhender et la conduire sous bonne escorte » à la « Direction générale de la gendarmerie nationale à Bamako ». La mobilisation de soutien avait été multiforme, mais ni l'association SOS Otages, ni les mairies de Lannion et de Paimpol, ni les Conseils régionaux à Strasbourg et des Hôtels de Région à Metz et Châlons-en-Champagne, des régions Île-de-France et Grand Est n'ont jugés utiles de commenter le retour de Pétronin au Mali.

N. B. Il reste entre les mains des groupes djihadistes quelque trois cents Africains enlevés au Burkina Faso, au Mali et au Niger pour lesquels personne ne paiera, selon l'ONG Acted. Combien d'entre eux auraient été libérés avec la rançon payée pour Pétronin ?

Que faire des djihadistes partis en Syrie emprisonnés en Irak ?

En mars 2019, à l'appel des avocats maîtres Marie Dosé et Henri Leclerc, de la journaliste Marie Desplechin, des comédiens Anny Duperey, Philippe Torreton, Valeria Bruni Tedeschi, d'Éric Ouzounian, père d'une victime du Bataclan, de l'ancien député Sébastien Pietrasanta, des cinéastes Romain Goupil et Élie Chouraqui une demande est adressée au gouvernement français pour le rapatriement des enfants emprisonnés en Irak. Le 21 juin 2021, même pétition signée par cent dix personnalités, dont une forte proportion de gens du monde du spectacle, peu d'ONG et trois magistrats. Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting de mars 2019 pour *France Info* et *Le Figaro*, 67 % des personnes interrogées ne veulent pas voir les enfants de combattants djihadistes revenir en France et 82 % estiment que le Gouvernement doit laisser les djihadistes français aux mains de la justice irakienne. Le retour de Français combattants de Daech est rejeté par 89 % des personnes interrogées qui se disent « inquiètes », dont 53 % « très inquiètes ».

Cette situation pose clairement un problème moral : si après la Seconde Guerre mondiale, des intellectuels allemands avaient demandé à ce que des

tortionnaires nazis soient jugés en Allemagne, cela aurait probablement choqué les signataires d'aujourd'hui.

---

186. Qu'il avait fait rechanger pour les besoins de la photo.
187. « La France, championne du paiement des rançons à al-Qaida », *Le Figaro*, 30 juillet 2014.
188. Majdi Ismail, « L'ancienne otage française Sophie Pétronin activement recherchée au Mali », *aa.com.tr*, 30 octobre 2021.

8
Les lobbys diasporiques : victimologie, stratégie médiatique, voire terrorisme

Le phénomène diasporique a largement atteint les pays occidentaux, à la fois pour des raisons économiques (migrants), politiques (droit d'asiles d'opposants, notamment les Frères musulmans), humanitaires (populations persécutées) et, enfin, pour des raisons historiques (colonisation). Les dirigeants des associations victimaires ou des organisations diasporiques sont des « entrepreneurs politiques » qui ne veulent pas passer devant les urnes, mais avant tout être présents dans les médias, dès que certains mots clés sont prononcés ou dès qu'un sujet peut les concerner de près ou de loin. Leur influence agit dans deux directions : la politique étrangère et les lois mémorielles. Le but n'est donc pas de lutter contre l'esclavage dans ses formes actuelles, notamment en Afrique, mais de diaboliser les Occidentaux : « On veut pendre des squelettes », dit Mona Ozouf. Ils se légitiment par le principe de l'interdit, en diabolisant le contradicteur par des termes récurrents (stigmatisation, racisme, négationnisme, crimes contre l'humanité, antisémitisme, islamophobie…) et si possible lancent une action en justice. Les pays d'origine souhaitent, pour de multiples raisons, garder le contrôle de ces populations qui peuvent, soit s'avérer des foyers d'opposition, soit, au contraire, exercer des pressions sur le pays d'accueil.

Par exemple, la diaspora libyenne, à partir des années 1970, était en grande partie composée de dissidents du régime de Kadhafi, de même la diaspora irakienne, avant 2003, éclata en divisions ethnosectaires, en écho à la guerre civile sur place. Ces diasporas ont souvent poussé à des interventions armées contre les régimes en place en fournissant, clés en main, une solution politique qui, souvent, s'avère totalement décalée : par exemple, Ahmed Chalabi, qui avait quitté l'Irak en 1956, fut placé à la tête du Congrès national irakien afin de légitimer l'invasion ; Rafid Ahmed Alwan al-Janabi, irakien, qui avait fui son pays en 1999, prétendait avoir travaillé dans les laboratoires chimiques de Saddam ; Hamid Karzaï pour l'Afghanistan… Ces diasporas sont régulièrement secouées par les événements politiques nationaux : lors des Révolutions arabes, la diaspora musulmane en Grande-Bretagne s'est divisée entre sunnites et chiites qui, depuis, s'ignorent mutuellement[189].

L'American Israel public affairs committee (AIPAC) est né de l'American Zionist Committee For Public Affairs, créé en 1951, soit trois ans après la naissance de l'État d'Israël. Mais, en 1963, le département américain de la

Justice lui ordonne de s'enregistrer comme un agent étranger, ce qui le soumettrait à des obligations strictes. L'association se naturalise et devient l'AIPAC, qui revendique, sur son site, un réseau de plus de soixante-dix organisations juives affiliées, plus de 100 millions de dollars de donations par année, un budget qui n'inclut pas les contributions de campagne que les membres donnent directement aux candidats. Certains de ses membres se vantent de « tenir la moitié du Congrès ». L'AIPAC s'enorgueillit d'être bipartisan alors qu'il est plutôt proche du Likoud. John Mearsheimer et Stephen Walt, en 2007, dans leur livre *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*190, y ont vu la cause de décennies d'engagement des États-Unis au Moyen-Orient par la seule influence d'un groupe de pression inconditionnel de l'État hébreu. Leur analyse, pourtant académique, les a exposés au pire soupçon, celui de cautionner le vieux mythe du complot juif. En France, le lobby pro-israélien est beaucoup plus faible. On se souvient du refus du général de Gaulle de présenter des excuses sur la rafle du Vel'd'Hiv, considérant que le régime de Vichy n'était pas la France. Chirac adopta l'attitude contraire. Les organisations juives menèrent une campagne sur le rôle de Mitterrand à Vichy en réaction contre sa politique arabe et la reconnaissance de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Le lobby arménien est parvenu à faire voter la loi mémorielle du 29 janvier 2001 sur le génocide, la communauté arménienne américaine n'y est pas parvenue. Le lobby arménien, par contre, dans certaines de ses composantes (l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie, ASALA) adopta une politique terroriste, y compris sur le territoire français (voir plus loin).

La concurrence victimaire

La stratégie victimaire de ces diasporas est devenue une nouvelle discipline politique fondée sur le souvenir d'un massacre, d'une extermination ou d'une exploitation esclavagiste, parfois au prix d'une reconstruction historique, le but ultime étant d'obtenir la qualification juridique de « génocide » ou de « crime contre l'humanité » qui ouvrent droit (au moins moral) à réparation. Le terme de génocide est formalisé par Raphael Lemkin, juriste polonais, en 1944, à propos de la Shoah, mère fondatrice de tous les génocides. L'extermination des tribus amérindiennes, estimée entre quatre-vingts millions et cent millions de victimes (chiffres débattus), par les Espagnols ou les Américains, ne souleva pas de critiques. Les génocides modernes commencent entre 1904 et 1908, quand environ soixante-cinq mille Hereros (80 % du peuple) et dix mille Nama (50 % du peuple) vivant sur le territoire de l'actuelle Namibie sont exterminés par les forces du Deuxième Reich, le premier gouverneur de la colonie étant Heinrich Göring, le père de Hermann. Eugen Fischer, futur nazi, y procède à des expérimentations médicales et sera un des modèles de Josef Mengele, le

SS-médecin d'Auschwitz. Considéré comme le premier génocide du XXe siècle, il vient d'être reconnu publiquement par l'Allemagne.

Le cas Adlène Hicheur, « musulman donc coupable »

Tout part d'une pétition de collègues :

« Le 08/10/2009, Adlène Hicheur était mis en examen pour "association de malfaiteur (sic) en relation avec une entreprise terroriste" pour avoir échangé sur des forums internet dits islamistes. Depuis 19 mois, il est en détention provisoire à la M.A. de Fresnes, bien que la France ait ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont l'Article 9.3 stipule : "Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré […]."

Le magistrat en charge de l'enquête n'envisage pas de clore l'instruction avant septembre 2011 et M. Hicheur restera vraisemblablement en détention provisoire pour plusieurs mois. La carrière et l'existence de M. Hicheur, chercheur reconnu et apprécié de ses collègues, ont été détruites par cette incarcération abusive. Il n'est pas acceptable que sur la base d'éléments qui ne sont étayés par aucune preuve matérielle dévoilée, une personne soit maintenue en détention provisoire pendant aussi longtemps […].

Nous demandons que dans l'attente des conclusions de l'instruction, la liberté conditionnelle soit accordée sans délai à Mr Hicheur, ce qui lui permettrait d'assurer au mieux sa défense et de recevoir les soins médicaux que son état de santé nécessite et dont il ne peut bénéficier à la Maison d'Arrêt de Fresnes. S'il s'avérait qu'aucune preuve ne puisse être présentée contre M. Adlène Hicheur à l'issue de l'instruction, il doit être innocenté et dédommagé de cette détention provisoire démesurée[191] » : sept cent quarante signatures.

En 2009, le Dr Hicheur avait échangé environ trente messages, dont certains codés, avec Mustapha Debchi d'al-Qaida, en Algérie, d'après la Direction générale de la sécurité intérieure (DCRI), sous pseudo pour chacun d'eux. Dans l'un de ses messages, son correspondant lui a demandé, en juin 2009 : « Es-tu disposé à travailler avec un groupe opératif en France ? » La réponse du Dr Hicheur : « Oui, bien sûr ! » Des documents trouvés à Abbottabad, dans le repaire de Ben Laden, ont démontré que le physicien franco-algérien du CERN, arrêté le jour de son départ vers l'Algérie, en 2009, avait effectivement prévu d'aider à un attentat, la cible étant la base du 27e bataillon de chasseurs alpins d'Annecy engagé en Afghanistan.

Adlène Hicheur a été condamné en 2012 à cinq ans de prison, il n'a pas fait appel. Ses soutiens avaient signé une tribune dans *Le Monde* dans laquelle ils

condamnaient le délit de « pré-terrorisme » et la nature politique de l'affaire. Au printemps 2015, la justice suisse confirme son interdiction d'entrée sur le territoire. Le 15 juillet 2016, il est expulsé « dans l'intérêt de la Nation » du Brésil où il enseignait et renvoyé en France. Son référé contre cette assignation est rejeté par le Conseil d'État. Il a demandé à être déchu de la nationalité française, de façon à pouvoir quitter le pays, ce qui a été accepté à condition qu'il soit escorté par la police jusqu'à l'aéroport. Il devait rejoindre, début 2017, l'Algérie, où il a été nommé professeur à l'Université des frères Mentouri à Constantine, à l'est du pays.

Aucun des signataires ne s'est manifesté depuis. Sauf le Parti des Indigènes de la République, le 21 mars 2012, imperméable aux faits judiciaires, qui conclut : « Adlène Hicheur : musulman donc coupable ! »

Bernard Bruneteau, dans le livre *Le siècle des génocides*[192], constate que le terme est l'objet d'une inflation depuis une trentaine d'années. Il est devenu politiquement rentable de qualifier de « génocide » telle ou telle violence de masse contre un groupe aux contours ethnico-confessionnels. Les bouddhistes d'Afghanistan ont tous été exterminés et la population de l'Inde serait passée de six cents millions d'âmes à cinq cents millions, du fait d'une conquête et d'une déportation massive hors du sous-continent par les invasions musulmanes[193]. Fernand Braudel, dans *Grammaire des civilisations*[194], décrit la loi islamique en Inde comme une « expérience coloniale d'une extrême violence durant laquelle les musulmans ne pouvaient diriger ce pays que par l'exercice d'une terreur systématique. La cruauté était la norme, les crémations, les exécutions sommaires, les crucifixions ou empalements, les tortures inventives. Les temples hindous furent détruits et remplacés par des mosquées. Il y eut des conversions forcées à l'occasion ». Au Rwanda, le génocide des Tutsis fait environ huit cent mille morts, soit 75 % de l'ethnie en quatre semaines ; extermination la plus rapide de l'histoire et c'est un génocide intra-africain.

La réécriture de l'histoire victimaire est parfois simplement destinée à valoriser, s'autovictimiser, diaboliser ou excuser sa communauté : ainsi, actuellement, dans les anciennes républiques de Yougoslavie, chacun réécrit les épisodes dramatiques de la guerre civile pour se décharger de ses propres horreurs. La justice internationale, qui condamne indifféremment les chefs de guerre de l'un ou l'autre camp, auteurs de massacres de civils, de déportations ou de viols, ne satisfait personne puisque chacun veut y voir la preuve de l'injustice qui frappe particulièrement sa communauté[195].

Le caractère « héréditaire » du statut de victime ou de bourreau donne lieu à des postures politiques plus que scientifiques : comme la loi Taubira, « tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité » du 21 mai 2001, qui, ne mentionnant qu'un seul type d'esclavage, le commerce triangulaire, laisse de côté la traite arabo-

musulmane (qui dura du VIIe au XXe siècle) et la traite intra-africaine. Employant un argumentaire qui restera dans les tables de l'imposture, elle déclara : « il ne faut pas trop évoquer la traite négrière arabo-musulmane pour que les "jeunes Arabes" ne portent pas sur leur dos tout le poids de l'héritage des méfaits des Arabes[196] ». Au XIXe siècle, selon le sociologue Peter Manning, de l'Université de Bath, la traite interafricaine la plus ancienne et la moins documentée remonte au moins au XIe siècle et a été stimulée par les deux autres. Après 1880, les interdictions de traite transatlantique commencent à rendre leurs effets et la quasi-totalité des captifs restent sur place, le nombre des esclaves africains devient supérieur à ceux des traites occidentales et orientales progressivement interdites. Manning l'a estimé à quatorze millions. La colonisation interdit l'esclavage pour le remplacer par le travail forcé, dénoncé par Albert Londres dans *Terre d'ébène*[197] en 1929. Le 29 avril 2014, Tidiane N'Diaye, anthropologue et économiste sénégalais, auteur de *Le génocide voilé*[198], écrit :

> J'ai l'habitude de rappeler que mon travail ne cherche à communautariser ni l'histoire ni les mémoires. Ce qui serait la porte ouverte à une hiérarchisation victimaire, donc une approche dénuée de tout caractère scientifique.

« Est-ce que les Grecs d'aujourd'hui vont décréter que leurs ancêtres les Hellènes commettaient un crime contre l'humanité car ils avaient des esclaves ? Cela n'a pas de sens ! » s'étonne l'historien Pierre Vidal-Naquet[199]. « Aristote et Platon justifièrent l'esclavage ? Criminels contre l'humanité ! Interdisons la lecture de leurs œuvres ! Voilà qui réjouira beaucoup de lycéens[200]… »

L'argument victimaire donne lieu à de véritables aberrations géopolitiques : les Palestiniens ne sont pas responsables de la Shoah, c'est pourtant eux qui ont payé la facture ; idem de la part des Arméniens à l'encontre de l'Azerbaïdjan qui ne porte aucune responsabilité dans le génocide de 1915 puisque ce pays était une partie de l'empire tsariste ; la conquête de territoires devient dès lors « historiquement » légitime… La désignation sélective du bourreau aboutit à des négationnismes historiques. Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), qui s'est fait une spécialité dans la dénonciation de l'islamophobie, est un cheval borgne : jamais la moindre condamnation des attentats commis par des musulmans, par contre décompte pointilleux d'actes « islamophobes » ; rien après l'égorgement du père Hamel dans son église, mais le CCIF mentionne quatre actes islamophobes après cet assassinat.

Enfin, si possible obtenir des indemnisations. L'association Repairs énonce les montants des compensations versées aux propriétaires d'esclaves lésés par la suppression de l'esclavage. La France républicaine imposa à Haïti, nouvellement indépendante, une dette énorme en faveur des propriétaires

esclavagistes français, puis la République versa des indemnités aux esclavagistes à La Réunion, en Martinique, Guyane, enfin au Sénégal en 1848 : à cette époque, la France compte deux cent quarante-huit mille esclaves, selon la Fondation pour la mémoire de l'esclavage. Aujourd'hui, on adapte le ciblage pour obtenir des compensations : le Conseil représentatif des associations noires (CRAN) contre la Caisse des dépôts ; Alain Lipietz et deux cents familles juives américaines qui ont obtenu, contre la SNCF, réparation payée par l'État français.

Les pays qui n'ont pas de diasporas créent des lobbys de l'argent pour peser sur les décideurs occidentaux. Celui du Qatar est maintenant bien documenté, le Saoudien moins[201]. Longtemps Riyad s'est recroquevillé dans une superbe indifférence avant que le 11-Septembre et la guerre au Yémen ne l'obligent à soigner son image. Dès le 12 septembre 2001, la société Qorvis a démarché l'ambassade à Washington et obtenu de significatifs contrats pour agir sur le Congrès en plein travail sur le rapport cherchant à déterminer les responsabilités dans l'attentat du World Trade Center. Depuis, le pays a contracté avec toutes les plus grandes sociétés internationales de relations publiques et les cabinets de lobbying, en particulier aux États-Unis et en France. L'Arabie saoudite est le troisième pays du Moyen-Orient à investir dans l'influence sur la politique étrangère américaine. Selon le Foreign Lobby Watch, CNN, *The Washington Post*, *The Wall Street Journal*, NBC et Bloomberg sont en tête de la liste des médias nationaux les plus contactés par les sociétés de relations publiques travaillant pour Riyad. En outre, selon l'officiel FARA (Foreign Agents Registration Act), les agents saoudiens ont également contacté plus de deux cents médias locaux. Trente et un individus ou entreprises différents ont été enregistrés pour représenter les intérêts saoudiens en 2018. La Saudi Aramco, la compagnie pétrolière, contribue entre 200 000 et 500 000 dollars au Centre for Strategic and International Studies (Washington DC). Les Saoudiens ont versé environ 100 millions de dollars à des lobbyistes, des consultants et des spécialistes des relations publiques au cours de la dernière décennie, selon le livre de Mitchell Bard, *The arab lobby*[202]. Dans l'ensemble, les Saoudiens auraient dépensé plus de 38,5 millions de dollars au cours de l'année civile 2018, contre environ 19 millions de dollars en 2017 et un peu plus de 15 millions de dollars en 2016. Brownstein Hyatt Farber Schreck (BHFS), cabinet de lobbying et d'avocats aux États-Unis (contrat d'environ 2,3 millions de dollars), est le deuxième cabinet le plus actif enregistré auprès de FARA en 2018. Son lobbying vise directement le Congrès, avec cent quatre-vingt-seize contacts au Sénat et cent dix à la Chambre. Ed Royce, représentant républicain de la Californie, a prononcé en 2017 un discours pour défendre la guerre au Yémen, reprenant presque mot pour mot les argumentaires saoudiens. Quand il a quitté le Congrès en 2018, il a pris un emploi chez APCO Worldwide, troisième plus grande société de relations publiques aux États-Unis à faire du

lobbying au nom du Royaume. Les lobbyistes saoudiens ont contacté le bureau de presque tous les sénateurs et de plus de deux cents représentants, selon un rapport du Center for International Policy. Un reportage d'OpenSecrets indiquait que le Royaume avait dépensé environ 60 millions de dollars en opérations de lobbying depuis l'entrée en fonction de Trump, dont cinq cents chambres à « l'hôtel Trump » à Washington juste après son élection. Le futur président tweetait en 2014 : « L'Arabie saoudite devrait mener ses propres guerres, ce qu'elle ne fera pas, ou nous payer une fortune absolue pour les protéger et protéger leur grande richesse ! » Dans le même temps, il déclara qu'il s'entendait très bien avec le Royaume en termes de relations d'affaires et il y fit son premier voyage officiel. Le lobby saoudien est, dans une certaine mesure, bipartisan. Pour le lobby saoudien en France, l'investissement est moindre, mais difficile, à cause de l'importante présence qatarie. Les livres de Chesnot et Malbrunot ont démonté la diplomatie du carnet de chèques du Qatar. Le lobby saoudien s'est concentré sur les décideurs, les hommes d'affaires et les responsables de la communauté musulmane. Publicis est aujourd'hui, par l'intermédiaire de ses filiales (Qorvis, MSL), la première agence de communication du Royaume sur la planète.

En un an, une véritable industrie du discrédit s'est mise en place entre Qatar et Arabie saoudite, mobilisant cabinets d'avocats, agences de communication, lobbys, instituts de sondages, cyberleaders et think tanks, financés par les pétrodollars de pays qui ne regardent pas à la dépense pour remporter la bataille de l'image, faute de remporter l'opinion. « Ce déplacement du terrain des opérations est tout sauf pacifique : comme dans n'importe quelle guerre, il faut rendre coup pour coup, sans états d'âme », constate François Chauvancy, auteur de *Blocus du Qatar : l'offensive manquée*[203]. À ce jeu, les faux-semblants foisonnent : l'agence Asdaa publie ainsi chaque année un baromètre d'opinion de la jeunesse « arabe ». Celui de mars 2018 est sans surprise : la chaîne américaine CNN est jugée comme la plus fiable, Al Jazeera (qatarienne) comme la moins crédible ; l'Iran comme la principale menace pour la région et le prince héritier Mohammed ben Salmane comme un grand leader… Les Émirats arabes unis sont couronnés le pays arabe le plus attractif. C'est Reem Ebrahim Al Hashimi, ministre émiratie de la Coopération internationale, qui est chargée de présenter les résultats en exclusivité… à Dubaï, où se trouve le siège d'Asdaa. Le Maghreb n'est pas épargné par cette lutte d'influence. « Je ne cache pas mon hostilité pour le Qatar qui, par son faux printemps, a détruit mon pays, la Tunisie », déclare Mezri Haddad, ancien diplomate et fondateur du Centre international de géopolitique et de prospective analytique (CIGPA) établi à Paris. Il est sponsorisé par le cabinet d'études économiques Abhath, filiale du holding émirati propriété de la famille régnante d'Abou Dabi.

189. Sarah Anne Rennick, « Introduction : what is new about post-2011 MENA diasporas ? », *Arab Reform Initiative*, 26 juillet 2021.
190. John Mearsheimer, Stephen Walt, *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris, La Découverte, 2007.
191. Pétition : « Liberté pour Adlène Hicheur, 590 jours de détention provisoire, ne l'oublions pas », *mesopinions.com*.
192. Bernard Bruneteau, *Le siècle des génocides ; violences, massacres et processus génocidaires de l'Arménie au Rwanda*, Paris, Armand Colin, 2004.
193. Voir la bibliographie dans l'article « L'invasion islamique de l'Inde : le plus grand génocide de l'histoire », *islam-et-verite-com*, 19 octobre 2017.
194. Fernand Braudel, *Grammaire des civilisations*, Paris, Flammarion, 1992.
195. Rémy Ourdan, « Balkans : le poison du déni vingt-cinq ans après le massacre de Srebrenica », *Le Monde*, 11 juillet 2020.
196. Éric Conan, « Encore aujourd'hui », *L'Express*, 4 mai 2006.
197. Albert Londres, *Terre d'ébène*, Paris, Albin Michel, 1929.
198. Tidiane N'Diaye, *Le génocide voilé ; enquête historique*, Paris, Gallimard, 2008.
199. Jean-Baptiste de Montvalon, « Les historiens pris sous le feu des mémoires », *Le Monde*, 16 décembre 2005.
200. André Larané, « La traite, un crime contre l'humanité ? », *herodote.net*, 10 novembre 2021.
201. Pierre Conesa, *Le lobby saoudien en France ; comment vendre un pays invendable*, Paris, Denoël, 2021.
202. Mitchelle Bard, *The arab lobby ; the invisible alliance that undermines America's interests in the Middle East*, New York, Harper, 2010.
203. François Chauvancy, *Blocus du Qatar : l'offensive manquée ; guerre de l'information, jeux d'influence, affrontement économique*, Paris, Hermann, 2018.

9
Les nouveaux acteurs de la vie internationale : le show-biz pétitionnaire, signer d'abord, vérifier ensuite

Les gens du spectacle ont progressivement pris leur place dans le complexe militaro-intellectuel, mais si certaines personnalités se sont engagées à titre personnel (comme Montand et Signoret), le mode actuel est la pétition collective. Leur engagement a plutôt penché vers le pacifisme : en février 2003, contre la guerre en Irak avec Oliver Stone, Robert Altman et Terry Gilliam, ou les actrices Jane Fonda, Susan Sarandon et Barbra Streisand, des acteurs comme Sean Penn et Robert Redford, ont publié des lettres ouvertes demandant de laisser aux inspecteurs en désarmement de l'ONU l'occasion d'arriver à leurs fins en Irak. D'autres grands noms d'Hollywood comme Mia Farrow, Kim Basinger, Uma Thurman, David Duchovny, Tim Robbins, Matt Damon, Anjelica Huston, Samuel L. Jackson et Jessica Lange contre une guerre « inquiétante et inutile ». Dustin Hoffman résume de façon lapidaire les enjeux de la crise irakienne : « hégémonie, argent, pouvoir et pétrole », et reproche à l'administration de « manipuler la douleur du pays » après les attentats du 11-Septembre. En avril 2007, une pléiade d'artistes américains et britanniques (George Clooney, Hugh Grant et Mick Jagger, Elton John, Bob Geldof, l'ancien guitariste de Dire Straits, Mark Knopfler, Mia Farrow) appellent la communauté internationale à agir pour mettre un terme aux « atrocités » au Darfour. « Ceux qui causent ces atrocités doivent être stoppés. » Mais cette mobilisation un peu mécanique peut parfois être manipulée.

L'affaire Jila Izadi

Appel d'Élisabeth Badinter dans *Elle* (du 25 octobre 2004) : « Une jeune fille de 13 ans !, Jilali Izadi, est condamnée par le régime fondamentaliste en place en Iran à la peine de mort par lapidation dans la ville de Marivan au Kurdistan dont elle est originaire. Accusée d'avoir eu des relations sexuelles avec son frère âgé de 15 ans, enceinte, elle a accouché dans sa prison. Son frère incarcéré aurait déjà subi sa peine conformément à la loi islamique de 150 à 180 coups de fouets. L'Iran n'offre aux femmes et aux jeunes filles ni protection ni assistance juridique et aucun recours n'existe permettant à Jila d'en appeler de la décision de ses juges. Aujourd'hui Jila Izadi […] est toujours en grand danger, le régime iranien peut l'exécuter dès demain

comme cela fut le cas d'Atefeh Rajabi, une jeune fille de 16 ans exécutée en août dernier. Cette évolution rétrograde et barbare a été critiquée par le Représentant spécial des Nations unies sur l'Iran, qui a notamment enjoint le Gouvernement à supprimer l'article 82 (b) du Code pénal islamique prévoyant l'exécution par lapidation, mais en vain. Nous devons écouter les voix des femmes et les aider à s'organiser. Nous devons réaffirmer le droit universel de la femme à vivre libre de toute violence, indépendamment de toutes cultures, coutumes ou traditions. […] Nous en appelons aux Femmes et Hommes de progrès. Nous en appelons également à Mme Shirin Ebadi, […] Prix Nobel de la paix pour sauver Jila […]. La violence contre les femmes reste le plus grand scandale de notre époque en matière de droits humains ! Il s'agit d'agir ! Maintenant. D'agir pour mettre fin à la violence contre les femmes ! D'agir pour sauver Jilali Izadi 13 ans. Envoyez vos cartes, lettres, directement à l'ambassade de la République islamique d'Iran […]. »

Parmi les signataires de cette pétition, BHL, Ségolène Royal, Frédéric Mitterrand, Fadela Amara, Bertrand Delanoé, Alain Finkielkraut, Jane Birkin, Michèle Sabban, Martine Aubry, Élisabeth Guigou, Florence Parly, Nicole Péry, Marylise Lebranchu, Marie-Noëlle Lienemann, Catherine Tasca, Dominique Voynet, Marie-George Buffet et d'autres, Ni putes ni soumises, le magazine *Elle*, etc.

Petit problème : selon le Quai d'Orsay, il n'y aurait pas de fillette de 13 ans condamnée à la lapidation en Iran. Le porte-parole du ministère évoque la question dans deux points de presse.

Le 9 novembre 2004, il répond à la question d'un journaliste : « Pouvez-vous réagir aux informations faisant état de la condamnation par lapidation d'une adolescente en Iran ? – Nous avons bien noté les appels que différentes organisations avaient lancés au sujet d'une jeune fille, une adolescente qui aurait été condamnée à la lapidation en Iran. Nous avons immédiatement vérifié à travers notre ambassade et en liaison avec la présidence néerlandaise de l'Union européenne, qui a elle-même demandé des informations aux autorités iraniennes sur ce dossier. Il est apparu que l'information était inexacte. Cette condamnation à la lapidation, qui avait été annoncée par la presse locale iranienne à tort, n'a jamais été prononcée. Évidemment, nous continuerons à suivre cette affaire si elle devait connaître de nouveaux développements. »

Le 12 novembre, alors que personne ne lui demande rien, le porte-parole insiste curieusement : « J'appelle votre attention sur une déclaration que nous avons faite mardi et qui apparemment est passée un peu inaperçue, et c'est sur l'affaire de cette adolescente iranienne condamnée à la lapidation. Et je vous renvoie sur les termes de notre déclaration : nous avons immédiatement vérifié, via notre ambassade, en liaison avec la présidence hollandaise, nous avons demandé des informations aux autorités iraniennes sur cette jeune fille et il est apparu que l'information était inexacte. La condamnation à la lapidation n'a jamais été prononcée. »

Et à la question d'un journaliste « Qui a circulé l'information ? » il répond : « Je ne sais pas. C'est sorti dans la presse, cela a été relayé par un certain nombre de personnalités, mais encore une fois, nous avons acquis la certitude que cette condamnation n'avait jamais été prononcée. Mais bien entendu, nous continuons à suivre le dossier pour le cas où il connaîtrait de nouveaux développements. »

Suite à ces déclarations, au communiqué de l'ambassade de France en Iran et à la lettre officielle du 23 novembre 2004 de l'ambassadeur de la République islamique d'Iran, l'affaire disparaît subitement du paysage médiatique… Plus rien ! Existe-t-elle ? Qu'est-elle devenue ? A-t-elle été lapidée ? Sauvée ? Aucun média n'a fait circuler le démenti du Quai d'Orsay et de l'ambassadeur d'Iran en France… Il faudra attendre un petit communiqué, publié en janvier 2005 sur internet (pas sur *Elle*, par contre), pour savoir que Jila Izadi a été sauvée de la barbarie de l'islam.

Au dernier meeting des altermondialistes, qui s'est tenu à Londres, en 2005, femmes voilées et féministes, soi-disant « historiques », ont craché feu et flammes contre la loi française pour le respect de la laïcité, mais pas un mot n'a été prononcé pour condamner la lapidation infligée aux femmes au nom de la charia. À leurs yeux, les vraies martyres sont celles qui vivent dans les démocraties occidentales auxquelles on demande d'ôter leurs signes religieux pour pénétrer dans l'école de la République et non celles qui subissent la loi des théocraties totalitaires.

Rappel : la lapidation pour adultère

« Actuellement, ce n'est pas très appliqué au Moyen-Orient et dans le monde musulman […] même en Iran », note Malcolm Smart, directeur du département Moyen-Orient et Maghreb à Amnesty International. En Iran comme ailleurs, des voix s'élèvent contre cette pratique, les défenseurs des droits de l'homme soulignant qu'elle vise particulièrement les femmes. Selon Mina Ahadi, présidente du Comité international contre la lapidation, cent cinquante personnes y auraient été lapidées ces trente dernières années. Le dernier cas remonte à mars 2009 : un homme accusé d'adultère avait été exécuté à Rasht (nord), et ce malgré un moratoire décrété en 2002. Les condamnés sont enterrés puis des volontaires leur jettent des pierres jusqu'à ce que mort s'ensuive. L'homme est enseveli jusqu'à la taille, la femme jusqu'au niveau de la poitrine. Si le condamné arrive à s'extraire, il échappe à la mort. Dans les autres pays, les condamnés peuvent être attachés à un arbre ou jetés à terre, leur visage couvert ou non. La lapidation en tant que châtiment légal est explicitement mentionnée dans la loi islamique traditionnelle. Lu sur le site internet IslamOnline, un des sites de référence hébergés au Qatar, de la Al-Balagh Cultural Society, créée en 1997, à l'initiative de Maryam Hasan al-Hajari et Hamid al-Ansari, enseignant au

College of Sharia and Islamic Studies de l'Université du Qatar : « Il y a beaucoup d'épisodes dans la sunna [les enseignements du prophète, N.d.A] et [sa] vie […] dans lesquels le prophète a lapidé à mort un homme et une femme infidèles […]. Cela prouve donc que la punition […] n'est pas discutable. » Outre l'Iran, la lapidation est légale en Arabie saoudite, au Pakistan, au Soudan, au Yémen, aux Émirats arabes unis ainsi que dans douze États à majorité musulmane du nord du Nigeria, mais n'y est quasiment plus appliquée ces dernières années. En Afghanistan, le président Hamid Karzaï y fut opposé, mais les talibans, qui contrôlent certaines parties du pays, l'appliquent. En Somalie, les islamistes shebab aussi. Selon Human Rights Watch, trois personnes, accusées d'adultère, ont été lapidées depuis la fin 2008. L'Iran demeure le pays où la lapidation est la plus pratiquée.

10
Les associations de défense des droits de l'Homme, dont les Frères musulmans

Elles sont à l'origine de quatre erreurs de politique publique :

• Le détournement du droit d'asile, qui n'est plus réservé aux défenseurs des droits de l'Homme persécutés, mais attribué à tout individu menacé par une justice injuste, surtout s'il risque la peine de mort : le résultat le plus effrayant fut la constitution du Londonistan, véritable vivier de djihadistes sur le territoire britannique, directement impliqué dans les attentats de Londres.

• L'opposition à toutes mesures de suivi post-incarcération pour les terroristes condamnés. Motif juridique : le refus du principe de la double peine. Cette mesure est déjà appliquée aux délinquants sexuels multirécidivistes, surtout pédophiles, mais pas aux terroristes. Il y a donc une politique systématique d'opposition aux expulsions.

• L'échec de la déchéance de nationalité pour fait de terrorisme, dossier ouvert par le président Hollande puis refermé rapidement, alors que la déchéance existe dans l'article 25 du Code civil dans cinq cas, dont le trafic de drogue, contre ceux qui ont pris les armes contre l'armée française. Par contre, il ne pourrait s'appliquer à des terroristes.

• Les critiques systématiques de la loi sur l'état d'urgence qui permettait, entre autres, à la police de fouiller les véhicules. L'attentat contre Notre-Dame devait faire exploser des bonbonnes de gaz déposées dans un véhicule qu'il aurait été interdit de fouiller sans la loi. Inès Madani et trois autres femmes ont été condamnées à des peines allant de vingt à trente ans de prison.

• Enfin, il faut noter une gêne sur les questions touchant à l'islamisme qui explique certainement leur silence assourdissant sur des affaires comme la défense de la jeune Mila ou Samuel Paty.

Les Frères musulmans : l'entrisme plutôt que la confrontation

Comme l'ont révélé plusieurs médias comme *Die Welt* en Allemagne, des associations extrémistes islamistes ont reçu des financements de l'Europe. Rien qu'en 2019, l'association Islamic Relief Germany aurait perçu 712 000 euros de la Direction générale pour la protection civile et les opérations

d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (ECHO). En 2019-2020, la Suède a accordé à Islamic Relief Worldwide la somme de 2,1 millions de dollars pour un « soutien humanitaire » à Gaza, alors qu'en 2016, l'Agence suédoise pour les contingences civiles indiquait que c'était une « organisation clé » des Frères musulmans, qu'elle soutenait des milices dans le conflit syrien, que les Émirats arabes unis avaient inclus Islamic Relief sur sa liste d'entités terroristes dès 2014. Le gouvernement fédéral allemand a confirmé que les rapports annuels publics d'Islamic Relief Deutschland et d'Islamic Relief Worldwide démontrent que la première transfère la majeure partie du financement des projets à la seconde. Selon Florence Bergeaud-Blackler, anthropologue de l'École pratique des hautes études (EPHE), les financements passent à travers les mailles du filet parce que les associations dissimulent leurs activités derrière des œuvres caritatives ou la défense des droits humains. Le cas Islamic Relief est emblématique. Depuis une vingtaine d'années, cette ONG humanitaire est accusée de liens avec des réseaux terroristes et de tenir des propos antisémites. En Europe, des pays comme la France, la Suisse, les Pays-Bas, l'Allemagne ont repéré depuis longtemps ses liens avec les Frères musulmans, quand ils n'en sont pas des cadres comme Essam El-Haddad, Ahmed Al-Rawi, membre du Conseil européen pour la fatwa sous la houlette de Youssef al-Qaradâwuî.

L'autre canal de financement de l'idéologie fériste est la subvention à des organismes spécialisés dans la lutte contre le racisme, les discriminations et l'islamophobie pour faire taire toute critique. Le « European Islamophobia Report 2018 » (EIR), publié par la Fondation SETA, affiliée au gouvernement turc d'Erdogan, a été financé par la Commission européenne (126 951,81 euros) ; le Forum des organisations européennes de jeunes et d'étudiants musulmans (FEMYSO), organisation de jeunesse liée aux Frères musulmans, aussi. Le mieux servi en subventions est certainement l'European Network Against Racism (ENAR), qui fédère et coordonne les actions d'associations sectorielles anti-islamophobie, néoféministes, antiracistes, décoloniales dans les pays membres. La commissaire, Helena Dalli, les a reçus en décembre 2020 pour une pétition protestant contre l'interdiction du CCIF en France, association qui n'a pourtant jamais condamné les attentats. Ce type d'ONG humanitaire ou antiraciste parle un langage mimétique qui paralyse les institutions. ENAR revendique sa vision « d'une société qui embrasse la nécessité de l'égalité et de la diversité », il exhorte « l'UE et ses États membres à adopter une approche progressiste et fondée sur les droits de l'homme » et, dans le même temps, il a pour membres des organisations comme le CCIF, le CIIB[204], l'EFOMW[205], le FEMYSO[206], toutes liées aux Frères musulmans, jamais dénonciateurs des attentats quand ils sont commis par des musulmans. Des membres du Parlement européen ont interpellé plusieurs fois la Commission, qui répond toujours en autiste : « ses projets sont sélectionnés par des experts selon des règles et objectifs précis au regard des critères ». La

Commission prétend que l'engagement signé par un bénéficiaire de respecter les valeurs fondamentales de l'Union européenne suffirait. La vice-présidente du Parlement européen, Nicola Beer, consciente du problème, voudrait créer une sorte de certificat pour recevoir des subventions, solution peu probante, car les subventions sont souvent faibles et très disséminées sur de nombreuses associations de quartier. Et surtout, c'est moins l'argent que le label bleu étoilé que ces associations recherchent, car, dans ce cas, les subventions nationales et régionales tombent, les portes des universités s'ouvrent.

À l'articulation du lobby communautariste et du lobby politico-religieux, les actions des Frères musulmans en Europe sont significatives des difficultés créées. Le cas d'Ihsane Haouach, femme belge d'origine marocaine, nommée fin mai 2021 à l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, devient la première femme voilée à occuper ce poste, nommée par la secrétaire d'État (écologiste) à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité. Lors d'une interview accordée au European Forum of Muslim Women, elle regrette qu'il n'y ait pas de véritable lobby musulman et que nombre de ses coreligionnaires « aient élu des représentants de partis politiques [qui ont] voté des lois qui ne sont pas en faveur des musulmans ». La levée de boucliers suscitée en Belgique contre cette nomination s'est essentiellement appuyée sur le profil de la personne justifiant le port du voile et critiquant la Cour constitutionnelle qui « a estimé qu'il n'y avait aucun problème à ne pas accepter le voile dans des hautes écoles ». Elle dut donc démissionner.

La forme la plus insidieuse et la plus efficace est l'action des Frères musulmans en France[207]. Le 14 juin 2021, à l'Assemblée nationale française à Paris, le colloque « Géopolitique des Frères musulmans » a mis en évidence la relation entre les soubresauts qui secouent actuellement le Moyen-Orient et la stratégie des Frères musulmans. À l'inverse des salafistes, les fréristes préfèrent l'infiltration, ce qui ne les empêche pas de soutenir le terrorisme lorsqu'ils l'estiment utile. Alors candidat à la présidentielle de 2017, Emmanuel Macron disait tout le bien qu'il pensait de Mohamed Saou, cadre du mouvement En Marche et proche du CCIF, qui déclare lui-même : « Je n'ai jamais été et je ne serai jamais Charlie. » À la suite du scandale, il a été mis en réserve. On peut y ajouter un art de la victimisation outrancière et celui de se trouver en Occident des idiots utiles pour les épauler, qu'il s'agisse des *woke*, issus de l'aile gauche du parti démocrate américain ou des extrêmes gauches européennes. Comme le souligne Frédéric Encel, les Français sont perçus comme le peuple « mécréant » depuis Voltaire, en opposition frontale avec le projet de l'islam politique. C'est paradoxalement au sein de la République laïque française qu'ils sont le plus implantés[208]. L'islam politique crie à l'islamophobie ou à « l'islamophobie d'État » dès qu'on s'en inquiète. Le député Jean-Michel Fauvergue, ancien commandant du RAID, constate : « le combat nous est prescrit par les Frères musulmans, car ils sont engagés dans

une “islamisation” des esprits et de nos manières de vivre ». Le président de la République ne décréta sans ambiguïté la guerre à l’islam politique qu’après l’assassinat de Samuel Paty, le 16 octobre 2020.

---

204. Collectif pour l’inclusion et contre l’islamophobie en Belgique.
205. European Forum of Muslim Women.
206. Forum of European Muslim Youth and Student Organisations.
207. Le 14 juin 2021, à l’Assemblée nationale française à Paris, s’est tenu le colloque « Géopolitique des Frères musulmans », à l’initiative de Frédéric Encel, avec des experts comme François Loncle, ancien président de la Commission des affaires étrangères, Nora Seni, spécialiste de la Turquie et professeur des universités, Gabriel Martinez-Gros, professeur d’université, Michaël Prazan, documentariste et essayiste, Anne-Clémentine Larroque, experte ès terrorisme auprès des tribunaux, et Jean-Michel Fauvergue, député LREM.
208. Rapport d’information de l’Assemblée nationale n° 2082, sur les services publics face à la radicalisation, présenté par les députés Éric Diard et Éric Poulliat, enregistré le 27 juin 2019.

III
Le complexe militaro-intellectuel et les nouveaux bellicismes

La phrase de Maximilien Robespierre, confronté à la déclaration de guerre du 20 avril 1792 pendant la Révolution, devrait être inscrite sur tous les frontons des ministères : « Personne n'aime les missionnaires armés ! » Le principe des bellicistes modernes est renversant : « si tu veux la paix, fais la guerre ». Cherchons donc les grandes écoles intellectuelles qui apprivoisent la guerre pour la plaider. Mais, première question : contre quel ennemi ?

11
La puissance des néoconservateurs et néo-évangéliques américains : la guerre « préventive et juste », le mensonge officiel

Tocqueville[209] notait déjà que les « Américains ont une immense opinion d'eux-mêmes » et « ne sont pas éloignés de croire qu'ils forment une espèce à part du genre humain ». La théorie de la « Destinée manifeste[210] », née de l'idéologie calviniste des pères fondateurs, affirme que la nation américaine aurait pour mission divine l'expansion de la civilisation. C'est ainsi que le journaliste John O'Sullivan présente la conquête du Texas : « C'est notre destinée manifeste de nous déployer sur le continent confié par la Providence pour le libre développement de notre grandissante multitude[211]. » À partir de 1840, en quatre ans, le territoire national s'agrandit de plus de 60 %. L'extermination des Indiens, de 1778 à 1890, ne rencontre aucune critique. Déjà assurée par la doctrine Monroe (1823) qui exclut les puissances européennes des Amériques, l'expansion s'étend vers le Pacifique (Midway, 1867 ; Hawaï, 1892-1893 ; Philippines, 1935). À l'origine, le néoconservatisme[212] se préoccupe peu de politique étrangère. Il est né dans les milieux de la gauche antistalinienne. Irving Kristol, le premier à employer le terme de néoconservateur, a été jeune étudiant militant de la Quatrième Internationale et se définit lui-même comme « homme de gauche agressé par la réalité ». La première fracture naît dans les années 1960 contre l'évolution de la gauche libérale, contestataire, féministe et écologiste. À l'époque, les néoconservateurs mettent en avant les effets pervers des programmes sociaux ou des quotas en faveur des minorités. Deuxième choc dans les années 1970, avec la guerre du Vietnam. Ils défendent la supériorité des démocraties et s'insurgent contre le « dénigrement » systématique du pays. La troisième étape est la disparition de l'URSS, la politique étrangère mobilise alors toute leur énergie. Jusque-là, ils exhortaient l'Amérique à ne pas reculer, ils veulent maintenant qu'elle agisse pour la démocratie, partout, par tous les moyens, puisqu'ils sont convaincus que la suprématie américaine serait conceptuellement la garantie de la paix universelle. Des think tanks et départements universitaires fleurissent : la Middle East Studies Association (MESA), qui réunit une fois par an l'essentiel des chercheurs universitaires travaillant sur la région, perd du terrain par rapport au Washington Institute for Near East Policy (WINEP)[213] créé en 1985, avec pour objectif « de proposer une compréhension équilibrée et réaliste des intérêts américains au Moyen-Orient et promouvoir les politiques qui les sécurisent ». Son

fondateur, Martin Indyk, était auparavant chargé de recherche à l'AIPAC. Ses points de vue sont systématiquement repris dans *U.S. News & World Report* et dans *The New Republic*, avec des analyses proches de l'extrême droite israélienne. Les think tanks, comme l'American Enterprise Institute, ou l'Heritage Foundation, prônent l'unilatéralisme contre le risque d'une puissance rivale. La « Defense Planning Guidance », conçue en 1993-1994 par Paul Wolfowitz, sous-secrétaire d'État à la Défense, énonce deux objectifs : empêcher l'émergence d'un grand rival et le concept de guerre préventive pour réduire les menaces émergentes. L'influence néoconservatrice, manifeste sous la présidence Reagan, avait été couronnée de succès avec l'essoufflement de l'URSS, elle atteint son acmé avec la doctrine Bush d'exportation de la démocratie et du *regime change* en Irak, si besoin par l'invasion militaire.

Un autre exemple d'obsession stratégique est résumé dans le livre *An end to evil*[214] de Richard Perle et David Frum, tous deux membres de l'American Enterprise Institute et du groupe Bilderberg. Le premier est un des rédacteurs du think tank Project for the New American Century (PNAC). Il fut un des cosignataires de la lettre adressée au président Clinton le 26 janvier 1998 demandant de désarmer par la force Saddam Hussein. Il est le principal responsable, avec Paul Wolfowitz, inventeur de l'expression « l'Empire bienveillant » (*Benevolent Empire*), de la politique américaine en Irak à partir de 2002. Il qualifia les attaques de la résistance irakienne d'actes désespérés commis par une « minorité nostalgique ». Perle plaida aussi pour des attaques préventives contre la Syrie, la Libye, l'Iran et l'Arabie saoudite, et tout autre pays pouvant « nuire aux intérêts d'Israël ». David Frum est l'auteur des discours du président américain George W. Bush, l'inventeur du concept « d'axe du mal », cité lors de son discours au Congrès en janvier 2002. La quatrième de couverture du livre *An end to evil*[215] dit pouvoir démontrer :

- « pourquoi les États-Unis risquent leur sécurité s'ils se soumettent à l'autorité des Nations unies ;
- pourquoi la France et l'Arabie saoudite doivent être traitées comme des adversaires, pas des alliées, dans la guerre contre le terrorisme ;
- pourquoi les États-Unis doivent prendre des mesures décisives contre l'Iran – maintenant ;
- que faire en Corée du Nord si les négociations échouent ;
- pourquoi tout ce que vous lisez dans les journaux sur le différend israélo-arabe est faux ;
- comment notre gouvernement doit être changé si nous voulons mener la guerre contre le terrorisme à la victoire – pas seulement à l'impasse ;
- d'où viendra la prochaine grande menace terroriste – et ce que nous pouvons faire pour nous protéger. »

Enfin, à signaler, le décret Trump de juin 2018, qui interdit d'entrée sur le territoire américain les ressortissants de sept pays musulmans : la Libye, le Soudan, la Syrie, l'Irak, l'Iran, le Yémen et la Somalie. « Je mets en place de

nouvelles mesures de contrôle pour maintenir les terroristes islamistes radicaux hors des États-Unis. Nous ne voulons pas d'eux. » Mais il ne vise aucun des pays soutiens ou exportateurs de terroristes : Arabie saoudite, Qatar, Tunisie. Ce décret n'aurait empêché aucun des terroristes du 11-Septembre de perpétrer leurs actes.

Florilège de postures officielles des néoconservateurs

• La guerre pour les femmes afghanes

George W. Bush déclare, dans son discours sur l'état de l'Union le 29 janvier 2002 : « Le drapeau américain flotte de nouveau au-dessus de notre ambassade à Kaboul […]. Aujourd'hui, les femmes sont libres. » Son secrétaire d'État, Colin Powell, va plus loin en déclarant, devant des membres d'ONG afghanes et américaines, des membres du Congrès, des leaders féministes et des ambassadeurs, que « la reconstruction de l'Afghanistan ne se fera pas sans les femmes. Les droits des femmes afghanes ne sont pas négociables ». Qui connaît l'Afghanistan sait très bien que le meilleur moyen de réunir tous les hommes contre l'étranger est d'annoncer qu'on veut libérer leurs femmes et leurs filles. Celles-ci avaient eu des droits sous Najibullah, le dernier chef d'État mis en place par les Soviétiques, ce qu'elles payèrent très cher par la suite.

• Pouce, on arrête la guerre !

« Mission accomplie », déclara George W. Bush le 1er mai 2003 pour clore la guerre en Irak. Dix-neuf ans plus tard, le pays est toujours à feu et à sang : cent mille morts depuis 2003, en majorité des civils ; quatre mille quatre cent quarante-huit soldats américains, trois mille quatre cents sous-traitants militaires, trois cent dix-huit soldats des pays alliés et soixante-deux travailleurs humanitaires. Biden a annoncé le retrait définitif.

• La guerre contre les djihadistes ou contre la corruption ?

Comment l'armée afghane, quatre fois supérieure en nombre, entraînée, financée et équipée par la première puissance mondiale, les États unis, a-t-elle pu être mise en déroute aussi rapidement ? D'après un diplomate occidental en poste à Kaboul, « il y aurait 46 bataillons fantômes, de 800 hommes chacun[216] » financés et armés par le Pentagone. Depuis 2017, les autorités militaires américaines, mentor et banquier des soldats afghans, avaient accepté l'exigence du président Ashraf Ghani de ne plus rendre publics les chiffres des pertes au sein des forces de sécurité afghanes, pas plus que ceux des désertions ou des passages à l'ennemi.

Les néoconservateurs sont des guerriers thaumaturges

Premier principe : on rase tout et on reconstruit un pays ou un État, puis on « instaure » une démocratie… Une approche toute théorique des choses les rapprocherait des marxistes, c'est pourquoi ils ont imaginé la guerre contre des concepts (prolifération et terrorisme) plutôt que contre des pays, la liste étant dressée à façon : ni Irak, ni Iran, ni Corée du Nord n'avaient participé aux attentats du 11-Septembre, ils ont eu droit à une déclaration de guerre préventive, pas l'Arabie saoudite. Trois dangereux personnages, Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz plus Robert Kagan, chantres de l'unilatéralisme absolu, vivent dans l'entourage présidentiel de George W. Bush. Après le 11-Septembre, cette équipe concevra la stratégie de « guerre globale contre le terrorisme », la guerre préemptive contre l'Irak et le *nation-building* qui influença le catastrophique James Bremer, proconsul américain à Bagdad.

Le livre de Richard Clarke[217] fourmille de preuves que les équipes de Bush arrivant en 2001, non seulement n'ont pas cru à la menace al-Qaida, mais qu'en plus elles étaient décidées à frapper l'Irak. Leur programme tient en cinq points : finir la guerre du Koweït (donc avoir la tête de Saddam) ; renforcer la sécurité d'Israël ; créer une démocratie arabe ; permettre le retrait des troupes d'Arabie saoudite et capter les ressources pétrolières hors d'Arabie. Quand l'expert français Laurent Murawiec, alors employé de la RAND, propose un découpage de l'Arabie saoudite, il est viré en juillet 2002. Il faut dire qu'il avait fait une présentation devant le Defense Policy Board Advisory Committee, associant découpage et désaoudisation du pays avec une sécession de la partie est des champs pétrolifères. La présentation ayant fuité (volontairement ?), le scandale aboutit à son renvoi.

Deuxième principe : le mensonge pour le bien. La *taqîya* est un concept chiite qui veut que le mensonge soit excusé s'il est destiné à protéger la religion. Il a été adopté par les équipes américaines et ce n'est donc pas une exclusivité musulmane car, comme pour les salafistes, la guerre est la lutte du bien contre le mal. Dans ce genre d'approche, l'émotionnel remplace la politique. Le mensonge, aussi gros soit-il, n'est efficace que s'il est émis par un acteur officiel : dans un sondage réalisé juste après le début de l'intervention militaire en Irak, 45 à 52 % des Américains avaient le sentiment que des preuves claires des armes de destruction massive irakiennes existaient et 25 à 27 % étaient favorables à l'action militaire[218]. En mars 2003, selon un sondage Gallup au lendemain de l'invasion, 76 % des Américains l'approuvaient et, selon l'institut YouGov et le journal *The Independant* du 5 juin 2015, 54 % des Britanniques idem. Le 16 décembre 2003, dans un entretien (hors caméra) avec Diane Sawyer, journaliste d'ABC-TV, une phrase de George W. Bush décrit assez bien la polémologie des néoconservateurs : « Qu'est-ce que cela change ? Ce qui compte c'est qu'il a la possibilité d'en acquérir [des armes de destruction massive (ADM)]. Et s'il le faisait, il serait dangereux[219]. » Ce mensonge est moins connu que le mensonge public de

Colin Powell à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies brandissant des fioles contenant de supposés produits toxiques. Trump bat tous les records de ses prédécesseurs. Le dernier relevé, arrêté par le *Washington Post*[220] du 1er avril 2020, en dresse un bilan : depuis son investiture, le président a prononcé neuf mille quatre cent un mensonges, en accélération constante (autant de mensonges ces six derniers mois que sur la première année et demie de mi-mandat). Il a atteint un rythme de vingt-deux mensonges par jour alors que, la première année, c'était moins de six. Mais pour être juste, certains sont des doublons, d'autres le résultat de l'ignorance. Les Afghanistan Papers, publiés par le *Washington Post* du 9 décembre 2019, démontrent le mensonge continu sur l'évolution de la guerre (sept cent soixante-quinze mille soldats déployés sur les dix-huit années de guerre, deux mille trois cents tués, vingt mille cinq cents blessés, coût 1 000 milliards de dollars) ; Washington a dépensé en six ans plus d'argent que dans le plan Marshall après 1945. Selon le *Time Magazine* de décembre 2013, le montant afghan s'élèvera au total à 4 000 milliards de dollars, si on y inclut les soins médicaux, les indemnités pour invalidité versées pour les soldats en service actif, les vétérans et les familles, ainsi que l'embauche de nouveaux soldats pour les remplacer. Mais ces guerres représentent un fardeau comparativement faible s'il est rapporté au PIB, de l'ordre de 2,8 % de la richesse nationale en 2017. La défense du territoire est devenue plus chère que n'importe laquelle des guerres en cours : 70 milliards de dollars pour la seule année 2017.

La stratégie nationale de sécurité[221] de George W. Bush a placé au cœur de la politique militaire des États-Unis la possibilité de « préemption ». Arguant que les groupes terroristes tentent d'acquérir des armes de destruction massive, la nouvelle stratégie affirme donc que les États-Unis « ne peuvent plus compter uniquement sur une stratégie réactive, comme par le passé […] En lieu et place, ils s'efforceront d'adapter le concept de menace imminente aux moyens et aux objectifs des adversaires d'aujourd'hui […] afin de parer ou d'empêcher de tels actes hostiles de nos adversaires, les États-Unis agiront, si cela est nécessaire, de manière préemptive ». La guerre préventive, qui autoriserait un État à déclarer la guerre face à l'imminence d'une menace, a été remplacée par le concept de « guerre préemptive », qui signifie la même chose, mais sans avoir à démontrer l'imminence de la menace.

Les présidents néoconservateurs ne se justifient pas toujours par la religion. Quand ils le font, c'est souvent mal. George W. Bush, pour rallier ses alliés, lors de l'invasion de l'Irak, prétend citer la Bible : « Tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous », alors que la phrase de la Bible est « tous ceux qui ne sont pas contre nous sont avec nous » (Marc 9:40). Pour trouver des justifications théologiques, les néoconservateurs ont l'appui de certains prédicateurs néo-évangéliques aussi délirants que leurs collègues musulmans. James Dobson, Jerry Falwell Jr. et Jack Graham, tous trois

fermes soutiens de l'invasion de l'Irak, siègent au Conseil évangélique de vingt-quatre téléprédicateurs que Trump a créé en mai 2016. Leur vindicte ne se limite pas aux musulmans, ils désignent aussi les « hypocrites » (chrétiens). Pour Robert Jeffress, le catholicisme (romain) est un exemple de « ce que Satan fait avec la religion en termes de contrefaçon […], outil de Satan, qui utilise, vole et s'approprie tous les symboles du vrai christianisme biblique et le change juste assez pour que les gens ratent la vie éternelle » (discours du 10 août 2011). Enfin, quand c'est nécessaire, ils peuvent servir à virginiser Trump. En mars 2018, le même Jeffress explique sur Fox News, à propos de l'affaire de la prostituée Stormy Daniels qui rappelait ses frasques avec Trump : « Même si c'est vrai, cela importe peu dans les affaires politiques […]. Trump est moins fautif que David et ses dix concubines et Salomon et ses mille femmes. »

Les Américains ont imposé le tempo. Zbigniew Brzeziński et Francis Fukuyama, conseillers à la sécurité nationale de Carter, considèrent, après la disparition de l'URSS, être les témoins de la transition vers un « empire global ». Pour devancer la prééminence de rivaux comme la Chine, la Russie ou le Japon, Brzeziński (« le Grand échiquier ») estime que les États-Unis devront s'allier avec l'Europe en cooptant ou en contrôlant ses élites. Pour le contrôle de l'Asie centrale – un des objectifs –, les États-Unis ont besoin d'un partenaire européen, mais comme l'Europe est trop divisée, Brzeziński explique, dans une conférence le 17 novembre 2008, à Chatham House, souhaiter une coopération étroite avec les trois pays d'envergure mondiale d'Europe : Grande-Bretagne, Allemagne et France. Par ailleurs, il explique qu'il n'est pas possible d'arriver à un consensus international, sauf dans le cas de la « perception d'une menace extérieure directe et massive », et exclut donc le recours à l'ONU. Aucune analyse de l'islamisme, si ce n'est comme moyen de lutte contre la Russie et la Chine. On attend toujours un impossible concept stratégique européen, la moitié de l'Europe ayant suivi les Américains en Irak.

La France prend maintenant la roue des États-Unis par peur d'être déclassée, c'est la grande terreur des néoconservateurs français. Ceux-ci, plus faibles, adoptent des méthodes proches des trotskistes des années 1970-1980 :

- Saturer le discours. Trois livres avaient annoncé l'échec des négociations nucléaires et la guerre avec l'Iran : Thérèse Delpech, *L'Iran, la bombe et la démission des nations*[222] (2006), François Heisbourg, *Iran, le choix des armes ?*[223] (2007) et Bruno Tertrais, *Iran, la prochaine guerre*[224] (2007). Selon eux, l'accord ne devait pas et ne serait pas signé. Il le sera finalement le 14 juillet 2015, par les cinq membres permanents associés à l'Allemagne, l'Union européenne et, bien évidemment, l'Iran, sous le contrôle continu de l'AIEA.

- Prendre des postes stratégiques pour censurer. À l'arrivée à la tête de la Délégation aux affaires stratégiques d'un directeur des Affaires stratégiques

(DAS) néoconservateur, Bernard Hourcade, un des meilleurs spécialistes de l'Iran, est évincé : ses notes sont arrêtées (deux notes sortent sur les vingt écrites). La situation vire au ridicule quand Hourcade est invité personnellement à Washington par le général Petraeus, commandant de la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan entre 2010 et 2011, et directeur de la CIA de 2011 à 2012, en présence de Dennis Ross, conseiller diplomatique d'Obama. Hourcade a financé lui-même son voyage que le nouveau DAS avait refusé de payer : jalousie ? bêtise ? Plutôt censure. Hourcade y retournera encore deux fois, en 2005 et 2007, dont une pour rencontrer William Burns, sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques, toujours dans les mêmes conditions. Il sera remercié par le DAS (c'est-à-dire viré) deux mois plus tard. Autre exemple : Jean-François Bayart est remercié par le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères, deux fois, en 2002 et 2004, à la suite de ses analyses[225] sur la dérive turque face à un nouveau rejet de sa candidature à l'Union européenne. Idem lors du rappel de l'ambassadeur français à Damas, qui soutenait qu'Assad tiendrait, en dépit des révoltes en cours. La ligne officielle depuis Paris étant qu'Assad « doit tomber et tombera ». On décida donc de fermer l'ambassade, technique classique qui consiste à casser le thermomètre en cas de fièvre. Idem pour l'ambassadeur en Hongrie, qui disait qu'Orban était populaire ; rappelé, il passe deux ans au placard. C'est là toute la difficulté de la confusion des missions de l'ambassadeur qui doit fournir de l'information aussi exacte que possible, mais rester dans la ligne.

- Enfin, dénigrer plutôt qu'argumenter, retrouvant de vieilles habitudes. Dernière affaire en date : un rapport de l'IRSEM, en 2021, accuse l'IRIS d'être un agent d'influence chinois[226].

Le catastrophique bilan de la « guerre globale contre le terrorisme »

Ces guerres, déclenchées au titre de la « guerre globale contre le terrorisme », n'ont été précédées d'aucune analyse sérieuse, si ce n'est la conviction d'une victoire militaire rapide. Leur bilan est pourtant totalement négatif. D'abord par le nombre de victimes locales qui constituent le gros des forces de résistance anti-occidentales. Côté irakien, les chiffres varient selon les sources, entre cent mille à plus d'un million de morts pour la période 2003-2011. Les États-Unis, fin juillet 2010, dressaient un bilan officiel de soixante-dix-sept mille civils et militaires irakiens tués, entre 2004 et août 2008. En 2010 cependant, WikiLeaks relevait, dans les documents militaires secrets américains, le chiffre de « 109 032 personnes tuées » entre janvier 2004 et décembre 2009, dont « 66 081 civils », « 23 984 insurgés », « 15 196 membres des forces gouvernementales » et « 3 771 membres des forces de la coalition ». L'ONG britannique Iraq Body Count affirme, sur la période 2003-2011, au moins « 162 000 morts », dont 79 % de civils. Selon les

estimations de l'ONU, en avril 2006, « 2,5 millions d'Irakiens » (soit un Irakien sur huit) ont fui leur pays en raison des violences.

Ces interventions militaires sont à l'origine de la cinquième vague de violence terroriste salafiste : la première suivit le retour des combattants dès la fin de l'invasion soviétique en Afghanistan, et valut dix ans « d'années noires » en Algérie et les premiers attentats en France. La seconde est celle d'al-Qaida, le 11-Septembre, consécutive à la présence de troupes américaines en Arabie saoudite. La seule réponse fut un diagnostic moral (le bien contre le mal), la « guerre globale contre le terrorisme » et des invasions militaires (Afghanistan, Irak). La troisième suit l'invasion américaine en Irak en 2003 et la naissance de l'État islamique, qui attire vingt-cinq mille à trente mille combattants étrangers, dont six mille Européens, l'extension de l'intervention en Syrie, et les attentats de Londres et Madrid. La quatrième suit la destruction territoriale de Daech qui fait naître un terrorisme indigène en Europe, dont la France. La cinquième vague est celle de la concurrence meurtrière entre al-Qaida et Daech, avec comme cible les chiites, les « hypocrites », mais aussi les « mécréants ». Al-Qaida a des « franchises » : AQPA (al-Qaida dans la péninsule arabique) et AQMI (al-Qaida au Maghreb islamique) étant les plus virulentes et les plus riches. Daech engrange aussi des allégeances en Égypte et en Libye. Le système de franchise donne une dimension internationale à une crise locale et une visibilité planétaire aux deux mouvements qui n'ont plus de base territoriale. Les politiques militaristes, qui ont aggravé les crises et le terrorisme, ont laissé derrière elles des zones sans État (Irak, Libye, Afghanistan) et un enlisement militaire (Mali). Aucune réflexion critique des stratèges occidentaux n'a suivi. Les retraits annoncés par Trump puis Biden laissent sans défense les alliés locaux (Kurdes, Afghans, par exemple). La survie du régime syrien devrait normalement marquer la fin de ce cycle militariste. Le phénomène terroriste reste donc global, comme le montre le rapport 2019[227] de l'Institute for Economics and Peace de Sidney. Le nombre de victimes civiles baisse – seize mille morts en 2018, en baisse de 52 % par rapport à 2014 –, mais l'extension géographique se poursuit à soixante et onze pays. L'augmentation la plus forte en 2018 a concerné quatre pays africains : Nigeria, Mali, Mozambique, Burkina Faso… L'Irak n'est plus le pays le plus touché, il est remplacé par l'Afghanistan. Les dix attentats les plus meurtriers ont eu lieu au Pakistan et en Afghanistan.

Privatiser la guerre pour la rendre acceptable : les sociétés militaires privées (SMP)

Peter Singer, l'auteur de *Corporate warriors ; the rise of the privatized military industry*[228] (2007), définit une compagnie militaire privée comme une « compagnie qui se charge de jouer le rôle traditionnellement attribué aux

États par l'armée et les services secrets ». Nombre de dirigeants de pays fraîchement décolonisés les avaient employées pour contrecarrer des mouvements indépendantistes, notamment en Guinée, Zaïre et République des Comores. Les Anglo-Saxons (Afrique du Sud d'abord, Grande-Bretagne ensuite et enfin États-Unis) posent les bases de nouvelles SMP après l'écroulement du bloc soviétique. Des groupes conservateurs et néoconservateurs poussent à une externalisation des moyens de défense pour éviter un retrait du pays de la scène internationale. Le lobbying est assuré en particulier par des personnages comme Dick Cheney ou Paul Wolfowitz. Cette délégation de défense est facilitée par la multiplication des crises régionales dans le monde. La création des SMP résulte donc en premier lieu d'une logique d'offre et de demande. Pour se distancier du mercenariat traditionnel, ces sociétés se vendent comme des entreprises normales. Executive Outcomes[229], la première société militaire privée, créée en Afrique du Sud en 1989, officia notamment en Angola et en Sierra Leone pour lutter contre des mouvements révolutionnaires, mais surtout pour sécuriser des territoires pour des entreprises pétrolières américaines. Ensuite, c'est l'explosion : près de trois mille contrats signés entre le gouvernement américain et ces sociétés entre 1994 et 2004, notamment lors de la guerre dans les Balkans où interviendra le groupe Military Professional Ressources Incorporated (MPRI), qui assiste l'armée croate en formant des cadres et en livrant des armes américaines. L'autre compagnie importante est Blackwater, fondée par l'ancien Navy SEAL Erik Prince, après le 11 septembre 2001. Al Clarck, un des fondateurs, reconnaît : « C'est Oussama Ben Laden qui a fait de Blackwater ce qu'elle est aujourd'hui. » De multiples bavures ont entaché leur crédibilité, leur nombre s'est démultiplié et aujourd'hui elles sont présentes dans la majeure partie des zones de conflit. Le marché global de ces compagnies, plus de 210 milliards de dollars, pourrait atteindre 420 milliards en 2029. Plus d'un million de personnes travaillent aujourd'hui pour mille cinq cents compagnies existantes (chiffres de 2012).

Plusieurs raisons politiques incitent les États à cette solution : d'abord, l'action est conduite hors de la vue des médias, et l'anonymat des combattants évite le débat politique, leur mort n'est pas comptabilisée officiellement. Leurs bavures ne sont plus reprochées à l'État (ou seulement par ricochet). Blackwater est le symbole de l'impunité, à qui on reproche plus de cent quatre-vingt-quinze crimes et délits graves simplement sur le sol irakien. Le *New York Times* a dévoilé une note en 2014 démontrant que l'administration américaine était parfaitement au courant des dérives de la société. En août 2007, Jean Richter, enquêteur du département d'État envoyé en Irak afin d'évaluer les performances de la compagnie, détaille un nombre incalculable de fautes graves jusqu'à sa prise de contact avec le responsable de la société en Irak. Celui-ci émettra des menaces de mort assez précises à son encontre. Après l'interdiction de Blackwater, Erik Prince a simplement

créé une nouvelle compagnie. Seule la justice américaine parvient à les poursuivre. Mise en examen pour esclavage sexuel sur mineures en Bosnie en 1999, cela se conclut par la condamnation de James Grazioplene à vingt ans de prison pour coups et blessures aggravés. Emprisonné pendant environ dix-huit mois, il purgera vingt ans de probation. Trois plaignants civils irakiens – Suhail Al Shimari, Salah Al-Ejaili et As'ad Al-Zuba'e, emprisonnés à Abu Ghraib et finalement libérés sans inculpation, ont accusé la société CACI International Inc. d'avoir fait usage de torture entre 2003 et 2004. En réponse en 2013, la Cour suprême des États-Unis a réduit la portée protectrice de l'Alien Tort Statute (qui interdit la torture) en présumant qu'il ne s'appliquait qu'aux seuls États-Unis et que les violations commises ailleurs devaient « toucher et concerner » le territoire américain « avec une force suffisante pour que les plaignants puissent poursuivre ». La société Blackwater, poursuivie après que cinq de ses gardes privés aient causé la mort de dix-sept civils irakiens, le 16 septembre 2007, fut défendue devant le Congrès, le 2 octobre 2007, par Erik Prince, qui déclara simplement que « les civils sur lesquels il a été fait feu étaient en fait des ennemis armés ». Le procès finira par la condamnation de trois agents à des peines entre douze et quinze ans de prison. Les SMP ont des clients multiples, assurant des missions toujours plus variées : anti-piraterie en Somalie, lutte contre le terrorisme au Sahel, opérations humanitaires… mais aussi soutien aux opérations militaires, conseil militaire (entraînement, armement…), logistique (hébergement, maintenance…), sécurité civile ou encore prévention de la criminalité, dont renseignement. Le nombre de contractants sur les zones de conflit n'est plus anodin.

La famille du fondateur de Blackwater, est une de plus grosses contributrices du parti républicain. Sa sœur, Betsy DeVos, fut secrétaire à l'Éducation du gouvernement Trump. Une relation de proximité qui touche également les hauts gradés de l'armée. « Il serait rare de trouver un officier supérieur à la retraite qui ne soit pas lié d'une manière ou d'une autre à un entrepreneur militaire », déclarait Christopher Preble, vice-président de la Défense et de la Politique étrangère de Cato Institute, une des grandes fondations libérales américaines. Pour éviter le qualificatif de « mercenaire », le recrutement s'effectue via une société, non par un État, et les employés n'ont pas forcément pour ordre de participer au conflit (du moins officiellement). La convention contre le mercenariat, signée par près de cent soixante et un États en 1989, véritable texte de loi à portée quasi universelle, est contournée par chaque État qui possède sa propre législation nationale. Les sociétés militaires privées[230] disposent d'un arsenal juridique pour s'adapter aux failles des réglementations nationales et internationales. Après que l'Afghanistan et l'Irak aient interdit la présence de ces compagnies sur leur territoire, certaines sont devenues des « entreprises de gestion des risques » avec des sociétés-écrans. Les États-Unis affichent un certain nombre

de textes sur l'exportation de connaissances, de biens et de services en matière de défense et le Congrès a un droit de regard, mais uniquement sur les contrats dont la somme est supérieure à 50 millions de dollars.

Après l'Ukraine, à partir de 2014, la Syrie, à partir de 2015, les SMP russes ont fait leur apparition en Libye et dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Le groupe Wagner, dirigé par Evgueni Prigojine, proche de Vladimir Poutine, concentre toute l'attention occidentale. Des sociétés chinoises se sont également implantées en Afrique. La France défend pour l'instant une position ferme sur le sujet : la loi relative à ces compagnies, adoptée en avril 2003, réprime l'activité de mercenariat. Pourtant, elle conserve une certaine ambiguïté, n'interdisant pas les sociétés qui travaillent selon les lois anglo-saxonnes.

Les SMP agrégées représenteraient la seconde armée du monde.

L'ennemi absolu : les lanceurs d'alerte qui dénoncent les guerres

Le secret diplomatique, comme le secret défense, couvrent des domaines très variés de la vie publique et leur révélation peut changer le cours de l'histoire. Le télégramme Zimmermann, envoyé le 16 janvier 1917 depuis Berlin à l'ambassadeur allemand au Mexique proposait une alliance contre Washington pour la reconquête des territoires perdus du Texas, du Nouveau-Mexique et de l'Arizona. Intercepté par les services britanniques, il a contribué largement à l'entrée en guerre des États-Unis. Trotski fit publier les télégrammes échangés entre capitales européennes avant la guerre de 1914-1918. Enfin, plus récemment, les étudiants de la révolution islamique occupant l'ambassade américaine, de novembre 1979 à janvier 1981, y découvrent les nombreux télégrammes démontrant les ingérences constantes de Washington sous le régime du Chah. Ils en publièrent certains[231].

La publication de télégrammes de la diplomatie américaine par WikiLeaks (WikiLeaks « Cablegate ») a permis de prendre connaissance de deux cent quarante-trois mille deux cent soixante-dix dépêches ou mémos confidentiels depuis novembre 2010. Préfiltrés par WikiLeaks et mis sous une forme journalistique par des médias partenaires afin de préserver la sécurité des personnes impliquées et de rendre les informations compréhensibles par le grand public, ils étaient ensuite diffusés quasi simultanément sur le site de WikiLeaks et dans les médias partenaires. Il faut signaler également le site Wikileaks Saudi database qui révèle l'essentiel de la diplomatie religieuse de diffusion du salafisme par l'Arabie saoudite[232]. On a aujourd'hui le même problème avec le logiciel espion israélien *Pegasus*, vendu sous prétexte de lutte contre le terrorisme à tous les régimes dictatoriaux de la planète. Le scandale a été révélé par un consortium international de journalistes. En 2016, le site WikiLeaks a publié des rapports confidentiels de l'Agence de

sécurité nationale américaine sur les écoutes de la chancelière allemande Angela Merkel, Benyamin Netanyahou, Silvio Berlusconi et Nicolas Sarkozy sur la période de 2007 à 2011. On apprend maintenant que les écoutes de Mme Merkel ont été possibles grâce aux services danois. Affaires classées sans suite, on comprend mieux pourquoi les Américains jouent les vierges effarouchées et s'offusquent des ingérences russes dans l'élection américaine. L'ennemi consensuel le plus redoutable est donc le lanceur d'alerte qui s'est trouvé un nouvel allié avec les consortiums de presse pour enquêter à l'échelle mondiale.

Les grands ancêtres

Daniel Ellsberg révéla les Pentagon Papers pour informer le grand public sur ce qui se passait réellement au Vietnam pendant la guerre, il a fourni à la presse sept mille pages d'un rapport top secret prouvant que le Gouvernement mentait. Ce scandale lui valut d'être poursuivi pour vol, conspiration et espionnage. Et aussi d'être acquitté, ce qui n'est pas rien. William Mark Felt, « Gorge profonde », est l'informateur à l'origine du Watergate, en 1972, il a livré à deux journalistes des infos impliquant le président Nixon dans une affaire d'espionnage politique qui le poussa à la démission et à l'emprisonnement de différents membres de son cabinet. Felt n'avoua son rôle dans l'affaire que bien des années plus tard, en 2005.

Les nouveaux acteurs

Edward Snowden, le plus emblématique des lanceurs d'alerte modernes. Ancien employé de la CIA, consultant de la NSA, il a dénoncé le système de surveillance de masse mis en place par le gouvernement américain. Depuis ses révélations, il a trouvé asile en Russie, la France ayant refusé sa demande de droit d'asile. Le prix Pulitzer a été décerné au *Guardian* et au *Washington Post* pour avoir publié les documents de Snowden.

Chelsea Manning, anciennement Bradley Manning, analyste militaire américaine qui a transmis à WikiLeaks plusieurs centaines de milliers de documents classifiés sur différentes opérations militaires américaines à travers le globe mettant en lumière des bavures camouflées de la coalition en Irak, notamment la mort de civils. Arrêtée en juin 2010, elle est condamnée à trente-cinq ans de prison. Le 17 janvier 2017, Obama commue la peine, rendant possible sa libération anticipée. Sortie de prison en mai 2017, sept ans après son arrestation, Chelsea Manning est arrêtée en mai 2019 à la suite de son refus de témoigner dans l'enquête concernant WikiLeaks. Elle est libérée après trois cent un jours d'incarcération.

Julian Assange, fondateur du site WikiLeaks, source continue d'informations sur la diplomatie secrète. Après avoir vécu sept ans cloitré

dans l'ambassade d'Équateur à Londres, Julian Assange est incarcéré dans une prison de haute sécurité en Grande-Bretagne depuis avril 2019, jour de son arrestation. Il encourt jusqu'à cent soixante-quinze ans de prison pour espionnage, accusé de dix-huit chefs d'accusation. En 2010, quatre cent mille documents dévoilèrent les mauvais traitements infligés par l'armée américaine en Irak, affaire minimisée par le Pentagone.

Frances Haugen, spécialiste des algorithmes chez Facebook, a transmis, en mai 2021, au Congrès des milliers de documents constituant une des bases importantes des « Facebook Files ».

En somme, aux États-Unis, il vaut mieux être prédicateur salafiste antisémite, homophobe, raciste, prêchant la haine et la violence plutôt que lanceur d'alerte. Face à cette contribution démocratique à la transparence, le Congrès américain vient d'adopter le Cloud Act, qui donne le droit à la CIA d'accéder à toutes les données de stockage dans les sites américains ou localisés sur le territoire américain.

---

209. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 1835.
210. Yves Lacoste, « Les États-Unis et le reste du monde », *Hérodote*, n° 109, 2003, p. 3-16.
211. « It is our manifest destiny to overspread the continent allotted by Providence for the free development of our yearly multiplying millions. »
212. Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis*, Paris, Odile Jacob, 2008.
213. Joel Beinin, « Un "think tank" au service du Likoud », *Le Monde diplomatique*, 1er juillet 2003.
214. Richard Perle, David Frum, *An end to evil ; how to win the war on terror*, New York, Random House, 2003.
215. *Ibid.*
216. Jacques Follorou, « En Afghanistan, les raisons de l'effondrement de l'armée », *Le Monde*, 14 août 2021.
217. Richard Clarke, *Contre tous les ennemis*, 2004, *op. cit.*
218. Programme on International Policy Attitudes (PIPA) et Knowledge Networks (KN), 2003.
219. George W. Bush : « And there's no doubt the world is a safer, freer place as a result of Saddam being gone. », « ABC Primetime Live Transcript - Part 1 », *washingtonpost.com*, 16 décembre 2003.
220. « In four years, President Trump made 30,573 false or misleading claims », *washingtonpost.com*, 20 janvier 2021.
221. The National Security Strategy of the United States of America, The White House, Washington DC, septembre 2002 : « [The United States] can no longer solely rely on a reactive strategy as we have in the past » ; « [The United States will] adapt the concept of imminent threat to the capabilities and objectives of today's adversaries » ; « to forestall or prevent such hostile acts by our adversaries, the United States will, if necessary, act pre-emptively ».
222. Thérèse Delpech, *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Paris, Autrement, 2006.

223. François Heisbourg, *Iran, le choix des armes ?*, Paris, Stock, 2007.
224. Bruno Tertrais, *Iran, la prochaine guerre*, Paris, Le Cherche midi, 2007.
225. Jean-François Bayart, « Le populiste et sa tête de Turc », *Le Monde*, 6 octobre 2004.
226. Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Les opérations d'influence chinoises : un moment machiavélien », 2e édition, *irsem.fr*, octobre 2021.
227. Institute for Economics and Peace, « Global terrorism index », 2019.
228. Peter Singer, *Corporate warriors ; the rise of the privatized military industry*, New York, Cornell University Press, 2007.
229. Walter Bruyère-Ostells, *Histoire des mercenaires*, Paris, Tallandier, 2011.
230. Ewen Bazin, « L'émergence des sociétés militaires privées : la guerre à l'heure du néolibéralisme », *lvls.fr*, 12 août 2020 ; Jean-Pierre Sakoun, « Le symbole du naufrage de la pensée et de l'action démocratique s'appelle Mila », *Marianne*, 16 juin 2021.
231. « Secrecy & government bulletin », n° 70, septembre 1997. URL : <https://fas.org/sgp/bulletin/sec70.html>.
232. Pierre Conesa, *Dr. Saoud et Mr. Djihad ; la diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite*, Paris, Robert Laffont, 2016.

12
Le désarroi du complexe militaro-intellectuel face aux radicalismes religieux et au blasphème

« Si vous parlez à Dieu, vous êtes croyant. S'il vous répond, vous êtes schizophrène. »

PIERRE DESPROGES

On croyait l'expérience religieuse calmée. Auguste Comte voyait dans « l'âge théologique » un stade dépassé de l'histoire ; Ludwig Feuerbach, Marx et Freud, avec *L'avenir d'une illusion* (1927), analysaient le croyant comme un enfant corseté par ses peurs ; enfin, Nietzsche… Le totalitarisme tint lieu de substitut à la religion. En mai 1968, un manifestant avait écrit sur un mur « Dieu est mort, signé Nietzsche » puis « Nietzsche est mort, signé Dieu ». Il semble bien qu'il ait eu raison. Régis Debray diagnostiquait : « Le religieux est l'ultime recours quand la politique échoue. » Effectivement, le parallélisme des rapports à la violence de ces deux matrices idéologiques est étonnant. Comme les idéologies totalitaires, les radicalismes religieux annoncent un monde nouveau, un homme nouveau et une société nouvelle. Le culte a une dimension démiurgique, voire prométhéenne. L'idéologie se résume à un pensum destiné à inculquer à grande vitesse des idées simples dans tous les domaines politiques, sociaux, culturels, familiaux, intellectuels et spirituels à connaître par cœur : le *Mein Kampf* islamiste s'appelle *Gestion de la barbarie*[233]. Il vaut bien *Les questions du léninisme* de Staline (1949), le *Petit livre rouge* de Mao (1964), le même en vert pour Kadhafi[234] (1975) ou *Les paroles de l'Angkar*[235] (Khmers rouges). La parousie promise est sur le point d'être mise en œuvre sur terre, Daech comme les Khmers rouges, commence par la destruction du passé architectural et religieux, l'élimination des cadres et intellectuels, le contrôle de la population, comme le furent le retour à la campagne (le « Maha Lout Ploh » khmer, copie du « Grand Bond en avant » maoïste), et enfin la dualité implacable entre « Nous et les Autres » qui exclut et justifie l'extermination. Le Calife vient rejoindre au Panthéon des tyrans : Grand Timonier, Duce, Petit père des peuples, Lider maximo, Frère n° 1… Les guerres religieuses sont des conflits à gestation lente sans déclaration de guerre concluant de multiples incidents violents. Marc Gaborieau[236] a analysé les procédures codifiées pour déclencher les hostilités religieuses : en portant atteinte aux symboles clés de l'autre communauté d'un côté (ses idoles, ses temples, ses animaux sacrés, comme la

vache), et au Coran, au Prophète et ses reliques, aux mosquées ou tombes de saints de l'autre. Une procession est souvent un signe annonciateur de la violence collective incontrôlée, comme celles de juifs radicaux dans des quartiers palestiniens à Jérusalem. Ces provocations récurrentes répondent à des objectifs différents selon les contextes, la destruction de biens économiques, la « guerre pour la terre », les conflits entre marchands musulmans et hindous ou jaïns, jusqu'à l'exode forcé. On retrouve les mêmes processus au Myanmar contre les Rohingyas, ou en Égypte contre des artisans coptes. Tous les radicalismes ont une géopolitique rêvée que leur aurait attribué l'histoire et leur ancienne puissance, quand ce n'est pas Dieu directement.

Les théologies de la violence religieuse reposent sur un dogme non réfutable, auréolé de sacralité et d'infaillibilité. La violence est sanctifiée. La cosmologie religieuse dessine un ordre naturel voulu par Dieu dont il faut détecter et respecter les règles, l'explication étant portée par des hommes ayant le « contact direct » avec le ciel (prophètes, téléprédicateurs salafistes ou néo-évangéliques, rabbins radicaux, moines bouddhistes). La Guerre sainte est un conflit à double usage, à la fois contre les « incroyants » des autres religions et contre les hérétiques, schismatiques et hypocrites. Le clergé se militarise à travers des ordres de moines combattants et enfin le massacre est accepté hors du temps de la guerre (émeutes, pogroms, autodafés…), sorte de continuum d'un combat de tout moment qui doit contribuer au triomphe de la vraie foi, surtout dans les moments d'explosion de messianisme (mahdisme de l'islam, sectes en Occident). Toutes les mythologies religieuses ont justifié la « Guerre sainte » et ont donc inventé des théologies guerrières plus ou moins rafistolées, pratiquant l'expulsion, l'épuration, la conversion forcée ou aussi l'extermination des impies. Islam et chrétienté arrivent d'ailleurs à sanctifier la Guerre sainte, concomitamment à la fin du XIe siècle.

Tout mécréant, quelle que soit la religion, est, pour les radicaux, une cible qui n'a comme option que la conversion ou la mort. Qu'ils soient néo-évangéliques, salafistes, juifs, hindouistes ou bouddhistes, tous ces radicaux organisent leur discours de violence autour du triptyque « une foi, une terre, un peuple », le tout fondé sur le postulat supposé du retour à l'âge d'or qui effacera tout ce qui a perverti la foi originelle et gagnera la planète à la vraie foi. Même la fondation des Frères musulmans proclamait : « Dieu est notre but ; le Coran notre constitution ; le combat notre chemin ; la mort au service de Dieu notre désir le plus cher » et sur leur drapeau, les deux sabres soulignés par la sourate 8:60 (le butin) :

> Et préparez contre eux tout ce que vous pouvez comme force et comme cavalerie équipée, afin d'effrayer l'ennemi d'Allah et le vôtre, et d'autres encore que vous ne connaissez pas, en dehors de ceux-ci mais qu'Allah connaît. Et tout ce que vous dépensez dans le chemin d'Allah, vous sera largement remboursé et vous ne serez nullement lésés.

Il paraît que les deux sabres sont défensifs et que le butin est une parabole de paix.

Mais il reste des spécificités du terrorisme religieux. La phrase de Desproges pose une question centrale : la foi aveugle, surtout quand elle légitime la violence, est-elle une maladie mentale ? L'affaire Sarah Halimi, l'assassinat et la défenestration d'une femme juive de 65 ans à Paris, en avril 2017, en est une dramatique illustration.

Acte terroriste, psychiatrie et justice en France

La question est devenue d'actualité avec l'affaire Sarah Halimi, femme juive de 65 ans, torturée et défenestrée à Paris, en avril 2017. En décembre 2019, l'auteur, Kobili Traoré, est jugé irresponsable. Le soldat fou d'Allah est analysé par les psychologues qui l'ont entendu comme un patient « en grande souffrance psychique et psychiatrique ». Selon lui, des pulsions destructrices l'ont conduit à tuer le *sheïtan*, le démon en arabe. Agissant sous l'emprise de drogues, la Cour de cassation a confirmé l'irresponsabilité du jugement de première instance en avril 2021. Le même homme, sous l'emprise de l'alcool, aurait été jugé coupable avec circonstance aggravante, mais pas avec la drogue.

Les neuf derniers auteurs d'attentat en France étaient jusqu'alors tous inconnus des services, les experts en ont dressé une nouvelle typologie psychiatrique.

Parmi ceux affichant une « motivation profondément religieuse » figure le Pakistanais Zaheer Hassan Mahmoud, auteur de l'attaque au hachoir du 25 septembre 2020, devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo*. Il avait visionné de façon compulsive des vidéos émanant notamment d'imams pakistanais radicaux. Il a assumé son geste en expliquant qu'on n'insulte pas le Prophète.

Pour illustrer la « motivation plus politique », les praticiens de l'antiterrorisme citent l'attaque à la voiture-bélier de trois policiers (deux blessés graves) à Colombes le 27 avril 2020 par Youssef Tihlah, né en 1990 à Lunéville, déjà condamné en 2010 pour violences aggravées. Muni d'une lettre d'allégeance à l'État islamique, à Adnane Abou Walid al-Sahraoui, qu'il considère comme le « nouvel émir et digne héritier de Abou Bakr al-Baghdadi ». Il revendiquait quinze ans d'engagement pour la cause palestinienne. Un voisin du suspect, qui possède une vidéo de l'attaque, annonce aux forces de l'ordre, lors de son interpellation, avoir « des projets » similaires.

La catégorie des « profils ultraviolents, fascinés par une violence morbide », est incarnée par Leila B., la jeune terroriste de Béziers fascinée autant par le nazisme que le djihadisme. S'appuyant sur les confidences effroyables dans un carnet à spirale découvert dans sa chambre et une photo de la décapitation de

Samuel Paty. Issue d'un milieu très précaire, désocialisée elle est « très déprimée, suicidaire, mais en même temps dans une volonté de haine, de vengeance contre la République et ses institutions ».

Les multidélinquants basculés dans le radicalisme : Chérif Chekatt, soixante-sept antécédents judiciaires, dont condamné vingt-sept fois pour des faits de droit commun commis principalement en France, en Allemagne et en Suisse, qui avait tué six personnes et fait onze blessés au marché de Noël à Strasbourg, en décembre 2018. Pour Farhad Khosrokhavar, « l'islam ne sert qu'à donner un semblant de légitimité au désir de revanche et surtout assurer la promotion de l'individu qui devient, du jour au lendemain, grâce au terrorisme religieux, une star dans le monde entier ». Son frère, Malek Chekatt, 37 ans, a ensuite menacé de commettre un attentat pour le venger en postant une photo avec cinq armes. Douze mois de prison, dont six avec sursis.

Pour le profil des « dépressifs », Jamel Gorchene, le tueur de l'auxiliaire de sécurité Stéphanie Monfermé au commissariat de Rambouillet le 23 avril. Fils d'un musulman très rigoriste, il avait des inclinaisons homosexuelles non assumées. Ses proches ont tenté de l'exorciser au travers d'une roqya (désenvoutement pratiqué par un religieux) en Tunisie, où un mariage lui était promis avec une femme. En proie à un « bouillonnement intérieur », il est passé à l'attaque la veille de son départ programmé.

Pour Abdallah Ahmed-Osman, soudanais de 34 ans, qui, en avril 2020, à Romans-sur-Isère, tue deux personnes et en blesse quatre autres, tous les signes sont là : « des documents manuscrits à connotation religieuse » dans lesquels il se plaignait « notamment de vivre dans un pays de mécréants » sont découverts à son domicile.

Les deux psychiatres qui ont rencontré Traoré le 27 novembre à l'unité d'hospitalisation de Villejuif renversent la jurisprudence (avril 2017). Ils expliquent qu'il a eu « des gestes criminels à la fois délirants et terroristes », « ses gestes […] empruntent la légitimation de leur haine vengeresse à l'idéologie islamiste radicale et à ses justifications habituelles », et concluent que son discernement était « altéré » au moment des faits, tout en estimant qu'il pouvait être jugé.

Le cas Nathan Chiasson, auteur d'une attaque au couteau le 3 janvier 2020 à Villejuif (un mort, deux blessés), fait l'objet d'un suivi psychiatrique dès l'enfance et est hospitalisé à plusieurs reprises, parfois à la demande de ses parents. Après un parcours scolaire classique jusqu'au bac, il intègre l'école de commerce ESSCA d'Angers. Au bout d'un an, il arrête du fait de ses problèmes psychologiques et d'addiction à des stupéfiants. Il est interné, entre février et mai 2019, et diagnostiqué schizophrène. Il se convertit en mai ou juillet 2017. Il est connu des services de police pour des délits de droit commun, mais pas soupçonné de radicalisation ni fiché S. Les premiers éléments de l'enquête montrent qu'il a minutieusement préparé son acte. Il a notamment vidé son

appartement et écrit un testament. La mère du tueur évoque un mariage religieux avec sa compagne, elle aussi convertie, mais refusé par l'imam qui souhaitait un mariage civil préalable. Ce refus aurait déclenché le passage à l'acte. Le matin de son attaque, il emmène à Villejuif un sac contenant notamment des ouvrages salafistes ainsi qu'une lettre testament. Chiasson s'en est pris à un homme en criant « Allahou akbar ! » Mais il a changé de cible lorsque la personne initialement visée lui a dit qu'elle était musulmane… Nathan Chiasson s'est alors détourné de lui et s'est attaqué à un couple.

Sa compagne de 33 ans, elle aussi convertie et décrite par la police comme « très croyante », avait été relâchée et placée sur écoute téléphonique. Dans une de ses conversations, elle confiait à une amie vouloir commettre un « suicide by cop », c'est-à-dire un attentat-suicide visant à tuer un maximum de policiers pour venger la mort de son compagnon. Elle est interpellée à son domicile de Palaiseau (Essonne). La jeune femme, qui portait sur elle un couteau, a été placée en garde à vue pendant moins de vingt-quatre heures puis relâchée le 8 janvier, car elle présenterait « une forte tendance suicidaire » nécessitant une hospitalisation. Lors de sa garde à vue, elle confirme sa volonté de tuer des policiers. Elle est libérée après que le psychiatre n'a décelé « aucun trouble particulier chez elle ». « Comment peut-on relâcher la petite amie d'un meurtrier ? » s'indigne Guillaume Roux, du syndicat Unité SGP Police 91. « Il y a quand même des menaces. Je suis révolté. C'est un très mauvais signal pour la police et la population. » Pour le parquet antiterroriste, n'engager aucune poursuite ne passe pas. Une décision pourtant logique selon une source proche de l'enquête, qui affirme qu'« aucune infraction ne peut être retenue contre elle ». Car les propos de la trentenaire, même inquiétants, relèvent plus d'une forte tendance suicidaire qu'une réelle intention d'attaquer des policiers. « Elle a parlé de lever le couteau en l'air pour se faire tuer », ajoute cette même source. Interpellée en possession d'un couteau à son domicile, elle ne peut pas non plus être poursuivie pour port d'arme, ne se trouvant pas sur la voie publique lors de son interpellation.

Enfin, l'antiterrorisme français se dit très préoccupé par le profil très jeune de certains assaillants. Ce fut le cas de cet adolescent mosellan de 15 ans, interpellé en octobre par la DGSI, près de Metz, mineur très branché propagande. Reste à savoir s'il était seulement bavard ou s'il y pensait vraiment.

Revenir aux responsabilités premières : quelles cibles ?

La liste (non exhaustive) des écrivains menacés est très, trop, longue : Salman Rushdie, Kamel Daoud, Lale Gül (roman *Je vais vivre*[237]) en hollande, Claire Koç (*Le prénom de la honte*[238]) ; Robert Redeker, Mohamed Sifaoui, Zineb El Rhazoui ; Rachid Boudjedra, Rachid Mimouni (Algérie), Nedim Gürsel, Ousmane Diarra (Mali).

Que vaut un écrivain ?

Verdict du 19 juin 2008, le tribunal correctionnel d'Orléans a condamné Mustapha Dian qui, en septembre 2006, avait adressé plusieurs messages électroniques menaçant Rober Redeker, professeur de philosophie, après la publication d'une tribune critiquant l'islam dans les colonnes du *Figaro*. L'enseignant dans un lycée de la banlieue toulousaine avait alors été contraint de déménager et vit toujours aujourd'hui dans la clandestinité sous protection policière. Dian a été condamné à six mois avec sursis, 750 euros d'amende et 150 euros de dommages et intérêts. Le procès en appel devait avoir lieu le 19 janvier 2009. Entre les deux procès, Mustapha Dian a étendu ses menaces à toute la famille de Robert Redeker. BHL n'a jamais mentionné avoir été visé par des menaces de mort.

La justice algérienne, pour sa part, a condamné mardi à six mois de prison, dont trois ferme, le salafiste Abdelfatah Hamadache Ziraoui qui avait menacé de mort Kamel Daoud pour « apostasie ». Le tribunal correctionnel d'Oran l'a également condamné à une amende de 50 000 dinars (450 euros). Jugement annulé !

Pour le lecteur lassé de ces horreurs, nous conseillons la vidéo montrant, dans une école islamique d'Islamabad, au Pakistan, une enseignante décapitant l'effigie du président Macron devant ses élèves[239].

Les femmes. Trois semaines après les nombreuses attaques sexuelles (dont des viols) survenues dans la nuit du Nouvel An dans diverses villes allemandes, en particulier à Cologne, l'imam salafiste Sami Abu-Yusuf a livré son explication à la chaîne russe REN TV : « Une des raisons pour lesquelles des hommes musulmans violent des femmes ou les agressent sexuellement, c'est la manière dont elles s'habillent. Lorsqu'elles se parfument et sortent à moitié nues, c'est ce qui se passe. C'est comme jeter de l'huile sur le feu. » *Express*, un journal de Cologne, a contacté l'imam et lui a demandé : « Les femmes n'ont-elles pas le droit de mettre du parfum et de s'habiller de manière sexy lorsqu'elles sortent ? » Avant de répondre, l'imam a évidemment tenu à préciser que ses propos avaient été sortis du contexte : « J'ai dit que nous avions un gros problème avec les Nord-Africains à Cologne. Les jeunes hommes prennent des médicaments et/ou se droguent. Le soir du Nouvel An, ils boivent, ce qui les désinhibe… Les femmes étaient peu habillées et elles avaient mis du parfum. Pour certains d'entre eux, il s'agissait là d'une incitation à les toucher. Mais ça ne veut pas dire que je pense que les femmes n'ont pas le droit de s'habiller comme ça. Tout le monde doit accepter ça. Celui qui ne veut pas l'accepter doit aller dans un autre pays. Ça, c'est la vérité. » Sur plus de mille deux cents plaintes reçues après les incidents du 31 décembre 2015, dont la moitié pour des faits d'agressions sexuelles, le tribunal de Cologne indique, du fait de la difficulté

à identifier les agresseurs, que seuls deux hommes ont été condamnés pour des crimes sexuels. Il explique aussi que la légèreté des condamnations est liée au fait « que les coupables avaient entre 18 et 21 ans et ont été jugés conformément aux règles propres à la justice des mineurs ». Heureusement, Houria Bouteldja, fondatrice des Indigènes de la République, a tranché et nie la réalité des viols commis : « les viols de Cologne sont complètement faux ».

Les minorités. Tous les radicalismes mélangent menace intérieure et extérieure. En action, ils mènent des massacres, de l'épuration ethnicoreligieuse (Rohingyas au Myanmar, chrétiens et Yézidis en Syrie-Irak, juifs radicaux contre des Palestiniens en territoire occupé), des mesures de discrimination (le Bharatiya Janata Party indien, contre les musulmans, a inventé le « Love Jihad », qui autorise les parents à demander la dissolution d'un mariage si leur fille s'est mariée à un musulman ; en Arabie saoudite, toutes les autres religions sont interdites, des actions de groupes armés contre les minorités sont conduites)…

Les enfants. chez les radicaux, une partie des troupes de choc est composée de jeunes pris très tôt dans le système éducatif totalitaire – Hitlerjugend, Pionniers soviétiques, Balilla fascistes, Gardes rouges, jeunes salafistes du califat de Daech, jeunes du RSS. Peu connu en Occident, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), « Organisation volontaire nationale », ou encore « Organisation patriotique nationale », est un groupe paramilitaire hindou, fondé en 1925 par un médecin indien, Keshav Baliram Hedgewar. Présenté comme un groupe éducatif destiné à forger l'unité de la communauté hindoue, à lutter contre le colonialisme britannique et le séparatisme musulman, le RSS diffuse une conception raciale et religieuse du peuple indien, s'inspirant notamment des groupes fascistes européens (camps d'entraînement paramilitaires, uniformes…). Certains de ses militants préféraient collaborer avec le colonialisme britannique et entrer dans l'armée afin de lutter contre les tendances panislamistes, perçus comme les principaux ennemis. L'assassin de Gandhi en était membre, Nehru l'interdit et en fit arrêter deux mille membres.

Les discours salafistes déclinent l'ennemi en de multiples noms détournant de leur sens originel des codes musulmans, comme le stalinisme se servait du marxisme pour attaquer ses adversaires politiques. Voici cinq termes particulièrement cités par les outils de propagande de l'organisation terroriste :

La *hijrah* : en 2014, l'État islamique (EI) émet des fatwas dans lesquelles il enjoint, notamment aux musulmans occidentaux, à quitter les territoires non-musulmans pour se rendre dans le « Dar al-Islam » (« maison de l'islam »). « Il n'y avait jamais eu d'appel semblable, même après la Reconquista de l'Espagne par les chrétiens sur les musulmans à la fin du Moyen Âge. À présent, on n'a pas affaire à une réactualisation mais à une réinterprétation du terme[240]. »

La *jâhilîya* : « le temps de l'ignorance », fait référence à une période préislamique où le polythéisme prévalait à La Mecque. Pour les djihadistes, la *jâhilîya* existe partout où leur vision du monde n'est pas majoritaire. Elle commence en vivant dans un pays non-musulman, en se conformant aux mœurs locales.

Murtadd (apostasie) : l'EI attaque ses premiers ennemis au sein même de l'univers de l'islam politique, les Frères musulmans, avant tout coupables de faire de la politique. Les propagandistes anglophones de l'EI ne parlent pas des Muslim Brotherhood mais de Murtadd Brotherhood (« Les Frères apostats »).

Tâghût (le tyran) : l'insulte a changé de destinataire. Pour le djihadiste, c'est le chef d'un régime qui applique une autre loi que la charia, comme Barack Obama, François Hollande, l'Égyptien Abdel Fattah al-Sissi ou encore Bachar al-Assad.

Enfin, le *tawhid* : principe d'unicité, fondement de l'islam, était originellement inclusif, notamment pour les juifs et les chrétiens. Quand les non-musulmans devaient s'acquitter d'un impôt, il s'agissait d'un accord de protection. Aujourd'hui avec l'EI, le *tawhid* est utilisé pour exclure et condamner à mort.

Vers des guerres de religion : l'ennemi, c'est d'abord l'hypocrite

Un hadith (supposé dit du Prophète) ayant déclaré : « Cette communauté se divisera en 73 factions, toutes seront vouées au feu à l'exception d'une », les docteurs de la foi se creusent le crâne depuis cette époque pour savoir laquelle sera sauvée, sachant que l'islam, comme toutes les grandes religions, a développé plusieurs lectures du Coran et de la Sunna. L'oumma est déchirée par les guerres sunnites/chiites/soufis/alévis/Ahmadiyya au Pakistan, Afghanistan, Syrie, Irak, Liban, Algérie, Bahreïn, et Nigeria.

Sunnisme contre chiisme ? Nabil Mouline rappelle :

> Elles [ces oppositions religieuses] mettront trois cents ans à émerger. Au début, elles s'entremêlent. Il y a beaucoup de porosité… Les chiites signifient les « chi'at Ali », les « partisans d'Ali ». Mais on parle aussi à l'époque des « chi'at Othman », les « partisans d'Othman », ou de ceux de Mu'awiya. C'est alors plus une question de personne que de doctrine.

Progressivement, les juristes sunnites accusent les chiites de tous les maux : provoquer la fitna, la discorde, ou introduire une *bid'a*, une « innovation blâmable »… Certains leur jettent l'anathème, appellent à les passer au fil de l'épée, à s'emparer de leurs biens et de leurs épouses, comme Ibn Taymiyya, au XIIIe siècle, devenu l'un des principaux inspirateurs des djihadistes de Daech pour justifier leurs tueries alors qu'il se « limitait » à la seule minorité

alaouite. Les chiites pratiquent la *taqîya*, l'art de la dissimulation, légitimation religieuse du mensonge pour sauver la foi. Ils se développent de façon clandestine ou s'isolent dans les marches de l'empire. Les califes les tolèrent tant qu'ils ne se révoltent pas, pouvant même être hauts fonctionnaires, parfois ministres. Le tournant décisif intervient en 1502, quand Ismaïl prend le pouvoir en Perse, fonde la dynastie des Safavides et proclame le chiisme religion d'État. Un choix éminemment politique, car l'empire se crée face à celui des Ottomans sunnites. Très vite, leurs armées se combattent, mais ces guerres opposent davantage des souverains que des peuples ou des croyances. La frontière entre les deux empires qui correspond à peu près à celle qui sépare actuellement l'Iran de l'Irak « est l'une des plus stables du monde musulman », rappelle Jean-Pierre Filiu. Chacun admet d'importantes minorités qui se revendiquent de la religion de l'autre. Des Arabes sunnites vivent dans la province du Khouzestan, dans le sud de l'Iran. Le chiisme domine autour des lieux saints de Nadjaf et Karbala, ainsi que dans le djebel Amil, au Liban. Une de ses branches éloignées, appelée alévie, subsiste dans la partie méridionale de la Turquie. Une tolérance qui n'exclut pas des pogroms.

Après les indépendances, la diplomatie s'en mêle. Le raïs égyptien Gamal Abdel Nasser veut plaire au chah d'Iran ? En 1959, les très sunnites ulémas d'Al-Azhar reconnaissent le droit jaafarite qui régit les chiites, comme la cinquième école juridique de l'islam. En 1979, l'ayatollah Khomeiny instaure une République islamique fondée sur le Velayat-e faqih, le « gouvernement des doctes (des savants religieux) », en complète rupture avec le quiétisme prôné depuis des siècles par les plus hautes autorités religieuses chiites. Il ambitionne de prendre la tête de l'ensemble de l'oumma. Vali Nasr, du Conseil des affaires étrangères des États-Unis, écrit : « Il considérait la République islamique d'Iran comme le socle d'un mouvement islamique mondial, à peu près comme Lénine et Trotski avaient vu dans la Russie le tremplin d'une révolution communiste mondiale. » En Irak, après l'intervention américaine, les sunnites, chassés du pouvoir, de l'administration et de l'armée, boycottent les premières élections, puis forment le gros de la guérilla. Ex-baassistes et islamistes confondus, ils finissent par rejoindre plus tard al-Qaida en Irak, l'ancêtre du groupe État islamique. Parmi eux, un certain Abou Moussab al-Zarqaoui, qui, théorisant un djihad anti-chiite, déclenche une nouvelle guerre de religion. Dans une lettre adressée à ben Laden et à Zaouahiri, son numéro deux, il écrit :

> [Les chiites] sont une pierre d'achoppement, un serpent à l'affût, un scorpion rusé et fourbe, un ennemi aux aguets, un poison mortel. […] Ils s'infiltrent comme des vipères afin de s'emparer des services de l'armée et de la police, c'est-à-dire de la force de frappe et de la main de fer dans notre tiers-monde tout en dominant l'économie à l'instar de leurs maîtres juifs. Ils sont les plus acharnés à désunir la communauté musulmane, déclarer apostats et insulter les meilleurs

chefs musulmans comme les califes Bien Dirigés et les ulémas à cause de leur croyance que celui qui ne croit pas dans l'imam impeccable ne croit ni en Dieu ni en son Prophète[241].

En février 2006, al-Zarkaoui revendique la destruction de la mosquée d'or, le mausolée du dixième et du onzième imam, un des lieux les plus sacrés du chiisme à Samarra, au nord de Bagdad. C'est le coup d'envoi du conflit confessionnel, malgré les appels au calme du grand ayatollah Ali al-Sistani. L'état-major d'al-Qaida condamnera cette *fitna* (discorde) entre musulmans, et Ayman al-Zawahiri ordonnera même à al-Zarkaoui d'y mettre fin. Quelque temps plus tard, Abou Bakr al-Baghdadi, le patron de l'organisation de l'État islamique, reprend la guerre anti-chiite.

Quelques cas peu connus de violence religieuse. En Inde, les tensions entre musulmans et hindous trouveraient leur légitimation historique dans la domination de dynasties turco-afghanes et turco-mongoles implantées dans le nord du pays, jusqu'à la conquête britannique au XVIIIe siècle. Au XXe siècle, elles ont été accentuées par la création de la Ligue musulmane, parti politique qui obtient des Britanniques la sécession et la création du Pakistan. Les massacres sanglants lors de la Partition en 1947 (entre cinq cent mille et un million de morts), les trois guerres indo-pakistanaises successives, avec l'arrière-fond du problème du Cachemire, ponctuent l'histoire violente des deux radicalismes. Les émeutes antimusulmanes de la dernière décennie semblent s'ancrer dans le « complexe d'infériorité majoritaire » des hindous qui croient faire face à une communauté musulmane adossée à une internationale islamique. Des groupes nationalistes hindous, notamment dans des contextes préélectoraux, incitent à l'agression violente. Parmi les actes les plus stupides des militants antimusulmans des hindouistes radicaux, le retrait de la visite du tombeau musulman du Taj Mahal (retrait des guides touristiques seulement : pas fou !). Les intellectuels paient aussi un lourd tribut. En Inde, pays officiellement laïque, entre 2013 et 2015, trois intellectuels sont assassinés d'une balle dans la tête par des hommes à moto : Narendra Dabholkar, fondateur du Comité d'éradication de la foi aveugle ; Govind Pansare, leader du Parti communiste indien ; Malleshappa Madivalappa Kalburgi, professeur d'université.

Le débat sur l'islamogauchisme est ouvertement posé par la posture fuyante de certains

« En France, il n'y a pas de séparatisme musulman, ce sont les élites qui ont déjà fait sécession », écrivent, dans une tribune au *Monde* du 31 octobre 2020, des professeurs et des chercheurs de diverses sensibilités dénonçant les frilosités de nombre de leurs pairs sur l'islamisme et les « idéologies indigénistes, racialistes et décoloniales », soutenant les propos de Jean-Michel

Blanquer sur l'islamogauchisme. « La pensée décoloniale renforce le narcissisme des petites différences. » Un collectif de quatre-vingts psychanalystes s'insurge, dans une tribune au *Monde*, contre l'emprise croissante d'un dogme qui, selon eux, ignore la primauté du vécu personnel et dénie la spécificité de l'humain.

Certaines personnalités prirent des distances inadmissibles après l'assassinat et la décapitation de Samuel Paty : le démographe François Héran, professeur au Collège de France, diffuse une *Lettre aux professeurs sur la liberté d'expression*[242] qui ressemble à une gifle donnée à tous les enseignants, imbéciles, imprudents et islamophobes, en inversant l'ordre des facteurs :

> Si éviter les violences djihadistes nécessite d'abord de ne pas nier l'existence de « l'islamophobie », des discriminations systémiques et du racisme structurel, cet évitement passe aussi par le fait de ne pas être offensant à l'encontre de l'islam et des musulmans comme l'auraient fait les caricaturistes de *Charlie Hebdo*.

Les formules reviennent comme des mantras. William Marx : « L'allergie nationale au fait religieux est une erreur intellectuelle et une faute politique[243] » ; Manon Altwegg-Boussac et Patricia Rrapi : « L'expression religieuse ne doit pas être considérée comme un phénomène pathogène[244] » (on est ici dans un cas de radicalisme assassin) ; Jacob Rogozinski : « Nous sommes victimes de ce qu'il faut bien appeler l'aveuglement des Lumières[245] » ; Edgar Morin : « Que serait un esprit critique incapable d'autocritique[246] ? » La défense de la liberté d'expression ne devrait pas être assimilée avec la défense du droit au blasphème qui heurte les sentiments des croyants. Au nom d'un principe de réalité, la sécularisation inexistante dans de nombreux pays musulmans rend inaudible l'approche française de la laïcité. Après la vague des attentats djihadistes sur le sol national, il faudrait transiger. Olivier Mongin et Jean-Louis Schlegel proposent, en effet, de cantonner la liberté de caricaturer les religions dans des espaces privés (librairies, marchands de journaux, bibliothèques, musées…) pour ne pas outrager les croyants et réveiller la fureur meurtrière des islamistes. Céline Chambraud et Louise Couvelaire : « Islamisme, séparatisme : l'offensive payante des "laïcards"[247] » ; Jean Baubérot : « Le gouvernement affirme renforcer la laïcité, alors qu'il porte atteinte à la séparation des religions et de l'État[248] » ; enfin, Mediapart, du 19 octobre 2021, qui n'hésite pas y ajoutant une plaisanterie : « Samuel Paty, victime de l'islamophobie de l'état français. Petit traité anti-PATY-que[249] ».

Ces étonnantes lâchetés intellectuelles ont été dénoncées dans *Charlie Hebdo* par Gérard Biard qui constate : « Samuel Paty : les intellectuels le tuent une deuxième fois[250] ». L'interrogation de Samuel Paty exprimée à ses collègues quelques jours avant sa mort est mentionnée dans *Le Monde* qui relate que, dans un long mail envoyé aux professeurs de son collège (à 22

heures le dimanche 11 octobre 2020), Samuel Paty décrit précisément ce qui s'est passé durant son cours, mais problématise aussi la situation dans laquelle il est englué en posant une question : « Autour de la question des caricatures de Mahomet : faut-il ne pas publier ces caricatures pour éviter la violence ou faut-il publier ces caricatures pour faire vivre la liberté ? » ; c'est Fatiha Agag-Boudjahlat qui fait remarquer un commentaire évident : « Seule l'accusation d'islamophobie tue et détruit des vies. »

Rappelons pour mémoire que tout est parti d'un mensonge, amplifié sur les réseaux sociaux, une arrivée d'un islamiste militant, Abdelhakim Sefrioui, pour rencontrer le proviseur et demander le renvoi du professeur, et, enfin, l'assassinat par un jeune tchétchène réfugié politique en France. À combien de professeurs, menacés ou dénoncés de façon mensongère, jugera-t-on que les principes républicains doivent être défendus sans concession ?

En toile de fond, les manifestations, contre les caricatures de Mahomet, devant l'ambassade du Danemark à Londres. Le 3 février 2006, au premier rang, une pancarte « Behead those who insult islam » (« Décapitez ceux qui insultent l'islam »). Une professeure de droit de l'Université d'Aix-Marseille a été la cible d'un torrent d'insultes et de menaces de mort sur les réseaux sociaux pour avoir critiqué l'islam. Placée sous surveillance policière, elle est visée par une plainte de la Ligue des droits de l'homme et Mediapart, toujours en première ligne, a publié son nom.

Les propagandistes de la haine ne sont pas les défenseurs de la laïcité

Les radicaux de toute religion poursuivent la longue lignée des prédicateurs fous annonçant la fin de l'histoire, sous-entendant qu'une extermination des impies serait utile. Si les discours de Jésus ou de Bouddha rompaient avec l'ambiance violente de résistance contre l'occupant en appelant à la non-violence absolue, ils ne seront pas suivis longtemps par leurs disciples. L'Église refusait de porter les armes quand elle était persécutée (Tertullien, Origène), mais pas une fois au pouvoir avec Constantin dans un empire en guerre permanente. Le concept de « guerre juste » remonte à la reconnaissance de la chrétienté comme religion officielle en 325. Saint Augustin la définit en rappelant les multiples guerres de l'Ancien Testament parfois menées par Dieu lui-même, évoquant les persécutions des chrétiens et la nécessaire protection de l'État. La guerre peut être juste « si elle permet d'amener la paix ». Pierre l'Ermite (1053-1115), un de ces « fous de Dieu » parcourant la France pour porter l'appel à la croisade, entraîna des milliers de miséreux qui commirent des pogroms au passage et moururent pour l'essentiel en esclavage. Chez les évangéliques américains, Richard Land, président de la Southern Evangelical Seminary, qualifia de « guerre juste » celle contre la terreur conduite par l'administration Bush.

Interrogé dans les colonnes de *La Vie* sur l'Irak, il déclare, en se présentant comme « une colombe armée par Dieu » : « Celle-ci est juste et bonne. De la même manière que je suis sûr de mon salut éternel, je suis assuré d'une chose, Dieu est de notre côté. Dieu est contre Saddam Hussein, ce tyran, ce fou, cet assassin[251] ! » L'Arabie saoudite produit à jet continu des prédicateurs intolérants et dénonciateurs. Muhammad Al-Arifi, imam de la mosquée du roi Fahd, a vingt et un millions quatre cent mille abonnés sur Twitter et vingt-cinq millions sur Facebook. Ce docteur en théologie, né en 1970, docteur de la loi coranique enseignant à l'Université du Roi-Saoud de Riyad, justifie le droit pour les maris de battre leurs femmes. Ayant, semble-t-il, une grande expérience de séducteur, il déclara que « les femmes danoises ont tellement d'amants qu'elles sont incapables de désigner le père de leurs enfants ». Il s'en prend également aux Juifs, aux homosexuels et aux chiites. Le Royaume-Uni, en 2014, lui a interdit l'entrée. Après le déclenchement des soulèvements dans le monde arabe, il a tenté, en 2016, une incursion en Algérie, mais n'a jamais pu y mettre les pieds, Alger considérant que le salafisme saoudien avait été à l'origine des cent mille morts des années noires. Les prédicateurs saoudiens Muhammad al-Arifi, Aidh al-Qarni, Ahmad al-Shugairi, Salman al-Ouda et Mishary Rashid Alafasy, gèrent respectivement les septième, huitième, dixième, quinzième et seizième comptes relevant du monde des idées sur les réseaux sociaux. En Arabie saoudite, un prédicateur va en prison s'il appelle à des réformes politiques, pas s'il prêche l'intolérance et le massacre.

Les téléprédicateurs américains de la National Religious Broadcasters (NRB) réussissent très bien aussi, mais les médias les y aident : environ mille deux cents stations de radio et plus de deux cents chaînes de télévision disposant de trois mille cinq cents journalistes proposent le programme de la Nouvelle droite chrétienne. Le groupe le plus important serait le Christian Broadcasting Network (CBN) de Pat Robertson : quatre chaînes de télévision câblées, trente stations de radio reçues par vingt millions de foyers. L'émission du matin, *The 700 Club*, est conçue sur le modèle des talk-shows : dans un salon, Pat ou Tom – le père et le fils – font venir des correspondants qui traitent de l'Amérique centrale ou de l'Afrique, des experts. « La Colombie a un besoin immédiat du pouvoir de Jésus-Christ. Menons la guerre spirituelle, envoyez votre argent », sur un service téléphonique du style SOS Amitié, qui fonctionne 24/24 et reçoit environ trois millions d'appels par an. D'autres, comme celles du pasteur Billy Graham, à la tête de BGEA (Billy Graham Evangelistic Association) qui comprend une émission hebdomadaire à la radio, des émissions télé en *prime time* (environ six fois par an), un encart dans des journaux nationaux et internationaux, un magazine, et des films, de Jerry Falwell, Oral Roberts et Robert Schuller les suivent, mélangeant conversion, argent et guerre. Presque toutes ces activités sont exemptes d'impôts, y compris les récoltes de fonds, et le fisc est impuissant à contrôler

l'Église « électronique ». Le révérend Oral Roberts est l'auteur d'un étonnant appel télévisé : « Si je ne reçois pas 8 millions de dollars, Dieu va me rappeler à lui. » Il les a reçus. Son fils en a redemandé…

Les radicalismes religieux vérolent environ un bon tiers de l'humanité

L'Ancien Testament est un long récit de guerres, de massacres et d'oppressions, aussi meurtrier qu'un western spaghetti. Le livre de Josué cite un commandement divin pour la conquête de Canaan : « Préparez-vous des provisions car dans trois jours vous traversez le Jourdain pour aller hériter du pays que Yaveh, votre Dieu vous donne à hériter » (Jos, 1:11) et en Deutéronome 20:16 :

> Dans les villes de ces peuples que l'Éternel ton Dieu te donne en héritage, tu ne laisseras pas subsister une âme car tu dois les vouer à l'anathème […] comme te l'a demandé l'Éternel ton Dieu afin qu'ils ne vous apprennent pas à imiter toutes les abominations commises par eux en l'honneur de leurs dieux.

Certains chercheurs ont tenté de quantifier les massacres dans l'Ancien Testament. Steve Wells, dans son livre *Drunk with blood ; God's killing in the Bible*[252] (« Ivre de sang ; les meurtres de Dieu dans la Bible ») en se limitant aux assassinats et massacres pour lesquels il existe un décompte précis, arrive au chiffre de deux millions huit cent mille morts : cent soixante meurtres directs (des personnes que Dieu a tuées lui-même) et plus de deux millions et quelques morts indirectes que Dieu a ordonnées. C'est bien plus que Satan, qui n'est l'auteur que de dix morts dans la Bible. Pour cinquante-trois des cent soixante épisodes sanglants causés par Dieu directement, ce sont des punitions collectives : par exemple « Je ferai pleuvoir sur la terre quarante jours et quarante nuits, et j'exterminerai de la face de la terre tous les êtres que j'ai faits », il ne resterait donc sur Terre que la famille de Noé et quatorze couples d'oiseaux et d'animaux. On appellerait cela un génocide aujourd'hui. La Bible n'est pas très précise et se contente de dire que Dieu les « frappa » ou les « fit mourir ». L'épisode le plus grotesque fut la tuerie commise par David, grand assassin devant l'éternel, en échange de la main de la fille du premier roi d'Israël. « Saül dit : Vous parlerez ainsi à David : Le roi ne veut pour don nuptial que cent prépuces de Philistins, pour tirer vengeance des ennemis du roi. » Le délai n'était pas écoulé que David abattait deux cents Philistins et rapportait leurs prépuces, dont on fit le compte devant le roi. Mais Saül lui donna pour femme sa seconde fille Mikal, c'est-à-dire pas la bonne fille (Samuel, 18:27, premier livre).

Dans l'Ancien Testament, Amalek est un mot-code désignant le mauvais penchant ou même le doute spirituel. La pensée stratégique juive longtemps

inutile après la diaspora ressort aujourd'hui chez les juifs radicaux : les premières cibles concernent d'autres Juifs. Selon le rabbin Elhanan Wasserman (1875-1941), l'un des premiers dirigeants de l'Agoudat Israel, tout Juif qui rejetait la Torah et les mitsvot était « Amalek » ainsi que les communistes juifs soviétiques. Ce phénomène prend de l'ampleur depuis quelques décennies dans le contexte surchauffé des relations entre État et religion en Israël : en 2013, le rabbin de Satmar considérait que des sionistes aussi sont Amalek ; le dirigeant spirituel du parti Shas, Shalom Cohen, réservait plus modestement ce qualificatif au seul parti politique haBayit HaYehudi ; peuvent également être Amalek, selon d'autres, des ministres israéliens comme Yossi Sarid ou Yaïr Lapid. Cette vision du mal a généré du terrorisme juif, comme l'assassinat de Yitzhak Rabin pour avoir signé les accords d'Oslo, accusé par Ariel Sharon et Benyamin Netanyahou d'être Amalek. Amalek est devenu le couteau suisse de la lutte politique, comme Hizb França (Parti de la France) dans la vie politique algérienne.

La genèse de l'idée de croisade va transformer la guerre en agression par étapes théologico-stratégiques : le pape Jean VIII a accordé l'absolution aux guerriers qui mouraient en luttant contre les Sarrasins en Italie, puis en Espagne. Après la défaite de Mantzikert en 1071, le pape Grégoire VII reçoit des appels à l'aide de Byzance et des Arméniens, en particulier pour libérer les lieux saints. Appel qui connut un succès certain. Mais la notion de croisade glissa finalement à la guerre contre les mauvais croyants : la quatrième croisade contre les Orthodoxes aboutit à la prise de Byzance (1204) ; contre les Albigeois (1209) avec la célèbre formule d'Arnaud Amalric, abbé de Cîteaux et légat du Pape Innocent III, « Tuez-les tous ! Dieu reconnaîtra les siens », le 22 juillet 1209, lors de la prise de Béziers ; les six croisades ratées contre les hussites de Bohême et les Vaudois en Savoie ; les croisades baltes, dès 1193, contre les peuples païens. Tous ces conflits étaient associés à des indulgences pour les combattants. La racine du mot djihad est employée six fois dans le Coran. Le Coran, 5:33, lie l'expression « ceux qui font la guerre contre Dieu et son Prophète » à l'expression « ceux qui exercent la violence sur terre », insinuant que la violence première est le fait de l'Autre. La guerre sainte n'existe pas dans les obligations religieuses, mais l'idée en est codifiée du IXe au XIe siècle pour reconquérir l'Espagne sous les Almoravides, en même temps qu'est lancé l'appel à la croisade. En islam, la seule guerre juste devrait être la « guerre sainte », ordonnée par l'autorité politico-religieuse et menée par des combattants habilités dont la récompense est la rémission des péchés et la promesse du paradis. Le processus adopté par les djihadistes n'a plus rien à voir avec la norme théologique.

On a un peu rapidement pensé que la théologie de la violence était le fait des religions monothéistes[253], il n'en est rien, les hindouistes radicaux et les bouddhistes sont entrés dans le club. Le *Mahabharata*, saga mythico-historique indienne, raconte des hauts faits guerriers à la fin des premier et

deuxième millénaires avant l'ère chrétienne, entre deux branches d'une famille royale. Y étaient déjà exposés les critères de la guerre juste : proportionnalité, utilisation de moyens adéquats, nécessité d'une cause juste et traitement équitable des prisonniers et des blessés. Mais il s'agit ici de réglementer une forme de guerre civile plus que dynastique. Une fois ces conditions respectées, la « guerre juste » devient bénie car guerre « divine », d'abord contre les impies des autres religions puis contre les hérétiques ou déviationnistes. On n'en sort pas.

Dans sa doctrine originelle, Gautama Bouddha prêche « renoncer à toute violence envers les êtres vivants, mobiles et immobiles ». Mais, selon Bernard Faure[254], les contre-exemples ne manquent pas tant dans l'histoire qu'actuellement. Au Tibet, les moines bop-bop se chargeaient de défendre leur monastère contre d'autres moines, puis étendirent leur violence au point d'être interdits en Mongolie et en Chine. Actuellement, la situation s'est aggravée : au Myanmar, le moine bouddhiste birman U Wirathu[255], leader du mouvement 969 (chiffres sacrés du bouddhisme), membre influent de l'association Ma Ba Tha, qui a prôné le boycott des commerces musulmans et l'interdiction des mariages interreligieux, est sous le coup d'un mandat d'arrêt pour incitation à la haine émis par les autorités birmanes. L'homme a fait de la haine des musulmans un combat permanent. Arrêté et condamné à vingt-cinq ans de prison en 2003, il avait été libéré en 2012. Au Sri Lanka, le mouvement extrémiste Bodu Bala Sena (BBS – le même) né vers 2012, pratiquant pourtant le bouddhisme theravāda, attaque des mosquées fréquemment vandalisées. Le moine bouddhiste Wataraka Vijitha Thero, qui s'est élevé publiquement contre ces violences, a été enlevé et agressé en juin 2014. Les autorités l'ont accusé de faux témoignage.

Le bouddhisme japonais contemporain s'est, dès l'ère Meiji, dévoyé en religion d'État et en idéologie intolérante puis guerrière au service du pouvoir impérial[256]. Daisetsu Teitarō Suzuki (1870-1966) a légitimé l'alliance entre le sabre et le zen, en 1896, avec son livre *Traité sur le rôle nouveau de la religion* (*Shin shūkyō-ron*) paru au lendemain de la victoire dans la guerre sino-japonaise. Le maître Rinzai Zen de Suzuki, Shaku Sōen [1860-1919], également un fervent partisan des efforts de guerre du Japon, s'est porté volontaire pour les champs de bataille en Mandchourie comme aumônier militaire : « J'ai également souhaité inspirer, si je le pouvais, à nos vaillants soldats les pensées ennoblissantes du Bouddha, afin de leur permettre de mourir sur le champ de bataille avec la confiance que la tâche dans laquelle ils sont engagés est grande et noble. » Suzuki a soutenu la conquête de la Corée en 1912 :

> [Les Coréens] ne savent pas à quel point ils ont de la chance d'avoir été remis aux mains du gouvernement japonais. C'est bien beau de parler d'indépendance, etc., mais il est inutile qu'ils appellent à l'indépendance lorsqu'ils n'ont pas la capacité et la vitalité de se débrouiller seuls […], je pense que la Corée devrait

compter le jour où elle a été annexée au Japon comme le jour de sa renaissance.

Certaines citations relevées par Brian Victoria[257] sont sans ambiguïté : « Les guerriers qui sacrifient leur vie pour l'empereur ne mourront pas. Ils vivront éternellement. En vérité, on devrait les appeler des dieux et des bouddhas pour qui il n'y a ni vie ni mort. Là où il y a loyauté absolue, il n'y a ni vie ni mort », déclare le lieutenant-colonel Sugimoto Goro. Certaines doctrines Shakyamuni ont justifié l'acte kamikaze comme une forme d'illumination. La collusion a cessé en 1945. La publication de *Zen at war*[258] (« Le Zen en guerre ») puis de *Zen War Stories*[259] en 2002 a provoqué une onde de choc dans les cercles bouddhistes zen au Japon, aux États-Unis et en Europe. En 1992 une déclaration de repentance vint de l'école sôtô la plus importante du Japon.

Le radicalisme bouddhiste au Myanmar, Thaïlande, Sri Lanka

L'instabilité de l'ex-Birmanie est structurelle : cent trente-cinq minorités ethniques officiellement reconnues, basées sur des données datant de la colonisation. Les Rohingyas sont la seule minorité d'un million cinq cent mille individus à ne pas avoir été reconnue lors de l'indépendance. Après la décolonisation, la Tatmadaw, l'armée nationale, forte de quatre cent mille hommes, était la seule institution assez puissante pour imposer son autorité sur le pays. La Birmanie, de pratique theravāda depuis le XIe siècle, se considère comme dernier refuge du bouddhisme véritable. Le dalaï-lama n'y a aucune autorité. Les militaires prennent le pouvoir de 1962 à 1988 avec le général Ne Win, chef d'État officiellement marxiste, mais qui fait du bouddhisme la religion d'État et place, en 1980, la communauté du clergé, la Sangha, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Selon les statistiques de Warso Sangha, la Birmanie compterait « 520 356 moines ». La politique xénophobe de Ne Win autour du slogan « la Birmanie aux Birmans » rappelle qu'en 1920, les Britanniques avaient fait venir près d'un million d'Indiens pour travailler sur les plantations. Ne Win nationalise commerces, écoles et usines : les musulmans étaient plutôt commerçants et dans les services ; les Indiens usuriers. En 1988, il est remplacé par une junte militaire, le Conseil d'État pour la restauration de la loi et de l'ordre. L'opposition se fait dans les temples et certaines prédications de rue réunissaient jusqu'à cinquante mille personnes. Ainsi, même si les moines birmans ne devaient pas participer à la vie politique du pays, leur clergé est bel et bien politisé, ce qui se traduit lors de la Révolution de Safran (2007), qui montre au grand jour l'implication politique des moines autour d'une nouvelle idée : pour être un bon bouddhiste, il faut aussi agir pour le bien de son pays, donc, être un bon birman, c'est être un bon bouddhiste. Le bouddhisme des origines s'inscrivait

dans une aire géographique comprenant une large partie de l'Asie, de l'Afghanistan à la Malaisie, englobant l'Inde, et il ne concerne plus aujourd'hui que l'Asie du Sud-Est et le Sri Lanka pour la branche du theravāda, du fait de la pression de l'islam, explique l'anthropologue Bénédicte Brac de la Perrière. « Le groupe 969 fait partie de mouvements réactionnels liés à des problèmes identitaires. Le bouddhisme est dans ce cas une arme symbolique », résume ainsi Raphaël Liogier, ancien directeur de l'Observatoire du religieux à l'IEP d'Aix-en-Provence.

Les attaques contre les musulmans sont périodiques : le 30 octobre 1999 est fondé le 969, précurseur du Ma Ba Tha (organisation pour la protection de la race et de la religion) qui, dès mars 2013, est impliqué dans des émeutes antimusulmanes. Au comité central, cent vingt-cinq personnes, dont quatre-vingt-dix moines, et, en janvier 2014, il réunit une convention de dix mille moines à Mandalay, qui présente une déclaration en dix points : contre le mariage mixte, pour la censure des feuilletons et journaux, et des artistes… Des intervenants rappellent la disparition du bouddhisme remplacé par l'islam. Cette peur est exacerbée depuis l'arrivée au pouvoir d'Aung San Suu Kyi (prix Nobel de la paix) que le Ma Ba Tha estime soumise aux désirs de la communauté internationale accusée de privilégier les minorités religieuses et ethniques au détriment de la foi bouddhiste et des « vrais » Birmans. L'État de l'Arakan, où vivent des milliers de Rohingyas musulmans, est la frontière entre l'Asie bouddhiste et l'Asie musulmane.

En 1997, le moine bouddhiste U Wirathu[260] découvre à 29 ans un opuscule anonyme intitulé *La peur de la disparition de la race*, qui accuse les musulmans rohingyas de former une sorte de cinquième colonne à détruire. Lorsqu'il lance sa campagne 969, des moines créent au Sri Lanka le parti Bodu Bala Sena (BBS, « Force du pouvoir bouddhiste »), qui développe la même rhétorique violente à l'encontre de l'islam. Dans ce pays quasi exclusivement bouddhiste : « Le pays appartient aux Cingalais, ce sont eux qui ont créé cette civilisation et sa culture ! Nous devons rendre le pays aux Cingalais. Nous nous battrons jusqu'au bout. » Ma Ba Tha et le BBS alliés trouvent un écho en Thaïlande où le sud musulman du pays est en rébellion. Certains moines ont, à plusieurs reprises, mis en avant le « danger de l'islam », appelant à faire du bouddhisme une religion d'État et quelques-uns souhaitent réserver aux musulmans séparatistes du sud du pays « le même sort qu'aux Rohingyas ». En 2014, un protocole d'accord avec le Bodu Bala Sena a été signé par U Wirathu à Colombo, au Sri Lanka, et, en 2015, avec l'Inde et la Thaïlande.

Le State Sangha a interdit à U Wirathu de prêcher pour une durée d'un an, depuis le 10 mars 2017, il avait salué les hommes accusés d'avoir prémédité l'assassinat de Ko Ni, avocat musulman, en les désignant comme des défenseurs de la race et de la religion. En 2017, en plein milieu de violences contre les Rohingyas dans le nord de l'Arakan, un moine, Sitagu Sayadaw,

fait un sermon aux soldats où il fait référence à un passage controversé du Mahavamsa, un ancien texte bouddhiste sri-lankais, dans lequel le meurtre de non-bouddhistes est justifié s'il protège le bouddhisme.

Florilège de citations de U Wirathu

En 2015, à Meiktila, lors d'un prêche au centre du pays où une cinquantaine de musulmans avaient été massacrés deux ans plus tôt : « Vaut-il mieux épouser un clochard ou un musulman ? » demande-t-il. « Un clochard ! » répond l'auditoire. « Vaut-il mieux se marier avec un chien ou avec un musulman ? […] Un chien, car, contrairement au musulman, un chien ne vous demandera jamais de changer de religion. »

Le Ma Ba Tha a joué un rôle crucial dans l'adoption, en 2015, d'une loi sur les mariages interreligieux. « Désormais, si un musulman cherche à convertir une femme bouddhiste ou s'il pratique la polygamie, il ira en prison », expose-t-il dans le film de Barbet Schroeder, *Le vénérable W*. Aung San Suu Kyi n'a jamais condamné les exactions et viols divers sur les musulmans. Elle exclut l'ingérence dans le dossier des Rohingyas, pensant que l'armée lui laisserait en échange toute latitude pour mener ses réformes. Peut-être redoute-t-elle aussi de se mettre à dos la population, bouddhiste à 90 %. Elle interdit la carte d'identité avec mention religieuse car les musulmans sont interdits dans certains endroits. Mais, le 1er février 2021, un coup d'État militaire l'a arrêtée.

Le radicalisme hindouiste et juif

En Inde, Yogi Adityanath, prêtre adepte du yoga, désigné pour diriger le gouvernement de l'Uttar Pradesh (deux cents millions d'habitants), déteste les musulmans, mais aussi les minorités, les carnivores, l'action de Mère Teresa et les anti-yoga. Il propose, par exemple, d'installer une statue de Ganesh, le dieu éléphant, dans chaque mosquée, il compare l'acteur Shahrukh Khan, de confession musulmane, au terroriste islamiste pakistanais Hafiz Saeed, de l'attentat de Bombay de 2008. Il espère que l'Uttar Pradesh sera un jour « comme le Gujarat », frappé par des pogroms de 2002 et la mort d'un millier de musulmans – l'État était dirigé à l'époque par Narendra Modi. Il a applaudi le décret antimusulman de Donald Trump et a demandé qu'en Inde « des mesures similaires soient prises pour endiguer le terrorisme ». Adityanath a défendu ceux qui avaient lynché un musulman accusé d'avoir tué une vache.

Depuis des années, des extrémistes juifs agressent, sous le label du « prix à payer », des Palestiniens et des Arabes israéliens, et vandalisent des lieux de culte, surtout musulmans. D'autres, comme Benzi Gopstein, de Lehava,

veulent aussi brûler les églises. Le 18 juin 2015, l'église de la Multiplication des pains, à Tabgha, a été incendiée par trois extrémistes déjà soupçonnés dans d'autres actes de même nature. « Les flammes de la haine et de la violence se sont propagées dans notre pays », a déclaré le président israélien Reuven Rivlin après l'agression qui a blessé six personnes lors de la Gay Pride marquée par la mort d'une adolescente de 16 ans en 2015, ceci peu après la mort d'un bébé palestinien brûlé vif et ses parents et son frère grièvement blessés le 31 juillet, lorsque des extrémistes israéliens ont incendié leur maison en Cisjordanie occupée. Les Palestiniens affirment avoir recensé onze mille attaques en dix ans. Selon l'ONG israélienne Yesh Din, 85,3 % des plaintes de Palestiniens contre des colons sont classées sans suite.

Le mémocide est un acte de purification pour les radicaux qui souhaitent épurer leur terre sacrée de toute autre religion et procéder à la reconquête des lieux de culte comme la mosquée d'Ayodhya en Inde (trois mille morts) ; Sainte-Sophie réislamisée par Erdoğan ; en Israël, l'esplanade des mosquées, lieu de friction continu ; le rachat forcé de terres (Cachemire, Israël…) ; la politique d'épuration ethnique et religieuse pratiquée par l'État islamique en Irak et en Syrie contre chrétiens ou yézidis est la version la plus récente du mémocide. Daech a créé une unité spéciale (la Kata'ib Taswiya) chargée de la destruction (voire l'exportation) du patrimoine non sunnite d'Irak. La médiatisation de ces destructions attire l'attention du monde entier et le trafic des œuvres d'art a, entre autres, pour conséquence de faire augmenter le prix des antiquités vendues illégalement.

Le radicalisme légal : le droit de la nationalité dans des pays démocratiques

Le droit de la nationalité refermé : un million de Rohingyas doivent prouver que leur famille vit en Birmanie depuis plus de soixante ans pour une citoyenneté de second rang, ou faire face à la déportation. Le cas de l'Inde est moins médiatisé. En décembre 2019, la loi réformant le droit à la nationalité indienne représente, selon le Premier ministre Modi, « un grand jour pour l'Inde et symbolise notre esprit de compassion et de fraternité. Elle va mettre fin aux souffrances de ceux qui sont persécutés depuis des années ». La loi facilite la naturalisation des Afghans, Pakistanais et Bangladais s'ils vivent dans le pays depuis le 31 décembre 2014, donc cinq ans au lieu de onze ans pour tout autre étranger. Seules six religions sont admises : hindouisme, bouddhisme, christianisme, sikhisme, jaïnisme et zoroastrisme, pas l'islam. Pour les nationalistes hindous au pouvoir, la loi offre un refuge aux minorités religieuses persécutées dans ces trois pays musulmans (Afghanistan, Pakistan et Bengladesh). Pour l'opposition, cette « compassion sélective » sape les fondations laïques de l'Inde (articles 14 et 15 de la Constitution). Le texte est « une trahison de l'idée fondatrice de l'Inde, selon le député du Parti du

congrès, Shashi Tharoor, ancien diplomate, pour qui « le principe selon lequel la religion définit la citoyenneté, c'est le socle fondateur du Pakistan, pas de l'Inde. L'Inde, à l'inverse, a été fondée sur l'accueil des populations de toutes les croyances et religions ». Pour Alok Prasanna Kumar, juriste et cofondateur du Vidhi Centre for Legal Policy, il est « évident que cette loi est inconstitutionnelle […]. Si elle incluait toutes les personnes qui souffrent de discriminations dans ces pays, cela serait acceptable. Mais il faudrait pour cela accueillir les musulmans hazaras d'Afghanistan ou les ahmadis du Pakistan, qui sont régulièrement persécutés ».

Guerres religieuses internes : l'islam aujourd'hui est déchiré par plusieurs conflits[261]

D'abord les guerres al-Qaida/Daech

Al-Baghdadi, exclu d'al-Qaida, proclame, le 29 juin 2014, le Califat, afin de ressusciter les temps originels. Le Coran ne disant rien sur la succession du Prophète, il était devenu un principe dynastique. Aboli par Atatürk en 1924, il est ressuscité par les salafistes vantant les quatre premiers califes, dit « bien guidés », dont trois sont pourtant morts de mort violente (Omar, poignardé par un ancien esclave ; Othman, assassiné à Médine dans sa maison par un groupe d'insurgés pendant le pèlerinage ; et Ali, accusé d'avoir commandité l'assassinat d'Othman par les kharijites alors qu'il se prosternait pendant la prière du lever de soleil). Étrange valorisation des successeurs du Prophète qui ont surtout provoqué l'éclatement du monde musulman.

Daech ne tolère aucune autre structure djihadiste que la sienne, estimant que seuls ses propres savants de la foi sont à même de prêcher la bonne parole et détenir la vérité. L'organisation fonctionne sur un modèle sectaire, les membres des autres mouvements salafistes sont donc, au minimum, des ignorants, au pire, des traîtres à l'islam. Le calife de l'État islamique ne se reconnaît aucun supérieur (même théorique) puisqu'il serait descendant du Prophète. Trahison suprême, les talibans avaient signé le 29 février un accord à Doha avec les mécréants américains et se seraient engagés à ne plus viser les intérêts des « croisés et des tyrans ». De plus, ils entretiennent de bonnes relations avec les apostats iraniens et pakistanais. Dans l'esprit des dirigeants de Daech, les traîtres (al-Qaida et les talibans) ont fait alliance avec Satan. À propos des chiites, les talibans viennent de donner un argument de poids à Daech en rendant publique la religion chiite d'un de leurs émirs régionaux. C'est donc bien la preuve de leur collusion avec les apostats. Daech critique aussi les idéologues islamistes qui ont rejeté la création du califat : Hossam Abdul Raouf, Abou Qatada, Abou Mohammed al-Maqdisi, Hani Mohammed Yusuf al-Siba'i et Tariq Abdul Haleem ; Harith bin Ghazi al-Nadhari et Ibrahim Sulayman Muhammad al-Rubaish décédés.

Nombreux sont les théâtres de guerre où Daech tente de s'implanter, de consolider ses positions ou de s'étendre, comme le Caucase, le Pakistan, l'Inde, l'Extrême-Orient… L'État islamique attire, par son intransigeance, tout aspirant djihadiste en mal de notoriété, et il est aujourd'hui plus gratifiant de se réclamer du califat que d'al-Qaida. Depuis la disparition du territoire de Daech, la guerre se poursuit dans les banlieues de l'islam intégriste : parisiennes du nord du périphérique ; South Side de Chicago ; Londonistan de Londres ; Little Egypt de Jersey City ; Kleine Istambul à Berlin ; Barrios barcelonais et madrilènes. Le procès des terroristes des attentats de Madrid en 2004 est composé de vingt-neuf personnes, dont quinze Marocains, neuf Espagnols, deux Syriens, un Égyptien, un Algérien et un Libanais.

La guerre des radicaux contre l'ennemi intérieur

Dans un contexte de radicalisation, les voix pacifistes sont rares et peu entendues :

> Ne vous laissez pas entraîner dans le sillage de ces exégètes qui se sont placés auprès des gens pour donner réponse à tout. Beaucoup d'entre eux ne tiennent leurs dires d'aucune référence […]. Plus tel exégète est étrange plus il est apprécié[262], tente Ibrahim an-Nazzam, théologien rationaliste du VIIIe siècle.

Lamartine refusa d'assister à l'inauguration de la statue de Pierre l'Ermite à Amiens :

> Je considère Pierre l'Ermite comme un derviche chrétien conduisant l'Europe en aveugle à la perte de son temps, de son sang et de son bon sens. Rien de beau hors de l'humanité, rien de vrai dans le fanatisme.

Les journalistes et les intellectuels deviennent une cible de choix : en Inde, onze journalistes assassinés dans l'année 2017 seulement, le pays est classé cent quarante-deuxième par Reporters sans frontières. Gauri Lankesh, directrice du film *Lankesh Patrike*, assassinée en septembre 2017, était accusée de « haine contre l'hindouisme » ; Arundhati Roy, écrivaine, est harcelée. La formule la plus fréquente est le harcèlement par internet : le Bharatiya Janata Party a les yodhas, « guerriers informatiques », spécialisés dans les trolls. En France, Idriss Sihamedi, le fondateur de l'association islamique Barakacity à Évry-Courcouronnes (Essonne), suivi par près de vingt-neuf mille internautes, attaque l'ancienne journaliste de *Charlie Hebdo*, Zineb El Rhazoui, qu'il accuse d'être « islamophobe ». Accusations proférées avec le hashtag #balancezinebelrhazoui. Au-delà de l'opacité qui entoure le financement de son association, il enfile les âneries comme : « Je pense que la musique peut être dangereuse, la polygamie une alternative contre l'adultère

et le voile un signe de pudeur. »

Le complexe militaro-intellectuel est très silencieux face à ces radicalismes religieux, balbutiant parfois quelque tentative d'explication, des condamnations nuancées, voire des justifications macaroniques. L'accusation d'islamogauchisme, qui provoque une réaction corporatiste, agrège des experts désorientés plutôt que convaincus, comme d'ailleurs la justice, qui parfois rend des décisions incomprises (voir plus haut). Ces différentes caractéristiques expliquent la gêne des acteurs du complexe militaro-intellectuel qui préfèrent délivrer leurs leçons sur le plan intérieur, oubliant le caractère planétaire du problème du radicalisme religieux. Contrairement au discours victimologique tenu par les islamistes, il apparaît que la persécution contre les chrétiens minoritaires dans les pays musulmans est grave. Selon l'ONG Portes ouvertes[263], plus de trois cent quarante millions de chrétiens sont discriminés et persécutés dans soixante-quatorze pays : en Afghanistan, des enfants obligés de suivre des cours d'instruction religieuse islamique ; en Somalie, la détention d'une Bible punie de mort ; aux Maldives, la conversion entraîne déchéance de nationalité ; en Érythrée, mille cinq cents à trois mille chrétiens emprisonnés pour avoir pratiqué leur culte ; le pasteur Lawan Andimi, chef de la section de l'Association chrétienne du Nigeria (CAN) dans l'État d'Adamawa, a été tué, le 20 janvier 2020, par Boko Haram ; en Indonésie, le pasteur Yeremia Zanambani par l'armée ; en Papouasie, région à majorité chrétienne qui réclame son indépendance, en 2020, quatre mille sept cent soixante et un tués, quatre mille deux cent soixante-dix-sept détenus et quatre mille quatre cent quatre-vingt-huit églises attaquées.

---

233. Abou Bakr Naji, *Gestion de la barbarie*, Paris, Éditions de Paris, 2007.
234. Mouammar Kadhafi, *Le livre vert*, 1975.
235. Henri Locard, *Le « petit livre rouge » de Pol Pot ; ou, Les paroles de l'Angkar*, Paris, L'Harmattan, 2000.
236. Cité dans l'article de Christophe Jaffrelot, « Les émeutes entre hindous et musulmans : essai de hiérarchisation des facteurs culturels, économiques et politiques (partie 1) », in *Culture et Conflits*, n° 5, printemps 1992.
237. Lale Gül, *Je vais vivre*, Paris, Fayard, 2021.
238. Claire Koç, *Le prénom de la honte*, Paris, Albin Michel, 2021.
239. « Vidéo-Pakistan : Dans une école islamique d'Islamabad, une enseignante décapite l'effigie du président Emmanuel Macron devant ses élèves », *liguedefensejuive.com*, 24 janvier 2021.
240. Thèse de Mathieu Guidère, *Au commencement était le Coran*, Paris, Gallimard, 2018.
241. « La croisade d'al-Zarkaoui, djihadiste anti-chiite, *L'Obs*, 9 juin 2015.
242. François Héran, *Lettre aux professeurs sur la liberté d'expression*, Paris, La Découverte, 2021.
243. William Marx, « L'allergie nationale au fait religieux est une erreur intellectuelle et une faute politique », *Le Monde*, 2 novembre 2020.

244. Manon Altwegg-Boussac, Patricia Rrapi, « L'expression religieuse ne doit pas être considérée comme un phénomène pathogène », *Le Monde*, 3 novembre 2020.
245. Jacob Rogozinski, « Caricatures de Mahomet : "Nous sommes victimes de ce qu'il faut bien appeler l'aveuglement des Lumières" », *Le Monde*, 9 novembre 2020.
246. Nicolas Truong, « Assassinat de Samuel Paty : pour Edgar Morin, "le plus dangereux est que deux France se dissocient et s'opposent" », *Le Monde*, 20 novembre 2020.
247. Céline Chambraud, Louise Couvelaire, « Islamisme, séparatisme : l'offensive payante des "laïcards" », *Le Monde*, 7 décembre 2020.
248. Jean Baubérot, « Le gouvernement affirme renforcer la laïcité, alors qu'il porte atteinte à la séparation des religions et de l'État », propos recueillis par Claire Legros, *Le Monde*, 14 décembre 2020.
249. « Samuel Paty, victime de l'islamophobie de l'état français. Petit traité anti-PATY-que », Mediapart, 15 octobre 2021,
250. Gérard Briard, « Samuel Paty : les intellectuels le tuent une deuxième fois », *Charlie Hebdo*, n° 1477, 11 novembre 2020.
251. Sébastien Fath, « Les Églises évangéliques américaines et la guerre au Moyen-Orient », in *Les champs de mars*, n° 26, 2015, p. 108-122.
252. Steve Wells, *Drunk with blood ; God's killings in the Bible*, autoédition, 2010 (non traduit).
253. Hans Küng, « Religion, violence and "holy wars" », in *International Review of the Red Cross*, vol. 87, n° 858, juin 2005, p. 253-268. URL du texte traduit : < https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/other/irrc_kung_fre.pdf >.
254. Bernard Faure, *Bouddhisme et violence*, Paris, Le Cavalier bleu, 2008.
255. « Qui est Wirathu, le moine birman décrit comme "le visage du terrorisme bouddhiste" ? », *L'Obs*, 29 mai 2019.
256. Brian Victoria, *Le Zen en guerre (1868-1945)*, Paris, Seuil 2001 ; et les débats classiques de dénégation en expliquant que ce n'est pas le « vrai bouddhisme » : « Le Zen en guerre : une réaction de Nishijima rôshi », *zen-occidental.net*.
257. *Ibid*.
258. *Ibid*.
259. Brian Victoria, *Zen war stories*, Londres, Routledge, 2002.
260. Auquel Barbet Schroeder lui a consacré un documentaire édifiant : *Le vénérable W*.
261. Alain Rodier, « Daech contre Al-Qaida, la guerre totale ? », *atlantico.fr*.
262. Cité par Youssef Seddik, *Qui sont les barbares ? Itinéraire d'un penseur d'islam*, La Tour-d'Aigues, l'Aube, 2005.
263. « La persécution des chrétiens : une question de droit de l'homme », *portesouvertes.fr*.

13
Le produit phare du complexe militaro-intellectuel : les guerres « justes » et morales[264]

Le devoir de protéger est la manifestation la plus évidente de la diplomatie de l'émotion sans enjeu stratégique, le vocabulaire de légitimation étant un pathos. La rubrique des reproches historiques contre l'inaction occidentale est répétitive : trahison de Munich, la guerre d'Espagne, syndrome de Timisoara… Donc ces interventions à but humanitaire répondent à une double négation : on ne peut pas ne pas réagir… « Les gouvernements des démocraties sont obligés d'intervenir pour apaiser la souffrance du téléspectateur », analyse froidement Renaud Girard, journaliste du *Figaro*. Les critères ne sont plus stratégiques, mais moraux et conduisent à la militarisation de l'humanitaire. « Nous allons vers des guerres morales », dit Monique Canto-Sperber. Cette allergie de l'intellectuel médiatique au travail méticuleux sur ces nouvelles questions, passant de plateaux télé en plateaux télé, suppose des simplifications parfois grossières et explique le retour en grâce de l'intellectuel de droite, plus terre à terre et plus besogneux qui, comme Aron, veut qu'une critique s'accompagne toujours d'une proposition réaliste. Pour Régis Debray, l'intellectuel français prend des poses et fait des manières, mais ce n'est plus qu'un spectre grotesque.

Ce n'est pas toujours simple, il faut simplifier : Tibet, Rohingyas, Ouïghours

• **Le Tibet paraît une bonne cause depuis l'invasion chinoise de 1950-1959, mais peu mobilisatrice.** Un bon méchant, la Chine, un leader médiatique, le dalaï-lama, une dimension philosophique, bouddhisme contre communisme. Peu importe la nature du précédent régime qui n'aurait rien à envier aux pires des théocraties de la planète (grands propriétaires terriens, statut privilégié des prêtres, population réduite au servage avec une minorité d'esclaves, justice partiale rendue par le seigneur ou les lamas avec torture et mutilations…), mais l'Occident préfère croire à une société harmonieuse, imprégnée de bouddhisme. Cependant, la cause mobilise peu. Malgré la réception officielle du dalaï-lama en Allemagne et aux États-Unis, la cause tibétaine reste marginale. Aucun État ne conteste l'appartenance du Tibet à la Chine depuis sa reconquête en 1949-1950. Dans les années 1950, la CIA a secrètement appuyé une guérilla tibétaine, épisode peu connu qu'un ancien

agent a raconté[265], impliquée, entre 1957 et 1961, dans ce programme clandestin d'entraînement des guérilleros tibétains dans les montagnes du Colorado avant de les renvoyer combattre les Chinois. Une base arrière avait été installée au Népal. L'opération s'est terminée par la mort de la plupart de ses combattants, avant d'être liquidée lors du rapprochement sino-américain et la rencontre Nixon-Mao en 1974. En l'absence de diaspora tibétaine dans les pays occidentaux (les cent mille Tibétains sont concentrés à Dharamsala en Inde), les associations de soutien végètent et rencontrent peu d'écho, et seuls les déplacements internationaux du dalaï-lama ravivent la flamme. Le Tibet n'a jamais été répertorié par les Nations unies comme « pays à décoloniser », que ce soit avant ou après l'admission de la Chine. La communication reste centrée sur la figure médiatique du dalaï-lama, alors qu'il existe un parlement et un gouvernement tibétains en exil qu'aucun État démocratique n'a reconnu. Les quelques concerts de soutien restent modestes : au second festival L'Euro de Nosauts, une soirée de l'association Solidarité Tibet, en mai 2002 ; en avril 2002, l'association Keep on moving fait un concert au profit de Solidarité Tibet à la MJC de Fresnes ; et en octobre 2003, l'association doit annuler un concert au Zénith, par déficit de vente de places. Solidarité Tibet, après quatorze ans d'activité, face aux difficultés pour renouveler le Conseil d'administration et de l'impression d'avoir fait son possible, notamment la mobilisation de stars hollywoodiennes, vote sa dissolution le 2 avril 2010. Elle passe le relais de ses actions à Étudiants pour un Tibet libre, essentiellement active sur les campus.

• **Les Rohingyas persécutés par les disciples de Bouddha.** C'est la minorité la plus persécutée du monde par des bouddhistes. Sept cent cinquante mille réfugiés chassés par l'armée birmane vivent en zone inondable. Seule la Gambie a accusé de génocide, en novembre 2019, le gouvernement du Myanmar devant la Cour internationale de Justice. La cheffe d'État, Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991, a affirmé que les faits étaient exagérés et mal interprétés, et que « l'intention génocidaire ne peut être la seule hypothèse ». Elle redoutait un coup d'État militaire, ce qui s'est effectivement passé. En février 2021, quelques mois après des élections ayant renforcé sa majorité, elle est renversée et à nouveau assignée à résidence. Les cinquante-sept pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), plusieurs organisations non gouvernementales, comme No Peace Without Justice ou le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits humains, des pays, notamment les Pays-Bas et le Canada, ont fait une déclaration, en septembre 2020, exprimant leur intention d'intervenir ensemble. Au cours d'un de ces sommets, l'OCI a condamné la répression des Rohingyas, c'est la Turquie qui a été la plus rapide, le président Recep Tayyip Erdoğan évoquant un « génocide », dans une surenchère rhétorique de compétition entre l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie pour le leadership du monde arabo-musulman,

analyse Jean-Marc Rickli, spécialiste du Centre de politique de sécurité à Genève. Les ONG occidentales peinent à lever des fonds pour aider les Rohingyas. En 2017, le youtubeur Jérome Jarre a fait appel à plusieurs célébrités, dont Omar Sy, pour mener une campagne de dons, mais, en 2021, l'ONU et les ONG cherchent encore plus de 877 millions de dollars pour aider les huit cent cinquante mille réfugiés. Bénéficiaires d'une bonne image, les bouddhistes radicaux en ont encore un peu sous le pied.

• **Le cas des Ouïghours suscite des postures internationales opposées entre pays démocratiques et le reste du monde.** Deux méchants sont face à face. D'abord la Chine, accusée de persécutions et de répression contre la minorité, puis, des insurgés qui commettent des attentats terroristes parfois avec l'aide de combattants basés au Turkestan, ou partis rejoindre al-Qaida ou Daech. Entre 2013 et 2014 : attentat-suicide à la voiture piégée sur la place Tian'anmen le 28 octobre 2013 (deux morts et quarante blessés) ; attaque au couteau à la gare de Kunming le 1er mars 2014 (trente et un morts et plus de cent quarante blessés) ; valise piégée à la gare d'Ürümqi le 30 avril 2014 (trois morts et soixante-dix-neuf blessés), puis un double attentat-suicide à la voiture piégée sur un marché le 22 mai (trente et un morts et quatre-vingt-quatorze blessés). Ces attentats ont tous été commis par des militants ouïghours et certains revendiqués par le Parti islamique du Turkestan (PIT), organisation islamiste luttant pour l'indépendance du Xinjiang (appelé par eux Turkestan oriental). Le contexte de ces attaques en 2013-2014 serait, d'une part, le climat de tensions après les émeutes d'Ürümqi, la capitale du Xinjiang, en 2009, et, d'autre part, l'émergence de l'État islamique à partir de 2012, devenu le nouveau centre d'attraction des combattants étrangers, y compris des Ouïghours de Chine et d'Asie centrale. En juillet 2019, vingt-deux pays occidentaux saisissent le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies d'une lettre de protestation contre les violations des droits commises par le gouvernement chinois envers les minorités ethniques peuplant le Xinjiang, notamment les Ouïghours. En réplique, trente-sept États, dont la Russie, le Pakistan, l'Iran, le Yémen, Djibouti et l'Arabie saoudite, soutiennent la Chine pour sa lutte efficace contre l'extrémisme et le terrorisme. Fin octobre 2019, à l'ONU, lors d'une session de la Commission des affaires sociales, humanitaires et culturelles, cinquante-quatre pays complimentent Beijing pour son contrôle de la région autonome du Xinjiang. Le 30 juin 2020, vingt-sept pays démocratiques signent un communiqué alarmant sur la situation des Ouïghours. Le lendemain, Biélorussie en tête, quarante-six nations dénoncent une campagne de propagande antichinoise. Ces expressions divergentes démontrent les limites de l'ingérence occidentale très mal perçue par d'autres acteurs internationaux.

L'holocauste démographique est une autre accusation contre Beijing[266]. Onze millions de Ouïghours vivent au Xinjiang chinois, mais aussi au

Kazakhstan, en Ouzbékistan, au Kirghizistan et en Turquie. Les nombreux soulèvements des populations locales, mais aussi l'influence et l'infiltration grandissantes des Russes puis des Soviétiques depuis la fin du XIXe siècle permirent par deux fois, durant la première moitié du XXe siècle, d'éphémères républiques du Turkestan oriental (de 1933 à 1934 et de 1944 à 1949) qui ont toutes défié le pouvoir chinois. La montée en puissance de la Chine nouvelle s'affirme après 1949 sur ces territoires de l'ouest. Le Xinjiang renferme des réserves de pétrole, de gaz naturel et de charbon représentant respectivement 30 %, 34 % et 40 % des réserves estimées du pays. Le Xinjiang est également une zone stratégique sensible où plane toujours une menace. À l'instar du Tibet voisin, celle-ci est avant tout intérieure, le séparatisme ouïghour étant identifié par les autorités chinoises comme facteur d'instabilité. Depuis les années 1960, l'intensification de la colonisation chinoise a en effet entraîné l'exaspération grandissante des minorités nationales et réduit les élites locales à un rôle subalterne, idem avec l'attribution prioritaire de terres aux migrants han fraîchement arrivés des régions pauvres de l'est. La Chine est donc accusée de faire du « génocide démographique ».

En fait, il s'agit là d'une vieille politique[267] pour forcer les Hans à quitter les littoraux, la moitié sud-est du pays concentrant la quasi-totalité (85 %) de la population. En 1953, le premier plan quinquennal donne la priorité à l'envoi de jeunes actifs depuis la zone littorale, la plus peuplée, vers la province de l'extrême nord-est, le Heilongjiang, et vers le Xinjiang. À cette migration économique, qui vise à accroître la présence d'actifs pour l'exploitation du potentiel industriel du Heilongjiang et celle de nouvelles terres dans les régions frontalières du nord-ouest, s'ajoute une migration spontanée. La Chine du « vide », dans le nord-ouest, ne compte que 4 % de la population sur 64 % de la superficie totale du pays. Quatre-vingts ans plus tard, ce n'est que 6 % dans le nord-ouest. Les mouvements de migration sont aussi bien politiques, pour changer les équilibres démographiques, que des migrations de la faim pendant les trois « années noires » du Grand Bond en avant. En 1966-1977, lors de la Révolution culturelle, le gouvernement applique strictement le système empêchant toute migration de la campagne vers la ville et, pour limiter l'urbanisation, il envoie à la campagne environ quinze millions de jeunes diplômés et de travailleurs urbains, en particulier au Xinjiang. D'après le recensement de 2010, la population flottante en Chine peut être estimée à trois cents millions, soit près d'un Chinois sur cinq. Le problème démographique ne concerne pas que le Xinjiang.

La politique de contrôle démographique de l'enfant unique appelée « politique de planification des naissances » est mise en œuvre de 1979 à 2015. Le gouvernement du Xinjiang n'applique la « planification familiale » qu'à la population des Hans chinois, soit environ quatre millions d'habitants. À cette époque, le taux de fécondité ouïghour était d'environ 6,13, tandis que

le taux han de 5,2. Les règles restrictives n'ont commencé à être appliquées sérieusement chez les Ouïghours et autres minorités ethniques qu'en 1988, les ruraux jouissaient *de facto* de la liberté de naissance jusqu'en 1992 ou 1993. Les Ouïghours avaient par la suite un indice synthétique de fécondité de 3,21, selon le recensement de 2000, tandis que celui des Hans était d'environ 1,0. Cette politique avait été appliquée par la commission de planification familiale et par des centaines de milliers de fonctionnaires qui accordaient des permis et infligeaient des amendes, mais appliquaient aussi des méthodes comme la stérilisation forcée et l'avortement tardif, pratiquées massivement depuis 1983 pour les couples ayant deux enfants ou plus et lors de la campagne « cent jours sans naissances » dans la province orientale du Shandong en 1991. L'horreur de ces méthodes n'était pas limitée aux Ouïghours, tant s'en faut. Depuis 2011, toutes les familles sont autorisées à nouveau à avoir deux enfants.

La médiatisation de la crise commence dans les premières années 2000. Les actes de vendetta contre les autorités locales sont récurrents au Xinjiang, mais, depuis les émeutes interethniques entre membres des ethnies ouïghoure et han en juillet 2009 à Ürümqi au Xinjiang, qui ont fait cent quatre-vingt-quatre morts et mille six cent quatre-vingts blessés, la répression s'est abattue. La crise est ancienne, mais la France (qui n'y connaît pas grand-chose) ne peut rester en retrait : le 8 juillet 2009, Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, confond, lors d'une conférence de presse, « Ouïghours » et « yoghourts ».

La lutte contre le terrorisme ne justifie pas les « Guantanamo chinois ». Comme tous les régimes autoritaires, la Chine a accusé la main de l'étranger et a affiché son engagement dans la lutte contre le terrorisme. Les autorités chinoises ont dénoncé le Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM) et le Parti islamique du Turkestan (son nouveau nom depuis 1999). En mai 2014, le président Xi Jinping déclare une guerre ouverte contre le terrorisme, quand des Ouïghours rejoignent les rangs d'al-Qaida en Syrie. À partir de 2015, une campagne chinoise de lutte contre l'extrémisme religieux (ou « déextrémisation ») se traduit par la construction d'une centaine de camps de « rééducation idéologique » au Xinjiang pour « siniser » les Ouïghours, dont cent quatre-vingt-deux camps de concentration suspectés. Shawn Zhang, étudiant basé au Canada, en a répertorié quatre-vingt-quatorze nouveaux ou modernisés[268]. Le nombre précis de détenus est difficile à établir. Début 2019, Pékin a publié trois livres blancs, dont un sur « La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme et la protection des droits de l'homme au Xinjiang ». Pour les autorités, le bilan est exemplaire, puisqu'il n'y a pas eu d'attentat depuis trois ans, les programmes de formation professionnelle sont plébiscités par la population et les « camps de rééducation » n'existent pas. Des reportages sont ainsi diffusés à la télévision publique chinoise faisant l'éloge de centres de formation professionnels. À titre de comparaison,

rappelons que, selon un rapport d'Amnesty International de 2005[269], il y aurait eu environ soixante-dix mille prisonniers dans des prisons illégales de la CIA (hors États-Unis pour les exclure des garanties juridiques), en Roumanie, au Kosovo, en Macédoine, Pologne, Bulgarie, Ukraine et Lituanie. La prison de Guantanamo ouverte en 2001 compte encore trente-neuf détenus non jugés.

Le rapport « Human Rights Watch » de 2018 et une enquête du média en ligne Vice[270] indiquent que des condamnés à mort, prisonniers politiques ou de conscience chinois, ouïghours, tibétains, chrétiens, ou aussi membres de la secte Falun Gong, serviraient de « banque à organes » dits « halal ». Les porteurs musulmans qui n'ont jamais consommé alcool ou porc dans le sang, seraient prélevés de force et revendus dans les pays du Golfe. David Kilgour et l'avocat David Matas estiment qu'il y aurait eu quarante et un mille cinq cents transplantations d'organes non expliquées entre 2000 et 2005, la moitié seraient membres de la secte Falun Gong. Une seconde version suivra en 2007 et sera publiée sous forme de rapport, intitulé « Prélèvements meurtriers ; deuxième rapport concernant les allégations de prélèvement d'organes sur des pratiquants de Falun Gong en Chine[271] ». Selon ces évaluations, le nombre de pratiquants tués pour leurs organes pendant la période 2000-2008 oscillerait entre neuf mille et douze mille. L'article de *Vice* fut contesté par certains journalistes, comme le correspondant du *Monde* à Shanghai, Simon Leplâtre, surpris que le média en ligne publie un article au conditionnel, basé sur des témoignages douteux (un journaliste américain et un médecin ouïghour qui a quitté la Chine en 1999), sur un sujet aussi grave que le trafic d'organes. Question mystère, la Chine fait partie des pays où le temps d'attente pour une greffe est le moins long : douze jours contre trois ans et demi aux États-Unis. Pourtant, dans la culture chinoise, il est important de garder intact le corps après la mort et donc ne pas faire don de ses organes. Les Ouïghours semblent donc moins victimes de cette effroyable politique que les disciples du Falun Gong, moins défendus par les acteurs du complexe militaro-intellectuel.

Sur ce sujet encore et une fois de plus, les Occidentaux se heurtent au reste du monde, y compris musulman. En juillet 2019, vingt-deux pays, essentiellement occidentaux et le Japon, saisissent l'ONU d'une lettre de protestation contre les violations des droits de l'homme commises envers les minorités ethniques du Xinjiang, notamment les Ouïghours. En réponse, trente-sept États apportent leur soutien à la Chine et félicitent le gouvernement pour sa lutte efficace contre l'extrémisme, le séparatisme et le terrorisme. Fin octobre 2019, lors d'une session de la commission des affaires sociales, humanitaires et culturelles, cinquante-quatre pays complimentent Pékin pour son contrôle de la région autonome du Xinjiang. Vingt et une autres nations (dont les États-Unis et l'Angleterre) répliquent, en dénonçant les persécutions religieuses et culturelles infligées à la population ouïghoure.

Le 30 juin 2020, une déclaration officielle, signée par quarante-six nations, dont vingt-trois pays à majorité musulmane, dénonce une campagne antichinoise. Le 1er mars 2020, le porte-parole du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères accusait la Chine de « violations des droits de l'homme » des Ouïghours, évoquant un « système de répression institutionnalisé » et du « travail forcé », et demandait l'envoi d'une mission internationale d'observateurs indépendants sous la supervision de la haute-commissaire aux droits de l'homme pour « enquêter » sur place, puis un collectif de cinquante-cinq députés à l'Assemblée nationale française, suite à l'appel de la présidente de l'Institut ouïghour d'Europe, Dilnur Reyhan, et enfin une pétition, le 1er octobre 2021, dans *Le Monde*, à l'initiative du député Raphaël Glucksmann. Deux nouvelles mesures américaines ont encore augmenté la pression sur la Chine, a fortiori dans le contexte de guerre commerciale déclenchée par Trump. En septembre, le Sénat a voté le Uyghur Human Rights Policy Act qui recommande la nomination d'un « coordinateur spécial au sein du département d'État et la publication d'un rapport annuel sur les camps de rééducation. Le Congrès américain n'a pris aucune sanction contre l'Arabie saoudite après le 11-Septembre ni après l'assassinat de Jamal Khashoggi : les génocides des autres sont bien utiles !

Le ping-pong diplomatique fait apparaître, sur la scène politique internationale, deux blocs opposés : d'un côté, les pays d'Europe, les États-Unis, le Japon et l'Australie et, de l'autre, des régimes peu ou prou considérés comme autoritaires. Sur les cinquante États qui apportent leur soutien à la Chine en juillet, vingt-trois sont des pays majoritairement musulmans pour lesquels les relations avec la Chine sont beaucoup plus importantes que le sort de la minorité ouïghoure. Seule la Turquie dénonce les mauvais traitements, alors qu'elle mène depuis près de quarante ans une guerre continue contre les Kurdes.

Les acteurs du complexe militaro-intellectuel sont désorientés face aux différentes manifestations de radicalisme religieux sur la planète. Ils préfèrent limiter leurs dénonciations aux grandes démocraties. L'arbre ne devrait pas cacher la forêt. Le Pew Research Center[272] a dévoilé, le 15 janvier 2014, son rapport sur les violences envers les croyants dans le monde. Il relève que les tensions sont de plus en plus nombreuses depuis six ans (date du rapport précédent) : le nombre de pays est à la hausse et, à l'inverse, les territoires qui ne connaissent pas du tout ces tensions diminuent. L'étude porte sur cent quatre-vingt-dix-huit pays, soit 99 % de la population mondiale. Un tiers des pays évalués aujourd'hui éprouvent de sérieuses tensions religieuses, du fait du gouvernement ou de la société en général. En 2007, ce chiffre était de 20 %. Les radicaux religieux considèrent les frontières actuelles comme des restes de l'impérialisme et de la colonisation, ne répondant pas aux réelles données de leur foi[273]. La géopolitique violente actuelle est essentiellement religieuse. Les interventions militaires occidentales depuis 1991, se sont

heurtées à des résistances que les décideurs et autres membres du complexe militaro-intellectuel ne comprennent pas. Ne reste alors qu'à s'attaquer à des cibles occidentales : une plainte pour « recel de crimes contre l'humanité » vient d'être déposée en 2021 contre Uniqlo, Skechers, Inditex et SMCP par trois ONG, l'association anticorruption Sherpa, le collectif Éthique sur l'étiquette et l'Institut ouïghour d'Europe. Après des mois d'actions militantes menées par des ONG, la question ouïghoure est devenue médiatiquement centrale dans l'esprit de nombreux consommateurs. La machine est en marche (en Occident).

---

264. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *La guerre au nom de l'humanité ; tuer ou laisser mourir*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012 ; Rony Brauman, *Guerres humanitaires ? Mensonges et intox*, Paris, Textuel, 2018.
265. John Kenneth Knaus, *Orphans of the cold war ; America and the tibetain struggle for survival*, New York, Public Affairs, 2000.
266. « Le monde ignore un holocaust démographique au Xinjiang », *Le Club de Mediapart*, 22 avril 2020.
267. Gérard-François Dumont, « Les migrations internes accentuent l'inégalité historique du peuplement de la Chine », in *Informations sociales*, n° 185, mai 2014, p. 24-32.
268. Timothée Vilars, « La Chine a rasé plusieurs grandes mosquées en région ouïgoure, montrent des images satellites », *L'Obs*, 7 avril 2019.
269. Amnesty International, « Les complicités européennes dans le programme de torture des prisons secrètes de la CIA », 2020, art. cité.
270. Julien Reix, « Comment la Chine vend les "organes halal" de ses prisonniers Ouïghours aux riches », *Vice*, 19 juin 2020.
271. David Matas, David Kilgour, « Prélèvements meurtriers ; deuxième rapport concernant les allégations de prélèvement d'organes sur des pratiquants de Falun Gong en Chine », *organharvestingation.net,* 31 janvier 2007.
272. Pew Reserch Center « Religious hostilities reach six-year high », *pewforum.org*, 14 janvier 2014.
273. Voir les cartes dans Pierre Conesa, *Avec Dieu on ne discute pas !*, 2020, *op. cit.*

14
Le complexe militaro-intellectuel face aux promoteurs sectaires de la guerre civile : victimisation et repentance éternelles, la fin de l'universalisme

Les propagandistes actuels de la guerre civile de basse intensité sont des bellicistes Canada Dry : leur discours a le goût de la haine, cela ressemble à de la haine, mais ce ne serait pas de la haine ; chacun tient un discours de la violence ciblée, mais ce ne serait pas de la violence, ils prêchent l'exclusion, mais ce n'est pas de l'exclusion, et enfin l'antiracisme, mais là c'est vraiment du racisme.

Ces sectarismes présentent un certain nombre de caractéristiques communes par rapport à notre sujet.

La structuration en associations est destinée à mener des actions médiatiques

Petite liste incomplète d'associations victimaires

Parti des Indigènes de la République, Collectif contre l'islamophobie en France, Marche des femmes pour la dignité, Marche de la dignité, Camp décolonial, Conseil représentatif des associations noires de France, Conseil représentatif des Français d'outre-mer, Brigade anti-négrophobie (statue de Colbert taguée), Décoloniser les arts, Les Indivisibles (Rokhaya Diallo), Front de mères, Collectif Mwasi (collectif non mixte de femmes et personnes assignées femmes noires), Collectif Non MiXte.s racisé.e.s, Coordination contre le racisme et l'islamophobie, Mamans toutes égales, Les Irrécupérables, Réseau Classe/Genre/Race – collectif afroféministe qui s'inscrit dans les luttes de libération révolutionnaire visant à créer une critique multiple du système capitaliste –, Ligue de défense noire africaine (LDNA).

Chaque prise de position est exclusive de toute autre. Elles ne sont plus la revendication d'une différenciation, mais l'affirmation d'une rupture violente, d'un refus de l'autre (homme pour les féministes, Blancs pour les associations noires) et beaucoup semblent se retrouver dans l'antisémitisme. Plus la fragmentation est grande, plus la concurrence victimaire suit et la légitimation d'actes violents se diversifie.

Un discours victimaire unilatéral : tous victimes mais pas tous égaux. Depuis une vingtaine d'années, la victimisation s'est déclinée comme

discipline majeure chez les racialistes, indigénistes, islamistes, communautaristes accusant le peuple français de toutes les horreurs : esclavagiste, colonialiste, xénophobe, machiste. Les plus délirants n'hésitent pas à comparer le sort fait aux concitoyens musulmans à celui des Juifs dans l'Allemagne des années 1920 et 1930, l'étoile jaune vient d'être affichée dans des manifestations d'opposants aux vaccins.

Gérard Chaliand a une fois énoncé une phrase qui a eu peu d'échos : « La capacité des anciennes victimes à devenir des bourreaux laisse bien augurer de l'avenir de l'espèce. »

Un discours violent contre un ennemi commun identifié : l'homme blanc (la femme blanche n'ayant pas droit à un statut particulier). Le discours n'est encore que théoriste mais peu déclencher des violences car il a acquis une légitimité médiatique : le livre de Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous*[274], porte en sous-titre : *Vers une politique de l'amour révolutionnaire,* sur une base antisioniste, homophobe, sexiste, communautariste et raciste. Selon la quatrième de couverture, les accusés sont les Blancs de gauche, munis d'une bonne conscience anticolonialiste, mais qui restent dans le grand camp blanc : Sartre, sioniste jusqu'au bout, par opposition à Genet qui se fout d'Hitler et pour qui Diên Biên Phu n'est pas une défaite. Sur les Juifs : « Ce qui fait de vous de véritables cousins, c'est votre rapport aux Blancs. […] On ne reconnaît pas un Juif parce qu'il se déclare Juif mais à sa soif de vouloir se fondre dans la blanchité, de plébisciter son oppresseur et de vouloir incarner les canons de la modernité. » Elle propose aux Juifs de sortir ensemble du ghetto (mais pas trop, car, dit-elle, « on ne peut pas être Israélien innocemment »). Issue d'une famille d'immigrés algériens arrivés en France dans les années 1960, elle se justifie : « Pourquoi j'écris ce livre ? Sans doute pour me faire pardonner mes premières lâchetés de cette chienne de condition indigène. » Avoir honte de soi, « c'est comme une deuxième peau. Les Arabes, c'est la dernière race après les crapauds, disait mon père, une phrase qu'il avait sûrement entendue sur un chantier et qu'il a faite sienne par conviction de colonisé ». Pour elle, la race explique tout. En substituant la « lutte de race » à la « lutte de classe », elle se place donc dans les pas des théoriciens racistes de la fin du XIXe siècle. Houria Bouteldja dans son article « Mohamed Merah et moi[275] », en avril 2012, ne dit pas un mot sur les victimes, la seule victime légitime, c'est Merah.

Dans une autre catégorie, les néoféministes médiatiques, Alice Coffin, dans un entretien de 2018 à la chaîne RT France, explique : « Il ne suffit pas de nous entraider, il faut, à notre tour, les éliminer », précisant qu'elle ne souhaite plus lire de livres écrits par les hommes, qu'elle ne souhaite plus regarder de films réalisés par des hommes, ou qu'elle n'écoutait plus de musiques composées par des hommes. Reste le problème de l'agressivité des hommes circulant dans la rue, problème pour lequel nous ne pouvons que

conseiller à Coffin de porter la burqa.

C'est donc un étonnant retour en arrière : les séparatismes ont ôté à l'extrême droite le monopole de la haine et de la division.

Woke, cancel culture et méthodes des SA

Dans la course aux droits des minorités, les États-Unis sont largement en tête autour de deux concepts étonnants qui se superposent : le *woke*, pour que les persécutés se réveillent et soient vigilants, et la *cancel culture*, pour que le persécuteur identifié ne puisse plus s'exprimer et soit effacé. Helen Pluckrose et le mathématicien James Lindsay font une analyse critique de cette nouvelle idéologie dans leur ouvrage *Le triomphe des impostures intellectuelles*[276]. Les théories *woke* couvrent un champ large : postcoloniale, *queer*, théories critiques de la race et de l'intersectionnalité, féminisme et études de genre, ou encore les études critiques sur le handicap et la corpulence (grossophobie). Les auteurs voient les origines intellectuelles de ce mouvement protéiforme dans la French Theory, philosophie postmoderne de la fin des années 1960. Jacques Derrida a procédé à la déconstruction de la raison occidentale ; Foucault a montré que tout savoir est une forme de pouvoir ; Jean Baudrillard que le monde des objets n'est qu'un monde de simulacres ; Gilles Deleuze a réhabilité le schizophrène et Jean-François Lyotard a montré l'impossibilité de dialoguer en raison d'un différend irréductible. Tous ont développé un relativisme philosophique, la notion de vérité n'existant pas, la notion de nature humaine n'étant qu'une fiction sociale qui rend légitime toutes les revendications et la remise en cause de toute classification humaine puisqu'il n'y a pas de nature humaine commune.

Woke et *cancel culture* se sont surtout traduits par des dénonciations collectives et anonymes et des exclusions : Kathleen Stock, professeure de philosophie ciblée après son point de vue sur l'identification du genre et les droits des transgenres, a dû démissionner de l'Université du Sussex trois semaines après une manifestation de certains étudiants brandissant des affiches appelant à son licenciement. Bret Weinstein, professeur de biologie et théoricien de l'évolution américain, forcé de démissionner en 2017 de l'Université d'Evergreen. Son crime ? S'être opposé à l'organisation d'un Jour d'absence, c'est-à-dire un jour où les Blancs de l'université doivent rester chez eux pour qu'il n'y ait que des élèves de couleur. Il n'a pourtant pas le profil du mâle blanc dominant : Juif de gauche et démocrate ayant soutenu Bernie Sanders lors des primaires. Bari Weiss, centriste penchant à gauche, fut une journaliste importante du *New York Times*, qu'elle a dû quitter après s'être inquiétée de la montée de l'antisémitisme. Mathieu Bock-Côté nous apprend que les Québécois francophones sont accusés de racisme par les *woke* anglophones car ils occuperaient un territoire « non cédé ». Un de ses débats est annulé en avril 2019. Sylviane Agacinski, conférence annulée à

l'Université de Bordeaux-Montaigne pour cause d'hostilité à la PMA. Lama Abu-Odeh, professeure à la faculté de droit de l'Université de Georgetown, d'origine palestinienne s'inquiète : « La domination progressive de la culture woke sur les campus me fait penser à l'essor de l'islamisme dans le monde arabe pendant les années 1980. »

La méthode de pression des SA : en groupe et anonyme. La violence théoriste s'est déplacée et amplifiée par les réseaux sociaux. Dans la guerre déclarée contre le mâle blanc, la méthode est devenue le lynchage médiatique. Comme dans l'Allemagne des années 1920, où les nazis installèrent leur pouvoir par la terreur dans la rue en comptant sur la lâcheté commune. Les Social Justice Warriors (SJW) sont les nouveaux SA des différentes causes sécessionnistes. Le 19 février 2018, Edgar Morin croit bien faire en déclarant : « J'ai connu dans ma jeunesse avant-guerre la haine stupide et immonde des Juifs. Aujourd'hui c'est au tour de nos frères en humanité arabes, croyants ou non, de subir l'opprobre. » Réponse immédiate des SJW : « Il a dit frères ! Sale masculiniste, agent du patriarcat, ça t'écorcherait la gueule d'être inclusif.ve. »

Ce qui se passe avec la jeune Mila reproduit exactement le processus. Cette « juive » de Mila est aujourd'hui le symbole de ce naufrage de la pensée et de l'action démocratique. Les cent mille SA lui ayant envoyé des e-mails menaçants et l'injuriant ne respectent aucun être humain en appelant au meurtre, au viol, à l'éventration, aux tortures, depuis deux ans, parce qu'elle a osé refuser vertement les avances sexuelles d'un imbécile qui se cachait en exhibant sa religion.

L'intersectionnalité LGBTQ+ : oui, mais comment ? « Le mode de vie homosexuel n'existe pas dans les quartiers populaires », déclare Mme Bouteldja, déclaration qui n'a pas fait réagir les associations LGBTQ+. Plus fort : « Nos hommes ne sont pas des pédés. » A contrario, le féminisme « fait partie des phénomènes européens marchandises avariées dont il faut se méfier ». On peut aussi mentionner la réaction d'Annie Sugier : « La lutte contre le racisme ne doit pas occulter la lutte contre les violences faites aux femmes[277] », en particulier africaines, contre la polygamie, ou de justifier le comportement des garçons issus de l'immigration par leur supposée victimisation à laquelle Mme Traoré a répondu sur Facebook, confondant les rôles : « Gardez pour vous ce féminisme séparatiste, qui défend certaines femmes au mépris des autres. »

Les penseurs gourmands sont à la peine. Ils sautent sur toutes ces nouvelles causes, soucieux d'effacer certaines erreurs passées. Les demandes des radicaux trouvent d'étranges soutiens. Exemples consternants : en 1989, un « appel à dépénaliser l'excision[278] ». Alain Caillé et Martine Lefeuvre-Déotte, deux sociologues, face à l'impossibilité de mettre fin à cette pratique, préconisaient de la tolérer dans les pays occidentaux pour en réduire la dangerosité, en permettant qu'elle soit pratiquée par des professionnels de

santé et en réduisant la surface de l'ablation. Dans *La Revue du MAUSS*, Martine Lefeuvre-Déotte dénonce les poursuites lancées contre plusieurs parents africains ayant fait exciser leurs petites filles, dont au moins une en était morte. Elle met en accusation « l'arrogance » française et occidentale visible dans cette volonté de bannir l'excision en France.

Ubu chez les racistes racisés

« Le 28 octobre, à Marseille, la librairie Mille Bâbords fut le théâtre d'une bagarre inédite. Un débat organisé sur le thème "S'opposer au racialisme" fut interrompu, non par les habituels "nervis fascistes" mais par… d'autres libertaires !

Après avoir provoqué un tohu-bohu dans le local, une trentaine d'activistes se présentant comme des "personnes racisées" diffusèrent un tract qui mettait en garde les "anti-racialisateurs" et autres "petits gauchistes blancs de classe moyenne" : "Nous saboterons toutes vos initiatives", prévenaient les auteurs dudit tract, qui venaient déjà de joindre la pratique à la théorie puisque les tables avaient été retournées, les livres éparpillés, des boules puantes lancées et une vitrine brisée…

Encore sonnés par les gifles qu'ils venaient de recevoir, des militants protestaient : parce que nous refusons de parler de race, voilà qu'on nous traite de racistes ! À l'initiative de cette réunion se trouvaient en effet des libertaires inquiets de voir nombre de leurs camarades substituer la question raciale à la question sociale. »

Source : Jean Birnbaum, « La gauche déchirée par le "racisme antiraciste" », *Le Monde*, 9 juin 2017.

L'antiracisme : le racisme à visage humain

Le mouvement antiraciste français des années 2010 est maintenant divisé. Les nouvelles organisations – Indigènes de la République, Collectif contre l'islamophobie en France, Les Indivisibles et la Brigade anti-négrophobie – s'opposent aux associations plus anciennes comme la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et SOS Racisme. Les premières contestent la sincérité de l'antiracisme universaliste, car supposé blanc et colonial, et rejettent l'intégration dans la République au profit d'une mise en valeur des spécificités de chaque minorité visible. Ce différentialisme verse rapidement en un néoracisme. L'argumentaire principal est que la majorité des membres des associations antiracistes traditionnelles n'ont jamais connu le racisme ni la discrimination, contrairement aux militants du collectif anti-

négrophobie. Le slogan est la dénonciation d'un « racisme institutionnel » que personne ne peut prouver, mais qui présente l'avantage de ne désigner aucun interlocuteur pour débattre. Fin novembre 2014, le spectacle « Exhibit B » de l'artiste sud-africain Brett Bailey, qui met en scène des acteurs noirs enfermés dans des cages comme dans un zoo humain, est perturbé par des militants de la Brigade anti-négrophobie, alliés aux Indigènes de la République, auxquels s'opposent la LICRA, au MRAP et à la Ligue des droits de l'homme, qui défendent « une œuvre artistique dénonciatrice ». Dorénavant, sont face à face deux conceptions irréconciliables et la guerre est déclarée. Louis-Georges Tin, dans *Les impostures de l'universalisme*[279], prononce son acte de décès :

> Nous devons nous débarrasser des mythes nationaux qui alimentent les discriminations. Nous devons reconsidérer notre histoire, nourrie de l'idéologie de l'assimilation qui, du Moyen Âge à nos jours, est à l'origine de nombreuses violences typiquement françaises envers les provinces, les protestants, les juifs, les musulmans, les Noirs, les homosexuels, etc. Depuis trente ans environ elle emprunte les habits de l'universalisme […], c'est une imposture car il s'agit en réalité d'un « uniformalisme ».

L'homme a été président du Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN), dont il a été radié pour dérives « préoccupantes[280] », s'étant autoproclamé « Premier ministre » d'un « État » fictif, baptisé « État de la diaspora africaine et président d'honneur du CRAN ».

Belle page d'antiracisme raciste

Extrait : « Ne discutez pas ! Là, on ne cherche plus à vous plaire ; vous le prenez tel quel et on se bat ensemble, sur nos bases à nous ; et si vous ne le prenez pas, demain, la société toute entière devra assumer pleinement le racisme anti-Blanc. Et ce sera toi, ce seront tes enfants qui subiront çà. Celui qui n'aura rien à se reprocher devra quand même assumer toute son histoire depuis 1830. N'importe quel Blanc, le plus antiraciste des antiracistes, le moins paternaliste des paternalistes, le plus sympa des sympas, devra subir comme les autres. Parce que, lorsqu'il n'y a plus de politique, il n'y a plus de détail, il n'y a plus que la haine. Et qui paiera pour tous ? Ce sera n'importe lequel, n'importe laquelle d'entre vous. C'est pour cela que c'est grave et que c'est dangereux ; si vous voulez sauver vos peaux, c'est maintenant. Les Indigènes de la République, c'est un projet pour *vous* ; cette société que vous aimez tant, sauvez-là… maintenant ! Bientôt il sera trop tard : les Blancs ne pourront plus entrer dans un quartier comme c'est déjà le cas des organisations de gauche. Ils devront faire leurs preuves et seront toujours suspects de paternalisme. Aujourd'hui, il y a encore des gens comme nous qui vous parlons encore. Mais demain, il n'est pas dit que la génération qui suit acceptera la présence des Blancs […]. Pour le Sud, la Shoah est – si j'ose dire – moins qu'un "détail". Sans illusions, on sommera les juifs de se libérer

de l'État-nation français et de l'État-nation israélite[281]. »

Proclamation : « J'appartiens à ma famille, à mon clan, à mon quartier, à ma race, à l'Algérie, à l'islam. » Les droits des homosexuels et le féminisme, causes forcément douteuses car issues de « démocrates blancs ». Allah « échappe à la raison blanche », alors que, « de sa foi, l'indigène tire sa puissance ». Il sait qu'il lui faut condamner « les théories blasphématoires ».

L'inauguration en Allemagne d'une mosquée ouverte aux femmes non voilées et aux homosexuels est un double crime à ses yeux. L'événement a eu lieu en présence de l'Américano-Malaisienne Ani Zonneveld, l'une des rares femmes imams dans le monde. Houria Bouteldja a conclu sur Facebook : « Il ne s'agit que de l'agression vulgaire d'une civilisation qui tient à préserver son hégémonie sur ses éternels indigènes… »

On rappelle l'étonnante manifestation de soutien à Mme Bouteldja[282] après ces déclarations.

Les associations néoféministes coincées par le « politiquement correct » et l'islamophobie

Sandrine Rousseau, candidate malheureuse écolo, a estimé : « C'est pour cela que je crois beaucoup dans le rôle des femmes dans les années à venir. Je crois en les femmes par leur indignation de genres dans la société, tout comme les personnes noires et les personnes musulmanes. » Visiblement, elle n'a pas creusé le sujet du statut des femmes chez les islamistes. Alice Coffin, élue EELV, fait plus fort : tout homme étant un violeur, une brute voire un assassin. L'ennemi est identifié : l'homme ! Les femmes ne sont que victimes.

Des historiens français, comme Johann Chapoutot ou Christian Ingrao, spécialistes des intellectuels chez les SS ayant activement adhéré à la Shoah, ont étendu leur recherche aux femmes, chantier historiographique ouvert il y a quelques années par l'historienne américaine Wendy Lower, professeure d'histoire à l'Université Louis-et-Maximilien de Munich. En 2014, elle publie *Les furies de Hitler ; comment les femmes allemandes ont participé à la Shoah*[283] et démontre que l'image de propagande de femmes cloitrées au foyer élevant leurs enfants pour assurer l'avenir de la race aryenne est fausse puisqu'entre 1941 et 1945 plus de cinq cent mille femmes ont été volontaires pour travailler activement dans le système concentrationnaire. La même erreur genrée a été commise sur les femmes radicalisées de Daech, longtemps considérées comme victimes et pas comme actrices, et qui demandent aujourd'hui à être rapatriées en France. « De 1985 à 2006, plus de 220 femmes kamikazes se sont sacrifiées, ce qui représente près de 15 % du total des kamikazes recensés », rappelle Fatima Lahnait dans son rapport « Femmes kamikazes ou le jihad au féminin » rendu au Centre français de recherche sur le renseignement en 2014. L'auteur s'étonne de ne pas trouver

de déclaration des associations féministes actives dans les grandes démocraties sur la question du statut des femmes chez Daech et ainsi elles restent coites sur la question de leur rapatriement, préférant les dénonciations contre l'homme blanc. Le 23 janvier 2002, le documentaire *Sorties de ténèbres ?* de Saira Shah sur les exécutions publiques au stade de Kaboul montre que les bourreaux sont les femmes. Filmées avec l'aide de l'Association révolutionnaire des femmes en Afghanistan (RAWA), qui travaille depuis des années à scolariser les filles et tourner des films, les militantes sont menacées de mort par les talibans, mais aussi les moudjahidine. Un autre documentaire, *Femmes de Kaboul* d'Antonia Rados, également réalisé avec la RAWA, montre la réalité de la vie des femmes et les laisse enfin expliquer que la répression a commencé avec les moudjahidine avant les talibans.

Ailleurs, des femmes juives ont été chassées du mur des Lamentations par des centaines d'orthodoxes parce qu'elles demandaient à pouvoir prier comme les hommes[284].

Les associations noires confrontées à l'histoire :
Les traites négrières ? La responsabilité du Blanc, voyons !

L'esclavage est une phase que toutes les sociétés ou presque ont connue de manière variable, certaines encore récemment (1962 en Arabie saoudite et au Yémen ; 1970 au Sultanat d'Oman ; 1980 en République islamique de Mauritanie, dernier pays à avoir officiellement interdit l'esclavage en 1980 pour la troisième fois). Les docteurs de la foi s'opposent à l'abolition, en dépit de la loi de 1981 puis sa criminalisation en 2007, sous prétexte que le Coran évoque des esclaves et donc que l'abolition reviendrait à réformer la charia. La loi votée ne reçoit pas son décret d'application. Il restait au moins cent mille esclaves dans ce pays en l'an 2000. Black Lives Matter et d'autres organisations qui demandent une compensation pour le commerce triangulaire postule qu'il y aurait eu là quelque chose d'unique, ce qui est loin d'être le cas.

Il y avait un esclavage africain, mais la traite n'en faisait pas partie, l'extroversion du phénomène en a fait une question internationale. La controverse de Valladolid (1550-1551) aboutit à interdire l'esclavage des Indiens remplacé par celui des Noirs. Le livre *Les mondes de l'esclavage*[285], dirigé par Céline Vidal, dresse une histoire comparée sur le temps long des différentes formes d'esclavage depuis l'Antiquité. Ce livre collectif d'historiens, juristes, anthropologues devrait permettre une réflexion dépassionnée de cette question et de ses incidences actuelles qu'aucun des acteurs noirs ne veut entendre. Idem, le livre *Les empires coloniaux ; une histoire-monde*[286] de Jacques Frémeaux retrace le passé de tous les empires, pas seulement blancs.

L'esclavage vers le monde arabo-musulman et l'esclavage intra-africain ne font l'objet d'aucun débat ni repentance, à la différence du commerce triangulaire. Les différents sectarismes actuels (CRAN, CCIF…) qui tous exigent aujourd'hui que l'on réserve une place de martyr aux esclaves dans l'histoire enseignée, écartent toute analyse critique de leurs propres esclavagismes. La traite arabo-musulmane (dans laquelle les acteurs n'étaient ni tous arabes ni tous musulmans) dura du VIIe jusqu'au XXe siècle, avec la plaque tournante Zanzibar qui, à certains moments, comptait trois cent mille habitants, dont deux cent mille esclaves. L'explorateur anglais David Livingstone (1813-1873) estimait que pour un esclave qui parvenait à la côte, vingt mourraient en route. La révolte de 1963-1964 mit fin à deux cents ans de domination d'une élite arabophone et se traduisit par le massacre de cinq mille à douze mille zanzibarites d'ascendance arabe. L'Occident de l'époque y vit surtout une révolution communiste. Rappelons qu'un million d'Européens furent réduits en esclavage au Maghreb entre 1530 et 1780.

L'esclavage arabo-musulman fut lui aussi frappé de révoltes, comme celle des esclaves africains zendjis employés dans les marais irakiens (vers 690, puis 693, puis 869-883 et enfin 886). Cette dernière révolte est la plus longue et la plus meurtrière de l'histoire médiévale. Menée d'ailleurs par un Arabe, la révolte éclate contre le calife abbasside al-Mu'tamid pendant près de quinze ans et menaça le sud de l'Irak. Elle est réprimée dans le sang et l'on avance le chiffre de cinq cent mille à un million d'esclaves massacrés. Mais pas de culte du Spartacus, symbole de l'esclave révolté musulman, dans l'idéologie noire ni arabe !

N. B. Les esclaves des marais (essentiellement des Bantous) en Irak étaient marqués d'un tatouage : cela rappelle quelque chose, non ?

Selon le Global Slavery Index (« Indice mondial de l'esclavage ») créé par la Walk Free Foundation en 2013, le nombre de personnes concernées par l'esclavage moderne est estimé à trente millions et couvre, au-delà de l'esclavage à proprement parlé, le travail forcé ou le trafic d'être humain concentré dans seulement dix pays (dont quatorze millions en Inde). La Mauritanie se classe à la pire place. Jusqu'à 20 % de la population est considérée comme esclave, le statut se transmettant à travers les générations. À Haïti, l'esclavage des enfants est un problème très répandu. Le pays figure à la deuxième place du classement avec près de deux cent neuf mille esclaves. Le travail des enfants, connu sous le nom de restavek, décrit le cas des enfants pauvres des zones rurales envoyés pour travailler avec les familles des villes. Viennent ensuite : Népal, Moldavie, Bénin, Côte d'Ivoire, Gambie et Gabon. En 2019, l'échantillon a changé : Inde (18,4 millions), Chine (3,4 millions), Pakistan (2,1 millions), Bangladesh (1,5 million).

Les revendications victimaires n'ont que faire de l'histoire : Dieudonné, dans une conférence à Alger, le 16 février 2005, évoque la « guerre déclarée au monde noir » par le sionisme, accusant les Juifs d'avoir profité du

commerce triangulaire alors que le Code noir, article 1er, interdisait explicitement aux Juifs, « ennemis déclarés du nom chrétien », d'y participer.

Où mène l'idéologie victimaire. Dans son livre *Les traites négrières*[287], Olivier Pétré-Grenouilleau a posé une vérité scientifique dérangeante : l'esclavage ne se réduit pas à la traite européenne, qui commence au XVe siècle avec l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas et l'Angleterre…, puis la France à partir du XVIIIe siècle. La traite saharienne sur la côte est de l'Afrique, vers les pays musulmans, est pratiquée depuis plus de mille ans, ainsi que l'esclavage pratiqué par les sociétés africaines elles-mêmes. Jusqu'au XIXe siècle, aucun Européen n'ayant pénétré à l'intérieur du continent africain en raison des risques, les royaumes africains esclavagistes apportaient sur le littoral des esclaves, le plus souvent des captifs de case qui étaient nés dans la servitude. En échange, ils attendaient des armes à feu, des bijoux et différents produits manufacturés. Si la traite atlantique a fonctionné avec les négriers africains, la traite saharienne est le fait de musulmans de la frange sahélienne (Peuls, Touaregs, Toubous) dont les meilleurs éléments étaient vendus dans l'Empire ottoman ou au Maroc. De ce passé subsiste la haine entre Sahéliens et Noirs au Sénégal, au Mali, en Centrafrique, au Tchad, au Soudan, etc. La loi Taubira apparaît d'une étonnante hypocrisie qui exclut toute évocation des autres traites et toute mise en cause de l'esclavage actuel que l'Organisation internationale du travail estime à au moins vingt et un millions de personnes, soit plus que lorsque l'esclavage était légal, entre les XVe et XIXe siècles. Siddharth Kara, spécialiste de l'esclavage et du trafic d'êtres humains à la Harvard Kennedy School, note dans son livre, *Modern slavery*[288] (« L'esclavage moderne ») que celui-ci génère des profits de cent cinquante milliards de dollars par an, plus que le total des bénéfices des trois plus grosses entreprises de la Silicon Valley réunies. Le livre de Moustapha Kadi Oumani, *Un tabou brisé*[289] se focalise sur le Niger, le Soudan et la Mauritanie. L'esclavage y perdure et reprend vigueur dans la plus grande partie de la planète. Le 15 avril 2010, Human Rights Watch publie un rapport sur l'esclavage des enfants dans les écoles coraniques du Sénégal[290], réseau appartenant aux Frères musulmans. Au moins cinquante mille enfants, de 4 à 12 ans, sont envoyés tous les jours de la semaine de force mendier dans les rues de Dakar, de Thiès, M'bour ou Saint-Louis, pendant huit à dix heures d'affilée. Ils subissent des violences physiques et psychologiques et vivent dans la peur. En retour, les maîtres ne leur donnent ni nourriture, ni logement décent, ni soins médicaux, alors qu'ils disposent des ressources confortables, fournies par les enfants eux-mêmes. Les hauts responsables religieux de l'islam, les imams, les Frères musulmans, consentants et complices, restent totalement silencieux sur ce sujet.

Olivier Pétré-Grenouilleau a comparé les effets démographiques du commerce triangulaire, de la traite intra-africaine et de la traite arabe sur la

côte est du continent. Il estime que les Européens ont déporté entre onze millions et treize millions de personnes, soit moins que les dix-sept millions des empires arabes, incluant les captifs chrétiens (un million au Maghreb). Il a été assigné devant le tribunal de grande instance de Paris par Patrick Karam, au nom du collectif des Antillais, Guyanais, Réunionnais (Collectifdom) qui se présente comme une association française de lobby apolitique pour l'outre-mer. On lui reproche une interview au *Journal du Dimanche* du 12 juin 2005 qui nierait « le caractère de crime contre l'humanité reconnu à la traite négrière par la loi du 23 mai 2001 » (loi Taubira). Dans l'interview, l'universitaire déclarait que « les traites négrières ne sont pas des génocides ». En effet, les génocides visent à l'extermination d'un groupe, les traites négrières, au contraire, avaient pour but de s'en servir comme marchandise. Par contre, la réduction en esclavage demeure un crime contre l'humanité, défini par le tribunal de Nuremberg. Cette affaire s'était accompagnée de vives pressions du collectif et d'autres associations, en juin 2005, lors de la remise du prix du livre d'histoire du Sénat. Cette affaire a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Plusieurs chercheurs ont diffusé, le 12 décembre, une pétition intitulée « Liberté pour l'histoire ! », soutenue par près de six cents enseignants et chercheurs. Elle réclame l'abrogation partielle de différentes lois ayant trait à leur domaine de compétence, parmi elles la loi Taubira du 21 mai 2001. Sous la levée de boucliers d'historiens, Patrick Karam a finalement retiré sa plainte. Pour justifier sa décision, il évoque un « rouleau compresseur médiatique » ainsi que les « pressions des partis et de l'intelligentsia ». Et il dresse ce constat en conclusion : « Notre plainte n'est pas comprise par la société française », M. Karam se borne à « demander des explications » à M. Pétré-Grenouilleau sur le sens des propos qu'il avait tenus dans *Le Journal du dimanche*. Il devrait peut-être commencer par lire le livre.

La haine des intégrés

Le concept raciste de *native informant*, inventé par les études postcoloniales, désigne les personnes de couleur qui « surcompenseraient » un complexe d'infériorité à l'égard des Blancs, sortes d'Oncle Tom, nègres de maison, blanchis, collabeurettes, harkiettes… les termes foisonnent. Houria Bouteldja des Indigènes de la République a insulté la romancière Leïla Slimani pour son livre *Sexe et mensonges*[291] consacré au traitement des femmes dans la société marocaine. Fille d'une Franco-Algérienne et d'un Marocain, elle aurait dû prêter sa voix à la campagne de haine contre la France : Djemila Benhabib, Lydia Guirous, Zohra Bitan, Leïla Slimani, Amine El Khatmi, Mohamed Louizi, Fatiha Agag-Boudjahlat, Zineb El Rhazoui, Mehdi Aifa, Mohamed Sifaoui, Driss Ghali, malgré leurs différences, voire leurs divergences, ont en commun de s'être vus affublés de termes infamants. Houria Bouteldja occupe un poste confortable à l'Institut du monde arabe[292].

Patrice Quarteron, qui a remporté, en juillet 2017, une victoire remarquable en boxe muay thai, a exprimé sa joie en se revêtant du drapeau français. Mais ses détracteurs se sont déchaînés sur les réseaux sociaux, il est traité de « bounty » et traître, « harki », « collabeur », « nègre de maison »… Il a verbalisé son patriotisme dans un post des plus intéressants :

> Quand vous portez un drapeau d'un pays où vous ne vivez pas, on vous dit « bravo, j'adore, c'est courageux, c'est un signe d'ouverture ». Quand on porte le drapeau du pays dans lequel vous vivez, où vous payez vos impôts, avec lequel vous souffrez, aimez, combattez, on vous dit : « t'es un chien, un putain de facho ». Je porte mon drapeau fièrement. Et j'emmerde les fils de putes qui préfèrent se sentir américains, marocains, russes etc. tout ça parce qu'ils vont en vacances une semaine dans un autre pays et reviennent en se sentant étrangers à leur propre pays. Soyez patriotes et reconnaissant (sic). Vous devez tout à la France.

Bernard Tapie a donné la meilleure définition du problème : « Être antiraciste aujourd'hui c'est pouvoir dire à quelqu'un qu'il est un abruti sans se poser la question de savoir s'il est noir, blanc, chrétien, juif ou arabe, sans risque de se voir accusé de racisme. »

La dénonciation du racisme de la police

C'est une thématique venue des États-Unis, depuis la mort de George Floyd[293]. Des émeutes éclatent sporadiquement dans plusieurs cités populaires d'Île-de-France. Comparer les violences policières américaines avec les violences policières françaises, à quoi bon ? Ce sont des sociétés multiculturelles qui ont des passés difficiles en matière de relations avec les minorités ethnoraciales. Mathieu Zagrodzki, chercheur associé au Centre d'études sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP) à l'Université de Versailles-Saint-Quentin, auteur de *Que fait la police ?*[294], d'une thèse sur les deux polices et coauteur de *Vis ma vie de flic*[295], met les faits à plat : les polices américaines tuent plus d'un millier de personnes par an pour trois cent vingt millions d'habitants. La police et la gendarmerie en France, une vingtaine environ. Proportionnellement, la police américaine tue treize fois plus que la police française. Le déterminant premier repose sur une question : Est-ce que vous vous sentez en danger ou non ? Aux États-Unis circulent trois cents millions d'armes à feu. Certains habitants en ont plusieurs dizaines. Le taux d'homicide est quatre fois supérieur au nôtre. Un policier américain pense que l'on peut attenter à sa vie à n'importe quel moment et la probabilité pour qu'il surréagisse et qu'il dégaine est beaucoup plus forte, même lors de contrôles routiers. La société américaine donne un mandat assez étendu pour mettre hors d'état de nuire les *bad guys*. D'où un système pénal extrêmement répressif, le taux d'incarcération est sept fois plus

important que celui de la France. Les dix-huit mille services de police différents, locaux pour leur immense majorité, ont des règles propres : ceux où le suivi disciplinaire est très fort et ceux où l'on valorise les taux d'interpellations. Une jurisprudence de la Cour suprême encadre aussi les tirs létaux d'une façon beaucoup plus souple qu'en France. À Los Angeles, dans les années 1980, il était encore autorisé de tirer sur un fuyard.

La police, en France, est une création de l'époque de Louis XIV, son but et sa philosophie sont d'abord de protéger la stabilité des institutions. D'où l'importance en France du maintien de l'ordre : vingt-cinq mille CRS et gendarmes mobiles. La police américaine est créée à Boston en 1829 par des communautés locales, avec le pouvoir de porter une arme, les policiers sont vus comme des citoyens vigilants, dans une culture du duel et une notion de violence privée forte. En France, l'État est seul à détenir le monopole de la violence physique légitime, tandis qu'aux États-Unis, ce principe s'est imposé plus tard de manière beaucoup moins affirmée : dans un certain nombre d'États, le port d'arme à la ceinture est légal. Aux États-Unis, les Noirs représentent 23 % des personnes tuées par la police, alors qu'ils ne constituent que 12 % de la population ; un Noir non armé a 2 et 3,5 fois plus de risques d'être tué qu'un Blanc. En France, la chose n'est pas aussi bien documentée puisqu'il n'y a pas de statistiques ethniques.

Dans la résolution de conflits, la police en France a tendance à user de la force, là où les Allemands ou les Britanniques vont tenter de désamorcer la tension. Ce fait-là est aggravé vis-à-vis des minorités ethniques. Dans *La force de l'ordre*[296], l'anthropologue Didier Fassin pointe le fait que certains agents de la brigade anti-criminalité (BAC) peuvent être animés par des stéréotypes raciaux, en intervenant sur les situations de flagrant délit les plus sensibles et risquées.

En France, des chercheurs comme Mathieu Rigouste expliquent que les méthodes policières se nourrissent encore des méthodes de l'armée coloniale d'hier. Alors qu'aux États-Unis l'histoire est ségrégationniste et marquée par le passé esclavagiste, elle fut colonialiste en France et employée sur des territoires éloignés. Aux États-Unis, selon des affirmations communes, la police américaine serait raciste alors qu'elle compte dans ses rangs en moyenne 25 % de populations noires et hispaniques et, à Los Angeles, c'est 50 %. Les émeutes de Los Angeles de 1992 ont fait cinquante-cinq morts. Dans les émeutes de banlieues françaises de 2005, il y a eu quatre morts. En France, la police blesse beaucoup, mais tue peu. Par contre, onze attentats ont ciblé spécifiquement la police française depuis 2014 (neuf morts, neuf blessés).

Mais peu importe ces données puisque seule l'affirmation répétée fait vérité. Les agressions contre la police nationale ont plus que doublé en vingt ans. Plus de quatre-vingt-cinq faits de « violences à personnes dépositaires de l'autorité publique » sont enregistrés chaque jour pour la seule police

nationale, et il est probable que les chiffres soient encore sous-évalués.

Le refus de la critique et du débat

Danièle Obono, porte-parole de LFI, qui refusait de pleurer Charlie, se revendique altermondialiste, antilibéraliste, afroféministe, anti-impérialiste, antiraciste, anti-islamophobe et à la fois internationaliste et panafricaniste… Antiraciste ? Vraiment ? Elle s'était illustrée récemment par un tweet hostile à Jean Castex, « homme blanc » qui allait faire son discours de politique générale à l'Assemblée nationale. Si un député « blanc » (la couleur de peau est une obsession chez Les Indigénistes) s'était exprimé dans ces termes à l'attention d'un ministre « noir » ou « basané » ou « jaune », que n'aurait dit Dame Obono ?

Mieux choisir ses héros

Sylvain Afoua, le leader de la Ligue de défense noire africaine, a pris le nom d'Egountchi Behanzin, prince du Dahomey. Vers 1750, Tegbessou, sixième roi d'Abomey, procure chaque année aux négriers européens neuf mille esclaves, principalement des habitants des États voisins capturés, et aurait ainsi des revenus quatre fois supérieurs à ceux des plus riches propriétaires terriens d'Angleterre. La traite est interdite par la Grande-Bretagne en 1807, les États-Unis en 1808, la France en 1815, puis en 1838 dans les colonies anglaises, en 1848 dans celles de France. Après 1815, seul le Brésil continua l'importation de nouveaux esclaves. Les Britanniques fondent, en 1821, au Nigeria, une ville, Abeokuta, pour servir de refuge aux habitants de la région contre les raids du Dahomey, et mettent en place un blocus naval entre 1851 et 1852. La France s'installe vers 1870 sur la côte du Dahomey. En 1878, lors du séjour d'une délégation diplomatique française à Abomey, la capitale, Béhanzin ordonne un sacrifice humain de deux cents esclaves. Sa prospérité repose en partie sur l'exploitation, dans des fermes royales, d'esclaves nados, peuple soumis par les Fons. Des crânes humains décorent le palais du roi. Pendant la guerre contre Béhanzin, les troupes françaises ont été aidées par les Nados, seuls les Fons ayant résisté. Béhanzin est actuellement considéré pour son patriotisme, comme un héros, pour avoir tenu tête aux Français. De plus, il n'a pas été battu, mais a été capturé par trahison. Les Fons constituent encore 39 % de la population béninoise alors que les descendants des esclaves nados sont moins de 1 %.

Voici quelques personnalités d'exception dont le CRAN devrait se préoccuper :

Biram Dah Abeid fait partie de la caste Haratin, Maures noirs descendants d'esclaves. Son père ayant été affranchi, il est né libre. Il sera le seul d'une fratrie de onze enfants à être scolarisé. Suivant la volonté de son père, il étudie à l'Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar. Il consacre son mémoire de

DEA (Diplôme d'études approfondies) en histoire (2001) à l'esclavage, une pratique interdite mais sans peine assortie, depuis 1981, en Mauritanie. Il milite dans l'ONG SOS Esclaves. En 2008, il fonde l'Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste (IRA-Mauritanie), condamné pour cela à une peine de prison, puis gracié en février 2011 par le président mauritanien. Le 27 avril 2012, dans un élan d'insurrection morale, volontaire et symbolique, au cours d'une manifestation à Nouakchott, il brûle en public des textes de droit de l'école malékite qui encourage la pratique de l'esclavage, codifie l'inégalité de naissance, autorise la vente d'êtres humains, leur châtiment corporel, le viol des femmes esclaves et la castration des mâles noirs. L'esclavage et la charia version mauritanienne[297] sont, pour l'essentiel, des livres de l'école malékite. Selon lui, la loi fondamentale sacralise ainsi un code négrier, dont les visées esclavagistes dénient, *de facto*, l'égalité entre les races noire et blanche et autorise des musulmans à réduire en esclavage d'autres musulmans.

> Ce corpus est inscrit dans la Constitution et considéré comme la principale source du droit et la seule interprétation officielle, valide et acceptable des textes sacrés du Coran et de la geste du Prophète. La Constitution actuelle, adoptée en août dernier, dit, dans son préambule, que la principale source des lois est la charia islamique[298].

Il est emprisonné aux côtés d'autres militants de l'IRA, accusé de porter « atteinte à la sûreté de l'État ». Après des mois de détention préventive, suivi de l'annulation de son procès par la cour criminelle de Nouakchott, Biram Dah Abeid et ses coaccusés sont libérés en septembre 2012. Risquant d'être condamné à mort pour apostasie, il vit actuellement au Sénégal. Des personnalités, des partis politiques et une partie de la population ont réclamé sa tête.

> Je ne suis pas sous le coup d'un mandat d'arrêt, mais un dossier se trouve dans les tiroirs de la justice, par lequel le ministère public réclame la peine de mort contre moi, au motif que j'aurais brûlé des « références sacrées ». La sentence est pendante, comme un chantage. Malgré tout, le chef de l'État, le parquet, la majorité des partis politiques organisés et les soi-disant érudits, pour la plupart des hauts fonctionnaires, réclament encore mon exécution[299].

Boubacar Ould Messaoud, né lui aussi dans une famille d'esclaves, a eu la chance d'aller à l'école à Rosso. Architecte de formation, président de SOS Esclaves Mauritanie, plusieurs fois arrêté, jugé et condamné pour son combat. Il adhère, en 1978, à l'Organisation pour la libération et l'émancipation des Haratines (EL HOR). Dans ce cadre, à la suite de la vente d'une esclave, il organise et participe aux manifestations de protestation qui entraînèrent des arrestations massives parmi les membres de EL HOR. Les dirigeants, en mars 1980, furent jugés et condamnés de deux à six mois de prison par la Cour spéciale de Justice, un tribunal militaire à Rosso, pour manifestation sur la voie publique, création et administration d'une organisation non autorisée. Deux semaines après le verdict, le 5 juillet 1980, survient la déclaration

d'abolition de l'esclavage adoptée par le Comité militaire de salut national. Pour avoir dénoncé l'esclavage en Mauritanie, lors d'une interview accordée à la chaîne de télévision française France 3, il avait été condamné à treize mois de prison le 13 février 1998, avec d'autres militants des droits humains, puis gracié en mars sous la pression internationale. Lors de ce verdict, SOS Esclaves avait été déclarée illégale.

Les diasporas et le terrorisme

En dépit du statut de réfugié, certaines diasporas continuent à fournir des terroristes. Le cas Anzorov, jeune tchétchène qui a décapité Samuel Paty, a montré qu'une diaspora, même réfugiée, n'est jamais totalement à l'abri de la violence terroriste. Les deux attentats lors du Marathon de Boston en 2013 avaient également été organisés par deux Tchétchènes, Djokhar et Tamerlan Tsarnaïev. On avait eu le cas avec les prédicateurs du Londonistan impliqués dans les attentats de 2004.

Un cas historique un peu oublié mérite d'être rappelé. Dans le combat que mènent les Arméniens de la diaspora pour obtenir de la Turquie la reconnaissance du génocide de 1915, l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA) est un groupe armé terroriste, issu de la diaspora exilée au Liban, d'idéologie marxiste-léniniste, fondé par des jeunes qui avaient perdu patience devant l'échec de la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA) à faire reconnaître le génocide par la Turquie.

Extraits de la Charte de l'ASALA (créée en 1975)

Le 10 juillet 1978, dans une déclaration publique, l'ASALA explique sa ligne politique et ses objectifs stratégiques en dix points :

1. Le seul ennemi de l'ASALA est le gouvernement turc.

2. Les alliés de l'État turc sont les adversaires de l'ASALA.

3. Les mouvements révolutionnaires qui luttent contre la Turquie et l'impérialisme américain sont les amis de l'ASALA. Les partis révolutionnaires du peuple turc et du peuple kurde, tous deux opprimés par l'État, sont les seuls alliés officiels de l'ASALA.

4. Les amis des Arméniens sont ceux qui ont reconnu le génocide ; leurs ennemis, ceux qui s'obstinent à le nier.

5. Les chefs des partis politiques arméniens n'ont obtenu aucun résultat en soixante ans. Le temps de la FRA est passé.

6. Tous les Arméniens regardent vers l'ASALA car elle est exactement à l'image de leurs désirs.

7. L'Église arménienne peut être récupérée et ramenée dans le droit chemin.

8. Le combattant de l'ASALA n'est pas un terroriste mais un pur révolutionnaire.

9. L'ASALA est solitaire, indépendante, orgueilleuse et fière.

10. L'Arménie soviétique est la base unique et irremplaçable du Peuple arménien.

Selon le Memorial Institute for the Prevention of Terrorism, l'organisation a commis quatre-vingt-quatre attentats et assassiné quarante-six personnes entre 1975 et 1984. Le premier fut un attentat à la bombe contre le bureau du Conseil œcuménique des Églises à Beyrouth, en janvier 1975, parce que cette organisation encourageait à l'émigration, ce que l'ASALA percevait comme une tentative pour éliminer la question arménienne. Le premier assassinat connu a aussi lieu au Liban, en février 1976, contre le premier secrétaire de l'ambassade de Turquie, Oktay Cerit. L'année suivante, c'est un attentat à la bombe contre le domicile d'un couple d'historiens américains, Stanford Jay Shaw et Ezel Kural Shaw, auxquels il est reproché de réduire le génocide arménien à des massacres et déportations dans le contexte de la Première Guerre mondiale. Neuf attentats arméniens sur dix sont revendiqués par l'ASALA. Pour remédier à l'absence de toute base territoriale sur les terres historiques arméniennes et avec la fuite de la diaspora du Liban durant la guerre civile, l'ASALA va collaborer avec des groupes étrangers : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est anatolien ; les groupes palestiniens du Liban – Organisation de libération de la Palestine (OLP), puis FPLP (Front populaire) et FDPLP (Front démocratique populaire). Chacun a ses buts propres, mais met ses connaissances « théoriques » de la lutte armée en commun. Durant les quatre derniers mois de 1979, l'ASALA commet quinze attentats à travers l'Europe : Genève, Francfort, Rome, Milan, Copenhague Madrid, Paris, puis Ankara et Istamboul, le 30 décembre, pour le cinquième anniversaire de sa fondation. Les cibles sont des diplomates ou des intérêts économiques turcs. Le choc en retour se produit le 3 octobre 1980, lorsque deux membres de l'ASALA, qui se sont blessés en manipulant des explosifs, sont arrêtés en Suisse. Cette arrestation fait suite à plusieurs attentats commis à Genève. C'est un tournant. Désormais, l'objectif de la reconnaissance du génocide arménien rétrograde par rapport à la libération de leurs compagnons incarcérés. L'ASALA menace les autorités suisses de représailles à cause des circonstances de l'arrestation qui ont coûté la vue à Alec Yenikomchian, et d'un interrogatoire au cours duquel Suzy Masseredjian

aurait été questionnée par le FBI et peut-être par les services turcs. L'ASALA multiplie les attaques contre les intérêts suisses : Swissair, par un « Groupe du 3 octobre » ; intérêts suisses à Beyrouth, Paris, Londres ; dans le train Paris-Interlaken (une bombe qui n'a pas explosé) ; devant le Palais de Justice de Genève ; à Rome (cinq blessés), devant la banque UBS de Genève ; à l'aéroport de Zurich-Kloten ; et, enfin, à Madrid, le 29 décembre 1980, dernier en date de cette opération d'intimidation. L'ASALA opte alors pour la stratégie victimaire : le 1er janvier 1981, une requête auprès du CICR et d'Amnesty pour examiner les conditions de détention des deux militants toujours incarcérés, permet de sortir de la phase terroriste. Le gouvernement suisse autorise les visites et l'ASALA suspend ses actions jusqu'à mi-janvier. Au terme de leur procès, un mois plus tard, les deux militants sont libérés, bénéficiant du sursis (dix-huit mois pour chacun). Mais, le 9 juin 1981, un troisième militant de l'ASALA, Arménien de Beyrouth, est arrêté à Genève, non loin de l'endroit où un diplomate turc vient d'être assassiné. Il avoue. Un « Groupe du 9 juin » apparaît alors, qui revendiquera une dizaine d'attentats contre les intérêts suisses : succursale de banque à Los Angeles et ambassade suisse en Iran, mais aussi à Zurich et Lausanne (vingt-six blessés dans l'explosion d'un grand magasin le 21 juillet). En août 1982, une bombe tue neuf personnes à l'aéroport d'Ankara. En France, pays qui a accueilli la plus grosse communauté arménienne après 1915, l'attentat au comptoir de Turkish Airlines, à l'aéroport d'Orly, du 15 juillet 1983, tue huit personnes et fait cinquante-six blessés. Le chef du commando, Varoujan Garbidjian, Arménien de la diaspora, réfugié en Syrie, est arrêté quarante-huit heures après. Condamné le 3 mars 1985 par la cour d'assises du Val-de-Marne à la perpétuité, il est libéré dix-sept ans plus tard et expulsé vers l'Arménie, en 2001. L'attentat d'Orly coupe l'organisation de ses soutiens dans la diaspora. Le groupe se scinde entre une aile nationaliste (ASALA-Militant) et une aile populaire (ASALA-Mouvement révolutionnaire), mais les attentats cessent pratiquement. Les divisions internes éclatent après Orly. Monte Melkonian dénonce la dérive meurtrière de ses partenaires, dont Hagopian, le fondateur, qui a fait assassiner deux de ses lieutenants pour venger la mort de deux de ses proches. Selon le *Washington Post*, à la fin des années 1980, l'ASALA, devenue un groupe de mercenaires, avait de grosses difficultés financières. Hagopian est assassiné à Athènes en 1988. Les États (URSS, Syrie, Libye, Iran) qui avaient jusqu'alors soutenu/protégé l'ASALA s'étaient lassés. Quant à la Turquie, elle ne pouvait que se réjouir de sa mort, mais il est peu probable que ses agents aient pu intervenir sur le territoire grec. Depuis, le groupe est moins actif. Le 20 juin 1997, un attentat à la bombe contre l'ambassade turque à Bruxelles a été revendiqué par les Unités militaires Gourken Yanikian, nom utilisé autrefois par l'ASALA ; c'est le dernier attentat connu.

En France, toute négation publique d'un génocide reconnu par la loi est

érigée en délit punissable d'un an de prison et de 45 000 euros d'amende. Aujourd'hui, la France en reconnaît deux : la Shoah et celui des Arméniens. Les autorités turques font preuve d'une intransigeance qu'encourage leur extrême droite : Ahmet Cetin, membre des groupes ultranationalistes, « Loups gris », déclarait, dans une vidéo d'une minute et demie, « que le gouvernement [turc] me donne 200 euros et une arme et je ferai ce qu'il y a à faire partout en France ». Ce Franco-Turc de 23 ans, qui avait conduit une expédition punitive contre les Arméniens de Décines (Rhône) en 2020, a été condamné pour incitation à la haine raciale, à 1 000 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité. Le Comité Talaat Pacha, grand ordonnateur du génocide revendiqué comme symbole, réunissant trois manifestations parisiennes jusqu'à trente mille personnes, n'a offusqué personne.

La Ligue de défense juive (LDJ) est la branche française, fondée en 2000, d'un mouvement raciste, créé par Meir Kahane à New York, classé depuis 2001 comme organisation terroriste aux États-Unis pour préparation d'une double attaque contre une mosquée et un membre du Congrès. Le Kach, autre mouvement créé par le même personnage, a également été interdit par le gouvernement israélien. En France la LDJ se présente comme défenseure de la communauté juive française contre l'antisémitisme. Elle est considérée par certains comme extrémiste et violente (en raison d'échauffourées et d'agressions diverses). Les organisations communautaires juives françaises à l'égard de ce mouvement vont de la condamnation à des positions plus nuancées. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu, le 11 juin 2020, à l'unanimité, un arrêt qualifiant de « droit citoyen » la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) – déclenchée par des associations qui dénoncent l'implantation de nouvelles colonies juives dans les territoires occupés. L'association militante BDS vise à bloquer l'importation de produits venant de ces territoires. Elle considérait comme illégale sa condamnation par la justice française. La CIDH a même exigé que la France verse 100 000 euros de dommages et intérêts aux militants BDS de Colmar, estimant que les propos reprochés aux requérants concernaient un sujet d'intérêt général et non une discrimination économique ou religieuse. Le gouvernement français n'a pas exercé de recours d'appel. Francis Kalifat, président du CRIJF, a demandé à M. Castex qu'il réaffirme la validité de la circulaire Alliot-Marie appelant les parquets à porter plainte contre les actions BDS.

Un mot sur les cadavres des microcosmiques revendications régionalistes contre des régimes démocratiques. Dans le nouveau contexte stratégique, le voyage à Moscou, à Pékin ou à Tripoli (pour le FNLC, l'ETA ou l'IRA) pour obtenir de l'aide n'est plus la solution. Il faut rappeler diverses versions françaises comme le FLB (qui fit sauter une aile du Château de Versailles), ou le FNLC corse, qui visait surtout les centres des impôts et les résidences secondaires, tua environ dix personnes. L'assassinat du préfet Claude Érignac

fut commis pour « remotiver » le mouvement, l'assistance du colonel Kadhafi n'ayant pas apporté le « supplément d'âme » recherché. Le statut particulier de la Corse n'a pas fait baisser le nombre des actes violents devenus purement mafieux : enlèvement, centres des impôts, séquestrations d'entrepreneurs et de personnalités publiques. Alain Lipietz a demandé la libération du commando Érignac et s'est retrouvé démis de son poste de candidat à la présidence de la République.

Enfin, le plus meurtrier de ces mouvements fut l'ETA basque qui, de 1959 à 2018, fit plus de huit cent vingt-neuf morts. *Libération* publie, le 30 mai 2019, un texte[300] signé de cinq philosophes et un cinéaste, pour dénoncer l'arrestation de l'ex-leader de l'ETA, Josu Urrutikoetxea : les philosophes Alain Badiou, Étienne Balibar, Jean-Luc Nancy, Toni Negri et Jacques Rancière, et le réalisateur Thomas Lacoste. Pour eux, son arrestation est « un coup porté à la diplomatie et à la paix », en même temps qu'à « l'intelligence politique ». Les autorités espagnoles entendent le juger pour l'attentat du 11 décembre 1987 contre une caserne de la garde civile, à Saragosse, qui fit onze morts, dont cinq enfants. L'homme n'y a pas directement participé, mais il dirigeait à cette date l'appareil militaire de l'organisation terroriste. Les signataires de la tribune soulignent « l'apport politique déterminant au processus de paix en cours au Pays basque » de Josu Urrutikoetxea. « Il a réussi à imposer la transformation d'un conflit, le faisant basculer unilatéralement d'une scène politico-militaire à une logique strictement politique », écrivent-ils.

Ces différents sectarismes marquent la fin de l'universalisme militant sur lequel la gauche vivait et la laisse en plein désarroi. On s'étonne de l'autoflagellation intellectuelle qui prévaut et le refus de critiquer et débattre des différentes associations sécessionnistes. Boualem Sansal rappelle l'attirance vers le pire dans notre intelligentsia : « Lorsque la guerre civile faisait rage en Algérie, nombreux étaient ceux qui voyaient les assassins du FIS comme des combattants de la liberté, ils les ont défendus, invités, écoutés avec des yeux béats d'admiration[301]. » Effectivement, des intellectuels ont pris la défense de Houria Bouteldja[302]. Le 17 janvier 2021, une pétition est publiée dans *Le Monde*[303], intitulée « Contre la calomnie et la diffamation, en soutien à Houria Bouteldja ». Par contre, sur le site de Mediapart, les propos de Bouteldja, ont été retirés à cause de la phrase : « On ne peut pas être Israélien innocemment », à propos de l'élection de Miss France 2021 qui avait évoqué ses origines italo-israéliennes. La pétition explique que cette phrase n'est pas antisémite. L'équivalent aurait été à propos des attentats terroristes en France : « On ne peut pas être musulman innocemment », ce que personne en France n'a jamais dit. Boualem Sansal, qui vit en Algérie malgré la censure dont il fait l'objet, constate :

Houria Bouteldja a trouvé la formule choc, qui allie la chahada islamique et le

slogan du cheikh Ben Badis, fondateur de l'association des ulémas dans le mouvement nationaliste algérien des années 1930-1940, « L'islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie ».

Comme le dit Fatiha Agag-Boudjahlat, dans son livre *Les nostalgériades*[304] : « L'utérus et l'épiderme déterminent les convictions et légitiment la prise de parole. »

Le Parti des Indigènes de la République et leurs soutiens prônent le retour d'idéologies disqualifiées par l'histoire : la couleur de peau, l'appartenance ethnique, le clan racial et religieux. La domination est moins celle du capital que celle des Blancs et des Juifs, qu'ils soient patrons du CAC 40 ou manutentionnaires chez Carrefour. Antisémitisme, homophobie, racisme anti-Blanc, etc., sont assumés, si on applique à ce mouvement les mêmes méthodes que l'on utilise pour analyser les mouvements d'extrême droite.

Pierre-André Taguieff voit, dans ces silences gênés, le dernier avatar de l'histoire des « compagnons de route », intellectuels, journalistes et universitaires en quête permanente du nouveau prolétariat de la mythologie révolutionnaire que seraient les musulmans.

Les postures communautaristes ont influencé le jeu politique, notamment à l'extrême gauche. À gauche, la messe est dite. Les défenseurs de la liberté d'expression et de la laïcité sont de moins en moins audibles, taxés d'identitaires, de fachos, de réacs. Quant à la gauche radicale, elle est en état de mort cérébrale. Une partie des Insoumis ont abandonné l'universalisme républicain. Aux universités d'été de LFI, en 2019, les laïcs s'expriment, mais, à celles de 2020, ils ont été remplacés par des militants communautaristes tels que Taha Bouhafs ou Youcef Brakni. « Une dérive surprenante puisque, lors de la dernière élection présidentielle, le parti avait mené une campagne laïque, universaliste et résolument républicaine[305] », souligne la philosophe Stéphanie Roza, auteure de *La gauche contre les Lumières ?*[306]. Pour Gilles Clavreul, cofondateur du Printemps républicain et ancien délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, la rupture s'est faite lors des législatives de 2017 où la majorité des députés Insoumis ont été élus grâce à certains militants associatifs, posture électoraliste classique. Des membres importants du parti reprennent les idées d'une certaine gauche américaine qui estime que la question raciale prend le pas sur la question sociale. LFI préfère donner la parole à Taha Bouhafs, qui avait qualifié la syndicaliste de police Linda Kebbab d'« arabe de service » sur Twitter, injure publique à caractère raciste, et à Maboula Soumahoro, universitaire française, qui explique l'impossibilité pour l'homme blanc d'incarner l'antiracisme : « À mes yeux, il ne peut pas avoir raison contre une femme noire ou une Arabe », définissant Sarcelles comme une « ville de Noirs dirigée par des Juifs ». Ceux qui émettraient des réserves ou des critiques à ses propos sont renvoyés à leur « manque de subtilité conceptuelle » (sic !).

Un parcours de Marsupilami

Alain Lipietz, fut militant des comités d'action à Polytechnique en 1968, puis membre du PSU jusqu'en 1971, tendance gramsciste-maoïste, mais la « gauche ouvrière et paysanne » est exclue du PSU et fusionne avec l'Organisation communiste des travailleurs (OCT), dont une des actions fut le soutien actif à la lutte des paysans du Larzac, puis des ouvriers de Lip. De 1978 à 1983, il anime la revue *Partis pris* et d'autres journaux. Il rejoint Les Verts en 1988 et en est élu porte-parole de 1997 à 1999. Désigné en 2001 pour représenter le parti à la présidentielle de 2002, il est remplacé d'autorité par Noël Mamère, le 13 octobre 2001, à la suite d'une prise de position controversée sur l'amnistie des nationalistes corses emprisonnés, y compris ceux du « commando Érignac ». Rappelant la situation qui a prévalu à l'issue de la guerre d'Algérie, il avait souligné que « ceux qui avaient aidé le FLN ou ceux qui avaient aidé l'OAS ont été amnistiés ». Un an auparavant, Jean-Michel Rossi, ami de François Santoni et proche du mouvement clandestin Armata Corsa, venait d'être exécuté par ses condisciples. Bref, une querelle de vrais pacifistes. En 2005, Lipietz signe l'appel des Indigènes de la République attribuant aux séquelles du colonialisme le racisme anti-immigrés en France. Il fait action contre la SNCF rendue responsable de la déportation des Juifs, dont son père. Rejet par le Conseil d'État (l'histoire se poursuit). Notre héros est reparti vers de nouvelles aventures !

Les Verts ont suivi la même dérive. À Rennes, Priscilla Zamord, tête de liste écolo, prône « une écologie qui ne soit pas que blanche mais verte et populaire ». Queer mobilisé.e, elle rapproche tout dans la Journée internationale de lutte contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie (personne qui ne se définit pas précisément) :

> Parce que l'écologie politique que je défends ne doit pas perpétuer les mécanismes de la domination patriarcale, je me considère comme une militante écologiste, antiraciste et féministe. Le sexisme est une forme de domination sociale, qui peut se cumuler avec d'autres discriminations à laquelle nous devons mettre un terme. L'égalité est un combat quotidien et doit désormais s'appréhender sous l'angle de l'intersectionnalité.

Pour Gilles Clavreul, le départ de modérés, tels que François de Rugy ou Barbara Pompili, a contribué à radicaliser le mouvement. L'écologie, au nom de l'intersectionnalité, a pris fait et cause pour Adama Traoré, en participant notamment à des manifestations en sa faveur. « Comme [si l'on] cherchait à tout prix son George Floyd au nom du progressisme et de la lutte pour l'émancipation des Noirs de France, alors que la situation est totalement différente des États-Unis », note Stéphanie Roza. Le phénomène d'entrisme est décrit par François Pupponi, député indépendant du Val-d'Oise, longtemps au PS, dans son ouvrage *Les émirats de la République*[307]. La « fuite en avant [est] suicidaire avec le risque de se couper de sa base militante pour

séduire un électorat qui vote très peu […], concentré sur une toute petite frange du territoire », constate Gilles Clavreul qui fait remarquer « que lors des élections municipales, la stratégie n'a pas payé ».

Le soutien est parfois explicite. Dix jours après la tuerie de 2015 au siège de *Charlie Hebdo*, Virginie Despentes, féministe anticapitaliste, explique dans *Les Inrockuptibles* (17 janvier 2015) son amour pour les frères Kouachi, damnés de la terre, forcément sublimes : « J'ai été aussi les gars qui entrent avec leurs armes […]. J'ai aimé aussi ceux-là qui ont fait lever leurs victimes en leur demandant de décliner leur identité avant de viser au visage[308]. » Edwy Plenel parle de « l'enfance malheureuse » des frères Kouachi et explique le 8 novembre :

> La une de *Charlie Hebdo* fait partie d'une campagne plus générale que l'actuelle direction de *Charlie Hebdo* épouse. M. Valls et d'autres, parmi lesquels ceux qui suivent M. Valls, une gauche égarée, une gauche qui ne sait plus où elle est, alliée à une droite voire une extrême droite identitaire, trouvent n'importe quel prétexte, n'importe quelle calomnie, pour en revenir à leur obsession : la guerre aux musulmans, la diabolisation de tout ce qui concerne l'islam et les musulmans.

Riss, le patron de *Charlie*, désabusé, constate : « Cette phrase qui désigne *Charlie Hebdo* comme un agresseur supposé des musulmans adoube ceux qui demain voudront finir le boulot des frères Kouachi. »

Dernier argumentaire absolu : le respect des cultures

La première tactique consiste à arguer de la nécessaire exception culturelle : une tradition doit être respectée sous peine de racisme. L'appel contre la criminalisation de l'excision, en 1989, en est le premier exemple français (cité plus haut).

La seconde tactique consiste à avoir recours à l'analogie, à laquelle est associée une ingénierie sémantique. L'excision est devenue, dans la bouche des imams salafistes, une « circoncision féminine », la circoncision étant une pratique rituelle acceptée dans nos démocraties européennes. Par analogie, elle peut l'être pour les filles. La décision négative du Conseil de l'Europe, en date du 24 mars 2014, refuse ce parallélisme pourtant créatif proposé par un homme.

Les associations féministes sont très mal à l'aise face aux radicalismes et aux pratiques humiliantes imposées aux femmes transplantées en France par leur culture : excision (selon l'UNICEF, deux cents millions de femmes dans le monde) ; polygamie ; relations sexuelles forcées entre époux ; et enfin mariage forcé (plus de douze millions de filles, parfois dès l'âge de 8 ans, douze à quinze cas traités chaque année en France) et, selon de récentes statistiques, soixante-dix mille jeunes femmes françaises seraient

potentiellement menacées selon le Haut Conseil à l'intégration. Ce phénomène s'est aggravé avec la pandémie qui a mis dans une situation précaire de nombreuses familles, dont une hausse des mariages anticipés, constatée en Inde par Rolee Singh, dirigeante de la campagne contre les mariages forcés. Les associations féministes se taisent ou préfèrent rendre responsable la colonisation.

Quelques cas à méditer pour les disciples du respect des cultures : la lapidation pour adultère à l'iranienne, à la talibane (très créative) ou à la saoudienne ; les hyènes (*fisi*) du Malawi[309] chargés de violer les jeunes filles sur demande des parents ; les viols collectifs au Pakistan pour punir une famille ; les pieds bandés, imposés aux femmes chinoises qui leur interdisaient de marcher, supprimés par le régime communiste… Claire Koç (anciennement Çigdem Koç) journaliste de *Franceinfo*, auteure du livre *Claire, le prénom de la honte*[310], fille d'immigrés turcs, a changé son prénom en 2008. Elle raconte notamment comment sa famille l'a rejetée et reniée dès qu'elle a obtenu la naturalisation française. Elle reçoit mille cinq cents messages haineux de Turcs de France pro-Erdogan, mais aussi d'immigrés maghrébins et africains. L'enseignante belge Nadia Geerts, prix international de la laïcité 2019 et chroniqueuse pour *Marianne*, a fait l'objet d'une campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux et d'une motion de défiance de la part du Conseil étudiant, suite à sa dénonciation de l'assassinat de Samuel Paty. À la suite de son post sur Facebook « Je suis Samuel Paty » et un partage d'article dans lequel elle dénonçait le fait que la Haute École Bruxelles-Brabant (HE2B), dans laquelle elle enseigne, allait autoriser le port de signes d'appartenance religieuse, elle est exclue de la page Facebook de l'HE2B en octobre 2018. Accusée d'islamophobie et de racisme, lâchée par la direction, elle reçoit, comme d'autres, une salve de commentaires haineux. Le Conseil étudiant a fini par exclure tous les protagonistes, la mettant donc sur le même pied que ses agresseurs. Le contentieux redouble en janvier sur la page Facebook du Conseil étudiant lorsqu'un ancien étudiant, qui n'a jamais suivi ses cours (comme la fille qui a été à l'origine de l'assassinat de Samuel Paty), l'a accusée publiquement de discriminer les étudiants trop basanés. Le Conseil étudiant, au lieu de condamner ces propos calomnieux, les a approuvés. Le 31 mars 2021, le harceleur de Nadia Geerts, poursuivi au civil, n'a pas comparu devant le tribunal de première instance de Bruxelles ; il sera jugé par défaut s'il n'est pas présent la prochaine fois. En moyenne, un cyberharceleur prend cinq à six mois de prison avec sursis et une amende de 2 000 à 3 000 euros.

Le complexe militaro-intellectuel, la laïcité et le blasphème

La tuerie contre la rédaction de *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015, avait suscité une telle émotion que l'on crut qu'une nouvelle union sacrée autour

de la liberté de la presse existait. Lorsqu'un incendie avait détruit les locaux, en 2011, dix-neuf intellectuels, dont Rokhaya Diallo, avaient cependant publié une pétition contre le journal, « hebdomadaire islamophobe ». Celle-ci déclarait : « Il n'y a pas lieu de s'apitoyer sur les journalistes de *Charlie*, les dégâts matériels seront pris en charge par les assurances. » Dans les écoles, des élèves refusaient la minute de silence. D'autres estimaient que la tuerie était « méritée ». L'attentat a fait dix-sept morts. À combien de morts la solidarité se jouerait-elle ?

Pauvre Frantz Fanon, le CRAN a négligé la conclusion !

« Ce n'est pas le monde noir qui me dicte ma conduite. Ma peau noire n'est pas dépositaire de valeurs spécifiques. […]

N'ai-je donc pas sur cette terre autre chose à faire qu'à venger les Noirs du XVIIe siècle ?

Dois-je sur cette terre, qui déjà tente de se dérober, me poser le problème de la vérité noire ?

Dois-je me confiner dans la justification d'un angle facial ?

Je n'ai pas le droit, moi homme de couleur, de rechercher en quoi ma race est supérieure ou inférieure à une autre race. Je n'ai pas le droit, moi homme de couleur, de souhaiter la cristallisation chez le Blanc d'une culpabilité envers le passé de ma race.

Je n'ai pas le droit, moi homme de couleur, de me préoccuper des moyens qui me permettraient de piétiner la fierté de l'ancien maître.

Je n'ai ni le droit ni le devoir d'exiger réparation pour mes ancêtres domestiqués.

Il n'y a pas de mission nègre ; il n'y a pas de fardeau blanc. […]

Non, je n'ai pas le droit de venir et de crier ma haine au Blanc. Je n'ai pas le devoir de murmurer ma reconnaissance au Blanc.

Il y a ma vie prise au lasso de l'existence. Il y a ma liberté qui me renvoie à moi-même. Non, je n'ai pas le droit d'être un Noir.

Si le Blanc me conteste mon humanité, je lui montrerai, en faisant peser sur sa vie tout mon poids d'homme, que je ne suis pas ce « Y a bon banania » qu'il persiste à imaginer.

Je me découvre un jour dans le monde et je me reconnais un seul droit : celui d'exiger de l'autre un comportement humain.

Un seul devoir. Celui de ne pas renier ma liberté au travers de mes choix. […]

Ma vie de doit pas être consacrée à faire le bilan des valeurs nègres.

Il n'y a pas de monde blanc, il n'y a pas d'éthique blanche, pas davantage d'intelligence blanche.

Il y a de part et d'autre du monde des hommes qui se cherchent.

Je ne suis pas prisonnier de l'Histoire. […]

Vais-je demander à l'homme blanc d'aujourd'hui d'être responsable des négriers du XVIIe siècle ?

Vais-je essayer par tous les moyens de faire naître la Culpabilité dans les âmes ?

La douleur morale devant la densité du Passé ? Je suis nègre et des tonnes de chaînes, des orages de coups, des fleuves de crachats ruissellent sur les épaules. […]

Je n'ai pas le droit de me laisser engluer par les déterminations du passé.

Je ne suis pas esclave de l'Esclavage qui déshumanisa mes pères. […]

Moi, l'homme de couleur, je ne veux qu'une chose :

Que jamais l'instrument ne domine l'homme. Que cesse à jamais l'asservissement de l'homme par l'homme. C'est-à-dire de moi par un autre. Qu'il me soit permis de découvrir et de vouloir l'homme, où qu'il se trouve.

Le nègre n'est pas. Pas plus que le Blanc.

Tous deux ont à s'écarter des voix inhumaines qui furent celles de leurs ancêtres respectifs afin que naisse une authentique communication. Avant de s'engager dans la voix positive, il y a pour la liberté un effort de désaliénation. Un homme, au début de son existence, est toujours congestionné, est noyé dans la contingence. Le malheur de l'homme est d'avoir été enfant.

C'est par un effort de reprise sur soi et de dépouillement, c'est par une tension permanente de leur liberté que les hommes peuvent créer les conditions d'existence d'un monde humain. […] »

Extrait tiré de la conclusion de l'ouvrage de Frantz Fanon, *Peau noire, masques*

blancs, Paris, Seuil, 1952.

Deux crises paroxystiques : Paty, Mila

Dans l'affaire Mila, on s'étonne du silence complice des associations droits-de-l'hommistes, féministes, antiracistes, LGBTQ+, etc., qui craignent les débats et les critiques mutuelles internes (islamophobie, sexisme, anti-LGBT, machisme…) et se taisent plutôt que de défendre l'adolescente. Elles craignent de se voir accusées d'islamophobie, si elles avaient soutenu la jeune fille, couverte de cent mille e-mails haineux et obligée de vivre cachée. Mais le reste du paysage intellectuel n'est pas plus rassurant. Nicole Belloubet, ministre de la Justice, dit que Mila s'est rendue coupable « d'insulte à la religion et d'atteinte à la liberté de conscience ». Le parquet a d'abord ouvert une enquête pour « provocation à la haine à l'égard d'un groupe de personnes, à raison de leur appartenance à une race ou une religion déterminée », avant de se rétracter, probablement après consultation du dossier. Edwy Plenel affirme dans l'émission *C à vous*, en tant que patron de Mediapart : « Il y a beaucoup de haine sur internet. » Ensuite, il convient que le langage de la jeune fille était inapproprié, mais c'est pour botter en touche pour parler de Mennel, cette chanteuse musulmane de l'émission *The Voice* qui avait été attaquée… pour avoir porté un voile. Effectivement, le parallèle est criant. Abdallah Zekri, le délégué général du Conseil français du culte musulman (CFCM), poète, a proclamé sur *Sud Radio* : « Qui sème le vent récolte la tempête. » Et puis cette phrase qui sent le meurtre : « Elle l'a cherché, elle assume. » On peut parier sans trop risquer de se tromper que cet homme ne sera pas poursuivi, lui, pour incitation à la haine ou au crime. Ségolène Royal, partie en campagne pour les présidentielles, ménage l'électorat de gauche en affirmant sur France 3 que « critiquer une religion, ça n'empêche pas d'avoir du respect, de l'éducation, de la connaissance, de l'intelligence par rapport à ce qu'on dit ». Elle refuse « d'ériger une adolescente qui manque de respect comme le parangon de la liberté d'expression ». Martine Aubry, la dame des créneaux réservés pour les femmes musulmanes à la piscine, elle aussi en campagne pour sa trois centième élection à Lille, dit : « Dans une période où beaucoup se sentent attaqués, je pense à l'augmentation de l'attaque contre les musulmans. […] Peut-être que chacun peut se dire […] qu'il vaut mieux éviter ce type de propos. » Ibrahim Maalouf estime les défenseurs de Mila aussi coupables que les défenseurs de Gabriel Matzneff et fustige les propos de Zineb El Rhazoui qui défend la jeune fille :

> Encourager l'immoral au prétexte que c'est légal, c'est de la démagogie dangereuse […]. C'est ce qu'ont fait certains à l'époque de Matzneff ou ce que défendent les exilés fiscaux, pour prendre deux exemples différents.

Ibrahim Maalouf est très habilité à donner des leçons de morale et traquer l'immoral, et à solliciter Matzneff, puisqu'il a été condamné à quatre mois de prison avec sursis pour agression sexuelle sur mineure en 2014, mais qu'il a également été condamné à payer 20 000 euros d'amende pour « geste inapproprié » à l'endroit d'une collégienne en stage dans son studio d'enregistrement. L'association Osez le féminisme ! se défile : « C'est un sujet sur lequel on a choisi de ne pas se prononcer. » Caroline De Haas, qui propose, pour lutter contre les agressions sexuelles dans des quartiers perdus, d'élargir les trottoirs, n'a dit mot de soutien pour la jeune fille menacée de mort, déscolarisée, protégée par la police pour avoir dit qu'elle récusait l'islam qui la récuse elle-même en tant que lesbienne. Marie Kirschen, rédactrice en chef du web des *Inrockuptibles*, justifie le silence de son magazine, pourtant si habitué à donner des leçons, en expliquant : « On s'est vraiment recentrés sur la culture il y a un peu plus d'un an […]. Les quelques personnes qui pouvaient écrire sur cette affaire-là étaient déjà occupées à d'autres choses. » Yassine Belattar, humoriste, dans l'émission *Touche pas à mon poste*, affirme que la jeune fille avait créé le buzz exprès pour lancer sa carrière, si elle devait en mourir, elle aurait ainsi réussi son coup. Cyril Hanouna, égal à lui-même : « C'est juste une jeune fille de 16 ans qui a dit, pour moi, des mots qui sont inadmissibles […]. Après, c'est vrai que c'est le droit au blasphème, mais elle ferait mieux de se calmer et de rester dans son coin. » À la niche ! telle est la morale de l'histoire. Raquel Garrido, plus politique, suggère un complot du Gouvernement pour qu'on ne parle plus des retraites. Il fallait y penser !

Dans une tribune dans *Marianne*[311], en juin 2021, Delphine Girard, professeur de lettres classiques au collège dans le Val-de-Marne et cofondatrice de Vigilance Collèges Lycées explique :

> Il y a ceux qui s'élèvent contre l'injustice à l'idée qu'on leur dédaigne une énième lettre pour reconnaître leur sexualité […]. Et puis il y a Mila. Une jeune femme harcelée avec la plus impensable des violences pour avoir critiqué l'islam lorsqu'un dragueur très lourd sur Internet lui a promis le bûcher de l'enfer parce qu'elle lui avait répondu qu'elle était lesbienne et qu'il ferait mieux de lui foutre la paix. Or, bien qu'elle soit femme, lesbienne et clairement victime du patriarcat, les premiers sont fabuleusement silencieux face au sort de la seconde. Incompréhensible paradoxe et révoltante monstruosité […]. Ce silence nous couvre tous de honte et me rend quatre fois ivre de colère : comme citoyenne, comme féministe, comme laïque et comme lesbienne. […] Est-ce parce que le harceleur n'est pas un homme blanc […], encravaté et d'origine européenne […] qu'on n'entend pas les associations LGBT ? Et qu'on ne voit pas, à quelques rares exceptions, les associations féministes se mettre toutes vent debout pour faire devant elle le barrage médiatique, politique et humain auquel on devrait s'attendre, et auquel assurément on assisterait si de la même manière elle avait été harcelée pour avoir raillé le catholicisme ou une secte évangéliste quelconque ? Alors qu'elle devrait être l'icône de la prochaine Pride, je gage que nous ne

> verrons pas de banderoles « Je suis Mila » à la Marche des Fiertés du 26 juin prochain [*Bien au contraire des musulmans LGBTQ ont agressé un LGBT pro-Mila à la marche des fiertés*]. […]
>
> Mila effraie comme un virus inconnu, incontrôlable et mortifère, face auquel le premier geste barrière dans l'espace public est le silence. […]
>
> Mila a le tort d'être blanche, issue d'une famille aisée, et d'avoir, en blasphémant, selon son droit le plus strict et dans une situation des plus compréhensibles, attenté aux croyances d'une catégorie de citoyens jugés plus minoritaires […]. De meilleures victimes qu'elle en somme. […]
>
> Ce silence des associations LGBT et de tant de féministes est proprement absurde, au sens premier du terme.

Heureusement, un collectif d'enseignant vient de publier une déclaration définitive[312] annonçant qu'ils n'enseigneraient plus que le masculin l'emporte sur le féminin. On mène les combats qu'on peut.

Face à un éclatement de l'universalisme qui se traduit par de multiples affirmations identitaires, violentes, racistes qui prétendent tous les jours faire la guerre à l'homme blanc, etc., etc., le complexe militaro-intellectuel est K.-O. technique, taiseux et cherche à se rattraper à quelque branche connue, dont il est immédiatement expulsé. Restera-t-on au propos théoriste ou certains sécessionnistes basculeront-ils dans la violence ?

---

274. Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous ; vers une politique de l'amour révolutionnaire*, Paris, La Fabrique, 2016.
275. Houria Bouteldja, « Mohamed Merah et moi », *indigènes-republique.fr*, 6 avril 2012.
276. Helen Pluckrose, James Lindsay, *Le triomphe des impostures intellectuelles ; comment les théories sur l'identité, le genre, la race gangrènent l'université et nuisent à la société*, Montpellier, H&O, 2021.
277. Article paru dans *Le Monde*, le 15 juillet 2020.
278. Martine Lefeuvre-Déotte, *L'excision en procès ; un différend culturel ?*, Paris, L'Harmattan, 1997.
279. Louis-Georges Tin, *Les impostures de l'universalisme*, Paris, Textuel, 2020.
280. « Radiation du cran de Louis-Georges Tin, de Joanes Louis et suspension d'autres membres », *le-cran.fr*, 15 juillet 2020.
281. Houria Bouteldja, Christelle Hamel, Christine Delphy, « "On vous a tant aimé-e-s !" Entretien avec Houria Bouteldja, initiatrice du Mouvement des Indigènes de la République et de l'association féministe les Blédardes », in *Nouvelles questions féministes : revue internationale francophone,* vol. 25, n° 1, 2006, p. 122-135.
282. « Contre la calomnie et la diffamation, en soutien à Houria Bouteldja », *acta.zone*, 17 janvier 2021.
283. Wendy Lower, *Les furies de Hitler ; comment les femmes allemandes ont participé à la Shoah*, Paris, Taillandier, 2014.
284. « À Jérusalem, des femmes chassées du mur des Lamentations pour avoir voulu

prier comme les hommes », *L'Obs*, 5 novembre 2021.
285. Céline Vidal (dir.), *Les mondes de l'esclavage ; une histoire comparée*, Paris, Seuil, 2021.
286. Jacques Frémeaux, *Les empires coloniaux ; une histoire-monde*, Paris, CNRS, 2012.
287. Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les traites négrières ; essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard, 2004.
288. Siddharth Kara, *Modern slavery ; a global perspective*, New York, Columbia University Press, 10 octobre 2017.
289. Moustapha Kadi Oumani, *Un tabou brisé ; l'esclavage en Afrique, cas du Niger*, Paris, L'Harmattan, 2005.
290. Human Rights Watch, « Sénégal : Des abus incontrôlés dans des écoles coraniques », *hrw.org*, 11 juin 2019.
291. Leïla Slimani, *Sexe et mensonges*, Paris, Les Arènes, 2017.
292. La fondatrice du Parti des Indigènes de la République a publié sur Mediapart un texte dans lequel elle justifie les attaques antisémites contre Miss Provence. Edwy Plenel l'a supprimé. Le journal *Marianne* a appelé Jack Lang, président de l'Institut du monde arabe, qui a répondu qu'il n'avait pas lu le texte incriminé. Mais en attendant d'en prendre connaissance, il n'avait pas « de problèmes particuliers avec Houria Bouteldja » car, a-t-il dit, « elle respecte le code du travail » !
293. Paul Conge, « Mort de George Floyd : "En France, la police blesse beaucoup, mais elle tue peu" », *Marianne*, 1er juin 2020.
294. Mathieu Zagrodzki, *Que fait la police ? Le rôle du policier dans la société*, La Tour-d'Aigues, l'Aube, 2012.
295. Mathieu Zagrodzki, Juliette Alpha, *Vis ma vie de flic*, Paris, Hugo Doc, 2020.
296. Didier Fassin, *La force de l'ordre*, Paris, Seuil, 2011.
297. « Islam. Mauritanie : "La version locale de la charia islamique légalise, légitime et sacralise l'esclavage" », *lesobservateurs.ch*, 28 décembre 2017.
298. Entretien avec Biram Dah Abeid, propos recueillis par J.J. Arthur Malu-Malu, « Mauritanie - Biram Dah Abeid : "La loi fondamentale sacralise un code négrier" », *Le Point Afrique*, 28 décembre 2017.
299. *Ibid.*
300. « Tribune. En soutien à Josu Urrutikoetxea », *liberation.fr*, 30 mai 2019.
301. Robert Redeker, « Indigènes de la République : les fractures de l'antiracisme », *L'Express*, 13 août 2017.
302. Ludivine Bantigny (historienne), Maxime Benatouil (coprésident de l'Union juive française pour la paix), Judith Bernard (metteuse en scène et journaliste), Deborah Cohen (historienne), Thomas Coutrot (économiste), Christine Delphy (sociologue et militante féministe), Annie Ernaux (écrivaine), Fabrice Flipo (philosophe), Isabelle Garo (philosophe), Éric Hazan (éditeur et écrivain), Stathis Kouvélakis (philosophe), Philippe Marlière (politologue), Dominique Natanson (coprésident de l'Union juive française pour la paix et écrivain), Olivier Neveux (universitaire), Ugo Palheta (sociologue), Geneviève Rail (universitaire au Simone de Beauvoir Institute and Women's Studies, Canada), Catherine Samary (économiste), Michèle Sibony (Union juive française pour la paix), Isabelle Stengers (philosophe), Julien Théry (historien), Rémy Toulouse (éditeur).
303. « Tribune. Vers l'émancipation, contre la calomnie. En soutien à Houria Bouteldja et à l'antiracisme politique », *Le Monde*, 19 juin 2017.

304. Fatiha Agag-Boudjahlat, *Les nostalgériades ; nostalgie, Algérie, jérémiades*, Paris, Cerf, 2021.
305. Lucas Jakubowicz, « Affaire Mila : l'omerta de la gauche », *magazine-decideurs.com*, 31 janvier 2020.
306. Stéphanie Roza, *La gauche contre les Lumières ?*, Paris, Fayard, 2020.
307. François Pupponi, *Les émirats de la République*, Paris, Cerf, 2020.
308. « Virginie Despentes : "Les hommes nous rappellent qui commande, et comment" », *Les Inrockuptibles*, 17 janvier 2015.
309. « Dominique Mesmin : "La solution contre les 'hyènes' au Malawi, c'est l'éducation" », propos recueillis par Margaux Rolland, *Paris Match*, 23 septembre 2021.
310. Claire Koç, *Claire, le prénom de la honte*, 2021, *op. cit.*
311. Delphine Girard, « Ce silence des associations LGBT et de tant de féministes sur l'affaire Mila est absurde », *marianne.net*, 18 juin 2021.
312. « Nous n'enseignerons plus que "le masculin l'emporte sur le féminin" », *slate.fr*, 7 novembre 2017.

15
Et les autres guerres : on tue en silence et loin des caméras, peu motivant pour le complexe militaro-intellectuel

Restent alors les quelque quatre cents crises violentes qui mitent la surface du globe, sans mériter l'attention internationale. La disparition de l'est-ouest, qui justifiait l'agenda planétaire de l'une ou l'autre des « grandes puissances », a délaissé des combattants orphelins, passés parfois indifféremment de l'un à l'autre camp. Rappelons quelques règles médiatiques pour attirer l'appui d'un acteur du complexe militaro-intellectuel.

Le massacre peut faire beaucoup de morts mais ne suffit pas : l'insurrection moro aux Philippines depuis 1969, cent cinquante mille morts ; le conflit kurde en Turquie depuis 1984, plus de quarante-cinq mille morts ; l'effondrement somalien depuis 1978, environ cinq cent mille morts ; l'insurrection de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en Ouganda depuis 1986, plus de cent mille morts… S'il se déroule hors du champ des caméras, inutile d'y aller !

Ne pas s'attaquer à un acteur intouchable

Depuis 2014, au Yémen, la guerre civile oppose les rebelles chiites houthis, initialement proches de l'ancien président Ali Abdallah Saleh, aux partisans d'Abd Rabbo Mansour Hadi, président actuel, qui vit depuis 2015 en Arabie saoudite. Le conflit était au départ tribal et confessionnel, les méchants et les gentils sont musulmans, mais certains sont chiites. Désormais, l'enjeu est régional et implique les deux puissances voisines : l'Arabie saoudite et l'Iran. Au milieu, le pays le plus pauvre de la péninsule sert de champ de bataille par procuration. Le Yémen a subi plus de seize mille quatre cent vingt-quatre raids aériens saoudiens, entre le 26 mars 2015 et le 28 février 2018, soit une moyenne de 15,3 raids aériens par jour et un toutes les quatre-vingt-quatorze minutes pendant près de trois ans. Environ un tiers des frappes depuis 2015 ont atteint des cibles non militaires. Les Nations unies ont démontré qu'elles sont responsables de 97 % des décès civils entre décembre 2017 et janvier 2018. Les bombardements[313] ciblent des zones densément peuplées et 80 % des victimes de cette guerre sont des civils, dont de nombreux enfants qui tombent sur des objets curieux avec

lesquels ils veulent jouer et qui explosent. Aux milliers de morts s'ajoutent donc des cohortes de mutilés. En six ans, le conflit a déjà fait près de deux cent trente-trois mille morts et plus d'un million de déplacés, une école sur trois est fermée, la moitié des structures de santé ne fonctionne plus, la malnutrition, les épidémies de malaria, de choléra et maintenant le covid frappe la population civile. Le Yémen connaît la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU.

Peu d'échos en Occident, et surtout rien d'officiel : une manifestation à Bruxelles devant le Parlement européen, le 23 mai 2015 ; quelques dizaines de personnes sur l'esplanade du Trocadéro, le 16 octobre 2018, organisée par l'ONG Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés (AIDL). On ne touche pas à l'Arabie saoudite ! L'Organisation de la coopération islamique (OCI) appuie Riyad dans son conflit larvé avec l'Iran. Au cours d'un de ces sommets, l'OCI a, par contre, condamné la répression dont les Rohingyas sont victimes en Birmanie. En revanche, le cas des Ouïghours en Chine n'a pas été soulevé.

Les guerres africaines, illisibles donc peu médiatisables

Le Derg éthiopien était « progressiste » (il tuait avec un logiciel fourni par Moscou) et Mobutu, tyran mégalomane, défendait la « liberté » (avec un logiciel américain et français). Avec le Rwanda, tout s'est déréglé dans le regard porté sur l'Afrique. Le conflit le plus meurtrier depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'a été ni le conflit vietnamien, ni la guerre d'Irak, ni la guerre d'Afghanistan, mais le conflit rwando-congolais dans la région des Grands Lacs : guerre de tous contre tous qui a causé entre trois et cinq millions de morts. À deux millions de morts près on ne sait même pas préciser : peu par suite des combats, le plus grand nombre de froid et de maladie (malaria, pneumonie), de faim et tout simplement d'épuisement. Cinq millions de personnes ont été contraintes d'abandonner leur foyer, la plus importante crise de déplacement en Afrique. D'autre part, certaines crises africaines sont trop compliquées : pas de véritable camp du bien, sans enjeu philosophique, elles ne suscitent pas l'intérêt du complexe militaro-intellectuel. Gérard Prunier parle des « cadavres noirs[314] », ceux qu'on ne voit pas, victimes de violences incompréhensibles. En 2017, selon Oxfam, plus de treize millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire extrême, en raison de l'ampleur et de la multiplication des conflits dans le pays. La région doit également affronter la deuxième épidémie d'Ebola la plus grave au monde, après celle de 2014, qui avait fait plus de onze mille morts.

La crise éthiopienne est l'exemple d'une incroyable complexité, où gentils et méchants alternent : l'Éthiopie est un empire millénaire, mais en crise depuis 1914. Le rapprochement voulu par Addis-Abeba avec l'Érythrée, à

laquelle l'oppose un conflit, est une source de tensions. La région du Tigré, délimitant une grande partie de la frontière où se sont déroulés les affrontements et les revendications territoriales des deux pays est en état insurrectionnel. Le Front de libération du peuple du Tigré (FLPT), qui dirige seul la région du Tigré, accuse le Premier ministre éthiopien, un Oromo, ethnie la plus importante en Éthiopie, d'avoir progressivement marginalisé la minorité tigréenne (6 % de la population) au sein de la coalition au pouvoir que le parti a depuis quittée. Le Gouvernement mène dès lors une guerre contre les Tigréens et le conflit se régionalise et s'internationalise. Le Soudan, accusé d'accueillir des bases rebelles, y voit une opportunité de récupérer le triangle d'Al-Fashaga. L'addition de binômes ethniques conflictuels, de rivalités régionales (Érythrée/Kenya ; Éthiopie/Soudan ; Égypte/Éthiopie…), la proximité de Djibouti et les tensions Afars/Issas, tous ces éléments en font une des crises les plus complexes du continent et rendent très improbable un processus politique de réconciliation. Dix mille morts pour le moment, un désastre pour l'Éthiopie et le Tigré, et des humanitaires qui ne peuvent plus aider, alors que trois cent cinquante mille personnes (91 % des Tigréens) dépendent de l'aide alimentaire : trois employés de MSF tués en juin dans le nord du pays après neuf autres en novembre dernier. Les forces tigréennes approchant d'Addis, le gouvernement éthiopien vient de déclarer l'état d'urgence et les habitants sont appelés à s'armer pour défendre la ville. La situation est confuse : d'abord parce que le Tigré et le nord de l'Éthiopie sont des zones fermées aux étrangers. Ensuite, parce que de nouveaux acteurs sont impliqués. Du côté gouvernemental, le Mouvement national amhara (MNA) mobilise les communautés de cette province qui fait office de tampon entre le Tigré et la capitale fédérale, pour contrer l'offensive du FLPT. Ce conflit jette une lumière cruelle sur une plaie ancestrale qui déchire l'Afrique : les haines raciales et ethniques.

Encore plus radical dans la complexité : le Sud-Soudan, depuis 2013 n'est pas la partie sud du Soudan, c'est un pays distinct depuis un référendum d'indépendance qui lui a donné naissance en janvier 2011, dernier État admis à l'ONU. Pendant la longue lutte des sudistes (« africano-chrétiens ») contre les nordistes (« arabo-musulmans »), les sudistes avaient obtenu le soutien des Américains conservateurs (période Bush) qui y voyaient incarnée la « résistance africaine » aux fondamentalistes de Khartoum. À peine indépendant, le pays est déchiré par une première guerre civile qui éclate pour des raisons de politique intérieure, de corruption des dirigeants, des curés trafiquants d'armes… Le pays sombre dans la guerre civile, le rendant inexploitable pour le complexe militaro-intellectuel. Les feux de la rampe médiatique s'éteignent. Les médecins britanniques ont produit un rapport chiffrant la guerre civile de 2013 à 2018 à trois cent quatre-vingt-trois mille morts, nombre « probablement sous-estimé » selon eux[315], un million de Sud-Soudanais se sont réfugiés… au Soudan. Bilan : un article en quatrième page

dans le *New York Times* et un entrefilet dans *Le Monde*. L'Afrique est donc un continent sur lequel le complexe militaro-intellectuel français hésite : opposé à l'intervention en Côte d'Ivoire, y voyant la main de la Françafrique, indifférent en RDC, enfin favorable au Tchad puisque l'EUFOR résulte d'une action directe du conseiller spécial de Kouchner.

Les crises africaines, n'entrant pas toujours dans les schémas classiques de la guerre globale contre le terrorisme, n'apparaissent qu'accidentellement dans le calendrier diplomatique international, les acteurs du complexe militaro-intellectuel n'y trouvent pas leur compte.

---

313. « Le Yémen, 3 ans après le début de l'intervention militaire menée par l'Arabie Saoudite. Les chiffres clés du conflit – Avril 2018 », *senat.fr*.
314. Gérard Prunier, *Cadavres noirs*, Paris, Gallimard, 2021.
315. « Retrospective estimation of mortality in Somalia, 2014-2018 : a statistical analysis », London School of Hygiene and Tropical Medecine, janvier 2020.

Conclusion

Dans une démocratie, une guerre est légitime et « démocratique » si son but a convaincu l'opinion. Immédiatement après la catastroïka, dans le vide créé par l'écroulement du grand ennemi, la guerre du Golfe, menée avec l'accord de l'ONU et l'abstention russe, est gagnée en cent vingt heures. On conclut à la naissance d'un « nouvel ordre mondial » géré grâce à des interventions militaires occidentales qui ne tuaient plus : le « zéro mort » devient une antienne. Dans ce nouveau monde sans paradigme, le complexe militaro-intellectuel, mélange d'acteurs divers (intellectuels médiatiques, humanitaires, hommes politiques…), découvre la guerre « juste » avec la Bosnie, le Kosovo, la Somalie, Timor…

Les responsables politiques, qui ne savent plus ce qu'est la guerre qu'ils ont parfois soigneusement évitée (George W. Bush, Trump…), sont surtout préoccupés par les contraintes électorales de politique intérieure et la réaction de l'opinion plus que par la nature des crises. Dans la décennie 1990, les *strategists* américains néoconservateurs tentent de définir un nouveau paradigme stratégique, qui assurerait la prééminence de Washington, gage de sécurité de la planète. Le sentiment de supériorité absolue des armées occidentales libère une volonté interventionniste unilatérale et planétaire qui ne cherchait que la bonne crise avec la bonne légitimation.

Les soviétologues déclassés laissent la place à foison de personnalités médiatiques bellicistes qui inventent une forme « d'impérialisme bienveillant » occidental en charge de la police de la planète. C'est le complexe militaro-intellectuel qui va progressivement faire l'agenda en se saisissant d'une triple fonction : choisir une crise dans le brouillard de ce nouveau monde sans matrice ; ensuite, identifier la victime et l'Autre meurtrier en annonçant, à façon, des risques de « crime contre l'humanité » ou de « génocide » ; enfin, légitimer l'emploi de la force (ce qui ressemble à de la guerre mais n'en est pas), sachant qu'aucun de ses membres ne s'y associera. Avec la fin de la conscription, l'ex-conscrit est devenu un téléspectateur, et c'est sur les plateaux télévisés et à travers des images en direct que la guerre sur des théâtres lointains se vit dorénavant, que le bourreau et la victime sont désignés, et d'où le politique est interpellé et accusé d'inaction. C'est l'accès aux médias qui fait le spécialiste et non pas l'expertise. Les interventions militaires de la décennie sont bâties sur des argumentaires moraux, éthiques, philosophiques, civilisationnels et médiatiques, mais jamais réellement stratégiques. L'activisme militaire

occidental, depuis 1991, est impressionnant. Il y a eu cinq interventions militaires majeurs au Moyen-Orient (Koweït, Irak – embargo meurtrier plus guerre –, Afghanistan, Libye, Syrie) ; une trentaine en Afrique subsaharienne, avec toute la palette des modalités militaires (Somalie – humanitaire – ; Côte d'Ivoire – protection des ressortissants – ; RDC – opération Artémis en Ituri, à l'été 2003, puis deux interventions, dont l'opération EUFOR – ; Burkina Fasso – coalition Séléka contre « anti-balaka » – ; RCA en 2013 – résolution 2127 – ; l'opération EUFOR Tchad est la cinquième menée par l'Union européenne ; enfin, la lutte contre la piraterie somalienne avec l'opération Atalante en 2008).

Le bilan est souvent catastrophique : États détruits, zones laissées sans État, grand nombre de morts, blessés, réfugiés et déplacés fuyant les zones de conflit… Une fois les projecteurs des médias éteints, l'intérêt des acteurs les plus actifs se détourne : qui s'intéresse encore à la Somalie, à la crise du Congo ou surtout aux crises meurtrières (Kurdistan, Nigeria, Darfour…) ?

Avec le 11-Septembre, le terrorisme islamiste, que personne n'avait prévu, a provoqué une onde de choc qui secoue tous les acteurs des cercles stratégiques. « La guerre globale contre le terrorisme et la prolifération » décide unilatéralement quels sont les « pays voyous », même sans aucun rapport avec l'attaque du World Trade Center. Les « guerres globales contre le terrorisme et la prolifération » n'attendaient qu'une occasion, préparées par la poussée conjuguée des néo-évangéliques et des néoconservateurs américains, parfois appuyés par leurs disciples britanniques et français : le 11-Septembre fournit le prétexte pour déclencher des guerres sans rapport avec l'acte terroriste.

Les différentes opérations militaires occidentales qui ont jalonné les deux décennies ont fait plus de morts que le terrorisme, elles ont dispersé les foyers terroristes dans les métropoles, donnant naissance à une violence endogène, et ont provoqué la crise des migrants. Le mensonge est devenu un argumentaire théologique de guerre justifié par le but recherché : les néo-évangéliques américains légitiment la guerre d'Irak comme préalable à la rechristianisation du Moyen-Orient ; les salafistes djihadistes contestent la géopolitique religieuse traditionnelle (Terre d'Islam/Terre de la Guerre/Terre de la Trêve) et y incluent des morceaux des pays qui accueillent des diasporas ; les juifs radicaux visent l'annexion complète de la Cisjordanie ; les radicaux bouddhistes ou hindouistes expulsent ou oppriment les musulmans, convaincus de l'existence d'une internationale islamiste… Face aux radicalismes religieux qui polluent toutes les grandes aires religieuses, les acteurs du complexe militaro-intellectuel bafouillent.

L'option militaire sans solution politique s'est souvent avérée contre-productive localement : en Irak, les campagnes massives de bombardement amenèrent effectivement la victoire militaire rapide sur l'armée régulière, mais aussi la résistance collective des Irakiens, tous atteints par les

destructions systématiques et les cadavres. La victoire militaire occidentale est certaine et finalement rend la paix impossible et la guerre dure toujours. L'Afghanistan fut une fois de plus le « tombeau des Empires » (vingt ans de guerre et retrait pitoyable). La fonction moraliste militarisée que se sont attribuée les penseurs occidentaux est parvenue à faire adopter des principes interventionnistes (droit d'ingérence et responsabilité de protéger) contraires au principe de souveraineté. Dans les enceintes internationales, cet activisme est de plus en plus rejeté par d'autres acteurs qui y voient une nouvelle mentalité colonialiste et, sur le terrain, par les populations elles-mêmes, rejet perceptible dès la Somalie. La lassitude des opinions locales est, elle aussi, de plus en plus virulente au Mali, en Irak, dans la « rue arabe ».

La tentative de compréhension du phénomène terroriste, à la fois un ennemi interne et externe, mobilise très largement les expertises (sociologues, historiens, humanitaires, ethnologues, cliniciens…). Reconnaissant le retour du religieux, le complexe militaro-intellectuel ne perçoit cependant pas la montée des radicalismes et leurs violences planétaires, le champ d'analyse reste limité aux pays démocratiques cherchant à expliquer, voire à justifier, et acceptant lâchement la fin de l'universalisme.

Les interventions occidentales ont souvent laissé derrière elles des situations bien pires qu'avant la crise (Afghanistan, Libye, Irak…), sans que jamais les acteurs qui avaient poussé à la guerre ne s'en excusent. Ces « bellicistes Tefal », sur lesquels aucune critique n'accroche, ne revenant jamais sur leurs erreurs passées puisqu'elles étaient motivées par le bien, passent à la crise suivante. Le bilan est également dramatique sur le plan international, avec la diffusion du terrorisme de rétorsion comme à Londres, Madrid et Paris. La disparition territoriale de Daech a fait naître un terrorisme indigène en accès libre sur internet en Occident.

Enfin, les grandes démocraties doivent depuis peu faire face à des séparatismes internes qui prônent un antiracisme raciste, un discours théoriste contre « l'homme blanc » qui ouvre la porte à la violence, une rupture totale, le rejet de l'universalisme des droits de l'homme, le tout appuyé sur une culture *woke* employant les méthodes des SA : la menace anonyme sur les réseaux sociaux. Là aussi, les acteurs du complexe militaro-intellectuel justifient sans approuver, argumentent pour ne pas perdre pied, quitte à renier les principes politiques les plus fondamentaux des démocraties : Mila et Paty n'ont plus de défenseurs. En restera-t-on longtemps à une guerre civile à bas bruit ?

La lassitude des opinions occidentales est désormais palpable. Ces guerres « justes » sont coûteuses, longues et finalement vaines : Afghanistan, 2,261 milliards de dollars (le Vietnam, 500 milliards de dollars). Des constats accablants : en 2019, l'aviation afghane a coûté 1,7 milliard de dollars au budget américain, alors que la recherche contre le covid n'a reçu que

624 millions de dollars. Le complexe militaro-intellectuel, qui a été le moteur stratégique pendant deux décennies, se divise : les humanitaires, présents sur les crises, ne parviennent pas à empêcher la militarisation de leur activité ; des voix, y compris militaires, s'élèvent contre l'envoi de corps expéditionnaires dans des guerres qui n'en sont pas. Les désillusions qu'ont générées toutes les dernières interventions militaires laissent présager la fin de l'interventionnisme militaire occidental ou, à tout le moins, une baisse significative. La Libye, où troupes russes et turques sont dorénavant seules présentes, est le signe de la fin d'une époque. Le Mali annonce vouloir recourir à la même solution.

La guerre n'est donc plus la continuation de la politique décidée par des gouvernants. C'est le résultat complexe de jeux d'acteurs parapolitiques qui, en mêlant une couche morale, des émotions, peu de connaissances réelles et aucune analyse stratégique combinés à une garantie d'accès aux médias, « pasteurisent » la guerre en désignant l'ennemi principal, la victime et les moyens, et l'action militaire nécessaire, le tout sur les plateaux télévisés.

« On fait la guerre quand on veut, on la termine quand on peut », disait déjà Machiavel.

Annexes

Annexe 1
Propagande contre propagande : l'histoire du massacre de Katyń

Le 5 mars 1940, vingt-cinq mille sept cents officiers et résistants polonais, officiers d'active et de réserve (étudiants, médecins, ingénieurs, enseignants, etc.), et autres élites polonaises, sont massacrés lors de l'invasion du pays à la suite du Pacte germano-soviétique. Les assassinats sont exécutés par les services spéciaux du NKVD, quelques milliers « d'exécuteurs de sentences » professionnels, spécialement entraînés pour tuer les condamnés et cacher leur corps. Ces meurtres de masse nécessitent un personnel nombreux et formé afin, en moins d'un mois, de fusiller des milliers de personnes, cacher leur corps, dans une zone rurale peuplée et maintenir le secret. Le NKVD a noté les adresses des familles des victimes qui ont eu l'autorisation d'écrire à leurs proches. Celles-ci ont donc été rassemblées et soixante mille six cent soixante-sept parents de victimes ont été déportés au Kazakhstan : 80 % sont des femmes et des enfants. L'intention était de supprimer totalement l'identité polonaise en exterminant ses élites.

Durant la guerre, en Pologne occupée, un film allemand fut tourné, destiné aux pays neutres (Suisse, Suède et au CICR[316]), pour révéler la responsabilité soviétique du massacre. Selon l'historien allemand Peter Longerich, la découverte des charniers coïncide avec un tournant de la propagande antisémite au cours de laquelle il s'agissait aussi d'avertir les Allemands que, dans le cas où l'Allemagne nazie perdrait la guerre, elle serait l'objet de représailles terribles de la part des Soviétiques et des Juifs, toujours confondus dans le discours. Le sort des Polonais massacrés annoncerait le sort des populations européennes en cas de défaite allemande. Un florilège de textes et d'images antisémites de la propagande nazie est consultable sur le site du Musée d'art et d'histoire du Judaïsme[317].

Après la reconquête de Katyń par l'Armée rouge, l'URSS met en place une commission d'enquête, la Commission spéciale pour la vérification et l'enquête sur l'exécution par les envahisseurs nazis des officiers polonais prisonniers de guerre dans le bois de Katyń, qui attribue la responsabilité des exécutions à la Wehrmacht, arguant « que les balles dans les cadavres étaient de fabrication allemande ». Un film soviétique fut produit au procès de Nuremberg dans ce but. Les témoins sont préparés par des adjoints de Lavrenti Beria. Un des procureurs soviétiques à Nuremberg, Nicolaï Zoria, « refuse de participer à l'œuvre de falsification des dirigeants soviétiques » et veut faire part de ses doutes à Andreï Vychinski, mais il meurt étrangement dans sa chambre d'hôtel, le 23 mai 1946. À la fin des hostilités, les Soviétiques déclarent la région de Katyń zone interdite, refusent toute enquête internationale et, assurés du soutien passif des Occidentaux, répliquent selon la technique de l'amalgame (ceux qui mettent en doute la thèse soviétique sont des pronazis). En 1944, Roosevelt missionne un envoyé spécial, George Earle[318], qui conclut à la responsabilité soviétique, mais le président en rejette les conclusions,

ordonne la destruction du rapport et intime, par écrit, l'ordre de ne pas publier. Roosevelt déclare solennellement que cette affaire ne représente « rien d'autre que de la propagande, un complot des Allemands » et qu'il est « convaincu que ce ne sont pas les Russes qui l'ont fait ». Les États-Unis savaient, depuis 1943, et les Britanniques avaient le rapport de leur ambassadeur auprès des Polonais avec la même conclusion, mais la priorité est de maintenir de bons rapports avec leur allié : faire en sorte « que l'histoire enregistre l'incident de la forêt de Katyń comme une tentative sans importance des Allemands pour retarder leur défaite ». Plusieurs historiens réfutaient la version soviétique du massacre : Jóseph Czapski (*Terre inhumaine*, 1949), Janusz K. Zawodny (*Death in the forest*, 1962), Henri de Montfort (*Le massacre de Katyń ; crime russe ou crime allemand ?*, 1966). Gorbatchev finit par présenter ses excuses officielles au peuple polonais lors d'une cérémonie, le 13 octobre 1990, à l'occasion de la journée mondiale pour les victimes de Katyń. La livraison des originaux des ordres de Staline par Vladimir Poutine, la fouille des quatre charniers secrets de l'ex-Union soviétique, en dehors de celui de Katyń, où l'on retrouve les cadavres de la quasi-totalité des militaires polonais disparus, mettent un point final au débat historique. Poutine expliqua ces massacres par une vengeance : trente-deux mille prisonniers de guerre soviétiques sont morts de faim ou de maladie en captivité polonaise lors de la guerre soviéto-polonaise de 1919-1920.

316. Comité international de la Croix-Rouge.
317. URL : <https://www.mahj.org/sites/mahj.org/files/atoms/files/stereotypes_prejuges.pdf>.
318. Joe Grundhoefer, « The Katyn massacre ; cover-up, suppression, and the politics of war, from an american perspective », *Departmental Honors Projects*, printemps 2017.

Annexe 2
Les procès de Moscou à Paris

Le livre de Viktor Kravchenko, *J'ai choisi la liberté ! La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*, paru à Paris en 1947, dénonce la collectivisation, les purges et le Goulag. En novembre 1947, *Les Lettres françaises*, hebdomadaire proche du PCF, publie un article à charge, « Comment on a fabriqué Kravchenko », signé André Ullmann, résistant français qui avait lutté au côté de camarades russes, qualifie l'auteur d'« escroc », de « traître », d'« ivrogne » et de « désinformateur » à la solde des services secrets américains. Viktor Kravchenko porte plainte. Le procès débute en janvier 1949 à la 17e chambre correctionnelle de Paris. Il a pour avocat un résistant. De l'autre, Claude Morgan, directeur des *Lettres françaises*, et son rédacteur, André Wurmser, sont défendus par deux avocats, eux aussi anciens résistants et communistes. Le PCF, alors au gouvernement (28,6 % des voix), veut défendre à tout prix son prestige fraîchement rafraîchi dans la Résistance et continue à surfer sur « l'effet Stalingrad », bataille qui fit basculer la guerre. En deux mois, près de cent témoins passent, dont des « compagnons de route » venus témoigner simplement pour affirmer, par conviction et sans preuve, que tout ce que disait le livre était faux : Emmanuel d'Astier de La Vigerie, des universitaires, comme Jean Bruhat, des écrivains, comme Roger Garaudy, Vercors, des scientifiques, comme Frédéric Joliot-Curie, tous convaincus qu'il n'est « pas possible que le marxisme-léninisme engendre ces choses ».

Au cours du procès, un témoin soviétique affirme : « Nous détournons vers le sud des fleuves qui coulaient vers le nord. » L'URSS envoya des collègues de Kravchenko, dont sa première femme. Kravchenko appelle à témoigner dix-sept « personnes déplacées », émigrées, torturées par le NKVD, retrouvées en publiant des annonces dans la presse russophone en Occident. Seule témoigne Margarete Buber-Neumann, veuve du dirigeant communiste allemand Heinz Neumann, éliminé à Moscou pendant les purges. Arrêtée en 1933 et envoyée au Goulag en Sibérie, elle avait été livrée lors du Pacte germano-soviétique et déportée à Ravensbrück en 1937. Miraculeusement rescapée, elle raconte devant la Cour les conditions de détention terribles des camps soviétiques. Après l'avoir écoutée, Simone de Beauvoir s'exclama : « Depuis que j'ai entendu cette Allemande, je crois ! Je crois que Kravchenko dit la vérité sur tout. » Le procès est gagné, mais la cause est perdue. Le 4 avril 1949, la Cour accorde en dommages et intérêts 150 000 francs et condamne le journal à 5 000 francs d'amende. La dernière déclaration de Viktor Kravchenko fut prophétique : « Le tyran Hitler est mort et après sa mort on a tout su, le tyran Staline mourra et on saura tout. » La mort, en 1966, de Kravchenko, d'une balle dans la tête dans son appartement, fut considérée à l'époque comme un suicide, mais son fils Andrew continue de croire qu'il fut assassiné par le KGB.

Au même moment, l'écrivain Vladimir Pozner sensibilise la France au procès des

époux Rosenberg accusés d'espionnage aux États-Unis en 1950. En 1952, un comité de défense des Rosenberg, réunissant plus d'une centaine d'intellectuels français, est constitué, alors qu'au même moment se déroule le procès Slánský à Prague, destiné à éliminer onze cadres du Parti communiste tchèque, condamnés à mort, et trois autres, dont Artur London, à la prison à vie. En France, Jean Effel, Hervé Bazin, Fernand Léger, Louis Aragon, Pablo Picasso, Simone Signoret, Yves Montand et Maurice Druon s'engagent. Jean-Paul Sartre délire dans *Libération* : « Attention, l'Amérique a la rage. Tranchons tous les liens qui nous rattachent à elle, sinon nous serons à notre tour mordus et enragés. » Ronald Radosh et Joyce Milton écrivent, dans *The Rosenberg file ; a search for the truth* (1983), qu'« avant la fin de l'année, on trouvait des comités de défense des Rosenberg en Grande-Bretagne, en France, au Danemark, en Suisse, en Suède, en Italie, en Israël, en Irlande, en Belgique, en Allemagne, en Autriche et bien sûr en Europe de l'Est ». L'URSS accuse les États-Unis d'antisémitisme, alors qu'au même moment Staline monte le faux complot des « Blouses blanches » : neuf médecins, dont six Juifs, soignants des membres du Politburo, sont accusés d'avoir empoisonné Jdanov et d'être sur le point d'assassiner d'importantes personnalités soviétiques. Le 13 janvier 1953, *L'Humanité* écrit que « la majorité du groupe terroriste […] était liée à l'organisation juive internationale nationaliste bourgeoise Jewish Joint Distribution Committee, créée par les services secrets américains ». On demanda aux médecins français proches du parti de s'associer à la condamnation de leurs collègues. Annie Kriegel, responsable de l'idéologie, en rencontra une dizaine, dont la moitié Juifs, pour un article de *L'Humanité* du 27 janvier 1953. Elle parle dans les *Cahiers du communisme* de « médecins terroristes », complices du « sionisme » et approuve l'emploi des tortures aux « assassins en blouse blanche ». Parmi les autres signataires, des résistants : Victor Lafitte, membre de la commission nationale des médecins du PCF, qui avait obtenu la signature d'un certain nombre de médecins communistes en bas d'un texte affirmant leur confiance dans la justice et le pouvoir soviétiques :

> Les médecins français estiment qu'un très grand service a été rendu à la cause de la Paix par la mise hors d'état de nuire de ce groupe de criminels, d'autant plus odieux qu'ils ont abusé de la confiance naturelle de leurs malades pour attenter à leur vie.

Le psychiatre Louis Le Guillant, fondateur de la revue *La Raison : Cahiers de psychopathologie scientifique*, produit un article de trente-six pages dans *La Nouvelle Critique*, en mars 1953. Mais quinze jours plus tard, le 3 avril, le Praesidium du Soviet suprême annonce que le complot des médecins n'a jamais existé et qu'ils sont réhabilités. Quand l'affaire se dégonfle, Lafitte devient le galeux d'où vient tout le mal. Le Guillant tombe en dépression. *L'Humanité* reprend les informations de la Pravda en première page, suivi d'un article sans signature et sans autocritique, le correspondant à Moscou décrivant l'abandon du procès comme un succès soviétique contre un complot de la presse occidentale et du journal français *Franc-Tireur*, accusé de trotskisme.

Annexe 3
Le phénomène kamikaze dans le monde musulman

Fethi Benslama, professeur de psychopathologie et directeur de l'unité des études psychanalytiques à l'Université Paris-Diderot, démonte le mécanisme de « la mort volontaire » dans son livre *Soudain, la révolution*[319]. Par quelles paraboles l'idéologie islamiste « se donne un droit de tirage sur la jeunesse d'un pays en produisant le plus de martyrs possible » ?

Il y a trente ans, les attentats-suicides ont commencé. C'était en 1983, pendant l'occupation israélienne du Sud-Liban. Le premier est organisé et revendiqué par le Hezbollah, au nom de l'islam. C'est là qu'apparaît le terme « kamikaze ». Le mot « kamikaze » a été utilisé par les médias, en référence au massacre de l'aéroport de Tel-Aviv, exécuté par un groupe de l'Armée rouge japonaise, le 30 mai 1972. Deux des trois membres du groupe se sont tués eux-mêmes avec leurs grenades. Par la suite, le phénomène de la mort volontaire s'est diffusé dans tout le monde arabe et musulman et a emprunté diverses formes. Il y a bien sûr les injustices sociales et politiques des pouvoirs en place, les exactions commises par les interventions étrangères et les occupations, les manipulations, etc., mais ce n'est pas suffisant. Pendant les pires périodes du colonialisme, alors qu'il y avait une disproportion considérable entre les armées d'occupation et les mouvements de résistance nationale, on n'a pas recouru à ce type de mort volontaire, ou très rarement. Il y avait des volontaires pour combattre et risquer éventuellement de mourir, mais pas pour aller à une mort certaine. Actuellement, c'est une pathologie collective qui s'exprime à travers des actes individuels.

L'industrie des martyrs est florissante, elle a ses commanditaires, ses fabricants, ses ouvriers, ses consommateurs et ses produits conditionnés. Tout cela témoigne d'un dérèglement profond qui indique que la culture actuelle de l'islam et les sociétés du monde musulman ne protègent plus leurs enfants des états de détresse graves qui les conduisent vers cet idéal ravageant de la mort volontaire. Cette mort apparaît au jeune comme l'acte éthique ou moral par excellence, qui lui confère une dignité sublime, un respect pour son existence. La culture islamique comporte aujourd'hui des incitations attirantes vers la mort volontaire. Il y a plusieurs facteurs qui peuvent se combiner : la souffrance psychique individuelle, le désespoir social, les manipulations par des recruteurs de la mort sacrée. Cette combinaison ne produit l'effet destructeur que nous voyons que s'il existe un discours puissant et harcelant qui dit : « Meurs pour devenir », « Meurs pour jouir » (du paradis), ou bien « De toute façon tu es foutu, alors fais de ta mort une œuvre destructrice au service de la cause ». La mort apparaît, chaque fois, comme la belle issue qui attend le sujet, ou bien ce qui lui confère le plus de valeur, bref qui fait de l'homme insignifiant un héros. C'est ce que j'appelle « l'agonie pour la justice ».

La culpabilité est un élément important dans le processus de la mort volontaire,

mais n'importe qui ne peut être culpabilisé par quelqu'un d'autre au point d'être convaincu de se donner la mort. Il faut que la personne se sente déjà tellement coupable et prête à se punir pour adhérer à un discours culpabilisant au nom de la cause ; il faut ensuite qu'elle fasse la mauvaise rencontre du recruteur qui va l'engager dans le processus de la mise à mort réelle. Le discours courant, au nom de l'islam, crée, aujourd'hui, une culture mortifère de la culpabilité à travers les prédicateurs wahhabites et autres pervers religieux qui appuient sur l'accélérateur du Surmoi. Le Surmoi est une instance de notre psychisme qui nous surveille, nous juge et nous punit, pas seulement pour nos actes, mais pour nos fantasmes ou nos intentions. On peut dire que toute société humaine reconnaît ce narcissisme fondamental des individus qui y vivent, elle le garantit et contribue à sa préservation par les droits, les soins, les secours qu'elle apporte à tous. Mais s'il y a trop de narcissisme, cela donne ces personnes gonflées d'orgueil, qui ne cessent de faire la démonstration de leur importance, ces égoïstes qui peuvent aller très loin dans l'écrasement des autres pour leurs intérêts propres. Cela peut donner aussi des pervers narcissiques capables des exactions criminelles les plus cruelles, car ils en jouissent. Au niveau du discours, certains prédicateurs que nous voyons à la télévision en sont des exemples quasi cliniques, tels ceux qui veulent envoyer les enfants des autres au martyre, tout en gardant les leurs à l'abri, tels ceux qui préconisent des mutilations comme des actes esthétiques, tels ceux qui prétendent autoriser les relations sexuelles avec des enfants, etc. Ces discours sont pourtant tolérés au nom de la démocratie et de la liberté d'expression… La préservation et le respect de l'existence humaine y sont précaires matériellement, symboliquement, juridiquement. Ces atteintes narcissiques font le lit de la mort volontaire.

L'idéologie islamiste se propose de traiter cette crise, mais sa réponse suit exactement le langage du Surmoi. Si vous en êtes là, c'est parce que vous avez fauté, vous êtes coupable, vous avez trahi votre cause, vous n'êtes plus qu'une imitation de musulman, vous n'avez plus qu'à expier. Concernant les enfants, c'est tout simplement de la maltraitance. Quant aux jeunes, la sortie de l'adolescence, qui peut être très tardive dans beaucoup de cas, allant jusqu'à la trentaine, le recours à l'héroïsme du martyr constitue une solution pour se dégager des états dépressifs et/ou de psychoses latentes conjugués avec des impasses sociales. Lorsqu'il y a engagement dans le terrorisme, c'est une possibilité de déguisement de la délinquance et des pulsions criminelles en une violence légitime. Dans un très grand nombre de cas, il faut parler d'utilisation délinquante ou criminelle de la religion. Le religieux sauvage se prête au pire, surtout lorsqu'il y a destruction de l'institution religieuse, comme c'est le cas dans beaucoup de pays musulmans. C'est de la religion décomposée. Cela produit beaucoup de cruauté, parce qu'elle n'offre pas la protection illusoire contre la détresse qui est la fonction fondamentale de la religion instituée, mais à l'inverse, elle injecte de la détresse. Personnellement, j'ai connu, dans la génération de mes parents, pas les miens seulement, mais chez tout un peuple, un islam qui était une source de quiétude. Aujourd'hui, l'islam sert à alimenter l'angoisse, la colère, le trouble, l'effroi. La grande institution de l'islam s'est détraquée et je ne sais pas quand elle retrouvera un régime raisonnable avec tous les monstres qu'elle a engendrés.

Lorsqu'une vie est donnée au service d'une cause, elle endette les partisans de

cette cause, les oblige vis-à-vis de la personne morte et vis-à-vis de la cause pour laquelle il est mort. C'est le cas du martyr, dont l'esprit ou le spectre va hanter les vivants. Le spectre, c'est l'image, c'est le nom, c'est cette présence imperceptible qui vous dit : « Qu'avez-vous fait pour moi ou pour ma cause, moi qui suis mort pour vous ? » C'est pourquoi le meurtre d'un humain est non seulement une perte irrémédiable, mais est aussi créateur de tourments et de hantise pour les siens. Lorsqu'il s'agit d'une cause, l'assassinat d'un homme pour affaiblir ce qu'il représente peut se retourner contre les meurtriers, car la personne devient plus forte morte que vivante, si ses proches l'érigent en martyr. Cette logique peut être utilisée, comme pour toute chose, dans un sens accablant pour les vivants, dans le but de les écraser par la dette de vie, en multipliant les martyrs. Quand vous avez trop de martyrs dans une contrée, cela saccage la vie des gens. C'est le cas de l'Algérie, avec son million de martyrs (de la guerre de décolonisation et des années noires) qui ne cesse d'augmenter. On achète avec de l'argent la mort volontaire à travers des circuits et des réseaux lucratifs, mais surtout symboliquement et stratégiquement en créant des dettes de sang et des spectres de martyrs qui vont hanter les populations. L'inconscient parle souvent un langage littéral et s'exprime à travers des bouches naïves. Les martyrs sont des morts-vivants (c'est leur statut coranique) vis-à-vis desquels les vivants ont des dettes incommensurables. L'islamisme radical use de ce stratagème et se donne un droit de tirage sur la jeunesse d'un pays en produisant le plus de martyrs possible, car il parie sur la puissance de cette figure pour assujettir les masses à sa cause.

---

319. Fethi Benslama, *Soudain la révolution ! De la Tunisie au monde arabe : la signification d'un soulèvement*, Paris, Denoël, 2011.

Retrouvez notre catalogue sur
www.editionsdelaube.com

Pour limiter l'empreinte environnementale de leurs livres,
les éditions de l'Aube font le choix de papiers
issus de forêts durablement gérées et de sources contrôlées.
Ce fichier a été généré
par le service fabrication des éditions de l'Aube.
Pour toute remarque ou suggestion,
n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse
num@editionsdelaube.com

a été achevé d'imprimer en avril 2022
pour le compte des éditions de l'Aube
rue Amédée-Giniès, F-84240 La Tour d'Aigues

Dépôt légal : mai 2022
pour la version papier et la version numérique

www.editionsdelaube.com